

**RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**  
**FEVRIER 2019**  
**N°189**

**Direction du Secrétariat Général**



**SOMMAIRE**  
**RAA de février 2019**

	<b>PAGES</b>
<b>PARTIE 1 : DELIBERATIONS</b> ( <i>Conseil du 21 février 2019</i> )	<b>2</b>
<b>PARTIE 2 : DECISIONS</b> ( <i>Conseil du 21 février 2019</i> )	<b>143</b>
<b>PARTIE 3 : ARRETES REGLEMENTAIRES</b>	<b>261</b>
<b>PARTIE 4 : ARRETES INDIVIDUELS</b>	<b>422</b>

## PARTIE 1 - DELIBERATIONS

ADMINISTRATION GENERALE, AFFAIRES JURIDIQUES, CONTENTIEUX.....	6
COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE.....	13
CULTURE.....	18
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE, INNOVATION ET ARTISANAT.....	36
HORS COMMISSION.....	40
LOGEMENT.....	72
PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER.....	86
RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISME, PARCS D'ACTIVITE.....	97
RESSOURCES HUMAINES.....	111
SPORT ET TRADITIONS SPORTIVES.....	119
TRANSPORT, MOBILITE.....	123
VOIRIE, ESPACE PUBLIC.....	139



# PARTIE I SOMMAIRE

<b>N° Délibération</b>	<b>ADMINISTRATION GENERALE, AFFAIRES JURIDIQUES, CONTENTIEUX</b>	<b>PAGES</b>
M2019-68	Protocole d'accord transactionnel conclu avec la société Chubb European Group PLC relatif au règlement du litige consécutif au sinistre incendie survenu sur l'unité Amétyst le 10 septembre 2010	7
M2019-69	Protocole d'accord transactionnel avec les sociétés INGEROP CONSEIL & INGENIERIE et EUROVIA MEDITERRANEE - Autorisation de signature	10
<b>N° Délibération</b>	<b>COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE</b>	<b>PAGES</b>
M2019-72	Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage - Fonds Métropolitain d'aide aux jeunes - Appel à projets 2019 - Attribution de subventions	14
<b>N° Délibération</b>	<b>CULTURE</b>	<b>PAGES</b>
M2019-74	Culture - Convention de partenariat avec l'association Grain d'image et la Ville de Montpellier relative à l'organisation de la manifestation "Les Boutographies - Rencontres photographiques de Montpellier" - Autorisation de signature	19
M2019-75	Culture - Affectation de subvention au Théâtre des 13 vents - Centre Dramatique National de Montpellier - Convention de partenariat - Approbation et autorisation de signature	22
M2019-76	Culture - Attribution de fonds de concours à la commune de Castries - Approbation	24
M2019-77	Culture - Agora des savoirs - Charte et composition du conseil scientifique - Approbation et désignation	27
M2019-78	Culture - Conservatoire à Rayonnement Régional - Convention de partenariat avec l'Association Allons Z'Enfants-Compagnie Didier Théron pour la mise en œuvre d'actions pédagogiques - Autorisation de signature	30
M2019-79	Culture - Conservatoire à Rayonnement Régional - Convention de partenariat avec l'Orchestre d'Harmonie de Montpellier-Jacou pour la mise en œuvre d'actions pédagogiques - Autorisation de signature	33
<b>N° Délibération</b>	<b>DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT</b>	<b>PAGES</b>
M2019-63	Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Convention cadre de partenariat 2019-2022 pour la promotion et le développement des métiers d'art entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et Ateliers d'Art de France - Autorisation de signature	37
<b>N° Délibération</b>	<b>HORS COMMISSION</b>	<b>PAGES</b>
M2019-87	Prise en charge des frais de mission et de représentation des agents et des élus de Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que des frais de déplacement et d'accueil de personnalités extérieures invitées	41

# PARTIE I SOMMAIRE

<b>N° Délibération</b>	<b>HORS COMMISSION (suite)</b>	<b>PAGES</b>
M2019-88	Représentations - Organismes internes et externes - Désignations et actualisations	45
M2019-89	Commissions du Conseil de Métropole - Modification - Approbation	48
<b>N° Délibération</b>	<b>LOGEMENT</b>	<b>PAGES</b>
M2019-59	Arrêt du projet de Programme Local de l'Habitat 2019-2024 - Approbation	73
M2019-70	Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement urbain de Montpellier 2016-2021 - Quartiers "Courreau / Figuerolles / Nord Ecusson" - Attribution de subventions pour la réhabilitation de 6 logements	80
M2019-71	Opération "Rénover pour un habitat durable et solidaire" 2013-2018 - Attribution de subventions pour la réhabilitation de 55 logements situés dans diverses communes de la Métropole - Autorisation de signature	83
<b>N° Délibération</b>	<b>PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER</b>	<b>PAGES</b>
M2019-60	Commune de Castelnau-le-Lez - Extension du Domaine de Verchant - Ouverture de la concertation préalable	87
M2019-61	Commune de Jacou - Modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Approbation	90
M2019-62	Modalités de mise à disposition de la modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Grabels - Approbation	94
<b>N° Délibération</b>	<b>RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITE</b>	<b>PAGES</b>
M2019-64	Relations internationales, tourisme, parcs d'activité - Marché International des Professionnels de l'Immobilier (MIPIM) 2019 - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la SA3M et la SERM - Autorisation de signature	98
M2019-65	Relations internationales, tourisme, parcs d'activité - Plateforme de promotion des vins de Montpellier Méditerranée Métropole à Chengdu - Attribution de subvention à l'association EUPIC pour l'année 2019 - Convention - Autorisation de signature	101
M2019-66	Relations internationales, tourisme, parcs d'activité - Organisation d'une mission d'affaires filière viticole à Chengdu (Chine) du 17 au 23 mars 2019 - Participation à la foire des vins et spiritueux - Financement de la mission - Approbation	105
M2019-67	Relations internationales, tourisme, parcs d'activité - Soutien aux manifestations - Attribution de subventions - Convention - Autorisation de signature	108
<b>N° Délibération</b>	<b>RESSOURCES HUMAINES</b>	<b>PAGES</b>
M2019-73	Modification du Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation	112
<b>N° Délibération</b>	<b>SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES</b>	<b>PAGES</b>
M2019-80	Associations et clubs sportifs - Affectations de subventions - Conventions d'attribution - Autorisation de signature	120

**PARTIE I**  
**SOMMAIRE**

<b>N° Délibération</b>	<b>TRANSPORT, MOBILITE</b>	<b>PAGES</b>
M2019-81	Convention de partage des systèmes de Vidéoprotection avec la Ville de Montpellier et les Transports de l'Agglomération de Montpellier (TaM) - Autorisation de signature	124
M2019-82	Tramway ligne 5 - Demande d'une enquête publique parcellaire - Secteur Nord - Approbation	127
M2019-83	Tramway Extension ligne 1 - Demande d'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et à la mise en compatibilité des documents d'urbanisme - Approbation	130
M2019-84	Convention de compensation pour la tarification intermodale avec le Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault (SMTCH) - Autorisation de signature	133
M2019-85	Contrat de concession relatif au parc de stationnement Peyrou-Pitot - Avenant n°3 - Autorisation de signature	136
<b>N° Délibération</b>	<b>VOIRIE, ESPACE PUBLIC</b>	<b>PAGES</b>
M2019-86	Sécurisation des abords du collège Léon Cordas - Rue de la croix Verte à Montpellier - Convention avec le Département de l'Hérault relative au financement des travaux - Autorisation de signer la convention	140

**ADMINISTRATION GÉNÉRALE, CONTENTIEUX ET  
AFFAIRES JURIDIQUES**



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Administration générale, Affaires  
Juridiques, Contentieux

Séance ordinaire du jeudi 21 février 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Michelle CASSAR, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Jean-Luc COUSQUER, Thierry DEWINTRE, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Eric PETIT, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Rabii YOUSSEUS

**Administration générale, Affaires Juridiques, Contentieux - Protocole d'accord transactionnel conclu avec la société Chubb European Group PLC relatif au règlement du litige consécutif au sinistre incendie survenu sur l'unité Amétyst le 10 septembre 2010**

Madame Isabelle GUIRAUD, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération du 14 juin 2005, le Conseil d'Agglomération, aujourd'hui Conseil de Métropole, a autorisé la signature d'un marché avec le groupement d'entreprises VINCI ENVIRONNEMENT, SOGEA SUD, AT&E ARCHITECTE en vue de la construction de l'unité de méthanisation AMETYST pour le traitement des déchets ménagers sur le territoire de la ville de Montpellier.

Par une nouvelle délibération du 20 juillet 2010, le Conseil a autorisé la signature d'un protocole transactionnel visant notamment à reporter la réception des installations, initialement prévue en avril 2008, au plus tard le 31 mars 2011.

Le 13 septembre 2010, un incendie s'est déclaré au sein de l'atelier de déshydratation des digestats de l'unité Amétyst. En l'absence de consensus avec le cabinet d'expert désigné par le constructeur pour la recherche de l'origine du sinistre, la compagnie d'assurance « TRC – Tous risques, montage, essais » a saisi le 5 octobre 2010 le Tribunal Administratif de Montpellier par voie de référé, à l'effet de désigner un expert chargé notamment de définir les causes, origine et circonstances de l'incendie.

Les conclusions de l'expert judiciaire ont établi que les dommages résultaient de réparations provisoires ou de fortune mises en œuvre par le constructeur sur l'un des équipements. Le montant des préjudices financiers subis par la Métropole au titre des préjudices matériels et immatériels, déduction faite des franchises, a été arrêté à hauteur de 1 755 000 € HT.

Au vu de ces conclusions, l'assureur TRC a confirmé sa non garantie, principalement sur le fondement majeur que la nature des réparations mises en œuvre rentrait dans la catégorie des exclusions de garantie.

Afin d'éviter de porter le différend qui les oppose devant les juridictions compétentes, Montpellier Méditerranée Métropole et l'assureur se sont rapprochés et ont convenu d'une issue transactionnelle moyennant des concessions réciproques qui conduisent l'assureur à accepter de payer à titre global et définitif, une somme de 877 000 € HT.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la signature du protocole d'accord transactionnel à conclure avec la société Chubb European Group PLC, tel qu'exposé ci-dessus ;
- dire que les crédits sont inscrits en recette au budget de la Métropole, chapitre 907 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/02/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 février 2019  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-243400017-20190221-71805-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire :  
Réception en Préfecture : 27/02/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- projet transaction ACE 08-2018.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Administration générale, Affaires  
Juridiques, Contentieux

## Séance ordinaire du jeudi 21 février 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Michelle CASSAR, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Jean-Luc COUSQUER, Thierry DEWINTRE, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Eric PETIT, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Rabii YOUSSEUS



## **Administration générale, Affaires Juridiques, Contentieux - Protocole d'accord transactionnel avec les sociétés INGEROP CONSEIL & INGENIERIE et EUROVIA MEDITERRANEE - Autorisation de signature**

Madame Isabelle GUIRAUD, Vice-Présidente, rapporte :

En décembre 2009, la Commune de Castelnau-le-Lez a lancé une consultation en vue de l'aménagement de son centre historique.

Aux termes d'un acte d'engagement signé le 23 juin 2010, la Commune a confié la maîtrise d'œuvre complète des travaux à un groupement conjoint composé de la société INGEROP CONSEIL INGENIERIE, Mandataire, et de la société NBJ ARCHITECTES.

Suivant acte d'engagement signé le 3 août 2011, la Commune a confié la réalisation des travaux relevant du lot n° 3 « Voirie – Aménagements de surface et Mobilier urbain » à un groupement conjoint d'entreprises composé des sociétés EUROVIA MEDITERRANEE, Mandataire, SOLS MEDITERRANEE et NAALA.

Le 4 octobre 2012, la réception des travaux a été prononcée sans réserves à effet du 25 mai 2012.

En dépit de travaux ponctuels de reprise effectués début mai 2013, durant l'année de parfait achèvement, la Commune a constaté une dégradation des joints des pavés de son centre historique mettant en cause la stabilité de ces derniers.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015, les compétences de la Commune en matière de voiries ont été transférées à Montpellier Méditerranée Métropole.

La Métropole a saisi le Tribunal administratif de Montpellier d'une requête en référé instruction le 6 juin 2016.

En cours d'expertise, des travaux de mise en sécurité des zones dégradées ont été réalisés par la société COLAS, mandatée à cette fin par la Métropole. Les pavés litigieux ont été remplacés par un revêtement bitumineux.

L'expert a déposé son rapport final le 12 juillet 2018.

Aux termes du rapport, l'expert a retenu la responsabilité de la société INGEROP à hauteur de 40 % et celle de la société EUROVIA à hauteur de 60 %.

C'est en cet état que les parties se sont rapprochées et, après concessions réciproques, ont convenu de mettre définitivement et irrévocablement fin au litige qui les oppose dans le cadre d'un protocole d'accord transactionnel tripartite.

A concurrence des pourcentages de responsabilité retenue à leur encontre dans le rapport d'expertise, les sociétés acceptent de s'acquitter, au bénéfice de la Métropole des sommes de :

- INGEROP CONSEIL & INGENIERIE : 48 736,24 € ;
- EUROVIA MEDITERRANEE : 73 104,34 €.

En contrepartie, Montpellier Méditerranée Métropole :

- confirme qu'elle accepte, de manière expresse et irrévocable, la solution de reprise des Désordres effectuée par la société COLAS au cours de l'expertise conduite par Monsieur FLECHON ;
- renonce, de manière expresse, définitive et irrévocable, à toutes réclamations, instances et actions trouvant leur origine dans les désordres et dans les faits exposés en préambule du protocole d'accord transactionnel, à l'encontre de la société INGEROP, EUROVIA et de leurs assureurs respectifs.

Compte tenu de ces éléments, il est proposé la résolution à l'amiable de ce litige par la signature d'un protocole transactionnel.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes du protocole transactionnel à intervenir avec les sociétés Ingerop Conseil & Ingénierie et Eurovia Méditerranée ;
- dire que les recettes sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 930 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire et notamment le protocole transactionnel.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/02/19

Pour extrait conforme,  
le Président



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190221-74049-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/02/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Protocole transactionnel.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE,  
LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION  
PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU  
VOYAGE**



Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage

Séance ordinaire du jeudi 21 février 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOL, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Michelle CASSAR, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Renaud CALVAT, Jean-Luc COUSQUER, Thierry DEWINTRE, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Eric PETIT, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Rabii YOUSSEF

# **Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage - Fonds Métropolitain d'aide aux jeunes - Appel à projets 2019 - Attribution de subventions**

Madame Rosy BUONO, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis le 1er janvier 2018, Montpellier Méditerranée Métropole est compétente en matière de Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ3M).

## **1. Le contexte de l'appel à projets**

Véritable enjeu de lutte contre la précarité, le FAJ3M est un dispositif visant à favoriser l'insertion sociale et/ou professionnelle des jeunes en grande difficulté âgés de 18 à 25 ans révolus.

Le dispositif intervient à 2 niveaux :

- Les aides financières individuelles : pour les jeunes sans ressources ou avec de faibles ressources dans le cadre d'une démarche d'accompagnement, associant l'ensemble des acteurs compétents et visant leur insertion sociale et/ou professionnelle. 892 jeunes de la Métropole ont reçu une aide financière en 2018.
- Les actions collectives : soutien financier pour des associations intervenant dans le domaine de l'insertion sociale et proposant des actions d'accompagnement spécifiques et ciblées pour des jeunes en difficulté.

Par délibération du 18 octobre 2018, un appel à projets FAJ3M Actions collectives a été lancé dans l'objectif de :

- faire évoluer et redynamiser l'ensemble du dispositif ;
- adapter le dispositif à l'évolution des besoins des jeunes bénéficiaires ;
- créer et animer un réseau de partenaires autour du FAJ3M et répondre collectivement aux enjeux de solidarité pour les jeunes ;
- mettre en cohérence l'ensemble des actions portées par les partenaires ;
- ouvrir les possibilités d'intervention de la Métropole par rapport aux besoins émergents du public jeune en difficulté.

Quatre axes thématiques avaient été retenus à la suite des ateliers de travail menés dans le cadre du LAB SOCIAL avec des associations et des jeunes bénéficiaires du FAJ3M : hébergement d'urgence, inclusion numérique, insertion professionnelle et santé.

## **2. Les résultats de l'appel à projets**

Il est proposé de retenir les projets suivants et d'octroyer les subventions suivantes :

- **Le projet IVAL.com, porté par l'association DEFI, pour un montant de 13 000 €.**  
Il s'adresse au public jeune de la Mosson et leur permet d'acquérir les prérequis afin d'intégrer une formation qualifiante. Le projet porte sur l'alphabétisation, la médiation et l'insertion. L'association propose aux jeunes un sas en amont des dispositifs de formation existants et les accompagne dans la construction de leur parcours professionnel. Le projet permettra d'accompagner 24 jeunes en 2019.
- **Le projet autour de l'urgence d'hébergement et urgence sociale, porté par l'association Issue-Corus, pour un montant de 35 000 €.**  
L'association met en place un accompagnement social (accès aux droits, santé, ...) et propose des solutions d'hébergement pour les jeunes les plus précaires sans domicile fixe. L'association oriente également les jeunes dans le cadre du FAJ3M individuel. 60 jeunes au minimum pourront bénéficier de cette action.
- **Le projet de chantiers d'implication citoyenne, porté par l'association Passe Muraille, pour un montant de 5 000 €.**  
Avec ce projet, l'association répond aux axes de l'appel à projets sur l'insertion professionnelle et l'inclusion numérique. Elle propose de conduire un chantier sur la maîtrise des outils d'information et du numérique grâce auquel les jeunes pourront construire des supports d'information sur leur

quartier à destination des jeunes et des habitants. Durant cette période, le jeune sera en CDD et à l'issue du chantier, il s'engage à suivre un parcours d'insertion dans le cadre de la réalisation d'une Période de Mise en Situation en Milieu Professionnel (PMSMP). L'association propose donc une logique de parcours aux différents jeunes.

- **Le projet d'accompagnement psychologiques des jeunes en difficulté psycho-sociales, porté par l'association IVLR (Institut de Victimologie), pour un montant de 3 000 €.**  
Répondant ainsi à l'axe 4 de l'appel à projets sur la santé et les souffrances psychologiques, l'association propose d'accompagner 30 jeunes en 2019 ayant subi des psycho-traumatismes afin de lever les freins à leur insertion sociale et professionnelle. Cette action intervient dans le cadre d'un réseau plus large de partenaires autour des questions de santé.
- **Le projet d'accompagnement de jeunes en situation de prostitution ou de risque prostitutionnel, porté par l'association Amicale du Nid, pour un montant de 7 000 €.**  
L'accompagnement social a pour objectif l'autonomie et l'émancipation de publics jeunes exclus et souvent en errance à cause de la prostitution par la reconstruction du lien avec le droit commun. 25 jeunes pourraient être suivis dans ce cadre.
- **Le projet d'accueil, de prévention et de soutien, porté par PEPA (Groupe SOS), pour un montant de 8 000 €.**  
Il s'agit de co-financer les permanences gratuites à Montpellier, Castries et le Crès pour des jeunes rencontrant des difficultés psycho-sociales et leurs parents. Les suivis concernent des jeunes en risque d'addiction. L'association projette d'ouvrir une nouvelle permanence sur le quartier de Près d'Arènes en 2019.
- **Le projet de revalorisation de soi et de gestion des émotions, porté par le Point d'Ecoute de la Mission Locale des Jeunes de la Métropole, pour un montant de 5 000 €.**  
Les jeunes en suivi bénéficient d'une écoute dans le cadre d'entretiens individuels mais aussi d'ateliers collectifs afin de lever les freins à l'insertion. L'action facilite également l'accès aux soins.
- **Le projet sur la mobilité des jeunes, porté par l'association APIJE, pour un montant de 2 250 €.**  
Il s'agit de participer au co-financement d'une plateforme de mobilité destinée à lever les freins à l'insertion. L'antenne est située sur la commune de Jacou et bénéficie aux jeunes des communes du secteur. Le projet s'adresse à des jeunes qui ne peuvent pas intégrer une auto-école classique (barrage de la langue, handicap...) qui bénéficient ainsi d'un accompagnement individualisé (pré-code, conduite supervisée ...). Une douzaine de jeunes pourrait en bénéficier.
- **Le projet sur la prévention santé et addictologie, porté par l'association CODES 34, pour un montant de 2 500 €.**  
Il s'agit de participer au financement d'unités mobiles dans les communes en agissant dans la lutte contre les addictions des jeunes. L'association propose un accompagnement psycho-socio-éducatif avec des équipes spécialisées à visée de réinsertion sociale et professionnelle.

**Le montant total des subventions attribuées dans le cadre de l'appel à projets s'élève à 80 750 €.**

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- attribuer les subventions aux associations suivant la répartition indiquée ci-dessus pour conduire les actions collectives dans le cadre du dispositif Fonds Métropolitain d'Aide aux Jeunes, sous réserve de signature de la convention d'attribution afférente ;
- approuver la convention d'attribution type ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2019, chapitre 934 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer les conventions d'attribution ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 74 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, M. Thierry BREYSSE, Mme Michèle DRAY-FITOUSSI, Mme Mylène FOURCADE, Mme Annie YAGUE.

Fait à Montpellier, le 27/02/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190221-74457-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/02/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention financière type.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## **CULTURE**





Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Culture

## Séance ordinaire du jeudi 21 février 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOL, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Michelle CASSAR, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Renaud CALVAT, Jean-Luc COUSQUER, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Eric PETIT, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Rabii YOUSSEUS

# **Culture - Convention de partenariat avec l'association Grain d'image et la Ville de Montpellier relative à l'organisation de la manifestation "Les Boutographies - Rencontres photographiques de Montpellier" - Autorisation de signature**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

L'association Grain d'image, basée à Montpellier dans le quartier Boutonnet, organise depuis 2001 une manifestation dédiée à la photographie contemporaine, les « Boutographies - Rencontres photographiques de Montpellier ». Développée à partir de son quartier d'origine, cette manifestation se déroule depuis 2008 dans différents lieux d'exposition du centre historique de la Ville de Montpellier. Contribuant à la promotion des jeunes photographes européens, elle se déploie autour d'un événement central, une exposition au Pavillon Populaire de la Ville de Montpellier, présentant les œuvres d'une douzaine de jeunes créateurs, complétée d'une vidéo-projection montrant le travail d'une vingtaine d'artistes supplémentaires. L'exposition de l'année 2019 aura lieu du 4 au 26 mai.

Pour la mise en œuvre du festival des « Boutographies - Rencontres photographiques de Montpellier », l'association bénéficiaire, Grain d'image, a sollicité une subvention auprès de la Ville de Montpellier, ainsi qu'un soutien en nature de la part de Montpellier Méditerranée Métropole. Considérant que ce projet contribue au développement de sa politique culturelle, Montpellier Méditerranée Métropole mettra gracieusement à sa disposition l'auditorium et la cour Vieu du musée Fabre pour l'après-midi et la soirée du samedi 4 mai 2019, jour d'inauguration du festival. L'association y organisera dans l'après-midi du samedi 4 mai une rencontre avec des artistes, une cérémonie de remise des prix et, dans la soirée, un cocktail apéritif. Cette mise à disposition peut être valorisée à hauteur de 4 500 €, conformément aux tarifs 2019 approuvés par délibération n°M2018-694 du 21 décembre 2018. Cet engagement se formalise par une convention tripartite avec l'association Grain d'image, et la Ville de Montpellier, qui contribue également à soutenir l'édition 2019 des « Boutographies - Rencontres photographiques de Montpellier ».

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat avec l'association Grain d'image et la Ville de Montpellier relative à l'organisation de la manifestation « Les Boutographies - Rencontres photographiques de Montpellier » ;
- dire que cette mise à disposition à titre gratuit constitue une subvention en nature, qui sera à ce titre inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole et dans les comptes de l'association ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer la présente convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/02/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190221-73616-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/02/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention grain d'image boutographies 2019 - v2.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Culture

## Séance ordinaire du jeudi 21 février 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOL, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Michelle CASSAR, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Renaud CALVAT, Jean-Luc COUSQUER, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eric PETIT, Joël VERA, Rabii YOUSSEUS

## **Culture - Affectation de subvention au Théâtre des 13 vents - Centre Dramatique National de Montpellier - Convention de partenariat - Approbation et autorisation de signature**

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Institution culturelle majeure du territoire métropolitain, le Théâtre des 13 vents, dirigé depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018 par Nathalie Garraud et Olivier Saccomano, est un Centre Dramatique National labellisé par le Ministère de la Culture. A ce titre, ses missions sont notamment de produire, coproduire, créer et diffuser des pièces de théâtre contemporaines et de répertoire, ainsi que d'accueillir des spectacles de théâtre régionaux, nationaux et internationaux, en favorisant la rencontre entre les œuvres et les publics.

Compte tenu de la qualité et du rayonnement de sa programmation artistique, et considérant que le Théâtre des 13 vents - Centre Dramatique National de Montpellier contribue au développement de la politique de la Métropole en matière de culture, et qu'elle présente ainsi un intérêt local, il est proposé de lui attribuer au titre de l'année 2019 une subvention de fonctionnement d'un montant de 700 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'affectation d'une subvention de 700 000 € au Théâtre des 13 vents - Centre Dramatique National de Montpellier, ainsi que la conclusion de la convention de partenariat afférente,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/02/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190221-74723-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/02/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention Sub Fonctionnement Theatre 13 vents 2019.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du jeudi 21 février 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Michelle CASSAR, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Chantal LÉVY-RAMEAU, Joël VERA, Rabii YOUSSEUS

## **Culture - Attribution de fonds de concours à la commune de Castries - Approbation**

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Classé au titre des monuments historiques, le château de Castries constitue, avec son jardin à la française dessiné par André Le Nôtre, jardinier du roi Louis XIV, et son aqueduc conçu par Paul Riquet, ingénieur du Canal du Midi, un des plus importants ensembles monumentaux du territoire métropolitain.

La commune de Castries ayant engagé un vaste programme de rénovation du monument, un fonds de concours d'un montant de 400 000 € lui a été attribué par Montpellier Méditerranée Métropole pour la première phase de l'opération.

Afin de poursuivre la réalisation de ce programme, la commune a sollicité un financement à hauteur de 400 000 € pour la deuxième phase de l'opération, dont le montant des travaux a été estimé à 1 429 617 € HT.

Cette deuxième phase consistera en l'aménagement de la salle des Etats du Languedoc et de la bibliothèque située au premier étage du bâtiment, ainsi qu'en la création d'un escalier de secours, l'aménagement d'une cour et d'un parking d'une cinquantaine de places, et la construction d'un ascenseur et des cheminements permettant l'accès aux personnes à mobilité réduite.

Compte tenu de la valeur patrimoniale de cet ensemble architectural, et conformément au contrat triennal conclu avec la Région Occitanie dans le cadre du Contrat de Plan Etat Région 2015-2020, il est proposé de répondre favorablement à cette demande.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution d'un fonds de concours à la commune de Castries dans le cadre de la deuxième phase de l'opération de rénovation de son château,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/02/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190221-74838-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/02/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- DCP 3M Convention Fonds de concours Investissement 2019.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Culture

## Séance ordinaire du jeudi 21 février 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Michelle CASSAR, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Joël VERA, Rabii YOUSSEUS

## Culture - Agora des savoirs - Charte et composition du conseil scientifique - Approbation et désignation

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

L'Agora des savoirs a pour objectif de diffuser et partager les savoirs et les connaissances scientifiques auprès d'un public le plus large possible. Elle vise également à valoriser la recherche et l'enseignement des établissements scientifiques de la Ville et notamment les hommes et les femmes travaillant sur le territoire de Montpellier et de sa Métropole.

Par délibération n°M2018-728 en date du 21 décembre 2018, l'Agora des savoirs a été déclarée manifestation d'intérêt métropolitain. Son organisation est donc désormais assurée par la Direction de la Culture et du Patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole.

Par délibération en date du 31 janvier 2019, le Conseil a procédé à la désignation d'une personnalité qualifiée, Mme Anne-Yvonne Le Dain, en qualité de Présidente du conseil scientifique de l'Agora des savoirs.

Ce conseil scientifique a vocation à assurer la programmation annuelle de l'Agora des Savoirs, en lien étroit avec la Direction de la Culture et du Patrimoine de la Métropole, et à en garantir la pertinence et la validité scientifique.

Il est aujourd'hui proposé au Conseil d'approuver la charte du conseil scientifique de l'Agora des savoirs, qui précise ses missions, ses règles de fonctionnement, ainsi que les procédures de mise en œuvre de la programmation de chacune des saisons de la manifestation.

Il est également proposé de désigner les membres de ce conseil scientifique.

Les Président propose les candidatures suivantes :

- Michel Arbatz, écrivain et homme de théâtre ;
- Vincent Attalin, médecine générale, troubles alimentaires, obésité, sommeil. Start Up Aviitam ;
- Béatrice Bakhouch, Professeure des universités, Paul Valéry, langues et littérature latines ;
- Pierre Boulot, Professeur des universités, Gynécologie obstétrique, médecine périnatale, Pôle Mère-Enfant, Université de Montpellier ;
- Marielle Cadopi, Professeure des universités, ancienne doyenne de l'UFR Sciences et techniques des activités physiques et sportives (STAPS) de Montpellier ;
- Henri Carsalade, ancien sous-directeur général de la FAO pour le Développement durable, ancien président de l'Icarda (Syrie), ancien président d'Agropolis, Membre de l'Académie des technologies ;
- Gina Devau, Maître de Conférences, Université de Montpellier, Unité Inserm Neurobiologie, présidente de la « Comédie des Neurones » ;
- John De Vos, Professeur des Universités et Praticien Hospitalier, Cellules souches pluripotentes, Unité Inserm « Cellules souches, plasticité cellulaire, médecine régénératrice et immunothérapie » ;
- Etienne Dombres, Robotique, Directeur de Recherche CNRS classe exceptionnelle, LIRMM (laboratoire d'informatique, de robotique et de mécatronique de Montpellier) ;
- Alain Foucaran, professeur des universités, classe exceptionnelle UM2, fondateur de l'UMR IES (Institut d'Electronique de Montpellier) ;
- Xavier Garric, Professeur des universités, Institut des Biomolécules Max Mousseron, chimie organique, Biopolymères artificiels ;
- Nicolas Giraudeau, Maître de Conférence des Universités de Montpellier et Praticien Hospitalier, UFR d'odontologie. Start Up e-Dent ;
- Stephane Guilbert, Professeur à MontpellierSupAgro, en Sciences des Aliments, médaille d'Or de l'Académie d'Agriculture, membre de l'Académie Internationale des Sciences des aliments ;
- Carine Jallamion, Professeure des universités, Directrice du Collège de Droit de Montpellier, directrice du DU de Droit de l'Arbitrage ;
- Jérôme Larché, médecin réanimateur, humanitaire avec Médecins du Monde, M2 en Sciences Politiques, médecin réanimateur à l'hôpital de Narbonne, et enseignant associé à la Faculté de Droit et Sciences Politiques à l'Université de Montpellier ;
- Cécile Le Gal-Fontès, Professeure des universités, Droit et Economie de la Santé, Docteure en Pharmacie et docteur d'Etat en Droit. Directrice du M2 « environnement réglementaires des entreprises et produits de santé », Université de Montpellier - Faculté de Pharmacie.
- Roland Perez, Professeur Honoraire Université de Montpellier, Président honoraire de l'Université

- d'Amiens, Economie et Gestion ;
- Frédéric Rousseau, Professeur des Universités, Université Paul Valéry, en Histoire Contemporaine, Directeur de la Maison des Sciences de l'Homme SUD, Sciences Unies pour la Développement ;
- Jean Sallantin, Informaticien, Professeur émérite des universités, UM2, intelligence artificielle, automatisme, résolution collaborative des problèmes ;
- Gisèle Clément, Maître de conférence, Université Paul Valéry.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

Le Conseil, sur proposition du Président, décide à l'unanimité de procéder à ces désignations par un vote à main levée, ce en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la charte du conseil scientifique de la manifestation ;
- décider à l'unanimité de procéder à la désignation des membres du conseil scientifique de l'Agora des savoirs, par un vote à main levée ;
- procéder à ces désignations et autoriser les personnes ainsi désignées à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/02/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190221-73656-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/02/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Agora des savoirs - Charte conseil scientifique v2.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Culture

## Séance ordinaire du jeudi 21 février 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Michelle CASSAR, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Joël VERA, Rabii YOUSSEUS

## **Culture - Conservatoire à Rayonnement Régional - Convention de partenariat avec l'Association Allons Z'Enfants-Compagnie Didier Théron pour la mise en œuvre d'actions pédagogiques - Autorisation de signature**

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole (C.R.R.), établissement public d'enseignement de la musique, de la danse et de l'art dramatique, a pour principales missions d'offrir un enseignement d'excellence accessible à tous, sur l'ensemble du territoire, en lien avec les écoles de proximité, l'Education nationale, les structures de diffusion, et de constituer un pôle ressource en matière de pratiques amateurs et de formation des artistes professionnels de demain. Dans ce cadre, plusieurs cursus sont proposés, de l'éveil au cycle de perfectionnement, en musique, danse et théâtre.

Afin de se donner les moyens d'atteindre ces objectifs, le C.R.R. souhaite poursuivre et renforcer ses partenariats avec les structures locales existantes.

L'Association Allons Z'Enfants-Compagnie Didier Théron a pour but de participer au développement et à la promotion de la danse contemporaine et de nouvelles formes d'expression chorégraphique à travers différentes actions : créations, diffusion des œuvres chorégraphiques, sensibilisation du jeune public, formation amateur, formation professionnelle, événementiels.

Dans le cadre de leurs activités respectives, l'Association Allons Z'Enfants-Compagnie Didier Théron et Montpellier Méditerranée Métropole souhaitent convenir d'un partenariat pédagogique afin de permettre à leurs élèves respectifs d'élargir le cadre de leurs pratiques chorégraphiques.

Ainsi, le groupe « les Enfants de Tipaza », encadré par la compagnie Didier Théron, sera invité à observer et à suivre les cours et répétitions proposés par le C.R.R. Parallèlement, les élèves du C.R.R. auront la possibilité de se produire au sein de l'Espace Bernard Glandier, que ce soit avec « les Enfants de Tipaza », ou dans le cadre du festival « Mouvement sur la Ville », à l'occasion d'une journée pré-professionnelle.

Ainsi, ce partenariat propose une expérience artistique nouvelle à des enfants du quartier de la Mosson et aux élèves du conservatoire, la mixité assurant la richesse et le dynamisme du projet.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat avec l'Association Allons Z'Enfants-Compagnie Didier Théron ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/02/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190221-73658-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/02/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention CRR\_association Allons Z'Enfants Cie Didier Théron

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du jeudi 21 février 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Michelle CASSAR, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Jean-Luc SAVY, Joël VERA, Rabii YOUSSEF

## **Culture - Conservatoire à Rayonnement Régional - Convention de partenariat avec l'Orchestre d'Harmonie de Montpellier-Jacou pour la mise en œuvre d'actions pédagogiques - Autorisation de signature**

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole (CRR), établissement public d'enseignement de la musique, de la danse et de l'art dramatique, a pour principales missions d'offrir un enseignement d'excellence accessible à tous, sur l'ensemble du territoire, en lien avec les écoles de proximité, l'Education nationale, les structures de diffusion, et de constituer un pôle ressource en matière de pratiques amateurs et de formation des artistes professionnels de demain. Dans ce cadre, plusieurs cursus sont proposés, de l'éveil au cycle de perfectionnement, en musique, danse et théâtre.

Afin de se donner les moyens d'atteindre ces objectifs, le CRR souhaite poursuivre et renforcer ses partenariats avec les structures locales existantes.

L'Orchestre d'Harmonie de Montpellier-Jacou est un ensemble d'instruments à vents et d'instruments de percussion. Il privilégie la musique de concert, écrite ou transcrite spécialement pour Orchestre d'Harmonie.

Le partenariat proposé a pour objet de favoriser les échanges entre le CRR et les structures de pratiques amateurs encadrées pédagogiquement et artistiquement par des professionnels.

Il permettra aux élèves du Conservatoire d'élargir le cadre de leurs pratiques en participant aux répétitions et aux concerts de l'Orchestre d'Harmonie de Montpellier-Jacou, tout en validant l'unité d'enseignement de pratique collective inscrite dans leur cursus de formation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat avec l'Orchestre d'Harmonie de Montpellier-Jacou ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.



A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

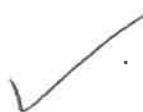
Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/02/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190221-74272-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/02/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention Harmonie Jacou CRR 2019.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT  
SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION,  
ARTISANAT**



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Développement Economique,  
Enseignement supérieur et  
recherche, Innovation, Artisanat

## Séance ordinaire du jeudi 21 février 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Michelle CASSAR, Pierre DUDIEUZERE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Jean-Luc COUSQUER, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Eric PASTOR, Joël VERA

## **Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Convention cadre de partenariat 2019-2022 pour la promotion et le développement des métiers d'art entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et Ateliers d'Art de France - Autorisation de signature**

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier mettent en œuvre une politique volontariste destinée à promouvoir l'artisanat sur leur territoire.

Les savoirs faire locaux sont mis en avant lors des différentes manifestations organisées pour le grand public permettant ainsi aux créateurs de se faire connaître.

Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier travaillent depuis plusieurs années en étroite collaboration avec la chambre syndicale Ateliers d'Art de France afin de dynamiser et de renforcer la visibilité de la filière sur le territoire. Ateliers d'art de France fédère plus de 6 000 artisans sur l'ensemble de la France.

Ces liens se sont concrétisés par l'ouverture de la NEF rue de l'université en 2015 mais également par l'organisation du salon Ob'Art chaque année au Corum.

Cet ancrage territorial d'Ateliers d'Art de France représente un signal fort du partenariat et contribue au rayonnement du territoire.

Le salon Ob'Art, 1<sup>er</sup> salon après Paris en terme de fréquentation, a su fidéliser un public toujours plus nombreux depuis 2013.

Lors de l'édition 2018, 5<sup>e</sup> édition, plus de 9000 visiteurs sont venus découvrir les professionnels des métiers d'art. Si la part belle est faite aux créateurs locaux, le salon Ob'Art Montpellier accueille des artisans venus de la France entière, voire d'au-delà de nos frontières. Le salon Ob'art est devenu la référence du salon des métiers d'art pour tout le grand Sud.

En 2018 Montpellier Méditerranée Métropole a obtenu le label Ville et Métiers d'art, venant officialiser la reconnaissance des actions menées depuis des années en faveur de l'artisanat d'art.

La précédente convention arrivant à échéance après l'édition 2019 du salon Ob'Art (avril 2019), il est proposé le renouvellement du partenariat sur la période mi 2019-2022 couvrant ainsi les éditions 2020-2021 et 2022 du salon.

Cette convention tripartite porte sur deux grands axes stratégiques :

- l'organisation annuelle du salon Ob'Art à Montpellier, avec le soutien de la Ville et de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- le développement d'actions de promotion et de développement des métiers d'art.

Pour les éditions 2020, 2021 et 2022 du salon Ob'art, Montpellier Méditerranée Métropole, sous réserve du vote annuel en Conseil de Métropole d'une enveloppe de subvention dédiée, pourra attribuer à Ateliers d'Art de France une subvention d'un montant maximum fixé à 38 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir

- approuver les termes de la convention cadre de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et Ateliers d'Art de France ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/02/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190221-72825-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/02/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- projet\_convention\_AAF

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## **HORS COMMISSION**



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Hors commission

## Séance ordinaire du jeudi 21 février 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Michelle CASSAR, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Henri ROUILLEAULT, Jean-Luc SAVY, Joël VERA, Rabii YOUSSEUS

## **Hors commission - Prise en charge des frais de mission et de représentation des agents et des élus de Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que des frais de déplacement et d'accueil de personnalités extérieures invitées**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Il s'agit de définir pour l'année 2019, pour les agents et les élus de Montpellier Méditerranée Métropole, les modalités de prise en charge des frais induits par leurs missions et leurs déplacements hors du territoire métropolitain. Il s'agit également, pour les personnalités extérieures invitées par la Métropole, de prévoir les conditions de prise en charge des frais liés à leur accueil sur le territoire métropolitain, ainsi que des frais de représentation et de mission dans le cadre de leur participation à des déplacements hors du territoire intercommunal.

### **1) Prise en charge des frais de mission et de représentation pour les agents de Montpellier Méditerranée Métropole :**

Les seuils de remboursement des agents lors de déplacements à titre individuel (formation, concours, participation à des événements à titre professionnel...) ont été fixés pour Montpellier Méditerranée Métropole par délibération n° 15010 du Conseil de Métropole du 2 novembre 2017 et n° M2018-48 du Conseil de Métropole du 22 février 2018.

Dans le cadre de leurs missions et formations hors du territoire métropolitain, les agents sont remboursés à hauteur de :

- 100 € pour une nuitée pour une mission en Île-de-France ou dans une ville de plus de 200 000 habitants (petit déjeuner compris) ;
- 80 € pour une nuitée pour une mission dans les autres villes de province (petit déjeuner compris) ;
- au réel pour les transports (2ème classe pour les transports en commun, sur la base d'une indemnité kilométrique et des justificatifs de péage pour un véhicule personnel) ;
- de façon forfaitaire à 15.25 € par repas (maximum 2 repas/ jour) pour les frais de repas.

En complément, les représentants de l'administration peuvent être appelés à effectuer, dans le cadre d'un mandat spécial, des déplacements nationaux et internationaux afin de participer à des événements ou des réunions au sein des instances ou organismes où ils représentent la Métropole ès qualités.

Selon la définition du mandat spécial approuvée par délibération n° M2018-48 du Conseil de Métropole, celui-ci concerne :

- une mission répondant à cette définition et encadrée par une délibération ad hoc ;
- une mission répondant à cette définition et entrant dans la limite d'une enveloppe budgétaire annuelle correspondant aux crédits approuvés à cet effet au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

Dans le cadre strict de ce mandat spécial, il est proposé de rembourser les frais induits au réel et sur justificatif pour les agents en représentation de la Métropole.

### **2) Prise en charge des frais de mission et de représentation des élus de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi que du Directeur général des services :**

Les seuils de remboursement des élus lors de déplacements à titre individuel (formation, concours, participation à des événements à titre professionnel...) ont été fixés pour Montpellier Méditerranée Métropole par délibération n° 15010 du Conseil de Métropole du 2 novembre 2017 et n° M2018-48 du Conseil de Métropole du 22 février 2018.

Dans le cadre de leurs missions et formations hors du territoire métropolitain, les élus sont remboursés à



hauteur de :

- 100 € pour une nuitée pour une mission en Île-de-France ou dans une ville de plus de 200 000 habitants (petit déjeuner compris) ;
- 80 € pour une nuitée pour une mission dans les autres villes de province (petit déjeuner compris) ;
- Au réel pour les transports (2ème classe pour les transports en commun, sur la base d'une indemnité kilométrique et des justificatifs de péage pour un véhicule personnel),
- De façon forfaitaire à 15.25 € par repas (maximum 2 repas/ jour) pour les frais de repas.

Hors de ce cadre individuel, le Président et les élus de Montpellier Méditerranée Métropole sont amenés à effectuer, en dehors de l'exécution des fonctions dont ils sont habituellement investis, des déplacements indispensables pour le développement et la représentation de la Métropole, hors du territoire intercommunal et des limites du département de l'Hérault.

Ces déplacements ont essentiellement pour objet la promotion et le développement des intérêts de Montpellier Méditerranée Métropole auprès du gouvernement et des institutions européennes voire internationales ou auprès d'autres collectivités locales et groupements au niveau national appartenant à l'Union Européenne ou à des pays situés en dehors de celle-ci, la participation à des congrès, colloques ou autres manifestations organisées par des structures nationales ou internationales d'intérêt général développant de véritables expertises dans des domaines relevant des compétences de la Métropole. Ils peuvent aussi concerner la représentation de l'institution au sein des personnes publiques ou organismes précités notamment lors de la remise de prix ou de récompenses consacrant les actions menées par l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale.

Dans ce cadre, au titre du mandat spécial, tel que défini dans le point ci-dessus, les élus sont amenés à engager des frais de mission (transport, hébergement, repas) et des frais de représentation. Les frais réels ainsi justifiés dans le cadre du présent mandat spécial seront pris en charge par Montpellier Méditerranée Métropole, dans la limite des crédits votés au budget à cet effet, et conformément aux dispositions des articles L. 5211-14, L. 2123-18 du Code général des collectivités territoriales et à la circulaire du 15 avril 1992 relatives aux conditions d'exercice des mandats locaux.

En cas d'événement exceptionnel, une délibération dédiée interviendra.

Il convient par ailleurs d'autoriser, dans le cadre de cette délibération, des frais de représentation pour le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, conformément à l'article L. 2123-19 du Code général des collectivités territoriales, et pour le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole, conformément à l'article 21 de la loi n°90-1067 du 28 novembre 1990 relative à la fonction publique territoriale et portant modification de certains articles du code des communes. Ces frais ont pour objet de couvrir les dépenses qu'ils engagent à l'occasion de leurs fonctions et dans l'intérêt de Montpellier Méditerranée Métropole. Le dispositif en vigueur fonctionne notamment par l'attribution d'une carte affaires nominative à débit différé dont le but est de faciliter les modalités de prise en charge et de remboursement des frais exposés. L'ensemble de ces dépenses est remboursé aux frais réels sur présentation des justificatifs originaux.

**3) Prise en charge des frais relatifs à l'invitation de personnalités qualifiées lors de missions hors du territoire intercommunal nécessaires à la promotion et au développement de la Métropole, et des frais relatifs à l'accueil de personnalités invitées sur le territoire de la Métropole :**

Dans le cadre d'un mandat spécial ayant pour objet la représentation et le développement de la Métropole, des personnalités extérieures peuvent être invitées par l'Etablissement public, en raison de leur compétence ou de leur représentativité dans un domaine particulier, à se joindre à la délégation.

Des personnalités peuvent également être accueillies sur le territoire intercommunal, dans le cadre de manifestations organisées par la Métropole.

Dans ce cadre, et toujours dans la limite des crédits votés à cet effet au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, il est proposé de prendre en charge ou de rembourser les frais induits par leur déplacement ou leur accueil, au réel, sur justificatif.

En cas de manifestation d'importance, nécessitant le déplacement ou l'accueil de plusieurs personnalités, une délibération dédiée interviendra.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les modalités de prise en charge ou de remboursement des agents et des élus de la Métropole, ainsi que des personnalités extérieures invitées, des frais de transport, hébergement et restauration engendrés au titre du mandat spécial tel que défini ci-dessus ainsi que le principe de remboursement des frais de représentation de Monsieur le Président, du Directeur Général des Services et de la Directrice de Cabinet sur la base de frais réels et sur justificatifs, dans la limite des crédits votés à cet effet au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, soit 42 000 € pour l'exercice 2019 ;
- dire que les crédits correspondants seront imputés sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/02/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190221-75933-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Hors commission

## Séance ordinaire du jeudi 21 février 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Michelle CASSAR, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Henri ROUILLEAULT, Jean-Luc SAVY, Joël VERA, Rabii YOUSSEUS

## **Hors commission - Représentations - Organismes internes et externes - Désignations et actualisations**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Il est nécessaire d'actualiser la représentation de Montpellier Méditerranée Métropole au sein des organismes suivants :

### Association PFCA :

L'association PFCA (Plateforme de la Création d'Activités), loi 1901, présidée par Yves CHAMPETIER, a pour objet de rassembler et animer le réseau des acteurs œuvrant en matière d'accompagnement à la création et à la reprise d'entreprises. L'objectif est d'améliorer les services rendus aux porteurs de projets et la qualité de l'aide apportée, pour permettre des créations d'entreprises pérennes et le développement d'emplois durables. La Métropole adhère à l'association PFCA et a voté le renouvellement de sa participation (qui s'élève à 150 €) lors du Conseil de Métropole du 22 février 2018 (délibération n° M2018-58). Afin d'être en conformité avec les statuts de l'association, il convient de désigner un élu représentant au sein du Conseil d'Administration de cet organisme.

Le Président propose la candidature de Monsieur Gérard LANNELONGUE.

### Syndicat Mixte du Bassin de l'Or (SYMBO) :

Montpellier Méditerranée Métropole dispose de 6 représentants titulaires et 6 suppléants au sein du Comité syndical du SYMBO. Monsieur Yvon PELLET ayant été désigné au sein de cette instance par le Département de l'Hérault, il est proposé de le remplacer parmi les représentants suppléants désignés par la Métropole.

Le Président propose la candidature de Madame Isabelle GUIRAUD.

### Services Funéraires Montpellier Méditerranée Métropole (SFMA) :

La mission de service Public funéraire (service extérieur des pompes funèbres) ainsi que la gestion du funérarium de Grammont et du Crématorium métropolitain de Montpellier ont été déléguées à la SAEML-SFMA Services Funéraires Montpellier Méditerranée Métropole.

La Métropole est représentée au sein du Conseil d'administration de la structure par 8 élus désignés au sein de son Conseil. Il est proposé au Conseil de Métropole de désigner un nouvel élu dans cette instance, en remplacement de Madame Lorraine ACQUIER.

Le Président propose la candidature de Monsieur Guy BARRAL.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée pour ces désignations. Sur proposition du Président, le Conseil décide à l'unanimité de procéder à ces désignations par un vote à main levée, en application de l'article L2121-2 du Code général des collectivités territoriales.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider à l'unanimité de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales,
- procéder à ces désignations et autoriser les personnes ainsi désignées à exercer toutes fonctions dans ce cadre,
- autoriser Monsieur Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/02/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190221-74386-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Hors commission

## Séance ordinaire du jeudi 21 février 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Michelle CASSAR, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Henri ROUILLEAULT, Joël VERA

## **Hors commission - Commissions du Conseil de Métropole - Modification - Approbation**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Au regard des diverses demandes reçues, il convient de mettre à jour la composition des commissions. Les tableaux figurant en annexes sont modifiés en ce sens.

En conséquence, il est proposé au conseil de bien vouloir :

- approuver la composition des commissions telle qu'annexée ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son suppléant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/02/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190221-75299-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/02/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Tableau Commissions ANNEXE Conseil 21-02-2019.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Composition des Commissions

### Conseil de Métropole

#### Commission Administration Générale, Contentieux, Affaires Juridiques

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
DARDE	Catherine	Castelnau-le-Lez	DELAUNAY	Stéphanie	Castelnau-le-Lez
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	GABORIT	France	Clapiers
BONNAL	Pierre	Le Crès	CHARTIER	Jean-Pierre	Cournonsec
PANOS	Marie-Christine	Le Crès	NAZET MARSON	Magali	Jacou
DRAY-FITOUSSI	Michèle	Montpellier	GREPINET	Alain	Juvignac
CASSAR	Michèle	Pignan	ANDREU	Francis	Lattes
GUIRAUD	Isabelle	Saint Jean de Védas	LUZY	Hélène	Le Crès
LLORET	Eliane	Sussargues	MARTINEZ	Isabelle	Montaud
DUDIEUZERE	Pierre	Vendargues	ZAGHAR	Khalid	Prades-le-Lez
			MERCIER	Philippe	Saint-Drézéry
			MERLIN	Didier	Saint Jean de Védas
			JACQUEY	Patricia	Villeneuve-lès-Maguelone
			LEGOUGE	Jean-Marie	Villeneuve-lès-Maguelone



Commission Agro-écologie et alimentation

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
FOURCADE	Mylène	Fabrigues	ESCURT	Serge	Castries
MICHEL	Béatrice	Juvignac	VINDOLET	Thierry	Clapiers
CAIZERGUES	Roger	Lavérune	IMZOURH	Mohammed	Courmonsec
BONNAL	Pierre	Le Crès	LIATIM	Aïcha	Courmonsec
RAYMOND	Joël	Montaud	NURIT	Gilles	Courmonsec
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	VERLHAC	Véronique	Courmonsec
COUR	Christophe	Montpellier	VIDAL	Maurice	Courmonsec
FRECHE	Julie	Montpellier	SPIEGLER	Patricia	Courmonterral
ROUSSEL-GALIANA	Brigitte	Montpellier	DIVET	Jean-Pierre	Grabels
JANNIN	Stéphanie	Montpellier	LACHENAL	Renaud	Grabels
TOUZARD	Isabelle	Murviel-lès-Montpellier	MARINES	Jean François	Grabels
PELLET	Yvon	Saint Geniès des Mourgues	BAUDOUIN	Christine	Jacou
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	PLANCKE	Nicole	Lattes
LLORET	Eliane	Sussargues	PERVENT	Paloma	Lavérune
			MILOSZYK	Francis	Le Crès
			CHAMPAY	Stéphane	Le Crès
			SANICOS	Claire	Le Crès
			EHRET	Isabelle	Montferrier-sur-lez
			HALUSKA	Vincent	Montpellier
			MAYOUX	Laurent	Murviel-lès-Montpellier
			CINÇON	Sylvie	Pignan
			GUZZAGALOPPA	Ludovic	Prades-le-Lez
			KHENFOUF	Rachid	Prades-le-Lez
			LE ROLLE	Jean-Marie	Saint-Brès
			LE BLEVEC	Loïc	Saint-Drézéry
			EVOUNA NGUEMA	Graziella	Saint Georges d'Orques
			NICOLAS	Pierre	Saint Georges d'Orques
			SCHULIAR	Christian	Saint Georges d'Orques
			LOPEZ	Marie-Françoise	Saint Jean de Védas
			RENARD	Sylvie	Saint Jean de Védas
			BERNON	Jean	Saussan
			FERRARA-MARTOS	Virginie	Villeneuve-lès-Maguelone
			LEGOUGE	Jean-Marie	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Cohésion sociale, politique de la Ville, lutte contre les discriminations,  
insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
DARDE	Catherine	Castelnau-le-Lez	SUAY	Régine	Baillargues
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	LEVY	Nathalie	Castelnau-le-Lez
BUONO	Rosy	Lattes	MAINADIER	Solange	Castries
CAIZERGUES	Roger	Lavérune	BARON	Monique	Clapiers
BONNAL	Pierre	Le Crès	BREDA	Isabelle	Cournonsec
LEVY-RAMEAU	Chantal	Montpellier	SAVIO	Laurent	Cournonsec
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	CONSTANS	Ghislaine	Cournonsec
YAGUE	Annie	Montpellier	PALA	Christine	Fabrègues
MALEK	Jérémie	Montpellier	ALEXANDRE	Marie-Annick	Grabels
HART	Clare	Montpellier	COUDRAY-COUDER	Mariette	Grabels
RICO	Jean-Pierre	Pérols	DIRHOUSI	Zohra	Grabels
SEGURA	Noël	Villeneuve-lès-Maguelone	EHRlich	Célia	Grabels
			BONNET	Marie-France	Jacou
			BRAEMER	Luc	Juvignac
			DE CHAMBRUN	Jacques	Juvignac
			TUAL	Daniel	Juvignac
			LACOMBE	Guy	Lattes
			PACE	Hélène	Lattes
			ROUBEAU	Sébastien	Le Crès
			DI GRAZIA	Chantal	Le Crès
			CALADOU	Geneviève	Montaud
			THALAMAS	Fabienne	Pignan
			GUAZZAGALOPPA	Ludovic	Prades-le-Lez
			ORRICO	Patricia	Prades le Lez
			ZIRAoui	Samira	Prades-le-Lez
			LECERF	Dominique	Restinclières
			BAECKEROOT	Marie-Hélène	Saint-Drézéry
			MAUREL	Patricia	Saint Jean de Védas
			VESSIOT	Arlette	Saint Jean de Védas
			VALETTE	Martine	Saint Georges d'Orques
			NAVARRO	Marie	Vendargues
			MARES	Danièle	Villeneuve-lès-Maguelone

# Commission Culture

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
ROUILLEAULT	Henri	Castelnau-le-Lez	GUY	Philippe	Castelnau-le-Lez
CAIZERGUES	Roger	Lavérune	GREPINET	Daniel	Castelnau-le-Lez
BONNAL	Pierre	Le Crès	LEMAISTRE	Vanessa	Castries
BARRAL	Guy	Montpellier	MIAS	Brigitte	Clapiers
DI RUGGIERO	Jean-Marc	Montpellier	BOUSQUET	Jacques	Cournonsec
MARSALA	Isabelle	Montpellier	LIATIM	Aïcha	Cournonsec
HART	Clare	Montpellier	PAUL	Richard	Cournonsec
COUSQUER	Jean-Luc	Montpellier	SAVIO	Laurent	Cournonsec
DANAN	Perla	Montpellier	FRANCES	Trinité	Courmonterral
KERANGUEVEN	Sonia	Montpellier	PRIVAT	Serge	Courmonterral
LARUE	Alex	Montpellier	CRAYSSAC	Dominique	Fabrigues
LEVY-RAMEAU	Chantal	Montpellier	CHAMUSSY	Nancy	Grabels
MIRALLES	Patricia	Montpellier	MARINES	Jean-François	Grabels
TRAVIER	Bernard	Montpellier	CARITEY	Jean-Michel	Jacou
TORTORICI	Sauveur	Montpellier	ROESCH	Laurent	Juvignac
FRECHE	Julie	Montpellier	BATIVELLI	Jacques	Lattes
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	FRAISSE	Dély	Lavérune
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	GAILLET	Murielle	Le Crès
CLARAC	Chantal	Villeneuve-lès-Maguelone	ANDRE	Jean-Michel	Le Crès
			GROS	Emilie	Montaud
			DE MONTLAUR	Georges	Montaud
			CHARDES	Mylène	Montpellier
			LIZA	Nicole	Montpellier
			ROUSSEAU	Laurence	Murviel-lès-Montpellier
			BOURELLY	Michel	Montferrier-sur-Lez
			ROCHETTE	Lydie	Montferrier-sur-Lez
			ARRANZ	Bernadette	Pérols
			GIMENEZ	Véronique	Pigan
			ORRICO	Patricia	Prades-le-Lez
			ARCOS	Isabel	Restinclières
			MELLINAS	Patricia	Saint-Brès
			RODRIGUEZ	Joseph	Saint-Brès
			AUBRY	Anne	Saint-Drézéry
			QUESNOY	Mylène	Saint-Drézéry
			REYSZ	Dominique	Saint Geniès des Mourgues
			ESTRADE	Nathalie	Saint Georges d'Orques
			GADAY	Ghyslain	Saint Georges d'Orques
			NICOLAS	Pierre	Saint Georges d'Orques
			MAUREL	Patricia	Saint Jean de Védas
			OMS	Marie-Laure	Saint Jean de Védas
			RENARD	Sylvie	Saint Jean de Védas
			GRENIER	Bernard	Saussan
			SALLES	Régine	Vendargues
			SEMAT	Pierre	Villeneuve-lès-Maguelone
			KEUSCH	Vanessa	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Développement économique, enseignement supérieur et recherche,  
innovation, artisanat

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
MOYNIER	Arnaud	Beaulieu	LEVY	Nathalie	Castelnau-le-Lez
DEWINTRE	Thierry	Castelnau-le-Lez	VAN PEETERSSEN	Anne	Castelnau-le-Lez
ROUILLEAULT	Henri	Castelnau-le-Lez	SIGAUD	Gérard	Castelnau-le-Lez
PASTOR	Gilbert	Castries	BRISARD	Bernadette	Clapiers
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	BOUZEREAU	Norbert	Cournonsec
BREYSSE	Thierry	Cournonterral	VERLHAC	Véronique	Cournonsec
ALAUZET	Jean-Marc	Fabrigues	VIDAL	Maurice	Cournonsec
SAVY	Jean-Luc	Juvignac	ALEXANDRE	Marie-Annick	Grabels
BONNAL	Pierre	Le Crès	COUDRAY-COUDER	Mariette	Grabels
RAYMOND	Joël	Montaud	BOUROUBA	Nachida	Jacou
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	CASTELL	Alain	Juvignac
MARION	Chantal	Montpellier	DE CHAMBRUN	Jacques	Juvignac
COUSQUER	Jean-Luc	Montpellier	MARGUERITTE	Martine	Lattes
BRISAUD	Anne	Montpellier	ANDRE	Jean-Michel	Le Crès
EL KANDOUSSI	Abdi	Montpellier	CAUSIN	Laurent	Le Crès
COTTE	Robert	Montpellier	CHAMPAY	Stéphane	Le Crès
NAVARRÉ	Caroline	Montpellier	PINTARD	Céline	Le Crès
DANAN	Perla	Montpellier	JEAN	Bernard	Le Crès
KERANGUEVEN	Sonia	Montpellier	MARTIN-PRIVAT	Dominique	Montpellier
LARUE	Alex	Montpellier	MAVEL	Catherine	Montaud
HART	Clare	Montpellier	PROSPERI	Jean-Marie	Montferrier-sur-lez
LANNELONGUE	Gérard	Montpellier	MATTERA	Patrick	Pignan
COUR	Christophe	Montpellier	BERTOUI	Françoise	Pérols
DEMON	Véronique	Montpellier	TAVERNE	Jocelyne	Pérols
PEREZ	Véronique	Montpellier	ORRICO	Patricia	Prades-le-Lez
MOURE	Jean-Pierre	Montpellier	POBLADOR	Jean-Luc	Prades-le-Lez
ROUSSEL-GALIANA	Brigitte	Montpellier	DOMENECH	Jean-Marie	Restinclières
JAOL	Laurent	Saint-Brès	DABONNEVILLE	Thibault	Saint-Brès
PELLET	Yvon	Saint Genies des Mourgues	LECOESTER	Séverine	Saint-Brès
PETT	Eric	Saint Jean de Védas	PAGES	Céline	Saint-Brès
			SCHWARTZ	Josy	Saint-Brès
			MERCIER	Philippe	Saint-Drézéry
			REYSZ	Dominique	Saint-Genies-des-Mourgues
			COEURVILLE	André	Saint Georges d'Orques
			ESTRADE	Nathalie	Saint Georges d'Orques
			GADAY	Ghyslain	Saint Georges d'Orques
			MALDONADO	Nicolas	Saint Georges d'Orques
			PETT	Floriane	Saint Georges d'Orques
			SCHMITT	Jérôme	Saint Georges d'Orques
			SCHULIAR	Christian	Saint Georges d'Orques
			MAUREL	Patricia	Saint Jean de Védas
			NENCIONI	Sébastien	Saint Jean de Védas
			DUDIEUZERE	Christophe	Vendargues
			JULIAN	Anne	Vendargues
			AUBRY	Gérard	Villeneuve-lès-Maguelone
			JACQUEY	Patricia	Villeneuve-lès-Maguelone

# Commission Energie et transition énergétique

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
<b>ILLAIRE</b>	Régine	Cournonsec	<b>BASSOUL</b>	Evelyne	Castelnau-le-Lez
<b>FOURCADE</b>	Jean-Noël	Lattes	<b>ESCURET</b>	Serge	Castries
<b>BONNAL</b>	Pierre	Le Crès	<b>NOEL</b>	Thierry	Clapiers
<b>BRISAUD</b>	Anne	Montpellier	<b>TEISSIER</b>	Michel	Cournonterral
<b>COUR</b>	Christophe	Montpellier	<b>JUEN</b>	Claude	Fabrigues
<b>DASYLVA</b>	Titina	Montpellier	<b>CELIE</b>	Christophe	Grabels
<b>JANNIN</b>	Stéphanie	Montpellier	<b>BAUDOUIN</b>	Christine	Jacou
<b>QUILES</b>	Thierry	Pignan	<b>BRAEMER</b>	Luc	Juvignac
<b>RICO</b>	Jean-Pierre	Pérols	<b>GRAVIER</b>	Eugène	Juvignac
<b>PETIT</b>	Eric	Saint Jean de Védas	<b>LACOMBE</b>	Guy	Lattes
<b>LLORET</b>	Eliane	Sussargues	<b>PETIT</b>	François	Lavérune
			<b>MILOSZYK</b>	Francis	Le Crès
			<b>PHILIPON</b>	Pierre	Montaud
			<b>EHRET</b>	Isabelle	Montferrier-sur-lez
			<b>MOUTOU BAZIN</b>	Valérie	Montferrier-sur-lez
			<b>ASSIE</b>	Rémi	Montpellier
			<b>HALUSKA</b>	Vincent	Montpellier
			<b>ROUDIL</b>	Marc	Saint-Brès
			<b>LE BLEVEC</b>	Loic	Saint Drézéry
			<b>MERCIER</b>	Philippe	Saint-Drézéry
			<b>EVOUNA NGUEMA</b>	Graziella	Saint Georges d'Orques
			<b>GADAY</b>	Ghislain	Saint Georges d'Orques
			<b>CLAMOUSE</b>	Alain	Saint Jean de Védas
			<b>OMS</b>	Marie-Laure	Saint Jean de Védas
			<b>RENARD</b>	Sylvie	Saint Jean de Védas
			<b>AUBRY</b>	Gérard	Villeneuve-lès-Maguelone
			<b>KEUSCH</b>	Vanessa	Villeneuve-lès-Maguelone

# Commission Finances

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
MOYNIER	Arnaud	Beaulieu	SOULIER	Alain	Baillargues
DARDE	Catherine	Castelnau-le-Lez	GABORIT	France	Clapiers
DEWINTRE	Thierry	Castelnau-le-Lez	BOUSQUET	Jacques	Cournonsec
ROUILLEAULT	Henri	Castelnau-le-Lez	IMZOURH	Mohammed	Cournonsec
PASTOR	Gilbert	Castries	GUIZARD	Christian	Cournonterral
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	AUFRANC	Thierry	Grabels
ALAUZET	Jean-Marc	Fabrigues	NAZET MARSON	Magali	Jacou
CALVAT	Renaud	Jacou	GREPINET	Alain	Juvignac
SAVY	Jean-Luc	Juvignac	MARTIN	Eliane	Lattes
CAIZERGUES	Roger	Lavérune	PEREZ	Michel	Lavérune
BONNAL	Pierre	Le Crès	JEAN	Bernard	Le Crès
PANOS	Marie-Christine	Le Crès	ANGELVIN	Céline	Montaud
FRAYSSE	Michel	Montferrier-sur-Lez	CABAS	Marie-Hélène	Montferrier-sur-Lez
COUR	Christophe	Montpellier	CAPO	Bernard	Montferrier-sur-Lez
LEVITA	Max	Montpellier	RASSAT	Thibault	Montpellier
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	ROUSSEAU	Laurence	Murviel-lès-Montpellier
BRISAUD	Anne	Montpellier	TAVERNE	Jocelyne	Pérols
DASYLVA	Titina	Montpellier	BARDIN	Isabelle	Pignan
DE VERBIZIER	Henri	Montpellier	ORRICO	Patricia	Prades-le-Lez
LANNELONGUE	Gérard	Montpellier	POBLADOR	Jean-Luc	Prades-le-Lez
MOURE	Jean-Pierre	Montpellier	DOMENECH	Jean-Marie	Restinclières
LUSSERT	Jean-Marc	Prades le Lez	MERCIER	Philippe	Saint-Drézéry
PELLET	Yvon	Saint Génès des Mourgues	ARQUILIERE	Anne-Marie	Saint-Genès-des Mourgues
GUIRAUD	Isabelle	Saint Jean de Védas	CARMONA	Robert	Saint Georges d'Orques
			NENCIONI	Sébastien	Saint Jean de Védas
			VIDAL	Fanny	Saussan
			SERIEYS	Luc	Sussargues
			DUDIEUZERE	Christophe	Vendargues
			AUBRY	Gérard	Villeneuve-lès-Maguelone
			SEMAT	Pierre	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Gestion des temps, accessibilité, handicap et autonomie

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
<b>ILLAIRE</b>	Régine	Cournonsec	<b>PAPE</b>	Luisa	Castelnau-le-Lez
<b>PASTOR</b>	Eric	Lattes	<b>ALLOUCH</b>	Jean-Philippe	Castelnau-le-Lez
<b>BONNAL</b>	Pierre	Le Crès	<b>DALAINÉ</b>	François	Castries
<b>PANOS</b>	Marie-Christine	Le Crès	<b>CROUZIL</b>	Gabrielle	Clapiers
<b>MALEK</b>	Jérémie	Montpellier	<b>BOUZEREAU</b>	Norbert	Cournonsec
<b>NAVARRE</b>	Caroline	Montpellier	<b>SAVIO</b>	Laurent	Cournonsec
<b>YAGUE</b>	Annie	Montpellier	<b>GINE</b>	Martine	Courmonterral
			<b>EHRlich</b>	Célia	Grabels
			<b>BONNET</b>	Marie-France	Jacou
			<b>MERLET</b>	Hélène	Juvignac
			<b>ACQUAVIVA</b>	Marcel	Lattes
			<b>MILOSZYK</b>	Francis	Le Crès
			<b>PIOCH</b>	Daniella	Montferrier-sur-lez
			<b>AYACHE</b>	Sophia	Montpellier
			<b>CANTIE</b>	Joël	Saint-Brès
			<b>DACHEUX</b>	Jean-Philippe	Saint-Drézéry
			<b>SIRVEN</b>	Françoise	Saint-Drézéry
			<b>TRINDADE</b>	José	Saint Jean de Védas
			<b>GUILLIMIN</b>	Gisèle	Villeneuve-lès-Maguelone
			<b>JACQUEY</b>	Patricia	Villeneuve-lès-Maguelone

# Commission Logement

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
DARDE	Catherine	Castelnau-le-Lez	AMALVY	Marie-Thérèse	Baillargues
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	VASSAS MEJRI	Claudine	Castries
BREYSSE	Thierry	Cournonterral	CHRETIEN	Gilles	Clapiers
FOURCADE	Mylène	Fabrègues	IMZOURH	Mohammed	Cournonsec
SAVY	Jean-Luc	Juvignac	CHALME	Sophie	Grabels
BUONO	Rosy	Lattes	DIRHOUSI	Zohra	Grabels
DONADA	Carole	Lattes	BONNET	Marie-France	Jacou
FOURCADE	Jean-Noël	Lattes	BRAEMER	Luc	Juvignac
PASTOR	Eric	Lattes	MERLET	Hélène	Juvignac
BONNAL	Pierre	Le Crès	LENOIR	Philippe	Lavérune
COUR	Christophe	Montpellier	DI GRAZIA	Chantal	Le Crès
DRAY-FITOUSSI	Michèle	Montpellier	MILOSZYK	Francis	Le Crès
MALEK	Jérémie	Montpellier	MAVEL	Catherine	Montaud
COTTE	Robert	Montpellier	HALUSKA	Vincent	Montpellier
LUSSERT	Jean-Marc	Prades-le-Lez	CONESA	André	Pérols
VERA	Joël	Saissan	MIRAULT	Xavier	Pérols
LLORET	Eliane	Sussargues	MORETEAU	Colette	Pérols
SEGURA	Noël	Villeneuve-lès-Maguelone	RODRIGUEZ	Brigitte	Pérols
			THALAMAS	Fabienne	Pignan
			ORRICO	Patricia	Prades-le-Lez
			ZAGHAR	Khalid	Prades-le-Lez
			ZIRAOU	Samira	Prades-le-Lez
			BOUISRI	Rosa	Saint-Brès
			CANTIE	Joël	Saint-Brès
			AUBRY	Anne	Saint-Drézéry
			MARTIN-LAVAL	Bruno	Saint Jean de Védas
			LE BLEVEC	Benjamin	Saint Jean de Védas
			AMIEL	Anne	Saint Georges d'Orques
			NAVARRO	Marie	Vendargues
			CREGUT	Annie	Villeneuve-lès-Maguelone
			DONATIEN-GARNICA	Florence	Villeneuve-lès-Maguelone



Commission Participation citoyenne, performance et  
évaluation des politiques publiques

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
<b>ILLAIRE</b>	Régine	Cournonsec	<b>DELAUNAY</b>	Stéphanie	Castelnau-le-Lez
<b>BREYSSE</b>	Thierry	Courmonterral	<b>VASSAS MEJRI</b>	Claudine	Castries
<b>FOURCADE</b>	Jean-Noël	Lattes	<b>AVENTURIER</b>	Marjolaine	Clapiers
<b>BONNAL</b>	Pierre	Le Crès	<b>EHRlich</b>	Célia	Grabels
<b>PANOS</b>	Marie-Christine	Le Crès	<b>FLACHER</b>	Bruno	Grabels
<b>BODKIN</b>	Maud	Montpellier	<b>NAZET-MARSON</b>	Magali	Jacou
<b>BOUALLAGA</b>	Sabria	Montpellier	<b>ROQUES</b>	Michel	Juvignac
<b>CASTRE</b>	Gérard	Montpellier	<b>VIGNERON</b>	Emmanuelle	Juvignac
<b>HART</b>	Clare	Montpellier	<b>ANDREU</b>	Francis	Lattes
<b>RICO</b>	Jean-Pierre	Pérois	<b>JEAN</b>	Bernard	Le Crès
<b>CLARAC</b>	Chantal	Villeneuve-lès-Maguelone	<b>BOURELLY</b>	Michel	Montferrier-sur-Lez
<b>SAVY</b>	Jean-Luc	Juvignac	<b>CHARDES</b>	Mylène	Montpellier
			<b>RASSAT</b>	Thibault	Montpellier
			<b>JEAN</b>	Fanny	Saint-Drézéry
			<b>MAUREL</b>	Patricia	Saint Jean de Védas
			<b>OMS</b>	Marie-Laure	Saint Jean de Védas
			<b>SEMAT</b>	Pierre	Villeneuve-lès-Maguelone

**Commission Planification et aménagement durables du territoire, foncier**

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
MOYNIER	Arnaud	Beaulieu	RIBEIRO	David	Baillargues
DARDE	Catherine	Castelnau-le-Lez	VASSAS MEJRI	Claudine	Castries
ROUILLEAULT	Henri	Castelnau-le-Lez	CHRETIEN	Gilles	Clapiers
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	BOUZEREAU	Norbert	Cournonsec
FOURCADE	Mylène	Fabrigues	LABARIAS	Bernard	Cournonsec
DONADA	Carole	Lattes	LIATIM	Aïcha	Cournonsec
FOURCADE	Jean-Noël	Lattes	NURIT	Gilles	Cournonsec
MEUNIER	Cyril	Lattes	GINE	Martine	Courmonterral
BONNAL	Pierre	Le Crès	MARTY	Robert	Courmonterral
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	ALEXANDRE	Marie-Annick	Grabels
BRISAUD	Anne	Montpellier	CELIE	Christophe	Grabels
COUR	Christophe	Montpellier	DIVET	Jean Pierre	Grabels
DEMON	Véronique	Montpellier	FLACHER	Bruno	Grabels
JANNIN	Stéphanie	Montpellier	LEMAIRE	Yannick	Grabels
LANNELONGUE	Gérard	Montpellier	MOULIN	Gaby	Jacou
MARION	Chantal	Montpellier	BRAEMER	Luc	Juvignac
MOURE	Jean-Pierre	Montpellier	LOPEZ	Lionel	Lattes
BALAZUN	Geniès	Restinclières	MODOT	Bernard	Lattes
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	LENOIR	Philippe	Lavérune
VERA	Joël	Saussan	PERVENT	Paloma	Lavérune
LLORET	Eliane	Sussargues	CARBONELL	Gérard	Le Crès
			LUZY	Hélène	Le Crès
			MILOSZYK	Francis	Le Crès
			MAVEL	Catherine	Montaud
			BERTHET	Alain	Montferrier-sur-Lez
			EHRET	Isabelle	Montferrier-sur-lez
			ALBERNHE	Luc	Montpellier
			HALUSKA	Vincent	Montpellier
			VALLETTE-VIALLARD	Alain	Murviel-lès-Montpellier
			CONESA	André	Pérols
			DELTOUR	Benoit	Pérols
			GALINIER	Denis	Pignan
			ZUMBIHL	Robert	Prades-le-Lez
			LECERF	Dominique	Restinclières
			LE ROLLE	Jean-Marie	Saint-Brès
			RODRIGUEZ	Joseph	Saint-Brès
			ROUDIL	Marc	Saint-Brès
			SCHWARTZ	Josy	Saint-Brès
			VALENTIN	Guy	Saint-Brès
			LE BLEVEC	Loïc	Saint-Drézéry
			BASTIDE	Laurent	Saint Geniès des Mourgues
			COEURVEILLE	André	Saint Georges d'Orques
			GADAY	Ghyslaine	Saint Georges d'Orques
			CLAMOUSE	Alain	Saint Jean de Védas
			TERRAL	Didier	Sussargues
			LAURET	Guy	Vendargues
			POITEVIN	Patrick	Villeneuve-lès-Maguelone
			NOGUES	Olivier	Villeneuve-lès-Maguelone

**Commission Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques**

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
DEWINTRE	Thierry	Castelnau-le-Lez	SIGAUD	Gérard	Castelnau-le-Lez
ROUILLEAULT	Henri	Castelnau-le-Lez	DUTAU	Gilles	Clapiers
REVOL	René	Grabels	BOUZEREAU	Norbert	Cournonsec
BUONO	Rosy	Lattes	MARTY	Robert	Cournonterral
DONADA	Carole	Lattes	FAUCHARD	Alain	Fabrigues
FOURCADE	Jean-Noël	Lattes	OLIVARES	Jean-Pierre	Grabels
MEUNIER	Cyril	Lattes	PAGES	Jean-Louis	Grabels
CAIZERGUES	Roger	Lavérune	RUF	Thierry	Jacou
BONNAL	Pierre	Le Crès	LOPEZ	Alexandre	Juvignac
KRZYZANSKI	Pascal	Montpellier	PLANCKE	Nicole	Lattes
CASSAR	Michelle	Pignan	LOPEZ	Lionel	Lattes
QUILES	Thierry	Pignan	PETIT	François	Lavérune
LUSSERT	Jean-Marc	Prades-le-Lez	MILOSZYK	Francis	Le Crès
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	CARBONELL	Gérard	Le Crès
JANNIN	Stéphanie	Montpellier	COMBALBERT-VERNIS	Jean-Sylvain	Le Crès
			PHILIPON	Pierre	Montaud
			DEVOISSELLE	Brigitte	Montferrier-sur-lez
			PROSPERI	Jean-Marie	Montferrier-sur-lez
			CHARDES	Mylène	Montpellier
			HALUSKA	Vincent	Montpellier
			RIGUIDEL	Gérard	Pérols
			BERTAUD	Xavier	Sussargues
			FINART	Jean-Paul	Vendargues
			RASCALOU	Max	Vendargues
			HUBERMAN	Jean-Paul	Villeneuve-lès-Maguelone
			POITEVIN	Patrick	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
DARDE	Catherine	Castelnau-le-Lez	DUTAU	Gilles	Clapiers
PASTOR	Gilbert	Castries	MARAVAL	Françoise	Cournonsec
REVOL	René	Grabels	PISCOT	Marc	Cournonsec
FOURCADE	Jean-Noël	Lattes	GRIZARD	Christian	Courmonterral
MEUNIER	Cyril	Lattes	SOUVEYRAS	Christian	Fabrigues
BUONO	Rosy	Lattes	JOURDAN	Nicolas	Jacou
BONNAL	Pierre	Le Crès	GRAVIER	Eugène	Juvignac
BARTHAS-ORSAL	Valérie	Montpellier	PLANCKE	Nicole	Lattes
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	PERVENT	Paloma	Lavérune
BRISAUD	Anne	Montpellier	CARBONELL	Gérard	Le Crès
COUR	Christophe	Montpellier	DE MONTLAUR	George	Montaud
DE VERBIZIER	Henri	Montpellier	PHILIPON	Pierre	Montaud
TOUZARD	Isabelle	Murviel-les-Montpellier	ALBERNHE	Luc	Montpellier
QUILES	Thierry	Pignan	ASSIE	Rémi	Montpellier
GIANIEL	Isabelle	Pérols	HALUSKA	Vincent	Montpellier
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	CINÇON	Sylvie	Pignan
CLARAC	Chantal	Villeneuve-lès-Maguelone	MALEK	Jean-Marc	Pérols
JANNIN	Stéphanie	Montpellier	BERTHELOT	Raphaël	Prades-le-Lez
			KHENFOUF	Rachid	Prades-le-Lez
			SOUSSEN	Alain	Restinclières
			QUESNOY	Mylène	Saint-Drézéry
			VILLAR	Gisèle	Saint Geniès des Mourgues
			EVOUNA NGUEMA	Graziella	Saint Georges d'Orques
			OMS	Marie-Laure	Saint Jean de Védas
			GRENIER	Bernard	Saussan
			JOUD	Patricia	Sussargues
			FINART	Jean-Paul	Vendargues
			LEGOUGE	Jean-Marie	Villeneuve-lès-Maguelone

**Commission Proximité, relations usagers, complexe funéraire, chasse et pêche**

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
BONNAL	Pierre	Le Crès	CHASSING	Philippe	Castelnau-le-Lez
ACQUIER	Lorraine	Montpellier	PAPE	Luisa	Castelnau-le-Lez
JAOL	Laurent	Saint-Brès	VASSAS MEJRI	Claudine	Castries
			AVENTURIER	Marjolaine	Clapiers
			ANTONICELLI	Sarah	Cournonsec
			CONSTANS	Ghislaine	Cournonsec
			LIATIM	Aïcha	Cournonsec
			SAVIO	Laurent	Cournonsec
			SOUVEYRAS	Christian	Fabrigues
			MIRAL	André	Jacou
			ROQUES	Michel	Juvignac
			VIGNERONS	Emmanuelle	Juvignac
			LOPEZ	Lionel	Lattes
			CASTILLO	Sandrine	Lavérune
			SALOMON	Samira	Montpellier
			BEAULIEU	Hélène	Prades-le-Lez
			CANTIE	Joël	Saint-Brès
			GIRAUDAU	Olivier	Saint-Brès
			SCHWARTZ	Josy	Saint-Brès
			JEAN	Fanny	Saint-Drézéry
			MERLIN	Didier	Saint Jean de Védas
			HUBERMAN	Jean-Paul	Villeneuve-lès-Maguelone
			JACQUEY	Patricia	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Relations Internationales, Tourisme, parcs d'activité

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
PASTOR	Gilbert	Castries	BRISARD	Bernadette	Clapiers
BONNAL	Pierre	Le Crès	FRANCES	Trinité	Cournonterral
BARRAL	Guy	Montpellier	DE CHAMBRUN	Jacques	Juvignac
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	BOUROUIBA	Nachida	Jacou
BRISSAUD	Anne	Montpellier	MARGUERITTE	Martine	Lattes
COUR	Christophe	Montpellier	MIFSUD	Nathalie	Lattes
DANAN	Perla	Montpellier	DE MONTLAUR	George	Montaud
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	MARTINEZ	Isabelle	Montaud
LLORET	Eliane	Sussargues	TOUTAIN	Elisabeth	Montferrier-sur-lez
CLARAC	Chantal	Villeneuve-lès-Maguelone	HASARD	Françoise	Murviel-lès-Montpellier
COUSQUER	Jean-Luc	Montpellier	MATTERA	Patrick	Pignan
			SCHMITT	Jérôme	Saint Georges d'Orques

# Commission Ressources Humaines

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
DARDE	Catherine	Castelnau-le-Lez	AMALVY	Marie-Thérèse	Baillargues
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	NOEL	Thierry	Clapiers
BUONO	Rosy	Lattes	BOUSQUET	Jacques	Cournonsec
BONNAL	Pierre	Le Crès	GUIZARD	Christian	Courmonterral
PANOS	Marie-Christine	Le Crès	AUFRANC	Thierry	Grabels
BARRAL	Guy	Montpellier	MARINES	Jean-François	Grabels
MALEK	Jérémie	Montpellier	VIDAL	Jacqueline	Jacou
EL KANDOUSSI	Abdi	Montpellier	BOUSQUEL	Jacques	Juvignac
			ANDREU	Francis	Lattes
			LUZY	Hélène	Le Crès
			BARRENECHEA	Yolande	Saint-Brès
			BAECKEROOT	Marie-Hélène	Saint-Drézéry
			ARQUILIERE	Anne-Marie	Saint Geniès des Mourgues
			SCHULIAR	Christian	Saint Georges d'Orques
			VALETTE	Martine	Saint Georges d'Orques
			PAINTRAND	Jean-François	Saint Jean de Védas
			GUILLIMIN	Gisèle	Villeneuve-lès-Maguelone
			MARES	Danielle	Villeneuve-lès-Maguelone

# Commission Sécurité

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
<b>DARDE</b>	Catherine	Castelnau-le-Lez	<b>MIRAL</b>	André	Jacou
<b>BODKIN</b>	Maud	Montpellier	<b>BOUSQUEL</b>	Jacques	Juvignac
<b>PENSO</b>	Eric	Clapiers	<b>TUAL</b>	Daniel	Juvignac
<b>BONNAL</b>	Pierre	Le Crès	<b>ANDREU</b>	Francis	Lattes
<b>PANOS</b>	Marie-Christine	Le Crès	<b>HEULOT</b>	Yann-Eric	Le Crès
<b>ACQUIER</b>	Lorraine	Montpellier	<b>CINÇON</b>	Sylvie	Pignan
<b>BOUALLAGA</b>	Sabria	Montpellier	<b>MARCO</b>	Joseph	Pignan
<b>BRISSAUD</b>	Anne	Montpellier	<b>WASSELIN</b>	Michèle	Pignan
<b>CASTRE</b>	Gérard	Montpellier	<b>DACHEUX</b>	Jean-Philippe	Saint-Drézéry
<b>COUR</b>	Christophe	Montpellier	<b>BERTAUD</b>	Xavier	Sussargues
<b>COUSQUER</b>	Jean-Luc	Montpellier			
<b>DE VERBIZIER</b>	Henri	Montpellier			
<b>MIRALLES</b>	Patricia	Montpellier			
<b>SANTARELLI</b>	Marie-Hélène	Montpellier			
<b>CASSAR</b>	Michelle	Pignan			
<b>JAUL</b>	Laurent	Saint-Brès			



**Commission Service public de l'eau et de l'assainissement**

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
MOYNIER	Arnaud	Beaulieu	SIGAUD	Gérard	Castelnau-le-Lez
DEWINTRE	Thierry	Castelnau-le-Lez	VINDOLET	Thierry	Clapiers
ROUILLEAULT	Henri	Castelnau-le-Lez	PISCOT	Marc	Courmonsec
ALAUZET	Jean-Marc	Fabrigues	VIDAL	Maurice	Courmonsec
REVOL	René	Grabels	FLACHER	Bruno	Grabels
CALVAT	Renaud	Jacou	OLIVARES	Jean-Pierre	Grabels
MICHEL	Béatrice	Juvignac	RUF	Thierry	Jacou
DONADA	Carole	Lattes	GRAVIER	Eugène	Juvignac
FOURCADE	Jean-Noël	Lattes	LENOIR	Philippe	Lavérune
MEUNIER	Cyril	Lattes	PETIT	François	Lavérune
CAIZERGUES	Roger	Lavérune	MILOSZYK	Francis	Le Crès
BONNAL	Pierre	Le Crès	PINTARD	Céline	Le Crès
RAYMOND	Joël	Montaud	COMBALBERT-VERNIS	Jean-Sylvain	Le Crès
FRAYSSE	Michel	Montferrier-sur-Lez	PHILIPON	Pierre	Montaud
BRISSAUD	Anne	Montpellier	ALBERNHE	Luc	Montpellier
KRZYZANSKI	Pascal	Montpellier	ASSIE	Rémi	Montpellier
TOUZARD	Isabelle	Murviel-lès-Montpellier	LITTON	Michel	Pérois
LUSSERT	Jean-Marc	Prades-le-Lez	PELLET	Marc	Pérois
GIANIEL	Isabelle	Pérois	KHENFOUF	Rachid	Prades-le-Lez
GALABRUN-BOULBES	Jackie	Saint-Drézéry	SOUSSEN	Alain	Restinclières
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	ROUDIL	Marc	Saint-Brès
DUDIEUZERE	Pierre	Vendargues	DACHEUX	Jean-Philippe	Saint-Drézéry
			COEURVEILLE	André	Saint Georges d'Orques
			JOUD	Patricia	Sussargues
			FINART	Jean-Paul	Vendargues
			AUBRY	Gérard	Villeneuve-lès-Maguelone
			POITEVIN	Patrick	Villeneuve-lès-Maguelone

**Commission Sports et Traditions sportives**

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
MEISSONNIER	Jean-Luc	Baillargues	SUAY	Régine	Baillargues
BONNAL	Pierre	Le Crès	VANGREVELYNGHE	Patricia	Baillargues
ABERT	Fabien	Montpellier	ALZAS	Thierry	Castelnau-le-Lez
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	SARRADIN	Muriel	Castelnau-le-Lez
BRISAUD	Anne	Montpellier	CROUZET	Chantal	Castries
DE VERBIZIER	Henri	Montpellier	VINDOLET	Thierry	Clapiers
MARTIN	Hervé	Montpellier	ANTONICELLI	Sarah	Courmonsec
FRECHE	Julie	Montpellier	BOUSQUET	Jacques	Courmonsec
CASSAR	Michelle	Pignan	BOUZEREAU	Norbert	Courmonsec
LUSSERT	Jean-Marc	Prades-le-Lez	LABARIAS	Bernard	Courmonsec
JAUL	Laurent	Saint-Brès	LIATIM	Aïcha	Courmonsec
PELLET	Yvon	Saint Genies des Mourgues	CARNET	Olivier	Courmonterral
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	CRAYSSAC	Dominique	Fabrigues
CLARAC	Chantal	Villeneuve-lès-Maguelone	CARRERE	Véronique	Grabels
			CELIE	Christophe	Grabels
			GALANT	Christine	Grabels
			COMBETTES	Michel	Jacou
			BOUSQUEL	Jacques	Juignac
			ANDREU	Francis	Lattes
			JOUE	Régis	Lattes
			BILLETTE	Patrick	Lavérune
			CHAVANCE	Maxime	Le Crès
			HEULOT	Yann-Eric	Le Crès
			ANDRE	Jean-Michel	Le Crès
			CAUSIN	Laurent	Le Crès
			MARIN	Lionel	Le Crès
			PINTARD	Céline	Le Crès
			RUIZ	Jacques	Montferrier-sur-Lez
			BOUDET	Olivier	Pérols
			LEIENDECKERS	Jean-Marc	Pérols
			LITTON	Michel	Pérols
			NIVASSE	Patricia	Pérols
			MESSINA	Gaspard	Pignan
			MERCADIER	Jean-Laurent	Prades-le-Lez
			ARCOS	Isabel	Restinchières
			LECOESTER	Séverine	Saint-Brès
			ROUDIL	Marc	Saint-Brès
			MELLINAS	Patricia	Saint-Brès
			SCHWARTZ	Josy	Saint-Brès
			JEAN	Fanny	Saint-Drézéry
			MERCIER	Philippe	Saint-Drézéry
			CHOMEL	Chantal	Saint Georges d'Orques
			COEURVILLE	André	Saint Georges d'Orques
			RUST	Albert	Saint Georges d'Orques
			SCHMITT	Jérôme	Saint Georges d'Orques
			FASSIO	Isabelle	Saint Jean de Védas
			TRINDADE	José	Saint Jean de Védas
			VIGROUX	Christine	Saussan
			BERETTI	Philippe	Vendargues
			RASCALOU	Maxime	Vendargues
			NOGUES	Olivier	Villeneuve-lès-Maguelone
			CREPIN	Jean-Yves	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Transition climatique et environnementale, développement durable, biodiversité, culture scientifique et technique

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
<b>BUONO</b>	Rosy	Lattes	<b>DALAINÉ</b>	François	Castries
<b>BONNAL</b>	Pierre	Le Crès	<b>VINDOLET</b>	Thierry	Clapiers
<b>BARTHAS-ORSAL</b>	Valérie	Montpellier	<b>KRETZ</b>	Catherine	Grabels
<b>BOUALLAGA</b>	Sabria	Montpellier	<b>BAUDOUIN</b>	Christine	Jacou
<b>COUR</b>	Christophe	Montpellier	<b>DE CHAMBRUN</b>	Jacques	Juvignac
<b>JANNIN</b>	Stéphanie	Montpellier	<b>BRAEMER</b>	Luc	Juvignac
<b>ROUSSEL-GALIANA</b>	Brigitte	Montpellier	<b>PLANCKE</b>	Nicole	Lattes
<b>AUDRIN</b>	Jean-François	Saint Georges d'Orques	<b>MILOSZYK</b>	Francis	Le Crès
<b>PETIT</b>	Eric	Saint Jean de Védas	<b>DE MONTLAUR</b>	George	Montaud
<b>LLORET</b>	Eliane	Sussargues	<b>SALOMON</b>	Samira	Montpellier
<b>DUDIEUZERE</b>	Pierre	Vendargues	<b>GUILLIANELI</b>	Anne-Marie	Pérols
			<b>CINÇON</b>	Sylvie	Pignan
			<b>JAUMES</b>	Sylvie	Saint-Brès
			<b>JEAN</b>	Fanny	Saint-Drézéry
			<b>PAINTRAND</b>	Jean-François	Saint Jean de Védas
			<b>RASCALOU</b>	Max	Vendargues

# Commission Transports et Mobilité

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
MEISSONNIER	Jean-Luc	Baillargues	BASSOUL	Evelyne	Castelnau-le-Lez
DARDE	Catherine	Castelnau-le-Lez	VASSAS MEJRI	Claudine	Castries
ROUILLEAULT	Henri	Castelnau-le-Lez	CROUZIL	Gabrielle	Clapiers
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	LIATIM	Aïcha	Cournonsec
FOURCADE	Mylène	Fabrègues	CARNET	Olivier	Cournonterral
JABADO	Claire	Grabels	PAGES	Jean-Louis	Grabels
CALVAT	Renaud	Jacou	JOURDAN	Nicolas	Jacou
SAVY	Jean-Luc	Juvignac	TUAL	Daniel	Juvignac
PASTOR	Eric	Lattes	LACOMBE	Guy	Lattes
CAIZERGUES	Roger	Lavérune	LOPEZ	Lionel	Lattes
BONNAL	Pierre	Le Crès	MARTIN	Eliane	Lattes
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	PERVENT	Paloma	Lavérune
BRISSAUD	Anne	Montpellier	CARBONELL	Gérard	Le Crès
COUR	Christophe	Montpellier	MILOSZYK	Francis	Le Crès
DASYLVA	Titina	Montpellier	PHILIPON	Pierre	Montaud
DOMERGUE	Jacques	Montpellier	PROSPERI	Jean-Marie	Montferrier-sur-lez
EL KANDOUSSI	Abdi	Montpellier	CHARDES	Mylène	Montpellier
KERANGUEVEN	Sonia	Montpellier	HALUSKA	Vincent	Montpellier
MOURE	Jean-Pierre	Montpellier	BOULET	Serge	Murviel-lès-Montpellier
TORTORICI	Sauveur	Montpellier	WASSELIN	Michèle	Pignan
CASSAR	Michelle	Pignan	CINÇON	Sylvie	Pignan
RICO	Jean-Pierre	Pérols	LEIENDECKERS	Jean-Marc	Pérols
GIANIEL	Isabelle	Pérols	TAVERNE	Jocelyne	Pérols
LUSSERT	Jean-Marc	Prades-le-Lez	KHENFOUF	Rachid	Prades-le-Lez
JAUL	Laurent	Saint-Brès	SCHWARTZ	Josy	Saint-Brès
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	LE BLEVEC	Loic	Saint-Drézéry
LLORET	Eliane	Sussargues	HARDEMAN	Jean	Saint Georges d'Orques
JANNIN	Stéphanie	Montpellier	MALDONADO	Nicolas	Saint Georges d'Orques
MAJDOUL	Mustapha	Montpellier	SCHMITT	Jérôme	Saint Georges d'Orques
			NENCIONI	Sébastien	Saint Jean de Védas
			FINART	Jean-Paul	Vendargues
			GULLIMIN	Gisèle	Villeneuve-lès-Maguelone
			JACQUEY	Patricia	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Voirie, espace public

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
<b>DARDE</b>	Catherine	Castelnau-le-Lez	<b>LAFFORGUE</b>	Frédéric	Castelnau-le-Lez
<b>GRAND</b>	Jean-Pierre	Castelnau-le-Lez	<b>ESCURET</b>	Serge	Castries
<b>FOURCADE</b>	Jean-Noël	Lattes	<b>BASCOUL</b>	Julien	Clapiers
<b>CAIZERGUES</b>	Roger	Lavérune	<b>LIATIM</b>	Aïcha	Cournonsec
<b>BONNAL</b>	Pierre	Le Crès	<b>NURIT</b>	Gilles	Cournonsec
<b>BRISAUD</b>	Anne	Montpellier	<b>PISCOT</b>	Marc	Cournonsec
<b>DE VERBIZIER</b>	Henri	Montpellier	<b>JUEN</b>	Claude	Fabrigues
<b>MALEK</b>	Jérémie	Montpellier	<b>OLIVARES</b>	Jean-Pierre	Grabels
<b>YOUSSEUS</b>	Rabii	Montpellier	<b>PAGES</b>	Jean-Louis	Grabels
<b>COUR</b>	Christophe	Montpellier	<b>JOURDAN</b>	Nicolas	Jacou
<b>CASSAR</b>	Michèle	Pignan	<b>GRAVIER</b>	Eugène	Juignac
<b>BALAZUN</b>	Génès	Restinclières	<b>ANDREU</b>	Francis	Lattes
<b>PELLET</b>	Yvon	Saint Genies des Mourgues	<b>LOPEZ</b>	Lionel	Lattes
<b>PETIT</b>	Eric	Saint Jean de Védas	<b>MARTIN</b>	Eliane	Lattes
<b>DUDIEUZERE</b>	Pierre	Vendargues	<b>PERVENT</b>	Paloma	Lavérune
<b>BREYSSE</b>	Thierry	Cournonterral	<b>PAU</b>	Brigitte	Le Crès
			<b>PHILIPON</b>	Pierre	Montaud
			<b>BOURELLY</b>	Michel	Montferrier-sur-Lez
			<b>JAMME</b>	Alain	Montferrier-sur-Lez
			<b>ALBERNHE</b>	Luc	Montpellier
			<b>ASSIE</b>	Rémi	Montpellier
			<b>SALOMON</b>	Samira	Montpellier
			<b>GALINIER</b>	Denis	Pignan
			<b>MALEK</b>	Jean-Marc	Pérols
			<b>KHENFOUF</b>	Rachid	Prades-le-Lez
			<b>ROUDIL</b>	Marc	Saint-Brès
			<b>DACHEUX</b>	Jean-Philippe	Saint-Drézéry
			<b>COEURVEILLE</b>	André	Saint Georges d'Orques
			<b>HARDEMAN</b>	Jean	Saint Georges d'Orques
			<b>MALDONADO</b>	Nicolas	Saint Georges d'Orques
			<b>SCHMITT</b>	Jérôme	Saint Georges d'Orques
			<b>SCIALOM</b>	Daniel	Saint Jean de Védas
			<b>BOUIS</b>	Xavier	Sussargues
			<b>FINART</b>	Jean-Paul	Vendargues
			<b>NOGUES</b>	Olivier	Villeneuve-lès-Maguelone
			<b>POITEVIN</b>	Patrick	Villeneuve-lès-Maguelone

## **LOGEMENT**



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du jeudi 21 février 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Michelle CASSAR, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Laurent JAOUL, Joël VERA

## **Logement - Arrêt du projet de Programme Local de l'Habitat 2019-2024 - Approbation**

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a engagé l'élaboration de son nouveau Programme Local de l'Habitat (PLH) pour la période 2019-2024 par délibération n°14167 en date du 25 octobre 2016, dont l'arrêt est soumis à l'approbation du Conseil par la présente délibération.

Conformément au Code de la construction et de l'habitation, le Programme Local de l'Habitat 2019-2024 de Montpellier Méditerranée Métropole proposé comprend :

- un diagnostic de la situation du marché local du logement et des conditions d'habitat dans la Métropole ;
- des orientations qui énoncent les principes et les objectifs de la politique intercommunale de l'habitat pour les 6 prochaines années ;
- un programme d'actions détaillé pour l'ensemble de la Métropole et décliné pour chacune des 31 communes.

Ce nouveau PLH s'inscrit dans la continuité de la politique volontariste menée par la Métropole, dont les résultats obtenus attestent de l'efficacité de l'action publique locale ; dans un contexte de réformes qui impactent l'environnement fiscal et économique de la production de logements et notamment de logement social.

Le PLH 2013-2018 avait fixé un objectif de réalisation de 5 000 logements par an. Celui-ci a été largement atteint avec une moyenne de 5 700 logements mis en chantier par an entre 2013 et 2017, en partie lié à l'investissement locatif, qui a animé la promotion neuve, créant ces trois dernières années un effet de « bulle » immobilière avec des prix de l'immobilier et du foncier maintenus à la hausse.

Dans un contexte de profonde réforme du secteur HLM, l'objectif de programmation de logements sociaux est quasi atteint avec 28% de logements locatifs sociaux financés parmi l'ensemble des logements autorisés entre 2013 et 2017 pour un objectif fixé à 30%. Bien que la part du logement locatif social, parmi les résidences principales, ait progressé au fil des années atteignant 18% en 2017 dans la Métropole, les services de l'Etat recensent encore un déficit dit « SRU » de 13 000 logements manquants pour atteindre le seuil des 25% de logements sociaux d'ici 2025 pour l'ensemble des 20 communes concernées.

Concomitamment aux démarches d'élaboration des documents de planification stratégique (Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) et Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi)), les communes ont été étroitement associées à l'établissement du PLH 2019-2024, notamment à l'occasion de l'examen des capacités constructives et de la définition des objectifs de production de logements pour les 6 prochaines années.

En outre, des ateliers et groupes de travail constitués spécifiquement pour la mise au point du PLH ont permis de partager avec l'ensemble des acteurs de l'habitat l'état des lieux de la situation du logement dans la Métropole et de concerter les actions à conduire d'ici 2024.

Le diagnostic a rappelé le contexte d'une Métropole marquée par une forte dynamique démographique, qui resterait soutenue selon l'Insee avec un taux de croissance projeté à 1,34% par an à horizon 2025. Il a montré également que le marché du logement très sélectif, inaccessible pour une part importante des ménages du territoire, ne pouvait satisfaire à l'ensemble des besoins qu'induisent les évolutions sociodémographiques : décohabitation, fragilité sociale et économique des familles monoparentales, vieillissement de la population, précarisation des salariés, étudiants et jeunes en difficultés d'accès au logement...

Fort de ce constat, Montpellier Méditerranée Métropole entend poursuivre les efforts entrepris à travers la mise en œuvre d'un plan d'action renouvelé, s'organisant autour des 6 grandes orientations stratégiques suivantes :

### **1. Soutenir une production diversifiée de logements**

L'objectif est de réaliser 5 000 à 5 400 logements par an afin de répondre aux besoins générés par l'évolution démographique, au nécessaire renouvellement du parc de logement (démolition d'immeubles obsolètes) et à la nécessité de détendre le marché. Il s'agit là de satisfaire les besoins de la population existante et future, notamment en permettant aux familles et aux jeunes ménages de s'installer et/ou de se maintenir sur le



territoire métropolitain.

Cet objectif ambitieux est atteignable au regard des capacités foncières recensées avec les communes mais nécessitera que les conditions économiques du marché du logement restent favorables et que des aléas ne l'entravent pas de manière significative sur la production (risques sur mobilisation du foncier, risques pesant sur les délais des procédures d'aménagement nécessaires, risques de contentieux, risques sur les dispositifs de financement du logement...).

Cette offre nouvelle de logement améliorera la fluidité des parcours résidentiels des ménages et répondra aux évolutions sociétales actuelles et si possible futures par sa diversité et ses modes de gestion : logements locatifs sociaux, en accession à la propriété abordable, logements « libres », résidences adaptées pour des populations spécifiques (jeunes étudiants et actifs, sénior, personnes en situation de handicap, personnes les moins favorisées), gages d'une meilleure adéquation avec les ménages du territoire globalement modestes.

La réalisation de 5 000 à 5 400 logements par an implique la mise en œuvre de diverses actions en matière de politique foncière, d'urbanisme réglementaire et d'aménagement :

- la maîtrise foncière des secteurs dont l'urbanisation est programmée à court moyen terme et l'appui de l'Etablissement Public Foncier (EPF) Occitanie pour le développement du logement social
- la mobilisation des PLU des communes puis du PLUi en cours d'élaboration afin de prescrire notamment la réalisation des logements aidés programmés par le PLH
- l'aménagement des secteurs d'extension urbaine définis par le SCoT et l'engagement d'opérations en réinvestissement urbain pour lesquelles la Métropole accompagnera les communes concernées.

## **2. Développer le logement social et abordable**

Une part de 36% de logements locatifs sociaux au sein de la production de logement est fixée sur la période 2019-2024 pour les communes effectivement desservies par le réseau armature (trains, tramway, TCSP) ou des axes majeurs de transport en commun, contre 30% dans le précédent PLH déclinée ainsi :

- un minimum de 28% de logements locatifs sociaux relevant d'un financement PLUS et PLAI parmi l'offre produite conformément aux objectifs fixés par convention de délégation des aides à la pierre de l'Etat 2016-2021 ;
- 3% de logements locatifs sociaux familiaux relevant d'un financement PLS et 2% de PLS destinés à la création de résidences à destination des séniors ;
- globalement 3% de logements locatifs sociaux étudiants dans les communes du cœur de Métropole effectivement desservies par le réseau armature (trains, tramway, TCSP) ou des axes majeurs de transport en commun.

En privilégiant l'offre nouvelle de logements PLUS-PLAI, la Métropole entend soutenir la création de logements dont les loyers sont davantage en adéquation avec les ressources modestes et très modestes des demandeurs, en comparaison avec ceux, intermédiaires, des logements financés en PLS.

Afin de renforcer l'offre à destination des ménages les plus modestes, l'objectif est d'atteindre au minimum 35% de PLAI parmi la production locative sociale et familiale financée en PLUS et PLAI, soit 450 logements.

Plusieurs leviers seront actionnés pour favoriser la production de logements locatifs sociaux :

- s'appuyer sur la politique foncière et mobiliser les outils réglementaires avec le renforcement de la stratégie d'intervention avec l'EPF Occitanie, l'harmonisation des Servitudes de Mixité Sociale (SMS) dans le cadre de l'élaboration du PLUi ou préalablement à la faveur des procédures d'évolution des PLU, voire l'instauration d'Emplacements Réservés pour le Logement (ERL) au cas par cas selon les contextes ;
- conforter l'équilibre financier des opérations en maintenant le niveau d'aide des crédits délégués de l'Etat et des autres partenaires au côté de la Métropole, et en limitant la surenchère sur les prix de charges foncières et des Ventes en l'Etat Futur d'Achèvement (VEFA)
- soutenir la création de logements sociaux au travers d'opérations d'acquisition-amélioration afin de diffuser le logement social dans les quartiers existants, sans augmenter le nombre de résidences principales, de façon à compenser plus vite le déficit de logements sociaux ;
- obtenir de l'Etat l'harmonisation du zonage de financement du logement social avec celui qui concerne l'investissement locatif dont la modification est survenue en 2014, témoignage national de la forte tension du marché immobilier et foncier local

Le précédent PLH avait fixé un objectif de production d'environ 1000 logements en accession abordable par an, or seulement 345 logements à des prix encadrés ont été produits en moyenne annuelle malgré des volumes de ventes jamais atteints auparavant par la promotion immobilière. Le nouveau PLH prescrit la réalisation de logements en accession abordable dans les 9 communes du cœur de Métropole effectivement desservies par le réseau armature (trains, tramway, TCSP) ou des axes majeurs de transport en commun, à hauteur de 17% de la construction neuve globale.

Cet objectif se décline avec :

- 6% de logements relevant d'un financement Prêt Social de Location Accession (PSLA), ce qui porte globalement à 42 % la part en flux de logement pris en compte par l'Etat au titre des obligations SRU, la loi ELAN permettant désormais de décompter les PSLA pendant 5 ans après la levée d'option ;
- 11% de logements en accession encadrée dont les prix unitaires plafonds sont encore à définir en fonction des typologies de logements et des territoires ainsi que les conditions d'éligibilité pour les ménages ;

Sont à citer pour mise en œuvre de ces objectifs, la programmation de lots dédiés en ZAC notamment en PSLA, l'extension de la servitude de mixité sociale, le développement de la vente de logements en accession dans et autour des quartiers de la politique de la ville éligibles à la TVA réduite à Montpellier, la dissociation du foncier et du bâti avec l'étude de la mise en place d'un Organisme Foncier Solidaire (OFS), et le soutien aux projets et démarches innovantes concernant notamment le logement évolutif et d'habitat participatif.

### 3. Agir en faveur de l'équilibre territorial

La territorialisation des objectifs de production de logements par commune traduit l'ambition portée par la Métropole de répartir de manière équilibrée et contextualisée les différentes offres de logements sur son territoire.

Les 5 000 à 5 400 logements à produire globalement par an se répartissent de manière égale entre Montpellier et les 30 autres communes

Le PLH fixe un objectif de production de logements locatifs sociaux à hauteur de 36% des 5 000 à 5 400 logements à produire par an en moyenne lissée sur la période 2019-2024 sur les communes du cœur de Métropole effectivement desservies par le réseau armature ou par un axe majeur de transport en commun, dont 3% de logements sociaux étudiants, 33% sur les autres communes SRU ou devant être soumises aux obligations de cette loi durant la période couverte par le PLH et 30% pour celles qui ne devraient pas y être soumises dans la période.

Afin d'assurer la meilleure intégration possible des opérations notamment de logements locatifs sociaux dans leur environnement, il s'agira de travailler sur les localisations préférentielles en fonction des services et des équipements et de proposer les formes urbaines les plus adaptées d'une commune à l'autre, d'un quartier à l'autre.

Si les précédents PLH ont contribué à une meilleure répartition de l'offre de logements sociaux, il s'agira, dans le cadre du nouveau PLH, de veiller également à l'équilibre de l'occupation du parc existant et neuf en mettant en œuvre une politique intercommunale d'attribution des logements sociaux concertée avec l'ensemble des partenaires, pour répondre aux deux principaux enjeux suivants :

- diversifier l'occupation sociale des logements par une répartition des publics aux profils variés au sein des communes de la Métropole, des différents quartiers et des groupes d'immeubles en particulier dans les 12 quartiers prioritaires relevant la politique de la ville à Montpellier ;
- organiser le traitement des demandes de logements sociaux à l'échelle intercommunale à travers une gestion partagée pour simplifier les démarches des demandeurs et améliorer l'information dispensée à ces derniers.

Les réponses à ces enjeux seront proposées dans la Convention Intercommunale d'Attribution (CIA) et dans le Plan Partenarial de Gestion de la Demande et d'Information des Demandeurs (PPGDID) dont la rédaction est en cours, en application du document-cadre d'orientation sur les attributions approuvé par la Conférence Intercommunale du Logement (CIL) de Montpellier Méditerranée Métropole réunie le 29 janvier dernier.

#### 4. Optimiser l'utilisation de l'espace urbain existant

Le diagnostic a mis en évidence la nécessité de poursuivre les efforts d'amélioration des parcs privé et public de logements existants, autour des priorités suivantes :

- Renforcer les actions en faveur de l'amélioration du cadre de vie des occupants du parc locatif social en réhabilitant les logements vieillissants et en diversifiant l'offre de logements dans les quartiers de la politique de la ville. Dans le cadre de leur convention d'utilité sociale, les bailleurs sociaux ont programmé la réhabilitation de 2700 logements sociaux dont 1 600 pour ACM Habitat pour un montant de 53 millions d'euros. Dans le cadre du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain (NPRU) du quartier Mosson, quatre opérations de réhabilitation représentant environ 900 logements sont d'ores et déjà engagées.

Sur le quartier de la Mosson, les études en cours nécessaires à l'élaboration du projet urbain préfigurent la démolition d'environ 450 logements sociaux publics à horizon 2026 y compris la Tour d'Alembert ayant fait l'objet d'un démarrage anticipé.

Aussi, si la rénovation des logements ou la démolition d'immeubles obsolètes contribuera à renforcer l'attractivité résidentielle dans les quartiers de la politique de la ville, il s'agira également dans ces quartiers de recréer une diversité de loyers, une diversité typologique, et de formes urbaines et architecturales afin de répondre à l'ensemble des besoins exprimés.

- Intensifier les actions en faveur de la rénovation du parc privé autour des priorités suivantes : résorption des situations d'habitat dégradé et indigne, développement de logements locatifs à loyer et charges maîtrisés, amélioration de la performance énergétique des logements et adaptation de l'habitat pour le maintien à domicile des personnes en perte d'autonomie. Ainsi un objectif de traiter 1350 logement d'ici 2023 (pour 5 ans) est fixé dans le cadre de l'opération « Rénover pour un habitat durable et solidaire ».

- Traiter les copropriétés et prévenir en amont les risques de dégradations en s'appuyant sur les conclusions des Programmes Opérationnels de Prévention et d'Accompagnement en Copropriété (POPAC) conduits en préfiguration du Nouveau Projet de Rénovation Urbaine (NPRU). Ses 1 520 copropriétés pouvant être considérées comme très fragiles (Classe D) ont valu à la Métropole d'être retenue en octobre 2018 au titre du Plan « Initiative Copropriétés » par le Ministère de la Cohésion des Territoires en octobre 2018 parmi 14 sites sur le territoire national, lui conférant, grâce à l'aide de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), de nouveaux moyens d'intervention.

Ces actions seront confortées par des mesures préventives ou coercitives. Citons à titre d'exemple la possibilité d'instaurer le permis de louer sur des secteurs ciblés afin de lutter contre les marchands de sommeil et le recours systématique au régime d'abandon manifeste afin de lutter contre la vacance de biens par le biais d'une expropriation pour cause d'utilité publique.

En outre, la plateforme Rénov'Energie, récemment mise en place, constituera le support de conseils apportés auprès des usagers engagés dans une démarche d'amélioration thermique de leur habitat.

## 5. Déployer et adapter l'offre de logements pour les publics spécifiques

L'accès ou le maintien dans le logement des ménages les plus fragiles demeure une nécessité mise en évidence dans le diagnostic du PLH.

Qu'ils s'agissent des étudiants et des jeunes en insertion professionnelle, des personnes âgées, des personnes en situation d'handicap ou des ménages démunis, le PLH prévoit la réalisation de programmes de logements dédiés.

Sont prévus ainsi sur la période 2019-2024 :

- 900 logements sociaux étudiants à travers la création de nouvelles résidences dans les communes du cœur de Métropole effectivement desservies par le réseau armature (train, tramway, TCSP) ou par un axe majeur de transport, pour optimiser l'occupation du parc tout au long de l'année ;
- la création/relocalisation de 4 EHPAD pour un total de 279 logements sur la durée du PLH et la réalisation de résidences à destination des personnes âgées et handicapées autonomes dans les centres ou à proximité des services et commodités relevant d'un financement PLS pour un objectif d'environ 100 logements locatifs sociaux par an ;
- une vingtaine de structures collectives de logements d'insertion de type résidence hôtelière à vocation sociale, pension de famille, résidence sociale « généralistes », résidence sociale à destination des jeunes en insertion et foyers de jeunes travailleurs. A cela s'ajoutent, l'extension d'un CHRS, la création de deux structures d'hébergement et le projet de pérenniser les places du Centre d'Accueil des Demandeurs d'Asile (CADA) existant à Montpellier.

Cette ambitieuse programmation d'offre nouvelle d'insertion, complétée de mesures en faveur notamment de l'accompagnement des personnes hébergées, s'inscrit pleinement dans le cadre de la mise en œuvre accélérée du plan « Logement d'abord » que pilote la Métropole en partenariat étroit avec l'Etat et les acteurs concernés.

Enfin, le PLH 2019-2024 verra la réalisation des 3 aires d'accueil permanentes et des 4 aires de grands passages manquantes sur le territoire aboutir effectivement, conformément au schéma départemental 2018-2024 tout juste approuvé.

## 6. Faire vivre la politique de l'habitat

Le dispositif de suivi du PLH et des marchés de l'habitat sera renforcé dans le but d'améliorer régulièrement les actions mises en œuvre par la Métropole et ses partenaires en réponse aux dysfonctionnements constatés le cas échéant. L'observatoire de l'habitat sera élargi aux domaines du foncier et du logement étudiant, et un atlas du parc locatif social et de son occupation sera élaboré dans le cadre des travaux conduits par la Conférence Intercommunale du Logement.

L'observatoire suit déjà les données relatives à la construction neuve, à la création de logements locatifs sociaux, à la promotion neuve, aux copropriétés privées, aux loyers du parc privé et au marché de l'immobilier ancien. Il fait l'objet d'un document actualisé chaque année dont la diffusion sera élargie.

Le suivi-animation de la politique intercommunale de l'habitat sera amélioré avec la réalisation régulière de points d'avancement des opérations de logements programmées dans le cadre du PLH. Les échanges avec les Communes et les principaux acteurs de l'habitat seront renouvelés, par-delà le travail d'élaboration du PLH qui s'achève, pour échanger sur le bilan annuel de la mise en œuvre du PLH et sur les analyses issues de l'observatoire de l'habitat de la Métropole.

Conformément à l'article L.5211-10-1 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil de Développement de la Métropole, saisi en août 2017, a contribué à enrichir le projet présenté sur la qualité de vie liée aux usages des logements (action 2) et a rendu un avis favorable, le 29 janvier dernier, sur le projet de PLH 2019-2024 qui lui a été présenté.

Conformément aux dispositions des articles R.302-9 à R.302-11 du Code de la construction et de l'habitation), le projet de PLH 2019-2024 sera soumis aux 31 communes de Montpellier Méditerranée Métropole pour délibération des Conseil Municipaux sur les moyens relevant de leurs compétences, à mettre en place dans le cadre du PLH. Faute de réponse dans un délai de deux mois à compter de la transmission du projet de PLH arrêté, leur avis est réputé favorable.

Au vu des avis exprimés, le Conseil de Métropole sera amené à délibérer à nouveau sur le projet de PLH. A l'issue de ce deuxième arrêt par le Conseil de Métropole, le PLH sera transmis à l'Etat à la fois pour avis et pour qu'il saisisse le Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement (CRHH). L'adoption définitive du Programme Local de l'Habitat 2019-2024 est prévue à l'issue de ces consultations.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- arrêter le projet de Programme Local de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole pour la période 2019-2024 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à transmettre le projet PLH arrêté aux 31 communes membres et à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Henri ROUILLEAULT.

Fait à Montpellier, le 25/02/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 25 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190221-70805-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/02/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Projet PLH 2019-2024.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Logement

## Séance ordinaire du jeudi 21 février 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOL, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Michelle CASSAR, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Jean-Luc COUSQUER, Thierry DEWINTRE, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Eric PETIT, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Rabii YOUSSEUS

# **Logement - Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement urbain de Montpellier 2016-2021 - Quartiers "Courreau / Figuerolles / Nord Ecusson" - Attribution de subventions pour la réhabilitation de 6 logements**

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n°13750 du 14 avril 2016, le Conseil de Métropole a approuvé la mise en œuvre de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain et Copropriétés Dégradées Courreau / Figuerolles / Nord-Ecusson pour la période 2016-2021. S'inscrivant dans le cadre du projet « Montpellier Grand Cœur » le programme vise à redonner de l'habitabilité aux ilots dégradés, à promouvoir les réhabilitations de qualité, à lutter contre les marchands de sommeil, à valoriser l'espace public et à améliorer le cadre de vie.

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, et des nouvelles prérogatives en matière d'actions d'amélioration du parc immobilier bâti, de réhabilitation et de résorption de l'habitat insalubre conférées par son statut depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole apporte :

Pour les propriétaires occupants aux ressources modestes et très modestes :

- une aide de 20% à 25% du montant des travaux subventionnés par l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH),
- une prime de 25% du montant des travaux éligibles, plafonnée à 1 250 €, pour les projets de mise aux normes ne bénéficiant pas d'une subvention ANAH,
- une prime de 25% du montant des travaux éligibles, plafonnée à 1 250 €, pour les projets de rénovation des parties communes de copropriété ne bénéficiant pas d'une subvention de l'ANAH,

Pour les propriétaires bailleurs :

- une aide de 15% du montant des travaux subventionnés par l'ANAH, pour le conventionnement d'un logement à loyer social et 10% pour le conventionnement d'un logement à loyer intermédiaire,
- une aide de 5% du montant des travaux subventionnés par l'ANAH, plafonnée à 2 000 € par logement, pour la remise sur le marché d'un logement vacant loué à loyer conventionné social après travaux,

Pour les syndicats de propriétaires :

- une prime de 30% du montant des travaux éligibles, plafonnée à 3 900 €, pour les projets de rénovation des parties communes de copropriété ne bénéficiant pas d'une subvention de l'ANAH,
- une prime de 30% du montant de la dépense, plafonnée à 1 800 € par immeuble, pour la réalisation d'un audit ou d'un diagnostic de performance énergétique en copropriété.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de six logements locatifs rue Guillaume Pellicier pour un montant total de 38 489 €.

Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau en annexe.

En contrepartie de ces subventions, le propriétaire bailleur unique s'engage à pratiquer des loyers maîtrisés. Il signera une convention avec Montpellier Méditerranée Métropole, par délégation de l'ANAH, d'une durée de 9 ans, précisant le plafond des ressources du locataire à respecter et les loyers pratiqués.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider l'octroi des subventions telles que décrites dans le tableau joint en annexe ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera selon les conditions prévues par le règlement attributif de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/02/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190221-74167-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/02/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Tableau subventions.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du jeudi 21 février 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOL, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Michelle CASSAR, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Renaud CALVAT, Jean-Luc COUSQUER, Thierry DEWINTRE, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Eric PETIT, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Rabii YOUSSEUS

# **Logement - Opération "Rénover pour un habitat durable et solidaire" 2013-2018 - Attribution de subventions pour la réhabilitation de 55 logements situés dans diverses communes de la Métropole - Autorisation de signature**

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Métropole, a relancé l'opération « Rénover pour un habitat durable et solidaire » labellisée « Habiter Mieux » ayant pour objet la réhabilitation de 180 logements par an, locatifs ou occupés par des propriétaires modestes ; son périmètre couvre l'ensemble du territoire métropolitain, hors secteur de Montpellier déjà concerné par une opération similaire. Cette opération a pour priorité la lutte contre l'habitat dégradé, indigne et à faible performance énergétique, l'adaptation des logements au handicap ou perte d'autonomie, la remise sur le marché de logements vacants ainsi que la maîtrise des loyers après travaux.

La labellisation « Habiter Mieux » de l'opération, marque l'engagement, pour Montpellier Méditerranée Métropole, de financer annuellement au moins 100 dossiers de propriétaires occupants modestes ou très modestes réalisant des travaux de rénovation permettant un gain énergétique minimal de 25%.

Montpellier Méditerranée Métropole mobilise, pour ce faire, les aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), dont l'attribution lui est déléguée. Elle accorde par ailleurs sur ses fonds propres, des aides aux propriétaires occupants modestes et aux propriétaires bailleurs s'engageant à pratiquer des loyers maîtrisés.

Celles-ci concernent également l'amélioration de la performance énergétique des logements anciens et la remise sur le marché de logements vacants. Le montant total des subventions mobilisées peut ainsi représenter de 45% à 80% du montant hors taxe des travaux subventionnables, voire 100 % pour les propriétaires occupants disposants de ressources très modestes.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de cinquante-cinq logements situés dans les communes de Baillargues, Castelnau-le-Lez, Clapiers, Cournonsec, Grabels, Lattes, Lavérune, Le Crès, Montpellier, Pérols, Saint-Drézéry, Saint Geniès des Mourgues, Saint Georges d'Orques, Saint Jean de Védas, Vendargues et Villeneuve-lès-Maguelone, dont cinquante-et-un sont occupés par des propriétaires disposant de ressources modestes ou très modestes et quatre logements locatifs, pour un montant total de 136 763 €. Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau en annexe.

En contrepartie de ces subventions, les propriétaires occupants s'engagent à occuper leurs logements en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans et les propriétaires bailleurs à pratiquer un loyer réglementé. Ils signeront une convention avec Montpellier Méditerranée Métropole, par délégation de l'ANAH, d'une durée de 9 ans, précisant le plafond des ressources du locataire à respecter et le loyer pratiqué.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider l'octroi de subventions telles que décrites dans le tableau joint en annexe à la présente délibération ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera selon les conditions prévues par le règlement attributif de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/02/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190221-74132-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/02/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Tableau subventions.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU  
TERRITOIRE, FONCIER**



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement  
durables du territoire, foncier

## Séance ordinaire du jeudi 21 février 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Michelle CASSAR, Carole DONADA, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Cyril MEUNIER, Noël SEGURA, Joël VERA

## **Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Commune de Castelnau-le-Lez - Extension du Domaine de Verchant - Ouverture de la concertation préalable**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le domaine de Verchant, situé sur la commune de Castelnau-le-Lez, a un projet de développement de son complexe hôtelier classé 5 étoiles. Celui-ci comprend la création de 25 chambres supplémentaires afin d'augmenter la capacité d'accueil à 50 chambres, suites ou appartements, l'accueil d'un restaurant gastronomique, d'un nouveau hall d'accueil et la création de stationnements.

Ce développement doit s'opérer par l'édification d'une construction nouvelle développant environ 4000 m<sup>2</sup> de surface de plancher à implanter en parallèle de l'allée d'accès Ouest du domaine.

Les règles d'urbanisme du PLU de la commune de Castelnau-le-Lez applicables au site ne sont pas aujourd'hui compatibles avec le projet d'extension du domaine de Verchant. La mise en œuvre opérationnelle du projet nécessite donc de faire évoluer le PLU.

Compte tenu du caractère d'intérêt général que présente ce projet pour le territoire métropolitain, notamment en matière de tourisme, d'activités économiques ou encore d'aménagement du site, une procédure de mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet a été engagée par délibération du Conseil de Métropole de novembre 2016.

Le territoire communal de Castelnau-le-Lez comprenant un site Natura 2000 et considérant que la mise en compatibilité emportera les mêmes effets qu'une révision au sens de l'article L.153-31 du Code de l'urbanisme, une évaluation environnementale portant sur les incidences sur l'environnement des évolutions nécessaires du PLU devra être réalisée et soumise à l'avis de l'autorité environnementale de l'Etat.

Dès lors qu'elle est soumise à évaluation environnementale, la procédure de mise en compatibilité du PLU entre dans le champ d'application de la concertation préalable au titre des articles L.121-15-1 et suivants du Code de l'environnement :

- soit le projet est soumis volontairement à concertation préalable,
- soit un droit d'initiative est ouvert au public pour demander au représentant de l'Etat l'organisation d'une concertation préalable.

Au regard du projet d'évolution du PLU et des objectifs poursuivis, il est proposé de mettre en place une concertation préalable associant le public, conformément aux dispositions de l'article L.121-17 du Code de l'environnement.

La concertation, d'une durée de 3 semaines, se déroulera dans les prochains mois. Un avis informant le public sera publié au moins 15 jours avant le début de la concertation préalable dans deux journaux locaux, par voie dématérialisée sur le site de Montpellier Méditerranée Métropole, et par voie d'affichage à l'Hôtel de Métropole, en Mairie de Castelnau-le-Lez et sur le lieu du projet. Cet avis, précisant les dates de début et de fin de la concertation, rappellera également l'objet de la concertation, et les modalités de participation du public.

A l'issue de la concertation, un bilan sera établi dans le délai de trois mois. Il sera publié sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- soumettre le projet de mise en compatibilité du PLU à concertation préalable du public,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Chantal MARION.

Fait à Montpellier, le 27/02/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190221-74448-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement  
durables du territoire, foncier

## Séance ordinaire du jeudi 21 février 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Michelle CASSAR, Carole DONADA, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Cyril MEUNIER, Noël SEGURA, Joël VERA



## **Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Commune de Jacou - Modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Approbation**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

A la demande de la Commune de Jacou, le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a engagé la 1<sup>ère</sup> modification du PLU de cette commune. Cette modification a pour objet de procéder à des modifications d'ordre rédactionnel et graphique du PLU afin, notamment, de :

- prendre en compte les évolutions règlementaires intervenues depuis son approbation ;
- favoriser la mixité sociale et un développement économique durable ;
- protéger les espaces naturels ou boisés ;
- actualiser la liste des emplacements réservés ;
- adapter le règlement du PLU.

Conformément à la Charte de gouvernance du PLU, le Conseil Municipal de Jacou a émis, par délibération n°DEL02.4JUIN2018 en date du 4 juin 2018, un avis favorable sur le projet de modification n°1 du PLU.

Le projet de modification du PLU de Jacou a été, conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme et notamment son article L.153-40, notifié aux Personnes Publiques Associées (PPA) le 13 juillet 2018. La Région Occitanie a accusé réception de la consultation sans émettre d'avis. La Chambre de Commerce et d'Industrie a émis un avis favorable. Le Centre Régional de la Propriété Forestière Occitanie et le Conseil Départemental de l'Hérault ont fait part de leurs observations sur le projet. Ces observations ont été reprises dans le rapport du Commissaire Enquêteur.

Par décision de la Mission Régionale d'Autorité environnementale n°MRAe2018DK0183 en date du 12 septembre 2018, le projet a été dispensé d'évaluation environnementale après examen au cas par cas en application de l'article R.104-28 du Code de l'urbanisme.

Monsieur Pierre GILLET a été désigné Commissaire Enquêteur par le Tribunal Administratif de Montpellier par décision n°E1800118/34 en date du 10 septembre 2018.

Par arrêté n°MAR2018-0280 du 29 octobre 2018, le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a ordonné l'ouverture d'une enquête publique, du lundi 19 novembre au mercredi 19 décembre 2018 inclus, portant sur le projet de modification n°1 du PLU de la Commune de Jacou.

Les modalités d'ouverture de l'enquête publique ont été portées à la connaissance du public les 1<sup>er</sup> et 3 novembre 2018 -soit plus de 15 jours avant le début de l'enquête publique- puis les 22 et 24 novembre 2018, par publication dans deux journaux diffusés dans le département, par publication sur le site internet de la Métropole, par affichage en Mairie, ainsi qu'au siège de la Métropole.

En ce qui concerne les remarques exprimées par le public durant l'enquête, huit observations ont été consignées dans les registres mis à disposition.

Elles portent :

- pour deux d'entre elles, sur des demandes de la commune visant à inscrire deux propriétés communales en zone N et la correction d'une erreur matérielle dans la rédaction des articles 12U1 et 12U2 relatifs au stationnement ;
- sur la demande de localisation de l'emplacement réservé n°2 ;
- sur les problèmes engendrés par la circulation, notamment des camions, sur la Route de Vendargues ;
- sur un souhait d'utilisation de langage simple en lieu et place de formulations administratives ;

- sur des problèmes liés à l'entretien d'un espace vert ;
- sur le fait que la zone Clément Ader devienne une zone refuge pour les espèces animales la nuit ;
- sur l'entretien de certaines zones naturelles.

La Métropole, en collaboration avec la Commune, a apporté les précisions relatives à ces observations dans le cadre du mémoire en réponse transmis au Commissaire Enquêteur le 8 janvier 2019.

Concernant les deux premières observations faites par la commune, relatives au classement en zone N de deux propriétés communales, elles ont reçues un avis favorable de la part du Commissaire Enquêteur. Cette modification du plan de zonage n'est pas de nature à remettre en cause l'économie générale du projet.

Concernant la demande de la commune de correction d'une erreur matérielle dans la rédaction des articles 12U1 et 12U2, celle-ci a également reçu un avis favorable de la part du Commissaire Enquêteur. Cette modification du règlement n'est pas de nature à remettre en cause l'économie générale du projet.

Concernant les six observations faites par les administrés, celles-ci n'appellent pas de remarques particulières dans le cadre du projet de modification n°1 du PLU de Jacou

En ce qui concerne les personnes publiques destinataires du dossier de modification n°7 du PLU, le Conseil Départemental a fait part, en date du 8 août 2018, de son avis sur le projet. Il a fait savoir que, à la suite du transfert de la compétence voiries du Département à la Métropole, l'ER n°14 devait être porté au profit de Montpellier Méditerranée Métropole. La liste des emplacements réservés a été modifiée en conséquence.

Concernant l'avis du Conseil Régional de la Propriété Forestière en date du 18 septembre 2018, celui-ci était destiné aux services instructeurs sur les éventuelles interventions sur des parcelles classées en EBC, susceptibles d'être soumises à autorisations et n'appelle pas de remarque particulière dans le cadre du projet de modification n°1 du PLU de Jacou

D'une manière générale, chacune des observations formulées durant l'enquête publique a fait l'objet d'une analyse détaillée de la part du Commissaire Enquêteur. Ce dernier a pris acte des réponses qui lui ont été apportées dans le cadre du mémoire en réponse. Dans ce contexte, Monsieur le Commissaire Enquêteur a remis son rapport d'enquête publique et ses conclusions motivées à Montpellier Méditerranée Métropole le 17 janvier 2019. Constatant que l'enquête publique s'est tenue dans le respect des dispositions réglementaires en vigueur, Monsieur le Commissaire Enquêteur a émis un avis favorable.

En conséquence, au vu :

- de l'enquête publique ouverte par arrêté n°MAR2018-0280 de Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 29 octobre 2018,
- des avis formulés par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier, le Centre Régional de la Propriété Forestière Occitanie et le Conseil Départemental de l'Hérault,
- des remarques formulées au cours de l'enquête,
- de la prise en considération de ces avis, remarques et conclusions dans le dossier de modification n°1 du PLU de Jacou.

Il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du rapport et des conclusions du Commissaire Enquêteur chargé de l'enquête publique relative à la modification n°1 du PLU de Jacou,
- approuver le dossier de modification n°1 du PLU de Jacou, tel que modifié après enquête publique,
- tenir le dossier de modification n°1 du PLU de Jacou approuvé à la disposition du public aux jours et heures d'ouverture des bureaux au public du siège de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Mairie de Jacou et de procéder aux mesures réglementaires de publicité et d'affichage conformément aux dispositions des articles R.153-20 et R.153-21 du Code de l'urbanisme,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/02/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 7 mars 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmise en préfecture:**

- PLU JACOU.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement  
durables du territoire, foncier

## Séance ordinaire du jeudi 21 février 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Michelle CASSAR, Pierre DUDIEUZERE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Eric PASTOR, Noël SEGURA, Joël VERA

## **Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Modalités de mise à disposition de la modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Grabels - Approbation**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a engagé la modification simplifiée n°2 du PLU de la Commune de Grabels afin de procéder à des modifications d'ordre rédactionnel et graphique du PLU, notamment pour permettre la construction de logements sur un ilot de la ZAC Euromédecine et faciliter la production de logements locatifs sociaux dans les zones pavillonnaires du centre village.

Le projet de modification simplifiée, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du Code de l'urbanisme doivent être mis à disposition du public pendant un mois, dans des conditions lui permettant de formuler ses observations.

Conformément à l'article L.153-47 du Code de l'urbanisme, les modalités de cette mise à disposition doivent être précisées par le Conseil de Métropole. Dans ce contexte, le dossier de modification sera :

- mis à disposition du public pendant un mois à la Mairie de Grabels et au siège de la Métropole aux heures d'ouverture habituelles ;
- accompagné d'un registre en Mairie de Grabels et au siège de la Métropole permettant au public de formuler ses observations ;
- mis en ligne sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole (<http://www.montpellier3m.fr/mise-a-disposition-du-public>) et de la Mairie de Grabels (<http://www.ville-grabels.fr>).

Ces modalités seront portées à la connaissance du public par voie de presse au moins huit jours avant le début de la mise à disposition.

A l'issue de la mise à disposition, le Président de Montpellier Méditerranée Métropole en présentera le bilan devant le Conseil de Métropole. Le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public sera alors soumis pour approbation au Conseil de Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les modalités de mise à disposition de la modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Grabels telles que définies dans le cadre de la présente délibération ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/02/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190221-74498-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISME, PARCS  
D'ACTIVITE**



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Relations internationales,  
tourismes, parcs d'activité

## Séance ordinaire du jeudi 21 février 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Michelle CASSAR, Pierre DUDIEUZERE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Jean-Luc COUSQUER, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Eric PASTOR, Joël VERA



## **Relations internationales, tourisms, parcs d'activité - Marché International des Professionnels de l'Immobilier (MIPIM) 2019 - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la SA3M et la SERM - Autorisation de signature**

Monsieur Gilbert PASTOR, Vice-Président, rapporte :

La Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) et la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) sont des acteurs majeurs de l'aménagement et du développement économique du territoire.

Les synergies développées entre Montpellier Méditerranée Métropole et ces structures sont un des principaux éléments de dynamisme de la Métropole.

Cette action concertée doit être mise en œuvre dans les salons professionnels de dimension nationale et internationale afin d'optimiser la promotion et la commercialisation des principales opérations immobilières et d'aménagements.

Le Marché International des Professionnels de l'Immobilier (MIPIM) qui se déroulera du 12 au 15 mars 2019 à Cannes, est le premier forum mondial des professionnels de l'immobilier et une place de marché international réunissant plus de 26 000 participants dont de nombreux promoteurs et investisseurs provenant de 100 pays.

Il s'agit donc pour la SERM et la SA3M d'un rendez-vous privilégié afin de promouvoir les opérations.

Le succès des actions entreprises au cours de ces salons appelle une forte mobilisation de leurs équipes, dirigeants, administrateurs de la société et techniciens.

Ce succès passe aussi par la capacité à mobiliser les élus et les responsables de Montpellier Méditerranée Métropole pour apporter aux investisseurs et autres opérateurs des réponses appropriées et globales aux besoins exprimés.

Il est proposé la signature d'une convention ayant pour objet de définir les modalités du partenariat à développer entre ces trois acteurs, dans le cadre de cet événement majeur en matière de développement économique, notamment concernant :

- les actions développées spécifiquement par Montpellier Méditerranée Métropole pour ce type de salon professionnel,
- la participation de Montpellier Méditerranée Métropole à la stratégie de commercialisation et de communication,
- les missions et le rôle des élus et des cadres de Montpellier Méditerranée Métropole,
- les modalités de prise en charge des frais inhérents à la participation à ce rendez-vous économique de renommée internationale.

La prise en charge de ces frais par la SA3M et la SERM est plafonnée à une enveloppe prévisionnelle de 15 000 euros HT.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la SERM et la SA3M relative à leur participation au MIPIM du 12 au 15 mars 2019 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer cette convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Philippe SAUREL, M. Sauveur TORTORICI.

Fait à Montpellier, le 27/02/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190221-73716-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/02/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention de partenariat

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Relations internationales,  
tourismes, parcs d'activité

## Séance ordinaire du jeudi 21 février 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Michelle CASSAR, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Jean-Luc COUSQUER, Thierry DEWINTRE, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Eric PETIT, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Rabii YOUSSEUS

## **Relations internationales, tourismes, parcs d'activité - Plateforme de promotion des vins de Montpellier Méditerranée Métropole à Chengdu - Attribution de subvention à l'association EUPIC pour l'année 2019 - Convention - Autorisation de signature**

Monsieur Gilbert PASTOR, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole conduit une stratégie d'internationalisation reconnue sur le plan économique depuis plusieurs années. Elle s'est dotée progressivement d'un réseau de partenaires bilatéraux en Chine, en Russie, aux Etats-Unis et au Canada et est en outre active au sein de plusieurs réseaux internationaux multilatéraux (NBIA, EBN, I3Network...).

Les relations entre le territoire montpelliérain et la Chine s'inscrivent dans une histoire riche et fructueuse, avec par exemple le jumelage entre Montpellier et Chengdu en juin 1981.

Dans la continuité de ces relations privilégiées, Montpellier Méditerranée Métropole poursuit depuis 2004 une stratégie de développement principalement dans le cadre de l'économie avec la ville de Shanghai et le District du Yangpu, et a développé un volet très prometteur depuis 2010 avec la capitale du Sichuan, Chengdu et douze provinces centrales chinoises.

Depuis les vingt-cinq dernières années, la Chine a favorisé sa croissance économique par une stratégie de développement externe basée sur l'investissement étranger générant d'importantes disparités entre les provinces de la bande côtière et les provinces internes chinoises. Le 12ème plan quinquennal (2011-2016) a axé la stratégie de développement économique sur un modèle de croissance interne avec notamment les 800 millions de consommateurs des provinces centrales.

Durant les cinq dernières années, l'Etat chinois a investi 950 milliards de dollars pour développer la santé, la formation et les axes de communication de ces provinces centrales. La province du Sichuan et sa capitale Chengdu sont les portes d'entrées aux marchés que représente cette stratégie de développement économique.

Le partenaire principal de la Métropole à Chengdu est l'organisme European - Union Project Innovation Centre (EUPIC). EUPIC est initialement un programme bilatéral entre l'Europe et la Chine créé en 2006 afin de permettre et de favoriser le développement économique entre les Etats membres partenaires et les provinces centrales chinoises.

A ce jour EUPIC a évolué sous la forme d'une organisation non gouvernementale chinoise supportée par les Ministères de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie côté chinois, et par l'Union Européenne représentée par 14 Etats (Belgique, République Tchèque, Danemark, Finlande, Allemagne, Grèce, Irlande, Italie, Hongrie, Slovaquie, Slovénie, Espagne, Angleterre et France).

La partie chinoise est représentée par 12 provinces (Yunnan, Xingjiang, Shanxi, Tibet, Qinghai, Sichuan, Mongolie Intérieure, Ningxia, Gansu, Guizhou, Chongqing et Guizhou). L'opérateur est la province du Sichuan et plus particulièrement la ville de Chengdu.

En janvier 2015 EUPIC a été labélisé par la Commission Européenne pour étendre sa zone « d'influence » aux 7 régions du nord de la Chine dont Pékin.

Depuis septembre 2011 et la tenue du Congrès EUPIC sur l'innovation à Montpellier, les partenaires de Chengdu souhaitent s'engager aux côtés de Montpellier Méditerranée Métropole, dans un nouvel axe de développement économique dédiée à la filière vin. Dans les provinces centrales le vin étant majoritairement un cadeau de prestige, plus de 60 % des achats se font pour les institutions et 20 à 30 % pour les grandes occasions (mariages...). La partie chinoise propose donc à Montpellier Méditerranée Métropole de développer une nouvelle approche économique en associant un partenaire chinois étatique, gage de qualité et de sécurité pour l'acheteur, qui promouvra cette offre.

En septembre 2012, lors de la mission organisée à Chengdu par Montpellier Méditerranée Métropole, celle-ci a signé avec notre partenaire EUPIC, une lettre d'intention pour la mise en place d'une plateforme de promotion des vins du territoire Métropolitain à Chengdu et dans les neuf provinces centrales chinoises.

Cette signature a été faite sous le haut patronage du Gouverneur de la province du Sichuan, du Maire de

Chengdu, de l'Ambassadrice de l'Union Européenne en Chine et du Consul Général de France à Chengdu.

Les axes majeurs du programme mis en place en commun avec nos partenaires chinois sont :

- des actions médiatiques de niveau national et local,
- des opérations de dégustations ciblées,
- le relationnel avec les autorités chinoises,
- des participations à des salons dédiés,
- des espaces de promotion,
- une partie formation au vin et à ses aspects culturels et historiques.

Quatre ans après le lancement de l'opération, il est possible d'établir le bilan suivant en termes qualitatifs et quantitatifs validant la stratégie de l'engagement de Montpellier Méditerranée Métropole :

D'un point de vue opérationnel nous pouvons citer les résultats suivants :

- la mise en place d'une double plateforme de promotion à Qingdao,
- plusieurs articles dans les médias (presse, radio et TV) nationaux chinois (China Daily, Global Time, la Chine au Présent) 5,2 millions d'exemplaires,
- la participation aux plus grandes foires sur les vins et spiritueux de Chine (Chengdu, Pékin, Canton, Shanghai avec plus de 2 000 contacts professionnels établis),
- diverses participations à des galas de bienfaisance, des dégustations ciblées pour plusieurs importateurs chinois à : Beijing, Canton, Shenzhen, Shanghai, Qingdao, Neijiang, Mianyang...

D'un point de vue plus quantitatif sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole l'action mise en place concerne :

- 19 communes qui sont impliquées indirectement par leurs vignerons (Montpellier, Saint Geniès des Mourgues, Sussargues, Saint Georges d'Orques, Castries, Saint-Drézéry, Murviel-les-Montpellier, Villeneuve-lès-Maguelone, Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Juvignac, Lavérune, Montferrier-sur-Lez, Pérols, Pignan, Saint Jean de Védas, Vendargues, Montaud),
- 29 producteurs sur 52 font partie de l'opération,
- 25 producteurs ont été accompagnés en Chine dans le cadre de 15 missions,
- 8 producteurs ont dépassé les 100 000 € de vente (2 caves et 6 Domaines),
- les 3 premiers sont des Domaines (de 186 000 € à 231 000 €),
- 45 % des vignerons qui suivent l'action ont dépassé les 80 K€ de vente avec la Chine,
- l'action plateforme des vins représente en moyenne pour la totalité des vignerons 73 % de leurs parts export,
- 584 210 bouteilles (4 382 hectolitres) vendues soit l'équivalent de 49 conteneurs.

## Résultats sur 6 ans

Année	CA réalisé	Prix btlé prévu*	Prix btlé réalisé
2013	470 K€	1,5 €	3,52 €
2014	225 K€	1,5 €	4,17 €
2015	305 K€	2 €	4,09 €
2016	315 K€	2 €	3,60 €
2017	300 K€	2 €	3,68 €
2018	304 K€	2 €	2,04 €*
	<b>1 900 K€</b>	<b>1,83 €</b>	<b>3,25 €</b>

\*Prix de vente moyen par bouteille

\* Diminution du prix moyen en 2018 due à la vente sur le segment bas prix

La maturité du marché porte en avant une tendance vers le milieu de gamme, qui est le cœur de métier de la filière viticole métropolitaine (92 % des ventes concernent les AOC / AOP).

Le positionnement sur ce secteur du marché est le plus rentable pour la filière viticole métropolitaine.

Le prix moyen de vente est largement au-dessus du prévisionnel 3,25 € réalisé.

Le ratio investissement sur chiffre d'affaires généré directement à la filière viticole métropolitaine depuis le début de l'opération est positif (1/4,2) avec pour l'année 2018 un ratio de 1/8,43 qui devrait être stable en 2019.

La Chine est devenue en 2017 le 2<sup>ème</sup> consommateur de vin dans le monde. Les vins français sont les premiers vins étrangers consommés. Depuis la baisse des exportations de Bordeaux, les vins du Languedoc-Roussillon ont connu la plus forte croissance sur le marché chinois avec + 30 % par an pour les AOP.

Depuis 2015, le marché chinois c'est stabilisé, l'action portée par Montpellier Méditerranée Métropole et EUPIC, devrait continuer de monter en puissance.

Fort de ces constats, il est proposé sur la base des résultats attendus, de poursuivre l'opération en 2019 en attribuant une subvention « filière viticole export » de 36 000 € à EUPIC.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution d'une subvention de 36 000 € à EUPIC, sous réserve de la signature de la convention correspondante,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/02/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190221-73830-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/02/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- convention 2019
- budget financé par Montpellier Méditerranée Métropole
- budget co-financé EUPIC Ville de Chengdu

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Relations internationales,  
tourismes, parcs d'activité

## Séance ordinaire du jeudi 21 février 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Michelle CASSAR, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Jean-Luc COUSQUER, Thierry DEWINTRE, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Eric PETIT, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Rabii YOUSSEUS

## **Relations internationales, tourisimes, parcs d'activité - Organisation d'une mission d'affaires filière viticole à Chengdu (Chine) du 17 au 23 mars 2019 - Participation à la foire des vins et spiritueux - Financement de la mission - Approbation**

Monsieur Gilbert PASTOR, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole conduit une stratégie d'internationalisation reconnue sur le plan économique depuis plusieurs années. Dans ce cadre et dans la continuité des relations privilégiées que Montpellier entretient avec la Chine, depuis septembre 2011, un nouvel axe de développement dédié à la filière Vin a vu le jour avec Chengdu et ses partenaires, en particulier EUPIC.

Les résultats obtenus progressent avec un chiffre d'affaires directement généré qui a dépassé un million neuf cent mille euros. D'un point de vue plus quantitatif sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, l'action mise en place concerne :

- 19 communes sont impliquées indirectement par leurs vignerons (Montpellier, Saint Geniès des Mourgues, Sussargues, Saint Georges d'Orques, Castries, Saint-Drézéry, Murvièl-les-Montpellier, Villeneuve-lès-Maguelone, Cournonsec, Courmonterral, Fabrègues, Juvignac, Lavérune, Montferrier-sur-Lez, Pérols, Pignan, Saint Jean de Védas, Vendargues, Montaud),
- 29 producteurs sur 52 font partie de l'opération,
- 25 producteurs ont été accompagnés en Chine dans le cadre de 15 missions,
- 8 producteurs ont dépassé les 100 000 € de vente (2 caves et 6 domaines)
- Les 3 premiers sont des domaines (de 186 000 € à 231 000 €)
- L'action plateforme des vins représente en moyenne pour la totalité des vignerons 73 % de la part export
- 45 % des vignerons qui suivent l'action ont dépassé les 80 000€ de vente avec la Chine

La maturité du marché chinois porte en avant une tendance vers le milieu de gamme. Ce qui augure des retombées supplémentaires puisque le cœur de métier de la filière viticole métropolitaine correspond à ce créneau.

Dans ce cadre-là, il est proposé, la mise en place d'une nouvelle mission d'affaires à Chengdu avec la participation de 4 domaines et/ou caves coopératives à la Foire internationale des vins et spiritueux de Chengdu du 17 au 23 mars.

Cette mission a pour objectif la promotion des vins de Montpellier Méditerranée Métropole. La délégation sera présente sur un stand de 20 m<sup>2</sup> et participera à des rencontres et événements de promotion ciblés avec des acheteurs de vins professionnels chinois.

Le coût total prévisionnel de la mission est estimé à 13 500 € TTC. Il est proposé la participation de 4 domaines et/ou caves coopératives à la mission ainsi que d'un(e) élu(e) et d'un(e) technicien(ne). Concernant les entreprises seules seront pris en charge par Montpellier Méditerranée Métropole les frais de transports internationaux et internes (vols plus assurances) ainsi que les frais de visas, à concurrence de 1 800 € par entreprise.

Le reste du montant prévisionnel est affecté aux frais techniques d'organisation de la mission ainsi qu'aux frais de mission de l'élu(e) et du (de la) technicien(ne).

La prise en charge des frais de la mission se fera sur la base des frais réels.



La prise en charge financière par la Métropole des coûts des prestations utilisées par les entreprises participantes à la mission peut s'effectuer de deux façons : achat par la Métropole des prestations, ou remboursement à vue de facture acquittée après le début de la mission (dans ce cas l'achat directement de la prestation par l'entreprise est soumis à l'accord préalable des services de la Métropole).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'organisation d'une mission d'affaires filière viticole à Chengdu du 17 au 23 mars 2019,
- approuver la participation de 4 domaines viticoles,
- approuver la prise en charge financière sur la base des frais réels de la mission estimée à 13 500 €,
- approuver la participation d'un(e) élu(e) et d'un(e) technicien(ne),
- dire que les dépenses afférentes à la mission sont inscrites au budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/02/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190221-73794-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Relations internationales,  
tourismes, parcs d'activité

## Séance ordinaire du jeudi 21 février 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Michelle CASSAR, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Jean-Luc COUSQUER, Thierry DEWINTRE, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Eric PETIT, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Rabii YOUSSEF

## **Relations internationales, tourisms, parcs d'activité - Soutien aux manifestations - Attribution de subventions - Convention - Autorisation de signature**

Monsieur Gilbert PASTOR, Vice-Président, rapporte :

Le Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès facilite l'accueil de manifestations scientifiques d'envergure nationale ou internationale à Montpellier, s'appuyant sur le potentiel de recherche local.

Ces événements contribuent à la notoriété de Montpellier Méditerranée Métropole et représentent une activité économique à part entière. En effet, selon une étude de l'Office du Tourisme de Montpellier, un congressiste dépense en moyenne 347 € par jour (estimation de 2017).

Dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès prévu au Budget Primitif 2019, il est proposé d'affecter les subventions aux manifestations suivantes :

### **Salon des séniors - Nouvelle Génération**

L'Agence de communication ProComEvent, sous l'autorité de sa Présidente, Madame Marie-Hélène BRUNEL, organisera du 15 au 17 mars 2019, au Parc des Expositions de Montpellier, une manifestation intitulée « Salon des Séniors –Nouvelle Génération ».

Cet événement est le premier salon de cette envergure sur le thème des séniors dans la région et s'adresse à toutes les personnes à partir de 50 ans. Le salon abordera des thèmes les plus variés allant du bien-être, aux loisirs, en passant par les objets connectés, l'habitat, la vie pratique, la gastronomie mais également la sécurité des personnes et des biens sous toutes ses formes avec un accent porté sur la santé et la prévention.

Une subvention de 5 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'affectation de la subvention ci-dessus, sous réserve de la signature de la convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et les organisateurs,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de l'exercice 2019, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/02/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190221-74865-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/02/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- salon des seniors.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## **RESSOURCES HUMAINES**



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Ressources Humaines

## Séance ordinaire du jeudi 21 février 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Michelle CASSAR, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Renaud CALVAT, Jean-Luc COUSQUER, Thierry DEWINTRE, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Eric PETIT, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Rabii YOUSSEF

## Ressources Humaines - Modification du Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation

Madame Régine ILLAIRE, Vice-Présidente, rapporte :

### I- Création de poste :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il est nécessaire de créer au tableau des effectifs les postes mentionnés dans l'**annexe 1** ci-jointe ;

Pour les emplois de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

### II- Transformation de poste :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de procéder à des ajustements de postes, au moyen de créations et de suppressions mentionnées en **annexe 2** ci-jointe.

Pour l'emploi de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

### III- Réajustement de poste pour mise en conformité grade/emploi :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de procéder à des mises en conformité du cadre d'emploi d'accès aux postes mentionnés en **annexe 3** ci-jointe ;

### IV- Confirmation de poste :

- 1) Par délibération du 12 novembre 2015, le poste de Chargé de mission études et contentieux, qui relève du cadre d'emplois des attachés territoriaux (n° du poste : 2015-065) a été créé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction des affaires juridiques et de la commande publique.
- nature des fonctions : assurer la sécurité juridique des actes et dossiers de la Métropole et de la commune de Montpellier, participer à l'amélioration des procédures, conseiller en interne et réaliser des études juridiques, gérer des contentieux et le cas échéant représenter la Métropole et la commune de Montpellier.
- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine du Droit des collectivités locales,
- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux,
- motif : compte tenu de la nécessité d'assurer la sécurité juridique des actes de la collectivité, ce poste ne peut rester vacant,
- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3 alinéa 5 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

- 2) Par délibération du 31 mars 2015, le poste de Délégué French Tech, qui relève du cadre d'emplois des attachés territoriaux (n° du poste : 2015-004) a été créé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction du Développement économique et de l'Emploi.
  - nature des fonctions : porter l'ambition French Tech Montpellier, mettre en œuvre le plan d'actions et la stratégie définis et représenter la French Tech Montpellier au niveau national et international.
  - niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine du Développement économique et des nouvelles technologies,
  - niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux,
  - motif : compte tenu de la nécessité d'assurer le développement de la French Tech, ce poste ne peut rester vacant,
  - fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3 alinéa 5 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.
  
- 3) Par délibération du 25 janvier 2018, le poste de Chargé de mission plateforme de transition énergétique, qui relève du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux (n° du poste : 2010-053 AS) a été confirmé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction Transition Énergétique et Ecologique.
  - nature des fonctions : coordonner et piloter la plateforme de transition énergétique, suivre le dispositif d'aide à la rénovation des bâtiments (résidentiels et tertiaires).
  - niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine de la transition énergétique,
  - niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°90-127 du 09 février 1990 portant échelonnement indiciaire des ingénieurs territoriaux.
  - motif : compte tenu de la nécessité de coordonner et piloter la plateforme de transition énergétique, ce poste ne peut rester vacant,
  - fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3 alinéa 5 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- modifier le tableau des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole en tenant compte des créations, des transformations, des mises en conformité et des confirmations de poste ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, Budget Principal, chapitre 930, 931, 933, 935, 936, 937 et 938 et les budgets annexes ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix



Fait à Montpellier, le 27/02/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-243400017-20190221-75833-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/02/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Annexe 1 Création Conseil du 21 02 19
- Annexe 2 Transformation Conseil 21 02 19
- Annexe 3 MEC Conseil 21 02 19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Nbre de postes	Réf. Poste au tableau des effectifs	Département /Direction	Catégorie d'emploi (A, B, C ou autre emploi)	Temps de travail (temps complet/temps non complet)	Emplois / cadres d'emplois	Intitulé des fonctions/service
1	2019-002	Département Administration Générale et Finances / Direction des Moyens Généraux et des Bâtiment / Parc Auto	A	Temps complet	Ingénieur territorial	Responsable du service mutualisé Parc auto
1	2019-003	Département Administration Générale et Finances / Direction des Moyens Généraux et des Bâtiment / Parc Auto	B	Temps complet	Technicien territorial	Responsable de l'unité Maintenance et adjoint au responsable de service

Suppressions de postes					Créations de postes						
Réf Poste	DÉPARTEMENT POLE	Direction	Temps complet / non complet	Cadre d'emplois / emplois à supprimer	Fonctions	Réf Poste	DÉPARTEMENT POLE	Direction	Temps complet / non complet	Cadre d'emplois / emplois à créer	Fonctions
2015-036	Direction Générale des Services	Direction Générale des Services	Temps complet	Attaché	Chargé de mission auprès du Conseil de Développement	2015-036	Département Développement et Aménagement Durables du Territoire	Direction Innovation Politiques Contractuelles Système d'information Géographique	Temps complet	Attaché	Chargé de Mission Europe et Politiques contractuelles
2016-353	Département Services Publics de l'Environnement et des Transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Littoral	Temps complet	Adjoint administratif	Adjoint administratif territorial	2016-353	Département Services Publics de l'Environnement et des Transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Littoral	Temps complet	Agent de maîtrise ou adjoint administratif	Gestionnaire du Domaine public
2016-342	Département Services Publics de l'Environnement et des Transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Littoral	Temps complet	Adjoint technique	Chef de secteur voirie plage	2016-342	Département Services Publics de l'Environnement et des Transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Littoral	Temps complet	Agent de maîtrise ou adjoint technique	Chef de secteur voirie
2016-307	Département Services Publics de l'Environnement et des Transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Plaine Ouest	Temps complet	Adjoint technique	Agent polyvalent d'entretien	2016-307	Département Services Publics de l'Environnement et des Transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Plaine Ouest	Temps complet	Adjoint technique	Agent de nettoiement et conducteur de balayuse
2016-316	Département Services Publics de l'Environnement et des Transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Plaine Ouest	Temps complet	Adjoint technique	Agent polyvalent des espaces verts	2016-316	Département Services Publics de l'Environnement et des Transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Plaine Ouest	Temps complet	Agent de maîtrise ou Adjoint technique	Chef de secteur des espaces verts
2016-039	Département Services Publics de l'Environnement et des Transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Plaine Ouest	Temps complet	Adjoint technique	Agent de nettoiement	2016-039	Département Services Publics de l'Environnement et des Transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Plaine Ouest	Temps complet	Adjoint technique	Agent de nettoiement et conducteur de balayuse
2016-396	Département Services Publics de l'Environnement et des Transports	Direction de l'Action territoriale Littoral	Temps complet	Adjoint technique	Agent administratif territorial	2016-396	Département Services Publics de l'Environnement et des Transports	Direction de l'Action territoriale Littoral	Temps complet	Adjoint administratif territorial	Assistant administratif et RH

Cadre(s) d'emploi(s) actuel(s)					Ajustement du ou des cadres d'emplois d'accès au poste						
Réf Poste	DÉPARTEMENT POLE	Direction	Temps complet/non complet	Cadre d'emplois/e emplois à supprimer	Fonctions	R4f Poste	DÉPARTEMENT POLE	Direction	Temps complet/non complet	Cadre d'emplois/ emplois à créer	Fonctions
2018-081	pôle Ressources Humaines et Relations Sociales	Direction de l'administration des Ressources Humaines	Temps complet	Rédacteur territorial	Coordinateur pale Métropole	2018-081	Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales	Direction de l'administration des Ressources Humaines	Temps complet	Rédacteur territorial ou Adjoint administratif territorial	Coordinateur rémunération Métropole

## **SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES**



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Sports et Traditions sportives

## Séance ordinaire du jeudi 21 février 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Michelle CASSAR, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Caroline NAVARRE, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Jérémie MALEK, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Jean-Luc SAVY, Joël VERA, Rabii YOUSOUS

## Sports et Traditions sportives - Associations et clubs sportifs - Affectations de subventions - Conventions d'attribution - Autorisation de signature

Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Vice-Président, rapporte :

Par délibération en date du 31 janvier 2018, le Conseil de Métropole a voté le budget primitif 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que l'ensemble des subventions de fonctionnement, permettant de soutenir l'action des différentes structures œuvrant dans les domaines de compétences de Montpellier Méditerranée Métropole.

Dans ce cadre, et plus spécifiquement au regard de sa compétence en matière de sport de haut niveau, il est proposé de voter l'affectation des subventions de fonctionnement accordées aux structures sportives pour les aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets.

Ces montants intègrent, le cas échéant, les sommes affectées en décembre 2018 avant le vote du budget primitif 2019 (délibération n° 2018-692 du 21 décembre 2018).

Code	Nom de la structure	Type	Titre du projet	Montant
844	Association Sportive Automobile de l'Hérault		Organisation de la 61ème édition du Critérium des Cévennes	40 000 €
6902	Horse Ball Montpellier Vallon	Fonctionnement		5 000 €
6902	Horse Ball Montpellier Vallon		Organisation du Championnat Méditerranée	3 000 €
6935	Association Ped Tanca 34		Organisation de l'édition 2019 du Mondial à Pétanque Montpellier Méditerranée Métropole	40 000 €
4701	Montpellier Football Américain « Les Hurricanes »	Fonctionnement		5 000 €
5086	Association les fauteuils de feu	Fonctionnement		1 500 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- approuver les conventions d'attribution ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/02/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 février 2019  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-243400017-20190221-75283-BF-1-1  
Acte Certifié exécutoire :  
Réception en Préfecture : 27/02/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- BP 2019 CONVENTION MFA Les Hurricanes (conseil du 21 02 2019).doc
- BP 2019 CONVENTION PED TANCA 34 (conseil du 21 février).doc
- BP 2019 CONVENTION HORSE BALL MONTPELLIER VALLON (conseil du 21 février).doc
- BP 2019 CONVENTION ASA HERAULT (conseil du 21 février).doc
- BP 2019 CONVENTION LES FAUTEUILS DE FEU (conseil du 21 février).doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## **TRANSPORTS ET MOBILITE**



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Transports et Mobilité

## Séance ordinaire du jeudi 21 février 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Michelle CASSAR, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Véronique PEREZ, Jean-Luc SAVY, Joël VERA, Rabii YOUSSEUS

## **Transports et Mobilité - Convention de partage des systèmes de Vidéoprotection avec la Ville de Montpellier et les Transports de l'Agglomération de Montpellier (TaM) - Autorisation de signature**

Monsieur Jean-Pierre RICO, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et les Transports de l'Agglomération de Montpellier ont développé chacun ces dernières années des dispositifs de vidéoprotection afin de répondre aux enjeux de sécurité, de gestion d'équipement, et de circulation au sein du territoire.

L'évolution de ces trois dispositifs fait émerger aujourd'hui des besoins communs d'hypervision pour chacune de ces trois entités.

Afin de rationaliser certains investissements et de favoriser, *in fine*, des économies, Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et les Transports de l'Agglomération de Montpellier ont décidé de constituer un groupement de commandes qui portera sur deux consultations soumises aux dispositions du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Parallèlement, une convention tripartite permettant le partage des accès aux images de vidéoprotection offrira la possibilité de conforter et de développer pour chaque partie prenante le parc existant, avec une perspective à terme, d'une exploitation à l'échelle métropolitaine.

Ce partage des moyens de vidéoprotection vise à renforcer la technologie vidéo de surveillance développée par chacun des partenaires et à renforcer les complémentarités des outils dédiés à la gestion des déplacements notamment en période de crise (épisodes cévenols, neigeux...) et à la gestion de la sécurité des personnes et des biens sur la voie publique existants et à venir.

Cette convention, établie conformément aux dispositions de l'article L.2212-6 du Code général des collectivités territoriales et du décret n°2012-2 du 2 janvier 2012, détermine les modalités selon lesquelles ces interopérabilités sont coordonnées avec les contraintes et priorités de chaque service. Elle a pour objet de définir les conditions du partenariat entre les trois services pour exploiter de manière optimale et traiter les informations apportées par les réseaux de vidéoprotection urbaine et métropolitaine implantés dans la Métropole pour le service Gestion Multimodale des Déplacements (GMD) de Montpellier Méditerranée Métropole, le délégataire TaM, et au niveau communal pour le Centre de Supervision Urbaine (CSU).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention tripartite de partage de la vidéoprotection dans le but de la mise en œuvre d'une gestion commune des caméras dédiées aux espaces publics ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/02/19

Pour extrait conforme,  
le Président



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190221-74834-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/02/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- ProjetConv Partage CSU-GMD-TAM\_v07.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Transports et Mobilité

## Séance ordinaire du jeudi 21 février 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Michelle CASSAR, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Véronique PEREZ, Jean-Luc SAVY, Joël VERA, Rabii YOUSOUS

## **Transports et Mobilité - Tramway ligne 5 - Demande d'une enquête publique parcellaire - Secteur Nord - Approbation**

Monsieur Jean-Pierre RICO, Vice-Président, rapporte :

Par arrêté n°2013-I-1656, en date du 28 août 2013, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet de réalisation du tronçon Lavérune / Clapiers de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway de Montpellier Méditerranée Métropole, puis par arrêté n°2018-I-638, en date du 13 juin 2018, Monsieur le Préfet a prorogé la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) pour 5 ans, soit jusqu'au 27 août 2023.

Il convient dès lors d'engager la procédure d'enquête parcellaire sur une première section de la partie Nord de la ligne 5, entre la rue du Docteur Pezet et la route de Mende, afin de respecter le planning des travaux.

Le dossier soumis à cette procédure d'enquête publique est établi conformément au Code de l'expropriation, au Code de l'urbanisme et à l'ensemble des textes réglementaires en vigueur.

Conformément aux dispositions de l'article R.131-3 du Code de l'expropriation, le dossier d'enquête parcellaire comprend :

- un plan parcellaire sur lequel est matérialisée l'emprise nécessaire à l'opération envisagée. Ce plan permet de déterminer la consistance de la ou des parcelles, bâties ou non, à acquérir en totalité ou partiellement pour chaque propriétaire concerné,
- un état parcellaire comprenant la liste des propriétaires et la surface de terrain à acquérir parcelle par parcelle.

Après avoir approuvé le dossier de demande d'ouverture d'enquête parcellaire, il est proposé au Conseil de solliciter Monsieur le Préfet de l'Hérault en vue d'obtenir l'arrêté nécessaire à l'ouverture de l'enquête publique puis, à l'issue de celle-ci, de requérir le prononcé de l'arrêté de cessibilité.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le dossier d'enquête parcellaire,
- solliciter Monsieur le Préfet de l'Hérault, pour obtenir l'ouverture de l'enquête parcellaire,
- requérir à l'issue de l'enquête le prononcé de l'arrêté de cessibilité,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/02/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190221-74327-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/02/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Planches parcellaires

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Transports et Mobilité

## Séance ordinaire du jeudi 21 février 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

### Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Michelle CASSAR, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Gérard LANNELONGUE, Jean-Luc SAVY, Joël VERA, Rabii YOUSSEUS



## **Transports et Mobilité - Tramway Extension ligne 1 - Demande d'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et à la mise en compatibilité des documents d'urbanisme - Approbation**

Monsieur Jean-Pierre RICO, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n°11195 du 30 octobre 2012, le Conseil Communautaire, devenu Conseil de Métropole, a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière prévisionnelle de l'extension de la 1<sup>ère</sup> ligne de tramway à la gare nouvelle Montpellier Sud de France. Le Conseil s'est également prononcé favorablement sur l'engagement d'un processus de concertation conformément aux articles L.300-1 à L.300-4 du Code de l'urbanisme.

Une première phase de concertation s'est déroulée courant 2013, et a débouché sur un bilan intermédiaire, approuvé par la délibération n°11738 du 25 juillet 2013.

Par délibération n°M2019-14 du 31 janvier 2019, le Conseil de Métropole a approuvé le bilan de la concertation préalable du projet d'extension de la 1<sup>ère</sup> ligne de tramway à la gare nouvelle Montpellier Sud de France.

À cette étape, il convient d'engager la procédure d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et à la mise en compatibilité des documents d'urbanisme de la Ville de Montpellier.

Le dossier soumis à la procédure d'enquête publique est établi conformément au Code de l'expropriation, au Code de l'environnement, au Code de l'urbanisme et à l'ensemble des textes en vigueur.

Ce dossier présente le projet d'extension de la 1<sup>ère</sup> ligne de tramway à la gare nouvelle Montpellier Sud de France, en traversant la ZAC Cambacérès en son cœur, permettant ainsi de les relier au centre-ville ainsi qu'au reste du réseau de tramway et à la Gare Saint-Roch. Le dossier présente également les opérations induites par le projet.

Il présente le périmètre de déclaration d'utilité publique et des acquisitions foncières concernées. Il comporte une notice explicative, le plan de situation, le plan général des travaux et les caractéristiques des ouvrages les plus importants, l'étude d'impact qui précise les raisons pour lesquelles le projet présenté a été retenu et les mesures compensatoires envisagées vis-à-vis de l'environnement, l'appréciation des dépenses ainsi que l'évaluation de projet qui inclut l'évaluation socio-économique.

Ce dossier comprend également un document mentionnant les textes qui régissent l'enquête, en indiquant la façon dont elle s'insère dans les procédures administratives relatives à l'opération considérée, en application de l'article R.11-14-2 du Code de l'expropriation.

Ce dossier présente, en outre, les modifications qu'il est nécessaire d'apporter au Plan Local d'Urbanisme, en vigueur dans la Ville de Montpellier, afin d'en assurer la mise en compatibilité, au regard des contraintes réglementaires.

Après avoir approuvé le dossier de demande d'ouverture de l'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique et à la mise en compatibilité des documents d'urbanisme de la Ville de Montpellier, il est proposé au Conseil de solliciter Monsieur le Préfet de l'Hérault en vue d'obtenir l'arrêté nécessaire à l'ouverture de l'enquête publique, puis à son issue de requérir le prononcé de l'arrêté correspondant.

Par ailleurs, conformément aux dispositions de l'article L.121-18 II du Code de l'environnement, la présente délibération vaut déclaration d'intention. A cet effet et suivant les dispositions de l'article R. 121-25 du Code de l'environnement celle-ci comporte les informations énumérées aux 1° à 6° du I de l'article L 121-18 du

même code (annexe jointe) et sera publiée sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole et celui de la Préfecture de l'Hérault.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le dossier d'enquête portant à la fois sur l'utilité publique du projet d'extension de la 1<sup>ère</sup> ligne de tramway vers la gare nouvelle Montpellier Sud de France, ainsi que ses opérations induites, en vue des acquisitions foncières nécessaires à sa réalisation, au besoin par voie d'expropriation, et sur la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Montpellier,
- saisir Monsieur le Préfet de l'Hérault pour mettre en œuvre la procédure de mise en compatibilité du PLU de Montpellier,
- solliciter de Monsieur le Préfet de l'Hérault, l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et à la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme,
- requérir à l'issue de l'enquête publique le prononcé des arrêtés correspondants,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 25/02/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 25 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190221-74445-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/02/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Déclaration d'intention.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Transports et Mobilité

## Séance ordinaire du jeudi 21 février 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Michelle CASSAR, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Gérard LANNELONGUE, Jean-Luc SAVY, Joël VERA, Rabii YOUSSEUS

## **Transports et Mobilité - Convention de compensation pour la tarification intermodale avec le Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault (SMTCH) - Autorisation de signature**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Avec les mises en services successives des lignes de tramway, plusieurs lignes interurbaines ont été rabattues sur les pôles d'échange et notamment Occitanie, Saint Jean de Védas, Sabines, Notre Dame de Sablassou, Mosson, Odysseum, Boirargues et Etang de l'Or.

Cette nouvelle configuration du réseau de transport « Hérault Transport », en rabattement sur les différents P+Tram pour être connecté au réseau de TaM, a ainsi permis la fermeture de la gare routière située à proximité immédiate de la gare Saint-Roch.

Les connexions systématiques des lignes interurbaines sur le réseau tramway engendrent un report modal plus important, les voyageurs titulaires d'un titre Hérault Transport étant plus nombreux à emprunter le tramway jusqu'au centre-ville.

La convention passée en octobre 2006 pour les années 2007 et 2008 avait permis au Syndicat Mixte des Transport en Commun Hérault Transport d'instaurer une tarification permettant à ses voyageurs d'accéder aux deux réseaux avec un même support tarifaire et de verser en conséquence une compensation tarifaire à la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Cette convention a été renouvelée selon les mêmes modalités depuis 2009.

Le projet de convention proposé définit les titres et leur condition d'utilisation pour l'année 2019, et prévoit une compensation forfaitaire annuelle basée d'une part sur le nombre de déplacements réalisés par les voyageurs départementaux et comptabilisés sur le réseau urbain, en tenant compte de la progression de fréquentation attendue et d'autre part sur le coût moyen actualisé d'un déplacement urbain sur le réseau TaM.

Le projet de convention précise les modalités d'application de ces dispositions et de prise en charge de ce coût par le Syndicat Mixte Hérault Transport.

Les montants de compensation forfaitaire sont ainsi fixés à 660 000 € TTC pour l'année 2019. Ces montants correspondent au paiement de 640 000 déplacements commerciaux au prix unitaire de 1,0364 € TTC.

En conséquence, il est demandé au conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention pour l'exercice 2019 ;
- dire que la recette est prévue au chapitre 75 du budget annexe Transport de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 71 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 13 voix

M. Renaud CALVAT, M. Jean-Luc COUSQUER, Mme Titina DASYLVA, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Régine ILLAIRE, Mme Stéphanie JANNIN, M. Laurent JAOUL, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Jean-Luc MEISSONNIER, M. Arnaud MOYNIER, M. Jean-Pierre RICO, M. Noël SEGURA, M. Sauveur TORTORICI.

Fait à Montpellier, le 27/02/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190221-73422-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/02/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Projet ConvCompens\_SMTCH\_3M\_2019.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Transports et Mobilité

## Séance ordinaire du jeudi 21 février 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Michelle CASSAR, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Gérard LANNELONGUE, Henri ROUILLEAULT, Jean-Luc SAVY, Joël VERA, Rabii YOUSOUS

## **Transports et Mobilité - Contrat de concession relatif au parc de stationnement Peyrou-Pitot - Avenant n°3 - Autorisation de signature**

Monsieur Jean-Pierre RICO, Vice-Président, rapporte :

Par une convention de concession d'affermage en date du 13 février 1991, la Ville de Montpellier a confié à la Société Auxiliaire des Parcs Méditerranée (SAPM) la gestion du parc de stationnement Peyrou-Pitot à Montpellier.

Dans le cadre de la création de Montpellier Méditerranée Métropole, ce contrat de concession a été transféré à la Métropole le 1er janvier 2016.

Ce contrat a fait l'objet de deux avenants :

- l'avenant n°1 signé le 13 février 1991, portant sur l'annulation du contrat en cas de non réalisation du parking ;
- l'avenant n°2 signé le 9 septembre 2015 portant sur la mise en place de la tarification au quart d'heure.

Compte tenu de l'évolution des conditions économiques et techniques, il s'avère nécessaire signer un troisième avenant visant à actualiser le tarif maximum fixé à l'article 24 de la convention pour ce type d'opération.

Ainsi, le tarif proposé est fixé à 22 500 € HT (valeur 2018) maximum par place amodiée pour les contrats d'une durée supérieure à 15 ans, étant précisé que pour les contrats d'une durée de 15 ans, conclus en application de l'article L.151-33 du Code de l'urbanisme ou de toute disposition équivalente, le tarif facturé par le fermier est fixé à 12 600 € HT (valeur 2018) par place amodiée.

A ce jour, trois demandes d'amodiation, au titre de l'article L.151-33 du Code de l'urbanisme, ont été réceptionnées par le gestionnaire du parking (soit une recette de 37 800 € HT). Cette recette supplémentaire ne vient pas impacter l'équilibre économique du contrat.

La durée des amodiations ne pourra excéder la fin du contrat.

Toutes les autres dispositions de la convention de concession en date du 13 février 1991 pour l'affermage du parc de stationnement Peyrou-Pitot et des avenants n°1 et n°2, non modifiées par le présent avenant et non contraires à celui-ci, restent inchangées et demeurent applicables.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°3 au contrat de concession, relatif à la gestion du parc de stationnement Peyrou-Pitot ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer cet avenant n°3, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/02/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190221-72326-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/02/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- 20190116 Avenant 3.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**VOIRIE, ESPACE PUBLIC**



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Voirie, Espace public

## Séance ordinaire du jeudi 21 février 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Michelle CASSAR, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Henri ROUILLEAULT, Jean-Luc SAVY, Joël VERA, Rabii YOUSSEUS

## **Voirie, Espace public - Sécurisation des abords du collège Léon Cordas - Rue de la croix Verte à Montpellier - Convention avec le Département de l'Hérault relative au financement des travaux - Autorisation de signer la convention**

Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président, rapporte :

Le 23 avril 2013, le Département de l'Hérault a déposé, auprès de la Ville de Montpellier, un permis de construire afin de restructurer un bâtiment pour la création d'un collège, au n°657 rue de la Croix Verte à Montpellier.

Ce permis a été accordé par la Ville de Montpellier, sous réserve que le Département de l'Hérault prenne en charge le financement des aménagements de sécurité pour les élèves aux abords du collège et au droit du parvis.

Les travaux concernés étant exclusivement situés sur le domaine public métropolitain, ils doivent être réalisés sous maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole.

Considérant l'intérêt de sécuriser les abords du collège tant pour le Département de l'Hérault que pour Montpellier Méditerranée Métropole, il est nécessaire d'engager sans plus attendre les travaux.

La convention a pour objet de définir les engagements réciproques de chacune des parties en ce qui concerne l'aménagement de sécurisation des abords du collège Léon Cordas à Montpellier.

Les études de conception de l'aménagement, réalisées par Montpellier Méditerranée Métropole, ont permis de fixer l'enveloppe financière de travaux nécessaire à 62 000 € TTC.

Dès la fin du chantier, Montpellier Méditerranée Métropole enverra au Département de l'Hérault un titre de recette.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la signature d'une convention avec le Département de l'Hérault relative au financement et à la réalisation des travaux de sécurisation aux abords du collège Léon Cordas, rue de la Croix Verte à Montpellier ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget général de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer cette convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/02/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190221-74138-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/02/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Croix\_Verte\_Convention\_3M\_CD34\_v1.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**PARTIE 2**  
**DECISIONS**

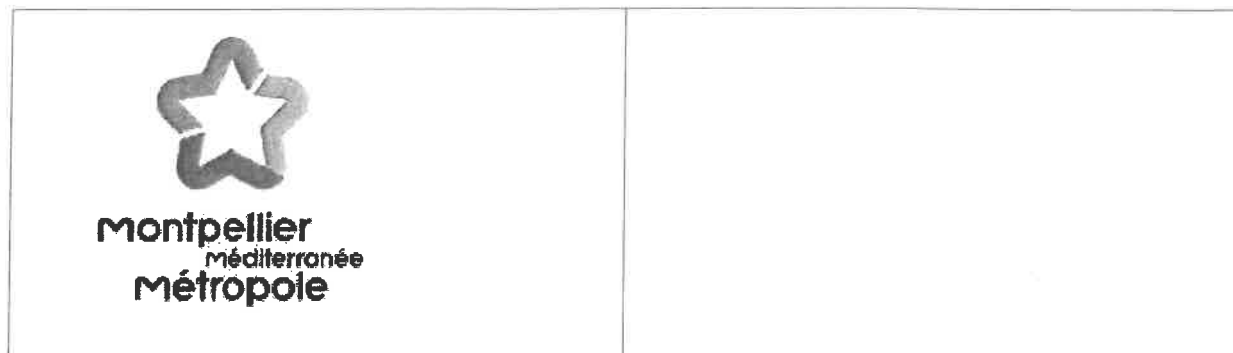
**PARTIE II - SOMMAIRE**  
**Conseil du 21 Février 2019**  
**Décisions prises par le Président**  
**et non présentées lors du précédent Conseil,**  
**conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales**

<b>N°DECISIONS</b>	<b>TITRES</b>	<b>PAGES</b>
MD2018-677	Décision relative à la signature de l'avenant N°1 au marché de Maîtrise d'oeuvre 4295AT16 suite à l'augmentation de l'enveloppe prévisionnelle des travaux d'aménagement de la rue des Jasses et l'amélioration de l'inondabilité du secteur sur la commune de Saint Jean de Védas	147
MD2018-943	Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°8.842 de réalisation d'expertises façades dans le cadre de la 5ème ligne de tramway	149
MD2018-979	Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°8.211 portant sur la localisation des réseaux par sondages dans le cadre de la 5ème ligne de tramway	151
MD2018-992	Décision relative au marché n°5020EP17 - Aménagement d'un Parvis piétonnier sur l'avenue Augustin FLICHE à Montpellier	153
MD2018-1051	Décision relative à un marché n°5105EA18 - Extension du réseau d'eaux usées et d'eau potable de la route de Vendargues - Chemin de Bellevue - Commune de Prades-le-Lez	155
MD2018-1077	Décision relative à une donation de Monsieur Jérôme Montcouquiol d'une encre de chine de Georges Ribemont-Dessaignes (1884-1974), Dessin d'arbres, et d'une Encre, lavis de gris, crayon d'Auguste Baussan (1829-1907), Dessin préparatoire pour le décor d'un tympan de l'hôpital Saint-Eloi, 1889	157
MD2018-1084	Décision relative au marché n°5200DC18 de lutte contre les nuisibles dans les bâtiments culturels	159
MD2018-1089	Décision relative au marché 5201DC18 - Maintenance et vérification du système de sprinklers de l'Opéra Comédie	161
MD2018-1093	Décision relative au marché n°5106AJ18 de prestations de Conseils et représentations juridiques	163
MD2018-1098	Décision relative à une convention pour les règles de gestion de l'accès aux parking de la TaM dans le cadre du plan de déplacement mobilité	166
MD2018-1105	Décision relative au marché n°5157RH18 d'acquisition de titres restaurant pour le personnel de Montpellier Méditerranée Métropole	168
MD2018-1113	Décision relative à l'attribution des lots 06a, 7, 9, 17 et 22 des marchés de travaux pour la réalisation du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional - Attribution (mandat SA3M)	170
MD2018-1124	Décision relative à la mise en place d'une convention constitutive de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Prestations de relation presse - Autorisation de signature de la convention	173
MD2018-1125	Décision relative au mandat d'études de faisabilité en vue de définir l'opportunité de la réalisation d'une opération d'aménagement à vocation économique sur le secteur Cannabe à Cournonterral - Constat d'achèvement de la mission - Clôture du mandat	175
MD2018-1146	Décision relative à la cession d'animaux appartenant à Montpellier Méditerranée Métropole (Ecolothèque)	178

N°DECISIONS	TITRES	PAGES
MD2018-1156	Décision relative à un marché n°5016MG18 Accord-cadre pour les travaux neufs, de rénovation et réhabilitation sur les bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole	180
MD2018-1163	Décision relative à la signature du marché n°5194AT18 de travaux de requalification de la partie basse de l'Avenue des jardins à Saint Georges d'Orques - Lot 1 "Voirie" et Lot 2 "Réseaux humides"	183
MD2018-1164	Décision relative à un accord-cadre à bon de commande pour une mission d'architecte-urbaniste coordonnateur - Projet de Renouvellement urbain d'Intérêt Régional de la copropriété des Cévennes - Mandat d'études confié à la SA3M - Autorisation de signature	185
MD2018-1170	ZAC Garosud - Parcelles OH 111 - Convention de participation entre Montpellier Méditerranée Métropole / SCI SYNBIOS Réalisation / SERM	188
MD2018-1176	Décision relative à l'attribution du marché 5146DC18 "fourniture de livres, livres numériques, éditions adaptées et livres reliés pour le réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole"	191
MD2018-1180	Décision relative au marché n°M8B0046DS d'achat de matériels pour les activités pédagogiques du réseau des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole	195
MD2018-1181	Décision relative à l'avenant n°1 au marché n° 5037VD18 "Achat et maintenance de bacs roulants et de dispositifs de pré-collecte"	197
MD2018-1182	Convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Prestations d'aménagement et d'entretien des espaces verts - Autorisation de signature	199
MD2018-1184	Attribution du marché n°5195DM18 – Fourniture et mise en service de matériels de comptage routier	202
MD2018-1193	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société SUDFLUOR au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha	205
MD2018-1194	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société IMAGEAU au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha	207
MD2019-005	Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°4914RI17 d'hébergement serveurs, fournitures d'accès internet et prestations associées	209
MD2019-006	Décision relative au marché n°4737MG17 - Maintenance multi-technique du Siège de la Métropole et des bâtiments annexes avec travaux associés à la maintenance - Avenant n°2 - Autorisation de signature	211
MD2019-007	Décision relative au marché de travaux pour la réalisation du Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) de Montpellier - Mandat SA3M - Attribution des Lots 5, 8a, 8b	214
MD2019-010	Décision d'ester en justice "Requête n°1805306-4 TA - MULA Christine"	216
MD2019-014	Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées EB n°99 et 131 - Commune de Lattes	218
MD2019-017	Décision relative à une convention d'occupation temporaire du domaine privé métropolitain - Parcelle cadastrée BA n°31 - Commune de Vendargues	220
MD2019-020	Décision relative à un avenant n°3 au marché n°3772DC14 de mission de maîtrise d'œuvre - Site archéologique du Castellans, Murviel-lès-Montpellier - Travaux de couverture des vestiges de l'aile Nord du forum	222
MD2019-021	Décision relative à l'acquisition de véhicules pour l'année 2019 dans le cadre de la convention de partenariat conclue avec l'Union des Groupements d'Achats Publics	225

N°DECISIONS	TITRES	PAGES
MD2019-022	Décision relative au marché M8A5266VD de Prestations de caractérisations du flux de vieux papiers/cartons et des bennes bois provenant du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole - Lots 1 et 2	227
MD2019-030	Décision modificative relative au marché n°5152MG18 - Marché de location, entretien et maintenance de fourniture d'hygiène sanitaire de Montpellier Méditerranée Métropole	229
MD2019-032	Décision relative à l'agrément de candidature de la Mission Locale Jeunes Montpellier Méditerranée Métropole dans l'Hôtel French Tech à Montpellier	231
MD2019-033	Décision relative à l'acquisition de diverses parcelles sises commune de Castries - Propriété GRIMAUD - Constitution de réserves foncières pour mesures compensatoires environnementales	233
MD2019-034	Décision relative au marché n°4462DS16 de maîtrise d'œuvre pour la réalisation de téléskis nautiques dans le parc Gérard Bruyère à Baillargues - Avenant n° 1 - Autorisation de signature	235
MD2019-036	Décision relative au marché n°5213RH18 - Prestations de médecine professionnelle et préventive à destination du personnel de Montpellier Méditerranée Métropole - Attribution - Autorisation de signature	238
MD2019-038	Clôture de la sous régie de recettes auprès de la régie de recettes de la Médiathèque Centrale Emile Zola	240
MD2019-040	Modification de la régie mixte du Conservatoire à Rayonnement Régional	242
MD2019-048	Décision relative au marché d'assurances pour la réalisation du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier	245
MD2019-049	Décision relative à un marché de fournitures pour l'équipement du Centre d'Art Contemporain (MoCo) à l'hôtel Montcalm - Commune de Montpellier	247
MD2019-053	Décision relative à l'attribution de marchés de Travaux pour la réalisation du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier	249
MD2019-054	Décision relative à un marché de prestations de services n°M8D0009DS concernant l'achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication et de billets pour le développement du tennis - Open Sud de France 2019	251
MD2019-056	Décision de Vente de 11 véhicules réformés de la Régie de collecte à la société Languedoc Matériels - Autorisation de signer la cession	253
MD2019-058	Décision relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public d'une emprise de 60 m <sup>2</sup> - Avenue du Mas Argelliers - Commune de Montpellier	255
MD2019-067	Décision relative au marché de maîtrise d'œuvre pour l'aménagement du Centre d'Art Contemporain (MoCo) situé Hôtel Montcalm - Commune de Montpellier - Avenant n°3	257
MD2019-073	Décision modificative relative au marché de travaux pour la réalisation du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) - Attribution du lot 7- Habillage de façades, Ravalement (mandat SA3M)	259





**Direction de l'Action Territoriale**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature de  
l'avenant N°1 au marché de Maîtrise  
d'oeuvre 4295AT16 suite à l'augmentation  
de l'enveloppe prévisionnelle des travaux  
d'aménagement de la rue des Jasses et  
l'amélioration de l'inondabilité du secteur  
sur la commune de Saint Jean de Védas**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU le marché n°4295AT16 relatif à la mission de maîtrise d'œuvre pour l'aménagement de la rue des Jasses et amélioration de l'inondabilité du secteur sur la Commune de Saint Jean de Védas ;

**CONSIDERANT :**

- que le projet d'aménagement de la rue des Jasses et amélioration de l'inondabilité du secteur sur la commune de Saint Jean de Védas a été lancé par la commune en 2015 ;
- que le marché de maîtrise d'œuvre confié par la commune à la Sarl SERI fixait l'enveloppe de travaux à 1 535 000 € HT (valeur 2015), de laquelle découlait un forfait provisoire de rémunération de 50 587,50 € HT ;
- que la finalisation du projet a été réalisée par Montpellier Méditerranée Métropole, après le transfert de la compétence voirie au 1<sup>er</sup> janvier 2015 ;
- que contrairement à ce qui était prévu dans le dossier de consultation des marchés de travaux, la construction de la clinique Saint Jean a démarrée sur le secteur des travaux ;
- que cette contrainte a entraîné des prestations supplémentaires ;
- que le nouveau coût prévisionnel des travaux s'établit alors 1 867 163,60 € HT (valeur 2017) ;
- que l'objet du présent avenant consiste à fixer le forfait définitif de rémunération du maître d'œuvre, conformément à l'annexe 1 de l'acte d'engagement.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant N°1 au marché N°4295AT16 de maîtrise d'œuvre relatif aux travaux d'aménagement de la rue des Jasses et amélioration de l'inondabilité du secteur sur la Commune de Saint Jean de Védas conclu avec la SARL SERI sise à Montpellier (34086) pour un montant de 17 438,58 € HT, le forfait définitif de rémunération s'établissant à 98 026,08 € HT.

**ARTICLE 2 :** Dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 JAN, 2019

Monsieur le Président  
Philippe SAUREL



Publiée le : 24/01/2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

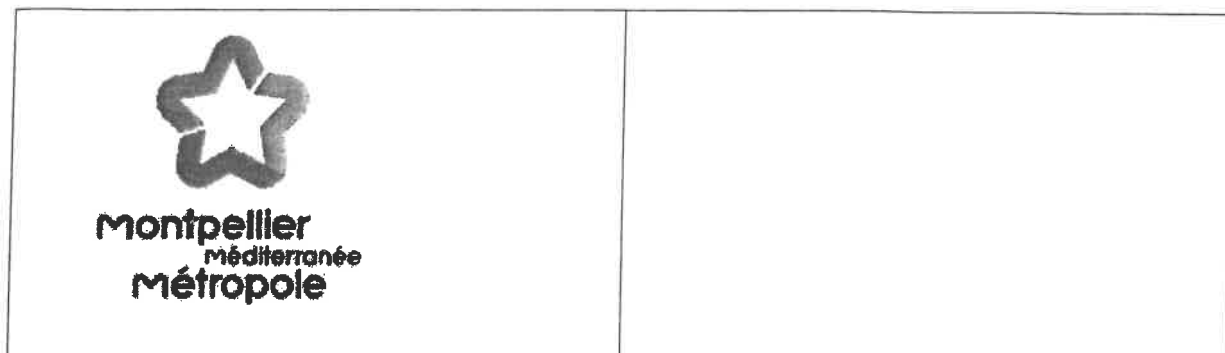
634-243400017-20171231-50289-cc.

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24/01/2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**  
Service Exploitation des Services des Déplacements

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°1 au marché  
n°8.842 de réalisation d'expertises façades  
dans le cadre de la 5ème ligne de tramway**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre RICO dans les domaines des Transports et de la Mobilité,
- VU la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée n°2232 pour l'étude et la réalisation de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché,
- VU la consultation lancée le 19 septembre 2013 selon une procédure adaptée en application des articles 1146 du Code des Marchés Publics portant sur la réalisation d'expertises façades dans le cadre de la ligne 5 de tramway,

- VU la lettre d'approbation de Montpellier Méditerranée Métropole du 19 décembre 2013 autorisant la SEM TaM à signer le marché 8.842 portant sur la réalisation d'expertises façades dans le cadre de la 5ème ligne de tramway avec l'agence ANDRE CARLA pour un montant minimum de 20 000€ HT et un montant maximum de 80 000€ HT,

**Considérant :**

- Qu'il convient désormais de prolonger la durée du marché n°8.842.

**DECIDE**

**Article 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n°8.842 portant sur la réalisation d'expertises façades dans le cadre de la 5ème ligne de tramway ayant pour objet de prolonger la durée du marché jusqu'au 31 décembre 2019.

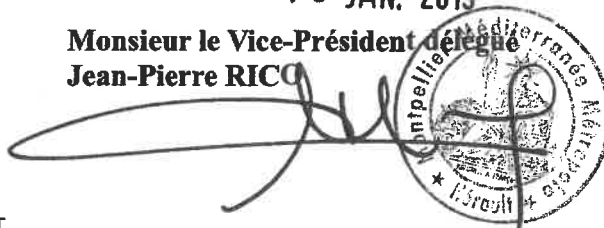
**Article 2 :** L'avenant n°1 est sans incidence financière, les prix des prestations restant inchangés.

**Article 3 :** D'autoriser Monsieur le Directeur Général de TaM à signer l'avenant visé à l'article 1.

**Article 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 JAN. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué  
Jean-Pierre RICO

The image shows a handwritten signature in dark ink over a circular official stamp. The stamp contains the text 'Montpellier Méditerranée Métropole' around the perimeter and a central emblem. The signature is fluid and extends across the stamp.

Publiée le : 10 JAN. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

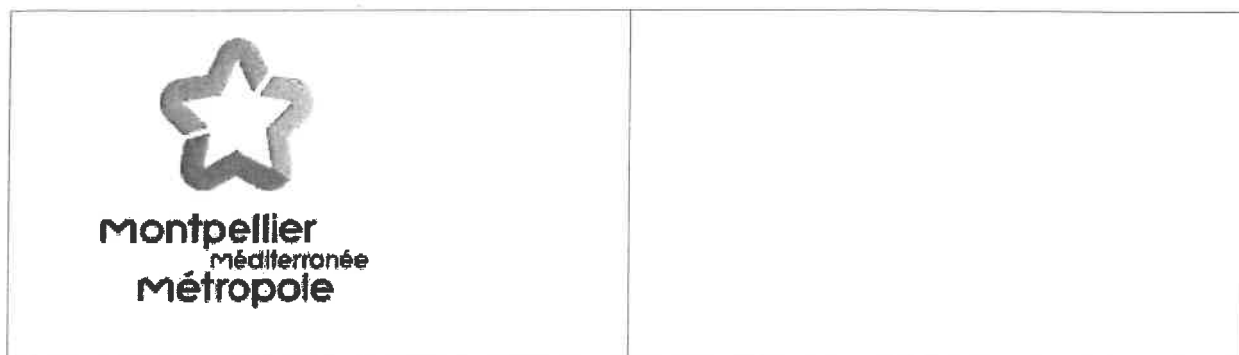
Obj. 243400017-201901-63241-cc

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10 JAN. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**  
Service Exploitation des Services des Déplacements

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°1 au marché  
n°8.211 portant sur la localisation des  
réseaux par sondages dans le cadre de la  
5ème ligne de tramway**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre RICO dans les domaines des Transports et de la Mobilité ;
- VU la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée n°2232 pour l'étude et la réalisation de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché ;

9

**Décision n° MD2018-979**

- VU la consultation lancée le 27 juin 2012 selon une procédure négociée européenne en application des articles 144.1.1, 165 et 166 du Code des Marchés Publics portant sur la localisation des réseaux par sondages dans le cadre de la ligne 5 de tramway ;

- VU la délibération n°11194 du Conseil du 30 octobre 2012 autorisant la signature du marché à bons de commande n°8.211 portant sur la localisation des réseaux par sondages de l'entreprise RAZEL BEC pour un montant minimum de 600 000€ HT et un montant maximum de 2 400 000€ HT ;

**CONSIDERANT :**

- Qu'il convient désormais de prolonger la durée du marché n°8.211.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n°8.211 portant sur la localisation des réseaux par sondages dans le cadre de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway ayant pour objet de prolonger la durée du marché jusqu'au 31 décembre 2019.

**ARTICLE 2 :** L'avenant n°1 est sans incidence financière, les prix des prestations restant inchangés.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser Monsieur le Directeur Général de TaM à signer l'avenant visé à l'article 1.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **18 JAN. 2019**

Monsieur le Vice-Président délégué  
Jean-Pierre PICO



**Publiée le : 18 JAN. 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

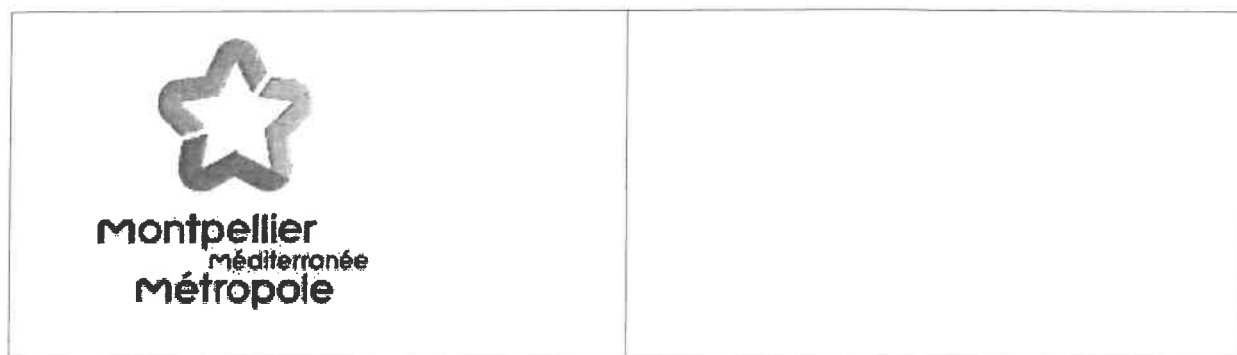
034-243400017-20171231-64369-CC-4-4

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **18 JAN. 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public**  
Service Etudes Voiries Urbaines

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°5020EP17 -  
Aménagement d'un Parvis piétonnier sur  
l'avenue Augustin FLICHE à Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,

**CONSIDERANT :**

- que le projet d'aménagement d'un parvis piétonnier est réalisé au titre des engagements pris entre la Région et la Ville de Montpellier dans le cadre du Plan Campus. Ce parvis sera également utilisé comme voie d'accès pour les véhicules de secours ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché ordinaire pour une durée de 4 mois ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : 60% pour le critère valeur technique et 40% pour le critère prix.
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 16/10/2018 :
  - a été informée du choix de l'entreprise Eiffage Route Méditerranée sise Le Deves RN 113 à Saint Jean de Védas présentant l'offre économiquement la plus avantageuse pour le lot 1 voirie,

- a été informée du choix de l'entreprise SPIE City Networks sise Parc d'Activités Marcel Dassault – 170 rue Henri Farman à Saint Jean de Védas présentant l'offre économiquement la plus avantageuse pour le lot 2 éclairage public,
- a été informée du choix de l'entreprise Pousse Clanet sise avenue Paysagère de Maurin à Lattes présentant l'offre économiquement la plus avantageuse pour le lot 3 espaces verts ;

# **D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer le lot 1 du marché d'aménagement d'un parvis piétonnier avenue Augustin Fliche à Montpellier à l'entreprise Eiffage Route Méditerranée pour un montant estimatif de 139 312,62 euros HT. Le marché prend effet à compter de l'ordre de service prescrivant de commencer. Sa durée est de 4 mois ;

D'attribuer le lot 2 du marché à l'entreprise SPIE City Networks pour un montant estimatif de 84 459,00 euros HT. Le marché prend effet à compter de l'ordre de service prescrivant de commencer. Sa durée est de 4 mois.

D'attribuer le lot 3 du marché à l'entreprise Pousse Clanet pour un montant estimatif de 14 026,00 euros HT. Le marché prend effet à compter de l'ordre de service prescrivant de commencer. Sa durée est de 4 mois ; les travaux de parachèvement et de confortement de certaines plantations ont une durée de 36 mois à compter du constat de mise en place.

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 JAN. 2019

Monsieur le Président  
Philippe SAUREL



Publiée le : 18 JAN. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034- 243400017-20171231- 64842-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

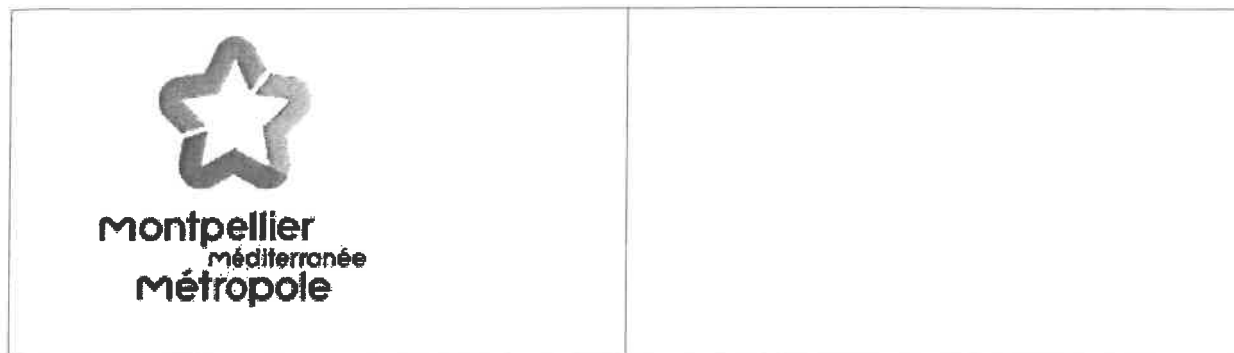
Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

18 JAN. 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction de l'Eau et de l'Assainissement**  
**Service Ressources Eau**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un marché n°5105EA18**  
**- Extension du réseau d'eaux usées et d'eau**  
**potable de la route de Vendargues -**  
**Chemin de Bellevue - Commune de**  
**Prades-le-Lez**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération n°14772 en date du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Première Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine du « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement » ;

**CONSIDERANT :**

- que sur la commune de Prades-le-Lez, l'extension du réseau d'eaux usées et d'eau potable de la route de Vendargues - Chemin de Bellevue est nécessaire;

- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché public passé en procédure adaptée pour une durée globale d'exécution des travaux de 20 semaines dont 4 semaines de préparation ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  1. Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%
  2. Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif : 40%
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 30 octobre 2018 a été informée du choix de l'entreprise MALET sise ZAC de la Louvade - 18 rue des Cabernets - 34130 MAUGUIO présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,

## D E C I D E

**ARTICLE 1 :** D'attribuer le marché n° 5105EA18 Extension du réseau d'eaux usées et d'eau potable de la route de Vendargues - Chemin de Bellevue sur la commune de Prades-le-Lez à l'entreprise MALET - 34130 MAUGUIO pour un montant de 596 195,00 euros HT. Le délai d'exécution des travaux part de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux. Sa durée globale d'exécution des travaux est de 20 semaines dont 4 semaines de préparation.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget annexe de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 8 JAN. 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée  
Jackie GALABRUN



Publiée le : - 8 JAN. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

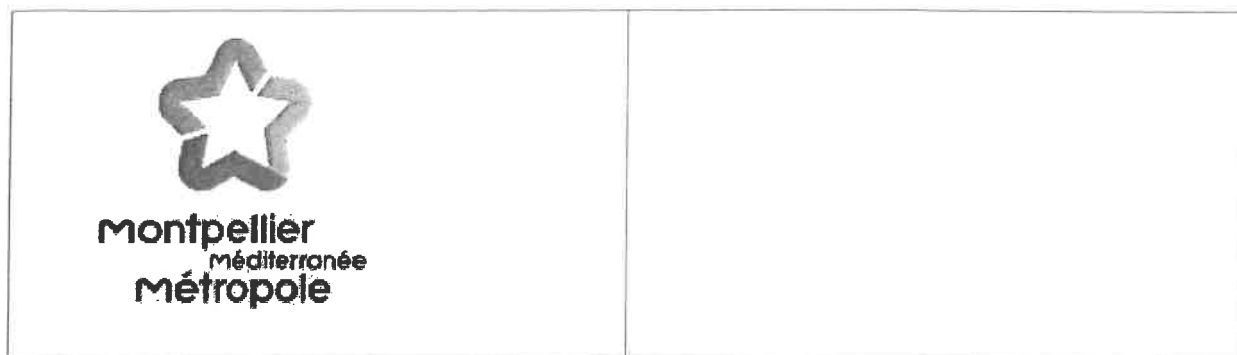
024-2434 00017 - 20180101 - 66 848 - AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 8 JAN. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
Musée Fabre

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une donation de  
Monsieur Jérôme Montcouquiol d'une  
encre de chine de Georges Ribemont-  
Dessaignes (1884-1974), Dessin d'arbres, et  
d'une Encre, lavis de gris, crayon  
d'Auguste Baussan (1829-1907), Dessin  
préparatoire pour le décor d'un tympan de  
l'hôpital Saint-Eloi, 1889**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant,
- VU la délibération n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

**CONSIDERANT :**

- que Monsieur Jérôme MONTCOUQUIOL, domicilié 22 rue de la Tour d'Auvergne, 75009 Paris, propose de donner à titre gracieux à Montpellier Méditerranée Métropole une encre de Chine, *Dessin d'arbres* de Georges Ribemont-Dessaignes (1884-1974), d'une valeur de 1 000 € (mille euros), et une encre, lavis de gris, crayon, *Dessin préparatoire pour le décor d'un tympan de l'hôpital Saint-Eloi, 1889* d'une valeur de 500 € (cinq cent euros).
- qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de Monsieur Jérôme MONTCOUQUIOL d'une encre de Chine, *Dessin d'arbres* de Georges Ribemont-Dessaignes (1884-1974), d'une valeur de 1 000 € (mille euros), et une encre, lavis de gris, crayon, *Dessin préparatoire pour le décor d'un tympan de l'hôpital Saint-Eloi, 1889*, d'une valeur de 500 € (cinq cent euros).

**ARTICLE 2 :** Cette encre de Chine, *Dessin d'arbres* de Georges Ribemont-Dessaignes (1884-1974) et cette encre, lavis de gris, crayon, *Dessin préparatoire pour le décor d'un tympan de l'hôpital Saint-Eloi, 1889* seront conservées au sein des collections du musée Fabre.

**ARTICLE 3 :** Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, est autorisé à signer tout contrat découlant de la donation visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

25 JAN. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué  
Bernard TRAVIER



Publiée le : 25 JAN. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

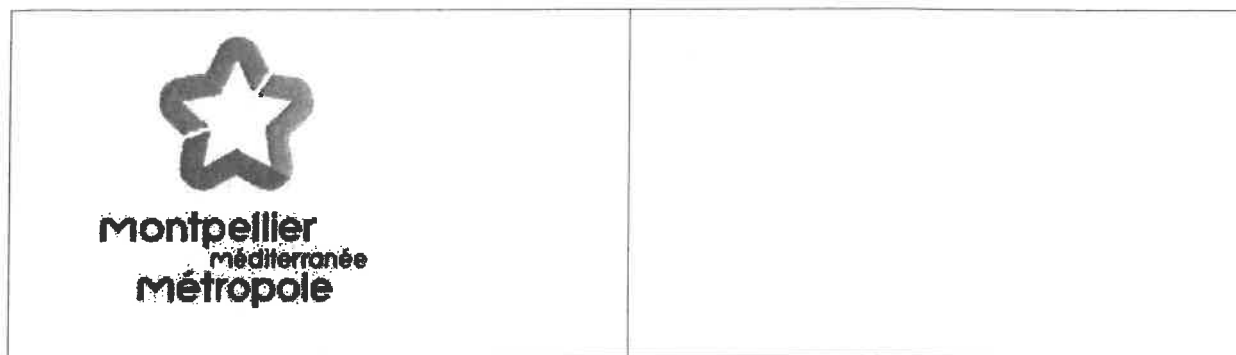
034 - 2434000/7 - 20190101 - 68842 - AU.

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 25 JAN. 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
**Service Administration (Culture)**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°5200DC18**  
**de lutte contre les nuisibles dans les**  
**bâtiments culturels**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

**CONSIDERANT :**

- qu'il est nécessaire de conclure un marché pour la lutte contre les nuisibles ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord cadre à bons de commande pour une durée de 1 an à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2019 reconductible 3 fois.
- les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : prix : 40%, valeur technique de l'offre : 60%

- qu'après analyse, l'entreprise VIVEONIS – 280 rue des compagnons à Castelnau-le-Lez présente une offre économiquement avantageuse.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : D'attribuer le marché de lutte contre les nuisibles à l'entreprise VIVEONIS, pour un montant maximum annuel de 20 000 euros HT.

**ARTICLE 2** : Dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de la Métropole, chapitre 903.

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 8 JAN. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué  
Bernard TRAVIER



Publiée le : - 8 JAN. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

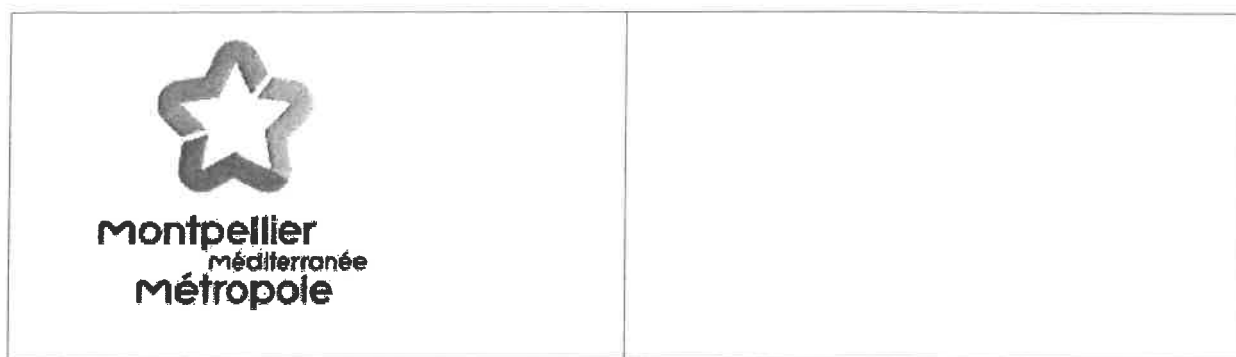
024.243400017-202010-6774-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 8 JAN. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché 5201DC18 -  
Maintenance et vérification du système de  
sprinklers de l'Opéra Comédie**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture » ;
- **CONSIDERANT :**
  - que le système de lutte contre l'incendie de l'Opéra Comédie (sprinklers) doit être vérifié et maintenu ;
  - qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à prix mixtes : DPGF pour les vérifications et la maintenance préventive et BPU pour la partie corrective, pour une durée de 1 an reconductible 3 fois ;

- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : 40 % prix et 60% valeur technique ;
- Qu'après analyse, l'entreprise ATLANTIQUE AUTOMATISMES INCENDIE – 760 rue Jean Perrin – Aix en Provence présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer le marché de maintenance et vérification du système de sprinklers de l'Opéra Comédie à l'entreprise ATLANTIQUE AUTOMATISMES INCENDIE, pour un montant maximum annuel de 20.000 € HT dont 2 210 € annuel pour la DPGF.

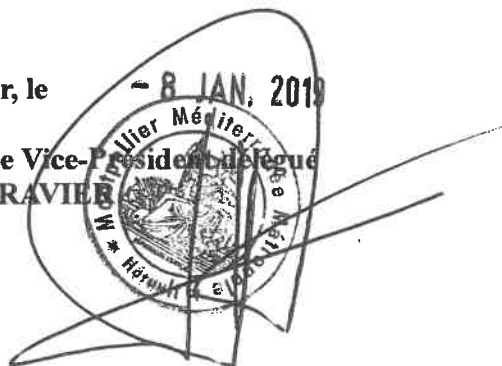
**ARTICLE 2 :** Dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de la Métropole, chapitre 933.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

Monsieur le Vice-Président délégué  
Bernard TRAVIER



Publiée le : - 8 JAN, 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-2434001-201801-6795-cc

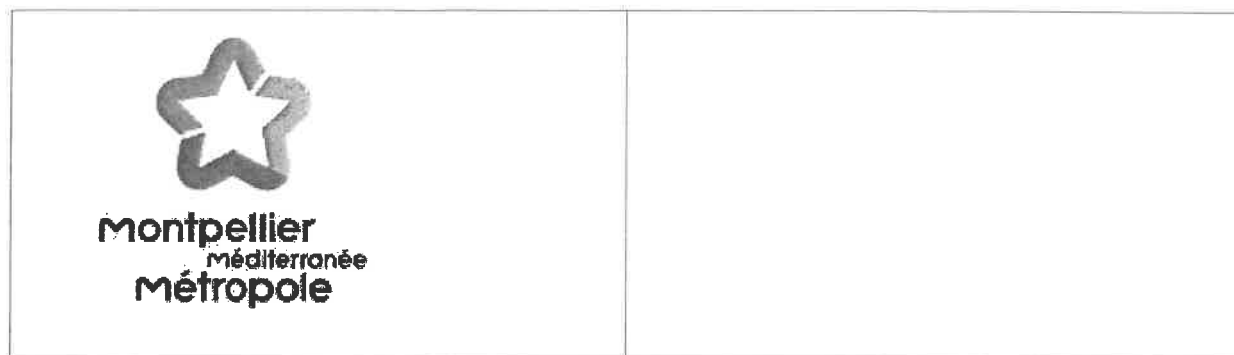
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 8 JAN, 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°5106AJ18  
de prestations de Conseils et  
représentations juridiques**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics notamment les articles 28 et 76,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté du Président portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration générale, Contentieux, et Affaires juridiques et Protocole »,
- **CONSIDERANT** qu'une procédure a été lancée conformément aux dispositions des articles 28 et 76 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum, ni maximum et un opérateur économique pour une durée d'un an reconductible 3 fois ;

- **CONSIDERANT** que ce marché est divisé en 8 lots désignés comme suit :

**Lot 1** : « Droit de la commande publique »,

**Lot 2** : « Droit de la propriété des personnes publiques, Droit du domaine public, privé, Droit de la responsabilité publique »,

**Lot 3** : « Droit pénal, droit de la presse, Droit de la communication institutionnelle »,

**Lot 4** : « Droit public général, Droit des finances publiques, Droit des interventions économiques publiques »,

**Lot 5** : « Droit de la propriété intellectuelle, NTIC »,

**Lot 6** : « Droit de l'aménagement, Droit de l'urbanisme, Droit de la construction, Droit de l'environnement, Droit de l'expropriation et de la préemption »,

**Lot 7** : « Droit de la Fonction Publique, Droit social, Droit du travail, Droit de la procédure disciplinaire »,

**Lot 8** : « Cassation (Conseil d'Etat et Cour de Cassation) »;

- **CONSIDERANT** que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants et pondérés de la manière suivante : Valeur technique au regard du mémoire technique 80%  
Prix des prestations au regard du coût horaire figurant dans l'acte d'engagement 20% ;

- **CONSIDERANT** que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 27 novembre 2018 a classé les offres et choisi les candidats présentant l'offre économiquement la plus avantageuse ;

## D E C I D E

**ARTICLE 1** : d'attribuer le marché n°5106AJ18 de Prestations de Conseil et de représentation juridiques à

Pour le **lot 1** « Droit de la commande publique. » l'offre du candidat **PARME AVOCAT** est l'offre économiquement la plus avantageuse pour un cout horaire de **105 € HT**,

Pour le **lot 2** « Droit de la propriété des personnes publiques, Droit du domaine public, privé, Droit de la responsabilité publique » l'offre du candidat **PARME AVOCAT** est l'offre économiquement la plus avantageuse pour un cout horaire de **105 € HT**,

Pour le **lot 3** « Droit pénal, droit de la presse, Droit de la communication institutionnelle » l'offre du candidat **SCP VPNG** est l'offre économiquement la plus avantageuse pour un cout horaire de **140 € HT**,

Pour le **lot 4** « Droit public général, Droit des finances publiques, Droit des interventions économiques publiques » l'offre du candidat **PARME AVOCAT** est l'offre économiquement la plus avantageuse pour un cout horaire de **105 € HT**,

Pour le **lot 5** « Droit de la propriété intellectuelle, NTIC. » l'offre du candidat **MPS AVOCAT** est l'offre économiquement la plus avantageuse pour un cout horaire de **180 € HT**,

Pour le **lot 6** « Droit de l'aménagement, Droit de l'urbanisme, Droit de la construction, Droit de l'environnement, Droit de l'expropriation et de la préemption. » l'offre du candidat **SCP VPNG** est l'offre économiquement la plus avantageuse pour un cout horaire de **140 € HT**,

Pour le **lot 7** « Droit de la Fonction Publique, Droit social, Droit du travail, Droit de la procédure disciplinaire. » l'offre du candidat **SCP VPNG** est l'offre économiquement la plus avantageuse pour un cout horaire de **140 € HT**,

Pour les lots 1 à 7, le marché prend effet à compter de 1<sup>er</sup> janvier 2019 ou à sa notification si celle-ci est ultérieure. La durée de l'accord cadre est de 1 an sa notification, chacun de ces lots est reconductible 3 fois 1 an.

**Décision n° MD2018-1093**

**ARTICLE 3** de dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930.

**ARTICLE 4** : d'autoriser Madame Isabelle GUIRAUD, Vice-Présidente déléguée, à signer le marché conformément aux dispositions de l'arrêté portant délégation de fonction ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14 JAN. 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée  
Isabelle GUIRAUD



Publiée le : 15 JAN. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

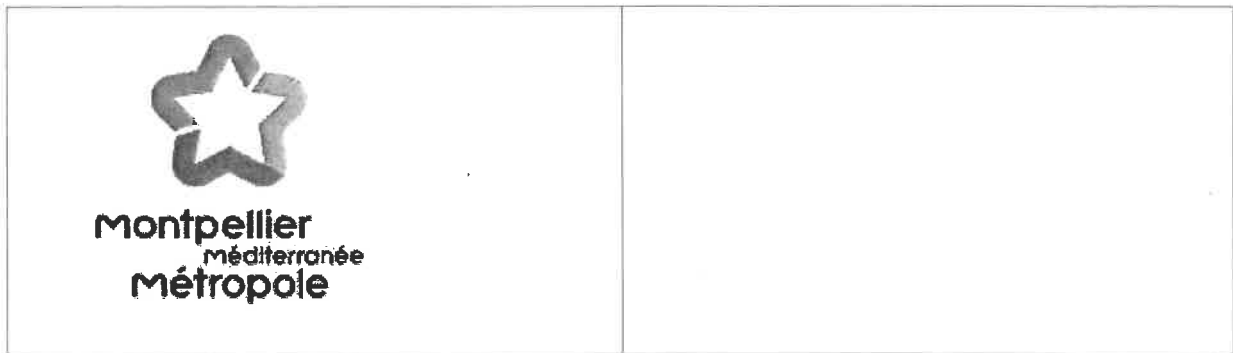
034-243400017-20171231-68426-CC-1-1.

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 15 JAN. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention pour les  
règles de gestion de l'accès aux parking de  
la TaM dans le cadre du plan de  
déplacement mobilité**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération n°M2018-126 relative à l'harmonisation des Plans de Mobilité (PDM) de la Ville et de la Métropole,
- VU la délibération du Conseil n°12720 en date du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Madame Régine ILLAIRE en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Régine ILLAIRE dans le domaine des ressources humaines,
- **CONSIDERANT :**
  - que le Plan de Déplacement Mobilité a élargi les critères d'attribution des places de parking pour les agents de la Métropole, ce qui a permis d'augmenter le nombre de places de parking sollicitées dans les parking gérés par la TaM. Cela a permis de négocier avec la TaM des tarifs préférentiels avec la Métropole et la Ville,
  - que la présente convention précise les types d'abonnements (permanents ou journaliers), les montants de ces abonnements harmonisés pour la Ville et la Métropole, ainsi que les règles de gestion entre la TaM et la Métropole.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** d'autoriser la signature de la convention relative aux règles de gestion pour l'accès aux parkings de la TaM dans le cadre du plan de déplacement mobilité.

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole chapitres 930.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser Madame ILLAIRE à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 8 JAN. 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée  
Régine ILLAIRE



Publiée le : - 8 JAN. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

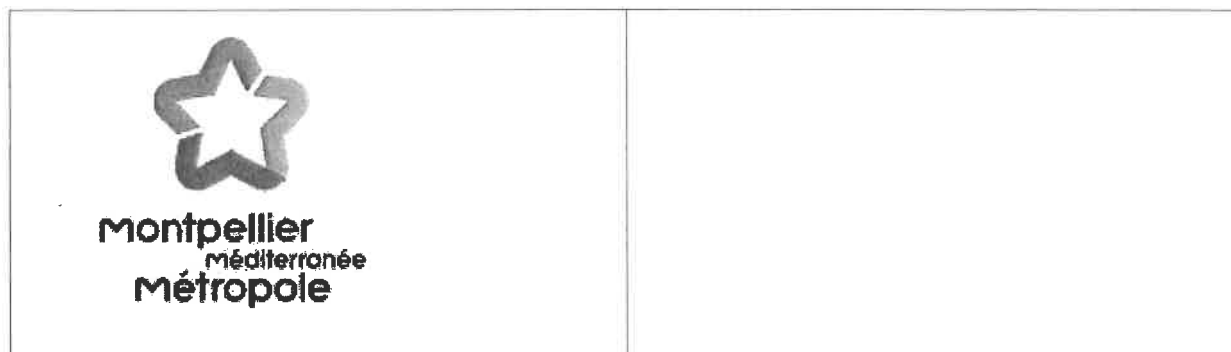
034-2434 001A - 20180101-68244-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 8 JAN. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Administration des Ressources Humaines**  
Unité rémunération portefeuille Métropole

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°5157RH18  
d'acquisition de titres restaurant pour le  
personnel de Montpellier Méditerranée  
Métropole**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Madame Régine ILLAIRE en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Régine ILLAIRE dans le domaine des Ressources Humaines ;

**CONSIDERANT :**

- Qu'il y a lieu de procéder, dans le cadre de la politique d'action sociale, à la fourniture de titres restaurant auprès du personnel de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Qu'une procédure d'appel d'offres ouvert a été lancée conformément aux articles 25-I.1°, 67 à 68 et 78 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, en vue de la conclusion d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum ni maximum, avec un opérateur économique ;
- Que ce marché est non alloti et conclu pour une durée de 1 an à compter de sa notification, reconductible par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

Critères	Pondération
1- Valeur technique au regard du mémoire technique	50%
2- Prix des prestations au regard du forfait provisoire indiqué à l'AE	35%
3- Délai de livraison	15%

- Que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 27 novembre 2018 a classé les offres et choisi l'entreprise EDENRED France – 166/180 boulevard Gabriel Péri – 92 245 Malakoff Cédex, comme présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer le marché n°5157RH18 d'acquisition de titres restaurant pour le personnel de Montpellier Méditerranée Métropole à l'entreprise EDENRED FRANCE, sur la base d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum ni maximum. Le marché prend effet à compter sa notification. Sa durée est de 1 an, reconductible par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget 648 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 JAN. 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée  
Régine ILLAIRE



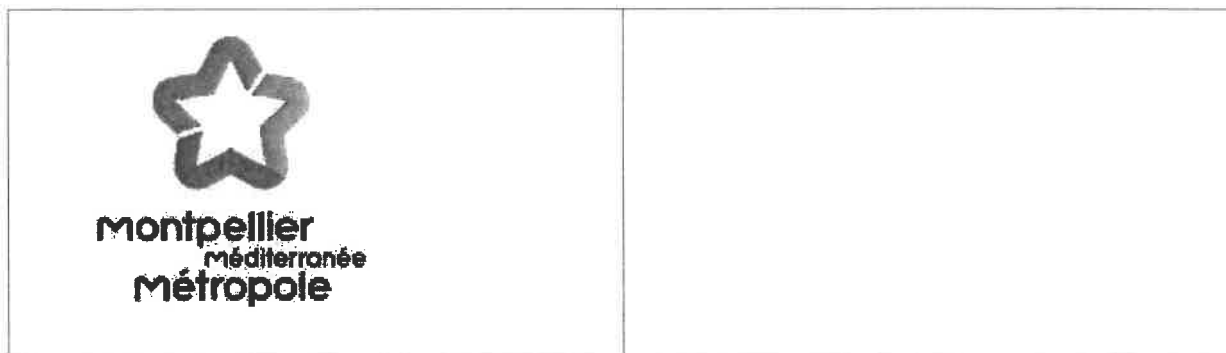
Publiée le : 18 JAN. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-2434 0007 - 20171231-68430-CC

Acte Certifié exécutoire  
Envoi Préfecture : 18 JAN. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution des lots  
06a, 7, 9, 17 et 22 des marchés de travaux  
pour la réalisation du nouveau  
Conservatoire à Rayonnement Régional -  
Attribution (mandat SA3M)**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,



**Décision n° MD2018-1113**

- VU la convention de mandat avec la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) pour la réalisation du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole, dont la signature a été approuvée par délibération n°13710 en date du 14 avril 2016,

**CONSIDERANT :**

- que dans le cadre de l'opération de réalisation du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional, il est nécessaire d'attribuer les lots 6a - Menuiseries extérieures aluminium, 7 - Habillage de façades, Ravalement, 9 - Serrurerie, Métallerie, 17 - Clôtures, Portail et 22 - Réseaux spécifiques scéniques et audiovisuels ;

- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à procédure adaptée alloti d'une durée de 20 mois

- que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants prix : 40% ; valeur technique : 60%

- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 11 décembre 2018 a été informée de l'attribution du marché aux entreprises suivantes, présentant les offres économiquement les plus avantageuses :

Lot 6a : Société de Métallerie GARGINI SAS, 225 rue Le Corbusier, ZI de Grezan Est, 30034 NIMES Cedex 1 ;

Lot 7 : Groupe SBR DELTA MENUISERIE, 57 montée de Saint Menet, 13011 Marseille ;

Lot 9 : SERRURERIE DELMAS, ZAE Mas de Garric, Lot 50, 34140 Mèze ;

Lot 17 : SERRURERIE DELMAS, ZAE Mas de Garric, Lot 50, 34140 Mèze ;

Lot 22 : SAS VIDELIO IEC, 141 avenue des Grésillons, 92230 Gennevilliers.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** d'attribuer les lots 6a, 7, 9, 17 et 22 du marché de travaux pour la réalisation du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional aux entreprises suivantes :

Lot 6a : Société de Métallerie GARGINI SAS, 225 rue Le Corbusier, ZI de Grezan Est, 30034 NIMES Cedex 1, pour un montant de 474 434.90 € HT ;

Lot 7 : Groupe SBR DELTA MENUISERIE, 57 montée de Saint Menet, 13011 MARSEILLE, pour un montant de 279 880 € HT ;

Lot 9 : SERRURERIE DELMAS, ZAE Mas de Garric, Lot 50, 34140 Meze, pour un montant de 644 405 € HT ;

Lot 17 : SERRURERIE DELMAS, ZAE Mas de Garric, Lot 50, 34140 Mèze, pour un montant de 161 775 € HT ;

Lot 22 : SAS VIDELIO IEC, 141 avenue des Grésillons, 92230 Gennevilliers, pour un montant de 504 283.55 € HT.

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 20 mois.

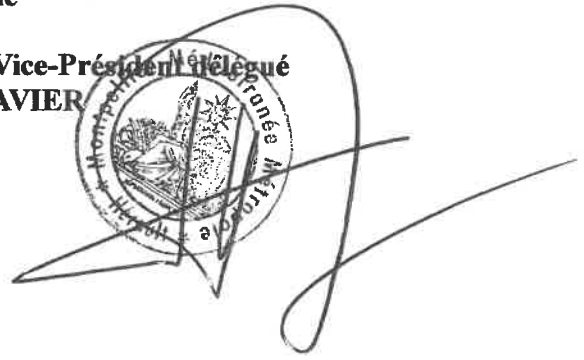
**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 8 JAN 2019

Monsieur le Vice-Président délégué  
Bernard TRAVIER



Publiée le : - 8 JAN. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

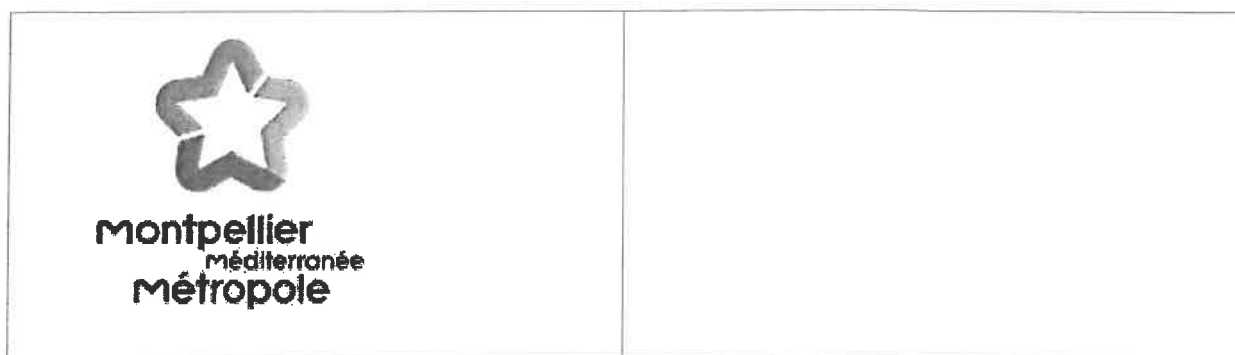
034-26345557-20180101-68771-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 8 JAN. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Communication**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la mise en place d'une  
convention constitutive de groupement de  
commandes entre Montpellier  
Méditerranée Métropole et la Ville de  
Montpellier - Prestations de relation presse  
- Autorisation de signature de la  
convention**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Abdi EL KANDOSSI en qualité de Conseiller délégué et membre du Bureau ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commande visés à l'article 28 de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Abdi EL KANDOSSI dans les domaines de la « Communication, du Développement du très haut débit et lutte contre la fracture numérique » ;

**CONSIDERANT :**

- la volonté de rationaliser les achats, et surtout de pouvoir réaliser des économies d'échelle enjoignent les collectivités, dans la mesure du possible de se regrouper dans le cadre de groupement de commandes. Dans cette perspective permanente de recherche de sources d'économie, le droit des marchés publics permet le regroupement des entités publiques afin d'effectuer des achats performants sur divers secteurs de l'économie ;

- que le souhait pour la Montpellier Méditerranée Métropole et la ville de Montpellier se traduit par la volonté de conclure un groupement de commandes dans le cadre de la passation de marchés de relations presse dans différents domaines issus des compétences de deux collectivités.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Afin de bénéficier potentiellement d'économie d'échelles Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont décidé de mutualiser leurs achats de prestations de relations presse. Il est donc constitué entre ces deux collectivités un groupement de commandes régi par les dispositions de l'article 28 de l'ordonnance 2015-899 du 23/07/2015.

**ARTICLE 2 :** Un projet de convention constitutive du groupement de commandes a été élaboré à cet effet. Ce projet prévoit la désignation de Montpellier Méditerranée Métropole comme coordonnatrice du groupement. La métropole lancera donc les procédures de passation des marchés afin de conclure les marchés ou accords-cadres nécessaires à l'acquisition de ces prestations. La conclusion de chaque marché fera l'objet d'une décision spécifique.

**ARTICLE 3 :** Après signature et notification du marché ou de l'accord-cadre par la Métropole, chaque membre du groupement sera chargé de l'exécution financière du marché ou de l'accord-cadre pour la partie qui le concerne.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Conseiller délégué spécial est autorisé à signer la convention relative au groupement visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

24 JAN. 2019

Monsieur le Président  
Philippe SAUREL



**Publiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

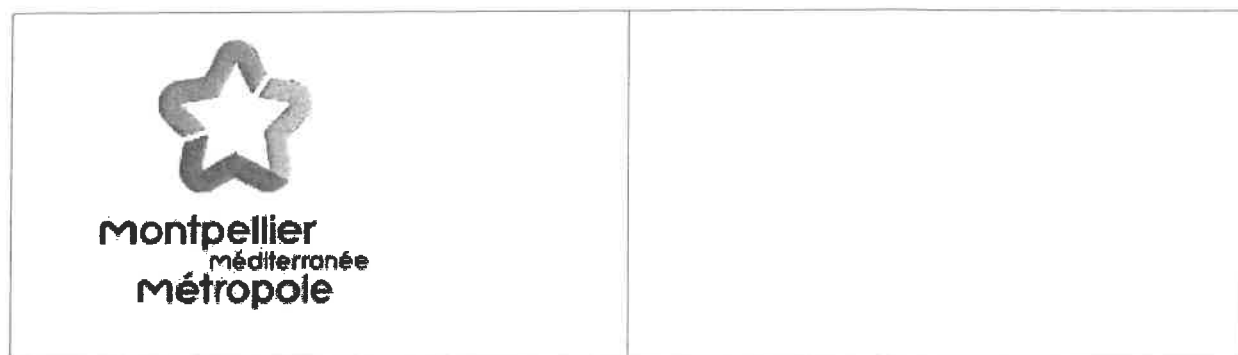
021-243400017-20171231-68915-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux**  
Service Aménagement et Réinvestissement Économiques et Urbains

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au mandat d'études de  
faisabilité en vue de définir l'opportunité  
de la réalisation d'une opération  
d'aménagement à vocation économique sur  
le secteur Cannabe à Cournonterral -  
Constat d'achèvement de la mission -  
Clôture du mandat**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°14772 en date du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur à Monsieur Gilbert PASTOR dans les domaines des «Relations internationales, du tourisme, et de la création, l'aménagement et la gestion des parcs d'activité et de l'immobilier métropolitain»,
- VU la décision de Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, aujourd'hui Montpellier Méditerranée Métropole, n°D2013-297 en date du 13 mai 2013, confiant à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) le soin de faire réaliser en son nom et pour son compte des études de faisabilité en vue de définir l'opportunité de la réalisation d'une opération d'aménagement à vocation économique sur le secteur « Cannabe » sur la commune de Cournonterral,

- **VU** la décision de Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole n°D2015-470 du 21 octobre 2015, approuvant l'avenant n°1 au mandat d'études,
- **VU** la décision de Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole n°D2016-731 du 06 octobre 2016, approuvant l'avenant n°2 au mandat d'études,
- **VU** la décision de Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole n° D2017-1044 du 09 janvier 2018, approuvant l'avenant n°3 au mandat d'études,
- **Considérant** l'accomplissement de l'ensemble des missions confiées à la SA3M et la clôture des marchés de prestations confiées à des tiers et nécessaires au montage d'une opération d'aménagement sur le secteur Cannabe,
- **Considérant** que l'ensemble des dépenses assurées par la SA3M, pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole s'élève à 143 146,21 € TTC et qu'à ce jour l'ensemble des recettes assuré par les remboursements de Montpellier Méditerranée Métropole et des produits financiers s'élève à 133 729,57 € TTC,
- **Considérant** que le bilan de clôture fait apparaître un solde de trésorerie de 9 416, 64€ TTC au bénéfice de la SA3M,

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** De constater l'achèvement de la mission du mandataire.

**ARTICLE 2 :** De clore le marché de mandat d'études de faisabilité en vue de définir l'opportunité de la réalisation d'une opération d'aménagement à vocation économique sur le secteur Cannabe à Cournonterral entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SA3M, selon les termes du document de réédition des comptes annexé à la présente décision.

**ARTICLE 3 :** D'accepter les comptes du mandat et de donner quitus de sa mission à la SA3M.

**ARTICLE 4 :** De prendre acte des sommes restant dues par Montpellier Méditerranée Métropole à la SA3M pour un montant de 9 416, 64 € TTC.

**ARTICLE 5 :** D'autoriser Monsieur Le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer le protocole de réédition des comptes et à donner quitus à la SA3M concernant sa mission.

**ARTICLE 6 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à ce effet à signer tout document relatif à cet affaire.

**ARTICLE 7 :** Que Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 8 JAN 2019

Monsieur le Vice-Président délégué  
Gilbert PASTOR



**Publiée le : - 8 JAN. 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

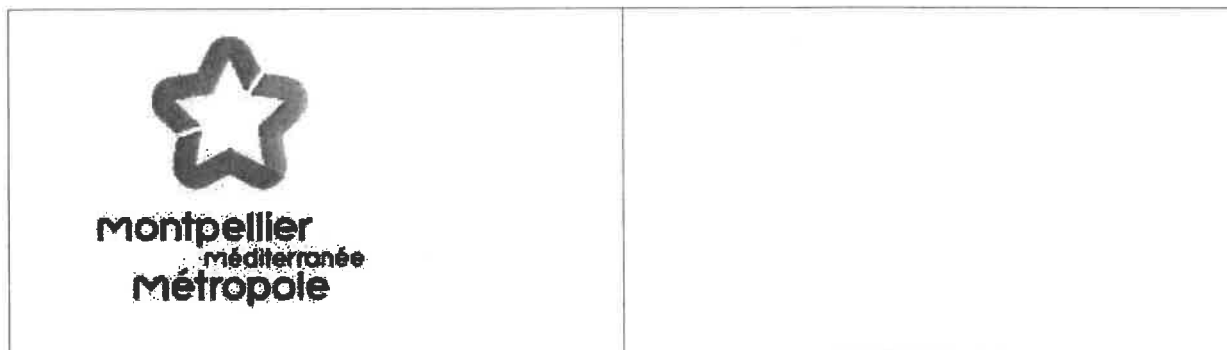
034-262400017-10180101-68919-AR

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 8 JAN. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
Ecolothèque

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession d'animaux  
appartenant à Montpellier Méditerranée  
Métropole (Ecolothèque)**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération n°12200 en date 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans le domaine « Développement durable et environnement, biodiversité et culture scientifique et technique, Plan Climat Air Energie Territorial »,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver les deux vaches de l'Ecolothèque et qu'il convient de les vendre,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole vend ses deux vaches pour cause d'inaptitude aux attentes pédagogiques des publics accueillis à l'Ecolothèque.

**ARTICLE 2 :** Le prix de cession résultera de la meilleure offre des acquéreurs.

**ARTICLE 3 :** Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer les documents relatifs à la cession visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.



**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 16 JAN. 2019

Monsieur le Président  
Philippe SAINTEL



Publiée le : 16 JAN. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20171231-69659-AU-4-4

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

16 JAN. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments**  
**Service Architecture Bâtiments Sécurité**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un marché**  
**n°5016MG18 Accord-cadre pour les**  
**travaux neufs, de rénovation et**  
**réhabilitation sur les bâtiments de**  
**Montpellier Méditerranée Métropole**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans les domaines « Administrations générales, Affaires juridiques, Contentieux, Protocole »,

**CONSIDERANT :**

- qu'afin de répondre aux besoins courants en maintenance et travaux de la Collectivité, en dehors d'opérations spécifiques, il est nécessaire pour Montpellier Méditerranée Métropole de conclure un nouveau marché ;

- qu'une procédure a été lancée conformément aux dispositions des articles 25-I.1° et 67 et 68 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 et en application de l'article 78 du décret concernant les accords-cadres sous la forme d'un marché à bons de commandes allotis sans minimum ni maximum et un opérateur économique, pour une durée de 1 an reconductible 3 fois ;
- que Montpellier Méditerranée Métropole, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article 38 de l'ordonnance 2015-899 du 23 Juillet 2015 en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique. Cette clause est applicable avec un nombre d'heures d'insertion à appliquer à hauteur de 7% du nombre total d'heures travaillées pour chaque lot sauf pour les lots 5, 10 et 12.
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - . Prix des prestations, au regard du détail quantitatif estimatif caché, pondération 50%
  - . Valeur technique au regard du mémoire technique, pondération 50%
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 27/11/2018 a classé les offres et a choisi :
  - . Pour le Lot n° 1 - Travaux maçonnerie - Carrelage, la SARL BALBOA FRERES, 7, rue des Aphyllanthes 34790 GRABELS présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,
  - . Pour le Lot n°2 - Charpente - Couverture Bois, la SARL BALBOA FRERES, 7, rue des Aphyllanthes 34790 GRABELS présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,
  - . Pour le Lot n° 3 - Serrurerie – Menuiseries Extérieures, la SARL TECHNICFER, BP 95592, 150, rue du mas de Bringaud, 34071 MONTPELLIER CEDEX 3 présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,
  - . Pour le Lot n° 4 - Menuiserie intérieure, extérieure bois et agencement à la SARL MENUISERIE CARDONNET, 405, rue des Avants, 34270 SAINT-MATHIEU-DE-TREVIERS présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,
  - . Pour le Lot n°5 - Stores, volets rideau b.s.o, la société CLEMENT ET FILS, 2, rue des Terres du Sud, 34990 JUVIGNAC, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,
  - . Pour le Lot n°6 - Cloisons – Faux plafonds, la société SODAC SARL, ZA du Mijoulan, 4, rue des Cades, 34680 SAINT GEORGES D'ORQUES, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,
  - . Pour le Lot n°7 - Peinture – sols souples, la société JLC PEINTURES, Résidence Parc des Bruyères, bat B 1, 37, boulevard de la Perruque, 34070 MONTPELLIER, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,
  - . Pour le Lot n°8 - Electricité, la société INEO MP LR-Agence Maintenance, ZAE Font de la Banquière, Le Météor, 34970 LATTES, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,
  - . Pour le Lot n°9 - Plomberie VMC, la société ENGIE AXIMA, ZAE Font de la Banquière, BP 90109, 34874 LATTES, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,
  - . Pour le Lot n°11 - Déconstruction – Désamiantage, la société AVENIR CONSTRUCTION, 14, rue Emmanuel Vitria, ZI La Palun, 34120 GARDANNE, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,
  - . Pour le Lot n°12 - Signalétique du bâtiment, la société ADZIF VISUAL FACTORY, 65, rue Rosa Luxemburg, 34070 MONTPELLIER, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

## D E C I D E

**ARTICLE 1 :** d'attribuer les lots du marché 5016MG18 « Accord-cadre pour les travaux neufs, de rénovation et réhabilitation » aux entreprises suivantes, pour un montant sans minimum ni maximum :

- Lot n°1 - Travaux maçonnerie - Carrelage et le Lot n°2 - Charpente - Couverture bois à l'entreprise SARL BALBOA FRERES, le marché prend effet à compter de la notification. La durée est de 1 an, reconductible 3 fois.
- Lot n°3 - Serrurerie-Menuiseries extérieures à la SARL TECHNICFER, le marché prend effet à compter de la notification. La durée est de 1 an, reconductible 3 fois.
- Lot n°4 - Menuiserie intérieure, extérieure bois et agencement à la SARL MENUISERIE CARDONNET, le marché prend effet à compter de la notification. La durée est de 1 an, reconductible 3 fois.
- Lot n°5 - Stores, volets rideau b.s.o, à la société CLEMENT ET FILS, le marché prend effet à compter de sa notification. La durée est de 1 an reconductible 3 fois.

cp.

**Décision n° MD2018-1156**

- Lot n°6 - Cloisons - Faux plafonds à la société SODAC SARL, le marché prend effet à compter de sa notification. La durée est de 1 an, reconductible 3 fois.
- Lot n°7 - Peintures – Sols souples à la société JLC PEINTURES, le marché prend effet à compter de sa notification. La durée est de 1 an, reconductible 3 fois.
- Lot n°8 - Electricité à la société INEO MP LR-Agence maintenance, le marché prend effet à compter de sa notification. La durée est de 1 an, reconductible 3 fois.
- Lot n°9 - Plomberie-VMC à la société ENGIE AXIMA, le marché prend effet à compter de sa notification. La durée est de 1 an, reconductible 3 fois.
- Lot n°11 - Déconstruction – Désamiantage à la société AVENIR CONSTRUCTION, le marché prend effet à compter de sa notification. La durée est de 1 an, reconductible 3 fois.
- Lot n°12 - Signalétique du bâtiment à la société ADZIF VISUAL FACTORY, le marché prend effet à compter de sa notification. La durée est de 1 an, reconductible 3 fois.

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget Principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 900 et 930.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 17 JAN. 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée  
Isabelle GUIRAUD



Publiée le : 17 JAN. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-943400017-20171231-69680-CC-1-1

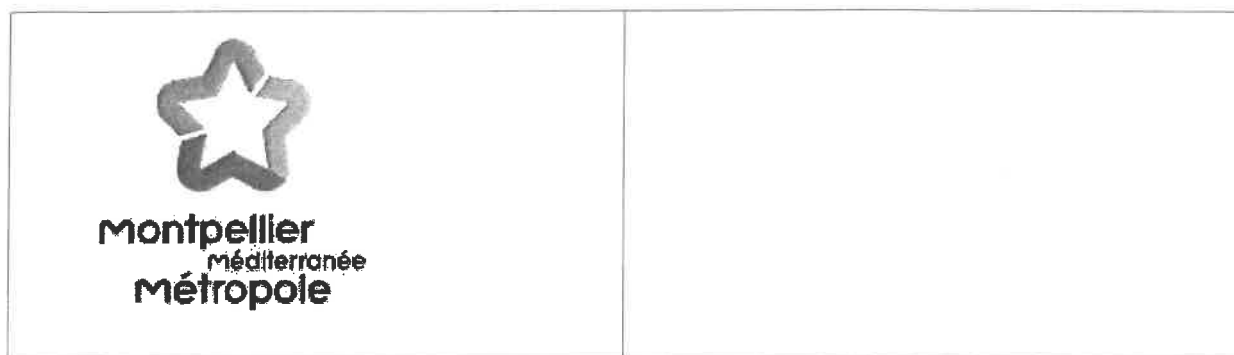
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

17 JAN. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Territoriale**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature du marché  
n°5194AT18 de travaux de requalification  
de la partie basse de l'Avenue des jardins à  
Saint Georges d'Orques - Lot 1 "Voirie" et  
Lot 2 "Réseaux humides"**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

**CONSIDERANT :**

- que l'Avenue des Jardins à Saint Georges d'Orques doit faire l'objet d'une requalification ;
- qu'une procédure adaptée ouverte a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché ordinaire, à prix unitaires, décomposé en une tranche ferme et deux tranches optionnelles, et alloti techniquement, pour un délai d'exécution de l'ensemble des travaux de 39 semaines à compter de l'ordre de service, auquel s'ajoute, pour chaque lot, une période de préparation de 30 jours à compter de l'ordre de service ;

**Décision n° MD2018-1163**

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient la valeur technique au regard du mémoire technique à hauteur de 60%, et le prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif à hauteur de 40% ;

- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 30/10/2018 a été informée du choix de l'entreprise RAZEL BEC Agence Montpellier, sise 1111 avenue Justin Bec 34680 St Georges d'Orques, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse pour les lots 1 « Voirie » et 2 « Réseaux humides ».

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** d'attribuer les marchés n°5194AT18 de requalification de l'Avenue des Jardins à Saint Georges d'Orques à l'entreprise RAZEL BEC Agence Montpellier :

- Lot 1 « Voirie » pour un montant de 296 393,60 euros HT

- Lot 2 « Réseaux humides » pour un montant de 653 267,50 euros HT

Les marchés prennent effet à compter de la date fixée par ordre de service. Le délai d'exécution de l'ensemble des travaux de 39 semaines à compter de l'ordre de service, auquel s'ajoute, pour chaque lot, une période de préparation de 30 jours à compter de l'ordre de service.

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 JAN. 2019

Monsieur le Président  
Philippe SAUREL



Publiée le : 18 JAN. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

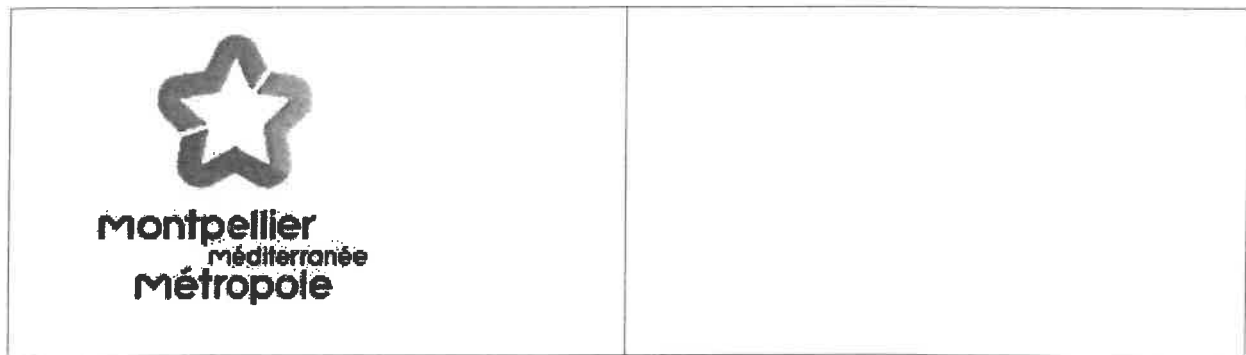
034-243400017-20171231-69858-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 18 JAN. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Habitat Parcours Résidentiels**  
Mission Rénovation Urbaine

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un accord-cadre à bon  
de commande pour une mission  
d'architecte-urbaniste coordonnateur -  
Projet de Renouvellement urbain d'Intérêt  
Régional de la copropriété des Cévennes -  
Mandat d'études confié à la SA3M -  
Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, French Tech, artisanat, Planification urbaine (SCoT, PLUi) » ;
- VU la convention de mandat d'études en date du 1er septembre 2016 au bénéfice de la SA3M pour assurer le suivi du protocole de préfiguration du Nouveau Projet de Renouveau Urbain (NPRU) pour les quartiers Mosson et Cévennes ;

**CONSIDERANT :**

- qu'une procédure a été lancée conformément à l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et aux articles 67 et 68 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un appel d'offres ouvert impliquant la mise en place d'un accord cadre à bons de commande mono attributaire, conclu sans montant minimum ni maximum, d'une durée de 5 ans reconductible deux fois par période de 5 ans ;
- qu'il y a lieu dans le cadre des études préalables à la définition du Projet de Renouveau urbain d'Intérêt Régional portant sur la copropriété des Cévennes, dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouveau Urbain, à Montpellier, d'exécuter une mission d'architecte-urbaniste coordonnateur du projet ;
- qu'à l'issue de la date limite de candidature fixée le 17 septembre 2018 à 12h et après analyse des 4 dossiers reçus dans les délais, étant précisé que les plis 1, 2 et 3 ont été déposés par le même candidat (conformément au règlement de la consultation, seul le dernier pli déposé a été pris en compte), deux candidatures ont été jugées comme recevables :
  - Barriquand & Frydlender (mandataire) / Réussir l'Espace Public / Artelia Ville et Transport / Bénédicte de Lataulade ;
  - Particules (mandataire) / Concorde / l'Adés / Relief GE / Zefco
- que les critères d'analyse des offres présentées étaient les suivants : Prix (30%), Valeur Technique (70%, décomposés en moyens affectés à la réalisation de la mission (30 points) et méthode proposée et adaptation aux objectifs et contexte (70 points)) ;
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 11 décembre 2018 a classé les offres et choisi le groupement Barriquand & Frydlender (mandataire) / Réussir l'Espace Public / Artelia Ville et Transport / Bénédicte de Lataulade présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** d'attribuer le marché d'architecte-urbaniste coordonnateur du Projet de Renouveau urbain d'Intérêt Régional de la copropriété des Cévennes à Montpellier, à l'entreprise Barriquand & Frydlender (Mandataire), 15, rue de la Palissade F-34000 Montpellier, sur la base de l'accord-cadre à bons de commande mono attributaire, conclu sans montant minimum ni maximum. Le marché prend effet à compter de l'ordre de service de notification du marché. Sa durée est de 5 ans reconductible deux fois, par période de 5 ans.

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.



**Décision n° MD2018-1164**

**ARTICLE 3** : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le – 7 JAN, 2019**

**Madame la Vice-Présidente déléguée  
Chantal MARION**



**Publiée le : – 8 JAN, 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

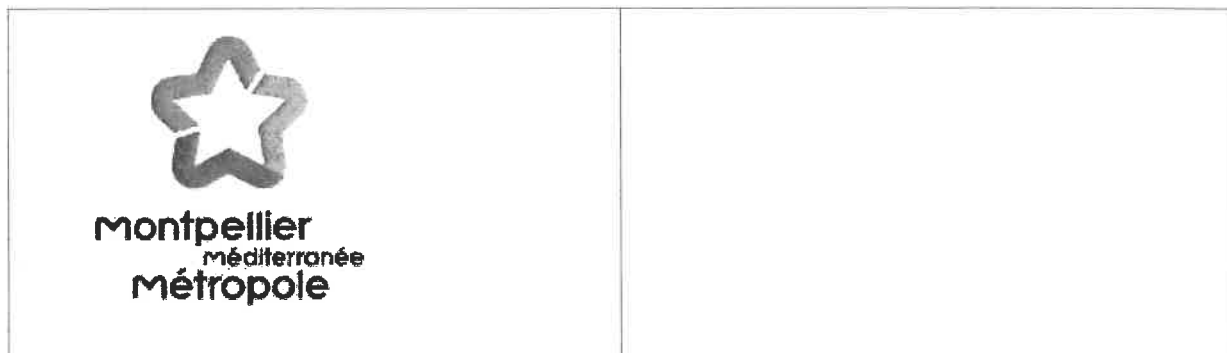
Obj. 201800014 - 20180101 - 69899-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : – 8 JAN, 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Aménagement et Renouvellement Urbain**  
**Service Montpellier Territoires Ouest & Sud**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**ZAC Garosud**  
**Parcelles OH 111**  
**Convention de participation entre**  
**Montpellier Méditerranée Métropole / SCI**  
**SYNBIOS Réalisation / SERM**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU le code de l'urbanisme et plus particulièrement son article L.311-4 ;
- VU les délégations permanentes accordées par la Conseil de Métropole au Président notamment celle d'autoriser la passation de convention de participation prévue à l'article L 311-4 du Code de l'urbanisme ;
- VU la délibération du Conseil n° 14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président ;
- VU la délégation accordée à Monsieur Gilbert PASTOR, vice-président en charge délégué aux relations internationales, au tourisme à la création, l'aménagement et la gestion des Parcs d'activité et de l'Immobilier métropolitain ;
- VU la délibération du Conseil Communautaire en date du 24 avril 1997 approuvant le dossier de création de la Zone d'Aménagement Concerté Garosud ;

## Décision n° MD2018-1170

- VU la délibération du Conseil Communautaire en date du 23 février 2000 approuvant le dossier de réalisation de la Zone d'Aménagement Concerté Garosud ;
- VU la concession d'aménagement en date du 1<sup>er</sup> octobre 2001 ;

### Considérant :

- Que la Société Civile Immobilière de construction SYNBIOS REALISATION, constructeur, souhaite réaliser un bâtiment à usage de bureaux et d'activités dans le périmètre de la ZAC Garosud sur la parcelle OH 111 ;
- Qu'il y a lieu d'établir, en vue de la joindre à une demande de permis de construire, une convention de participation entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Société Civile Immobilière de construction SYNBIOS REALISATION et la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine afin de préciser les conditions de participation financière au coût de l'équipement de la Zone d'Aménagement Concerté de Garosud, la parcelle cadastrée section OH 111 objet du programme de construction, celle-ci n'étant pas propriété de l'aménageur de la ZAC ;
- Les éléments suivants relatifs au projet de construction envisagée sur la parcelle OH 111, résumés comme suit :
  - Surface de plancher (SDP) envisagée : 4 025 m<sup>2</sup> SDP répartie de la façon suivante :
    - Bureaux : 3 119 m<sup>2</sup>
    - Locaux d'activités : 399 m<sup>2</sup>
    - Service coworking : 362 m<sup>2</sup>
    - Showroom : 145 m<sup>2</sup>
  - Calcul du montant estimé de la participation :
  - Base de calcul : 80€/m<sup>2</sup> SDP
  - 4 025 m<sup>2</sup> x 80 € = 322 000 €

### DECIDE

**ARTICLE 1** : Une convention de participation au coût des équipements publics de la ZAC Garosud est conclue avec le constructeur, la Société Civile Immobilière de construction SYNBIOS REALISATION et l'aménageur, la SERM ;

**ARTICLE 2** : Le montant de cette participation est fixé 80€/m<sup>2</sup> de surface de plancher soit un montant total estimé à 4 025 m<sup>2</sup> x 80 € = 322 000 €.

**ARTICLE 3** : Le montant de la participation sera versé directement au bénéfice de la SERM conformément à l'article 5 de la convention de participation.

**ARTICLE 4** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la convention visée à l'article 1 et tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

- 8 JAN. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué

Gilbert PASTOR



Publiée le : - 8 JAN. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

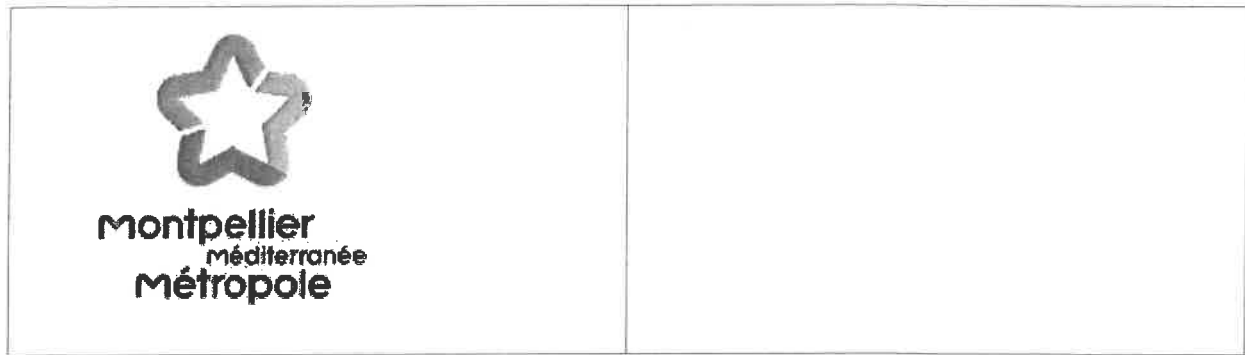
034-243400017-20180101-70000-AR

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : - 8 JAN. 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
**Réseau des Médiathèques**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution du marché**  
**5146DC18 "fourniture de livres, livres**  
**numériques, éditions adaptées et livres**  
**reliés pour le réseau des médiathèques de**  
**Montpellier Méditerranée Métropole"**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture » ;

**CONSIDERANT :**

- que, compte tenu des besoins d'achats de livres, livres numériques, éditions adaptées et livre reliés des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole, une procédure a été lancée conformément aux articles 25-I. 1°, 67 à 68, et 78 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord-cadre mono attributaire à bons de commande avec maximum pour chacun des lots, sans variantes. Cet appel d'offres ouvert est composé de 17 lots :

- lot 1 : Bandes dessinées -Adultes et jeunesse
- lot 2 : Romans français et policiers
- lot 3 : Romans et documentaires jeunesse
- lot 4 : Albums jeunesse
- lot 5 : Sciences et techniques –Adultes et jeunesse
- lot 6 : Arts, travaux manuels, loisirs sports, jeux
- lot 7 : Romans étrangers, Science-fiction
- lot 8 : Histoire et géographie (dont guides touristiques)
- lot 9 : Société -Adultes
- lot 10 : Philosophie, psychologie, religions, ethnologie
- lot 11 : Littérature (Hors romans), Bibliographies –Adultes et jeunesse
- lot 12 : Livres cinéma, musique & danse
- lot 13 : Langues étrangères Adultes et jeunesse (Livres, méthode de langues)
- lot 14 : Fonds régional
- lot 15 : Editions adaptées -Adultes et jeunesse
- lot 16 : Livres reliés
- lot 17 : Livres numériques Fictions et documentaires

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

Pour les lots 1 à 15 : valeur technique au regard du mémoire technique (70%), prix des prestations au regard du taux de remise proposé (30%) ;

Pour le lot 16 : valeur technique au regard du mémoire technique (70 %), prix des prestations au regard du taux de remise proposé (10%) et du montant total du détail quantitatif estimatif pour la partie reliure (20%) ;

Pour le lot 17 : valeur technique au regard du mémoire technique (100 %).

- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 11 décembre 2018 a classé les offres et choisi :

- l'entreprise MOLLAT située 91 Rue Porte Dijeaux, 33 000 Bordeaux, pour le lot 1 Bandes dessinées, Adultes et Jeunesse, le lot 8 Histoire et géographie (dont guides touristiques) et le lot 9 Société, Adultes ;

- l'entreprise SAURAMPS située Le Triangle, CS 19026, 34 967 Montpellier Cedex 2, pour le lot 2 Romans français et policiers, le lot 3 Romans et documentaires jeunesse, le lot 7 Romans étrangers et Science-fiction, le lot 13 Langues étrangères, Adultes et Jeunesse (livres et méthodes de langue) et le lot 14 Fonds régional ;

- l'entreprise DECITRE située 141 Rue Bataille, BP 8315, 69 356 Lyon Cedex 08, pour le lot 5 Sciences et techniques, Adultes et jeunesse, le lot 6 Arts, travaux manuels, loisirs, sports, jeux, le lot 10 Philosophie, psychologie, religions, ethnologie et le lot 17 Livres numériques (PNB), Fictions et documentaires ;

- l'entreprise RENOV LIVRES située 329 Rue Pasteur, 54 715 Ludres Cedex, pour le lot 16 Livres reliés ;

- l'entreprise BOOK'IN située 3 Rue de l'Europe, 14 920 Mathieu, pour le lot 15 Editions adaptées adultes et jeunesse ;

- l'entreprise NEMO située 35 Rue de l'Aiguillerie, 34 000 Montpellier, pour le lot 4 Albums Jeunesse.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature du marché n°5146DC18 d'achats de livres, livres numériques, éditions adaptées et livres reliés pour le réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole (les montants s'entendent périodes de reconductions éventuelles comprises) :

- Pour le lot 1 Bandes dessinées, Adultes et Jeunesse, à l'entreprise MOLLAT, pour un montant maximum de 90 000 € HT par an et un montant maximum de 360 000 € HT pour la durée totale du marché,
- Pour le lot 2 Romans Français et Policiers, à l'entreprise SAURAMPS, pour un montant maximum de 80 000 € HT par an et un montant maximum de 320 000 € HT pour la durée totale du marché,
- Pour le lot 3 Romans et documentaires Jeunesse, à l'entreprise SAURAMPS, pour un montant maximum de 70 000 € HT par an et un montant maximum de 280 000 € HT pour la durée totale du marché,
- Pour le lot 4 Albums Jeunesse, à l'entreprise NEMO, pour un montant maximum de 68 000 € HT par an et un montant maximum de 280 000 € HT pour la durée totale du marché,
- Pour le lot 5 Sciences et technique - Adultes et jeunesse, à l'entreprise DECITRE, pour un montant maximum de 56 000 € HT par an et un montant maximum de 224 000 € HT pour la durée totale du marché,
- Pour le lot 6 Arts, travaux manuels, loisirs, sports, jeux, à l'entreprise DECITRE, pour un montant maximum de 54 000 € HT par an et un montant maximum de 216 000 € HT pour la durée totale du marché,
- Pour le lot 7 Romans étrangers et Science-fiction, à l'entreprise SAURAMPS, pour un montant maximum de 52 000 € HT par an et un montant maximum de 208 000 € HT pour la durée totale du marché,
- Pour le lot 8 Histoire et géographie (dont guides touristiques), à l'entreprise MOLLAT, pour un montant maximum de 40 000 € HT par an et un montant maximum de 160 000 € HT pour la durée totale du marché,
- Pour le lot 9 Société - Adultes, à l'entreprise MOLLAT, pour un montant maximum de 38 000 € HT par an et un montant maximum de 152 000 € pour la durée totale du marché,
- Pour le lot 10 Philosophie, psychologie, religion, ethnologie, à l'entreprise DECITRE, pour un montant maximum de 36 000 € HT par an et un montant maximum de 144 000 € HT pour la durée totale du marché,
- Pour le lot 11 Littérature (hors romans), déclaré infructueux, de le relancer
- Pour le lot 12 Langues étrangères Adultes et jeunesse, méthodes de langues, déclaré infructueux, de le relancer
- Pour le lot 13 Langues étrangères - Adultes et jeunesse, méthodes de langue à l'entreprise SAURAMPS, pour un montant maximum de 24 000 € HT par an et un montant maximum de 96 000 € HT pour la durée totale du marché.
- Pour le lot 14 Fonds régional, à l'entreprise SAURAMPS, pour un montant maximum de 25 000 € HT par an et un montant maximum de 100 000 € HT pour la durée totale du marché.
- Pour le lot 15 Editions adaptées Adultes et jeunesse, à l'entreprise BOOK'IN, pour un montant maximum de 40 000 € HT par an et un montant maximum de 160 000 € HT pour la durée totale du marché.
- Pour le lot 16 Livres reliés, à l'entreprise RENOV LIVRES, pour un montant maximum de 80 000 € HT par an et un montant maximum de 320 000 € HT pour la durée totale du marché.
- Pour le lot 17 Livres numériques, Fiction et documentaires, à l'entreprise DECITRE, pour un montant maximum de 45 000 € HT par an et un montant maximum de 180 000 € HT pour la durée totale du marché.

Le marché prend effet à compter du 01/01/2019 ou à la date de notification si elle est ultérieure, pour tous les lots. Sa durée est de 1 an. L'accord-cadre pourra être reconduit par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 25 JAN. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué  
Bernard TRAVIER



Publiée le : 25 JAN. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Q36-243400017-2018231-70111-CC

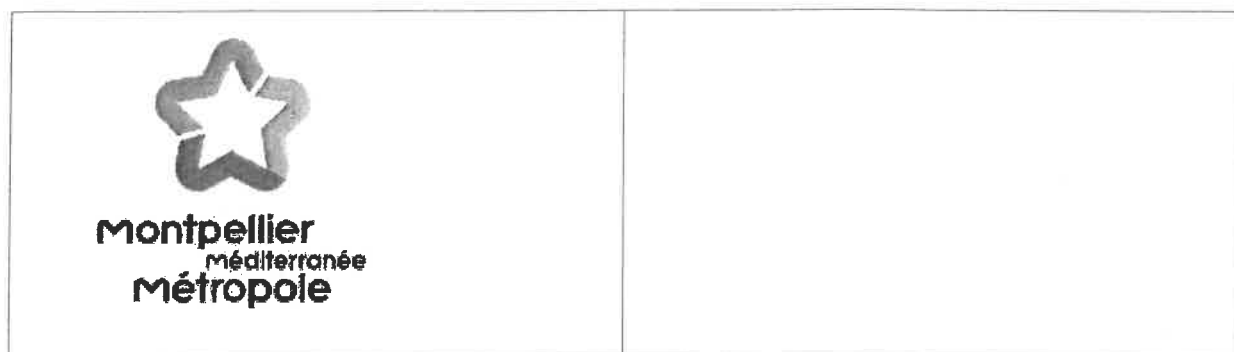
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25 JAN. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction des Sports**  
**Service Ressources Sports**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M8B0046DS**  
**d'achat de matériels pour les activités**  
**pédagogiques du réseau des piscines de**  
**Montpellier Méditerranée Métropole**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en tant que Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs/ modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions sportives »,
- VU le rapport d'analyse des offres du 19 décembre 2018,

**CONSIDÉRANT :**

- la nécessité d'avoir recours à un prestataire extérieur chargé d'assurer la fourniture de matériels et petits équipements pour les activités pédagogiques du réseau des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole,

- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à procédure adaptée, accord-cadre à bons de commande avec maximum passé en application des articles 78 et 80 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, pour une durée initiale d'un an (une reconduction tacite d'un an),

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- la valeur technique, au regard des réponses apportées dans le mémoire technique, appréciées notamment sur la base de la qualité, de la modularité, de la fiabilité, de la sécurité, de l'attractivité des différents produits et de la densité des mousses (60%) ;
- le prix des prestations, au regard du bordereau des prix unitaires et du détail quantitatif estimatif (40%),

- qu'après analyse, la société LA MAISON DE LA PISCINE, sise ZI de Toctoucau, Chemin de Lou Tribail, à CESTAS (33 610), présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

**D É C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer le marché n° M8B0046DS « Achat de matériels pour les activités pédagogiques du réseau des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole » à la société LA MAISON DE LA PISCINE, pour un montant maximum annuel de 40 000 € HT et une durée d'un an reconductible 1 fois pour un an.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de la Métropole, chapitre 933.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 29 JAN. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué  
Jean-Luc MEISSONNIER

Publiée le : 29 JAN. 2019

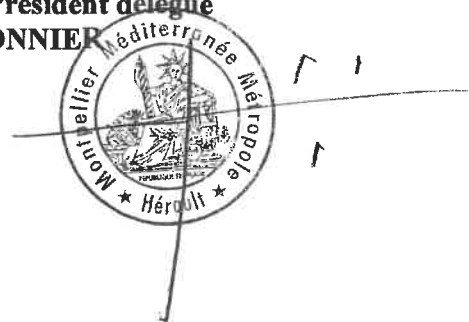
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-24340017-20190101-70713-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

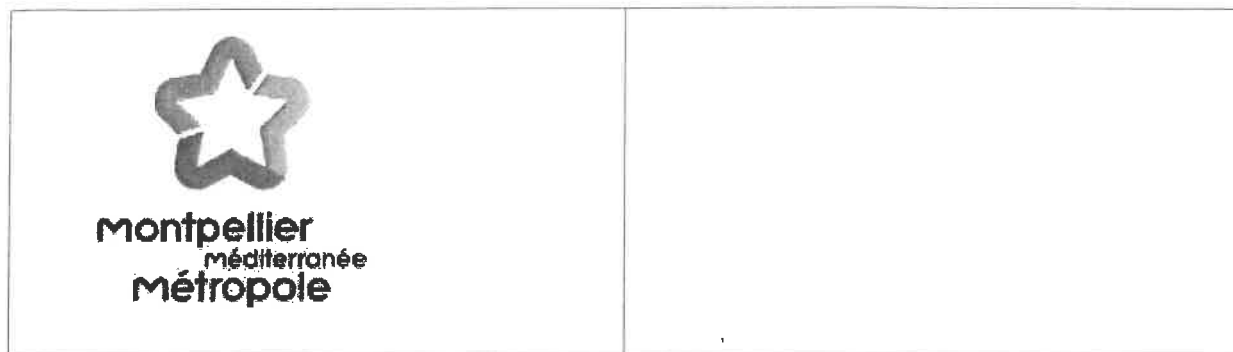
Envoi Préfecture : 29 JAN. 2019

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

cp



**Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets**  
Service Ressources Transversales

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°1 au marché  
n° 5037VD18 "Achat et maintenance de  
bacs roulants et de dispositifs de pré-  
collecte"**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°14772 en date du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Mme Valérie BARTHAS-ORSAL en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL dans le domaine de la prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public ;
- VU la décision n°2018-699 attribuant le marché n°5037VD18 à l'entreprise Plastic Omnium Systèmes Urbains pour un montant total estimatif de 4 394 182,64 euros HT et pour une durée de 48 mois.

**Décision n° MD2018-1181****CONSIDÉRANT :**

- Que le présent avenant a pour objet la création d'un prix nouveau au Bordereau des Prix Unitaires pour la réalisation d'enquêtes dans les locaux Ordures Ménagères en habitat collectif.

Ce type de prix permet de préciser le mode opératoire qui diffère de celui utilisé pour les enquêtes de dotation en porte-à-porte.

Le prix suivant est donc ajouté :

PNUE 3	<i>Réalisation d'un diagnostic sur des locaux OM en habitat collectif</i>	En chiffres et en lettres
	<p>Coût global de réalisation d'une enquête détaillée de diagnostic sur des locaux OM pour la dotation en bacs en vue de l'extension des consignes de tri ou autres besoins de la collectivité</p> <p>Selon mode opératoire défini en annexe</p> <p><b>Prix par local et pour une tranche de 100 locaux</b></p>	<p><b>30 €</b> <b>Trente euros</b></p>

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant n° 1 au marché n°5037VD18 à l'entreprise Plastic Omnium Systèmes Urbains. Cet avenant ne modifie pas le montant du marché. Les autres dispositions et articles du marché ne sont pas modifiés par le présent avenant.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 937.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

Madame la Vice-Présidente déléguée  
Valérie BARTHAS-ORSAL



Publiée le : 18 JAN. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20171231-70498-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

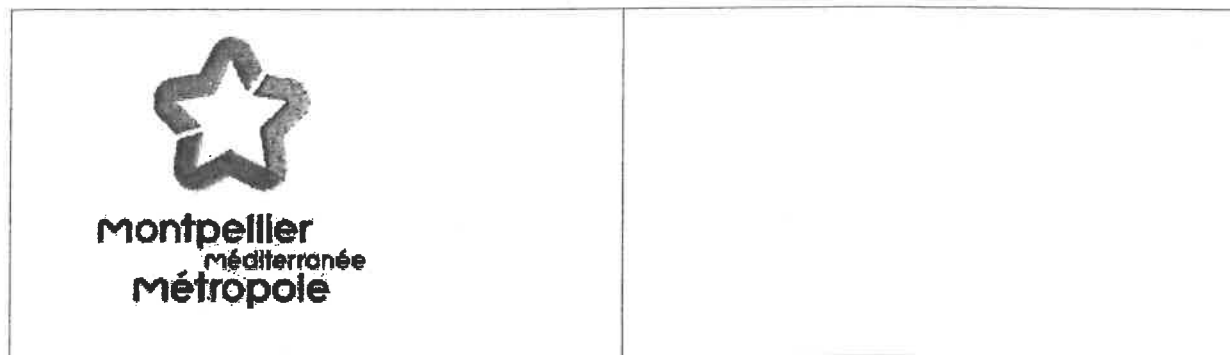
Envoi Préfecture : 18 JAN. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Op



**Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public**  
Service de coordination des politiques de gestion et d'exploitation du patrimoine

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Convention de groupement de commandes  
entre la Ville de Montpellier et Montpellier  
Méditerranée Métropole - Prestations  
d'aménagement et d'entretien des espaces  
verts - Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'approuver la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes visés à l'article 28 de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,

**CONSIDERANT :**

- que dans le cadre des transferts de compétences à la Métropole et dans un souci de continuité des prestations liées aux espaces verts sur le territoire de Montpellier, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole vont être amenées à faire appel concomitamment à des prestataires pour les prestations d'aménagement et d'entretien des espaces verts.
- qu'afin d'optimiser la qualité des services et des dépenses publiques, il apparaît opportun que les deux collectivités groupent leurs commandes en associant leurs besoins pour les prestations d'aménagement et d'entretien des espaces verts.
- que la Ville de Montpellier sera désignée en qualité de coordonateur du groupement.

09

Décision n° MD2018-1182

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : D'autoriser la signature de la convention autorisant le groupement de commandes pour les prestations d'aménagement et d'entretien des espaces verts entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 2** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la convention et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 JAN. 2019

Monsieur le Président  
Philippe SAUREL



Publiée le : 18 JAN. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

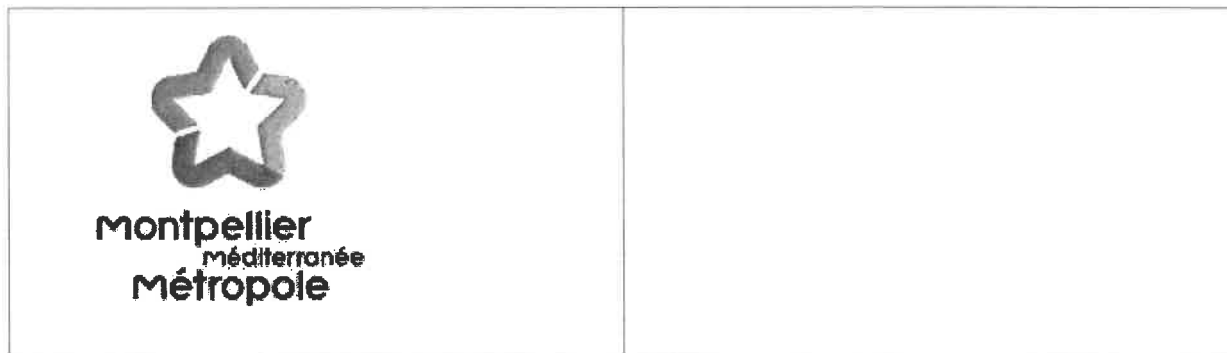
034-243400017-20171231-70542-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 18 JAN. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**  
Service Gestion Multimodale des Déplacements

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Attribution du marché n°5195DM18  
Fourniture et mise en service de matériels  
de comptage routier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°14050 du 28 septembre 2016, relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre RICO dans le domaine « Transports et Mobilité » ;
- VU les budgets primitifs 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole.



**CONSIDERANT :**

- que dans le cadre des missions de la cellule comptage, il est nécessaire d'acquérir et de mettre en service des matériels de comptage auprès d'une entreprise spécialisée.
- qu'une procédure d'appel d'offres a été lancée conformément aux dispositions des articles 25-I.1° et 67 à 68 et 78 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande avec minimum et maximum prenant effet dès sa notification pour une période d'un an. Il est reconductible ensuite 3 fois par période d'un an.
- que l'accord cadre est décomposé en 7 lots :
  - Lot N°1 : stations de mesures permanentes raccordées à des boucles électromagnétiques;
  - Lot N°2 : stations de mesures permanentes raccordées à des capteurs magnétomètres ;
  - Lot N°3 : stations de mesures permanentes raccordées à des capteurs radar hyperfréquences ;
  - Lot N°4 : compteurs mobiles de type radar ;
  - Lot N°5 : compteurs mobiles à tubes ;
  - Lot N°6 : compteurs mobiles de type magnétomètre ;
  - Lot N°7 : stations de mesures permanentes pour vélos.
- que les critères d'analyse des offres sont les suivants :  
 Valeur technique (60%) appréciée au regard de la qualité des réponses apportées par les candidats dans le mémoire technique ;  
 Prix des prestations (40%).
- que la commission d'appel d'offres de Montpellier Méditerranée Métropole, dans sa séance du 11 décembre 2018, a choisi pour l'accord-cadre à bons de commande avec minimum et maximum n°5195DM18, après analyse, les entreprises suivantes, présentant l'offre économiquement avantageuse, au regard des critères posés dans le règlement de la consultation :
  - lot 1 : SFERIEL,
  - lot 2 : KARRUS
  - lot 3 : AXIMUM GES
  - lot 4 : SFERIEL
  - lot 5 : SFERIEL
  - lot 6 : MAGSYS
  - lot 7 : ECO-COMPTEUR.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature du marché n°5195DM18 de fourniture et mise en service de matériels de comptage routier à :

- Lot 1 : société SFERIEL – Parc d'activité Champloup – 1, rue des Charmes – 63530 VOLVIC, sur la base d'un accord-cadre à bons de commande avec un montant minimum de 15 000 € HT et un montant maximum de 60 000 € HT.
- Lot 2 : société KARRUS – 26, rue colonel Dumont – 38000 GRENOBLE, sur la base d'un accord-cadre à bons de commande avec un montant minimum de 20 000 € HT et un montant maximum de 80 000 € HT.
- Lot 3 : société AXIMUM GES – 340, avenue des Bigos – 34740 VENDARGUES, sur la base d'un accord-cadre à bons de commande avec un montant minimum de 15 000 € HT et un montant maximum de 60 000 € HT.
- Lot 4 : société SFERIEL – Parc d'activité Champloup – 1, rue des Charmes – 63530 VOLVIC, sur la base d'un accord-cadre à bons de commande avec un montant minimum de 10 000 € HT et un montant maximum de 40 000 € HT.
- Lot 5 : société SFERIEL – Parc d'activité Champloup – 1, rue des Charmes – 63530 VOLVIC, sur la base d'un accord-cadre à bons de commande avec un montant minimum de 10 000 € HT et un montant maximum de 40 000 € HT.

**Décision n° MD2018-1184**

- Lot 6 : société MAGSYS – 1, place de la Libération – 64200 BIARRITZ, sur la base d'un accord-cadre à bons de commande avec un montant minimum de 4 000 € HT et un montant maximum de 20 000 € HT.
- Lot 7 : société ECO-COMPTEUR – 4, rue Charles Bourseul – 22300 LANNION, sur la base d'un accord-cadre à bons de commande avec un montant minimum de 7 500 € HT et un montant maximum de 30 000 € HT.

**ARTICLE 2** : De dire que la dépense sera imputée sur les budgets 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant délégation pour le faire à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **31 JAN. 2019**

**Monsieur le Vice-Président délégué  
Jean-Pierre RICO**



**Publiée le : 31 JAN. 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

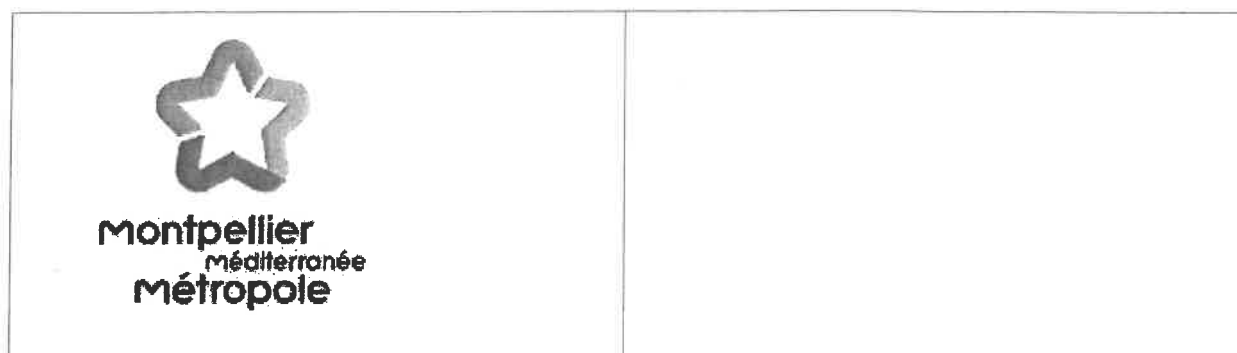
034-24340007-20171231-70597-CC-4-4

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **31 JAN. 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant prorogeant  
l'occupation de locaux par la société  
SUDFLUOR au sein de la pépinière  
d'entreprises Cap Alpha**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au Code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n° 15124 du 20 décembre 2017 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2018 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de la French Tech et de l'Artisanat,

- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 28 novembre 2013 passée entre la Métropole et la société SUDFLUOR pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 19 juillet 2018,

- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance, que la société SUDFLUOR est mise en redressement judiciaire depuis le 02 octobre 2017, que la procédure de redressement judiciaire mise en œuvre par la société lui permet de poursuivre son activité et qu'en sa qualité d'administrateur judiciaire avec mission d'assistance Maître Marc LAFON a sollicité la Métropole afin que l'occupation des locaux par la société SUDFLUOR soit poursuivie pour un délai de deux mois supplémentaires, en conséquence il est décidé d'accorder une prorogation exceptionnelle du contrat pour une courte durée de deux mois,

# **D E C I D E**

**ARTICLE 1:** Un avenant prorogeant exceptionnellement la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société SUDFLUOR pour une période de deux mois à compter de sa notification et jusqu'au 28 février 2019. Dans le cas où elle devrait cesser son activité avant le 28 février 2019, la société pourra libérer les locaux occupés au sein de la pépinière Cap Alpha sans préavis particulier.

**ARTICLE 2:** A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société SUDFLUOR pour la surface de 12 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 171,00 euros conformément au tarif applicable à ce jour, approuvé par délibération n°15124 du Conseil en date du 20 décembre 2017.

**ARTICLE 3:** La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

**ARTICLE 4 :** Madame la Vice-Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 JAN. 2019

Monsieur le Président  
Philippe SAUREL



Publiée le : 18 JAN. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

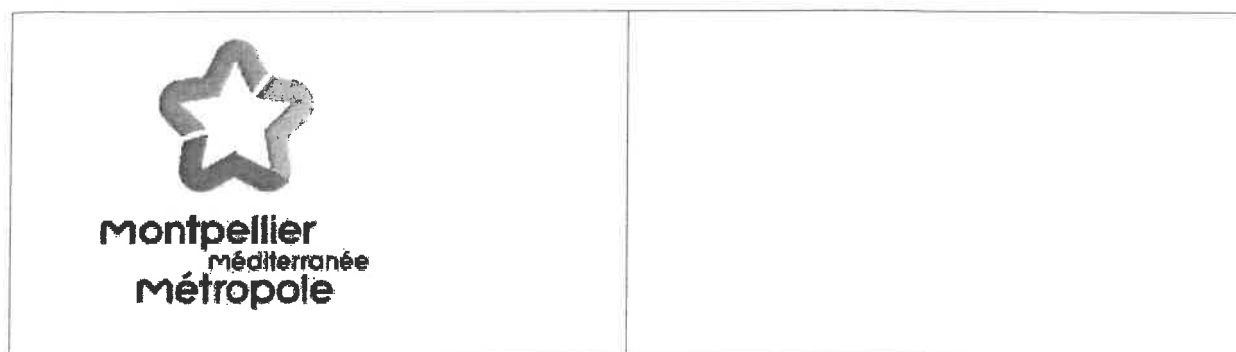
034-243400017-20190101-70829-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 18 JAN. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant prorogeant  
l'occupation de locaux par la société  
IMAGEAU au sein de la pépinière  
d'entreprises Cap Alpha**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice - Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n° 15124 du 20 décembre 2017 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2018 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de la French Tech et de l'Artisanat,

- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 01 octobre 2011 passée entre la Métropole et la société IMAGEAU pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 26 octobre 2018,

- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance et que la société IMAGEAU n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire.

# **D E C I D E**

**ARTICLE 1:** Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société IMAGEAU pour une période de six mois à compter de sa notification et jusqu'au 30 juin 2019.

**ARTICLE 2:** A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société IMAGEAU pour la surface totale de 161,55 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 1 266,78 euros conformément au tarif applicable à ce jour, approuvé par délibération n°15124 du Conseil en date du 20 décembre 2017.

**ARTICLE 3:** La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

**ARTICLE 4:** Madame la Vice - Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5:** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 JAN. 2019

Monsieur le Président  
Philippe SAUREL



Publiée le : 18 JAN. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

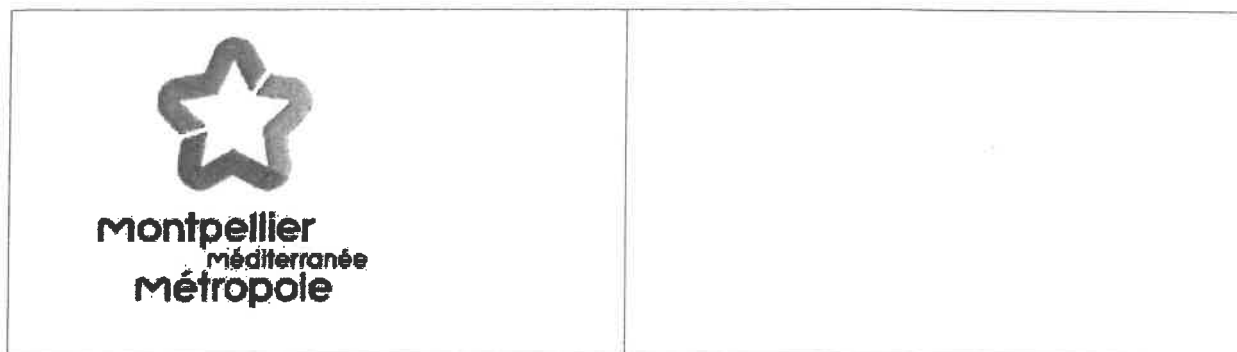
034-243400017-20190101-70844-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 18 JAN. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Ressources Informatiques**  
Service Gestion Administrative et Financière (DRI)

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°1 au marché  
n°4914RI17 d'hébergement serveurs,  
fournitures d'accès internet et prestations  
associées**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international et Artisanat » ;
- VU la décision n°D2017-583 autorisant l'attribution du marché n°4914RI17 d'hébergement serveurs, fournitures d'accès internet et prestations associée avec l'entreprise SARL OVEA, pour un montant maximum total de 200 000 € HT, et pour une durée de 18 mois ;

99

**- CONSIDÉRANT :**

Qu'il est nécessaire de prolonger ce marché à compter du 22 février 2019 jusqu'au 30 juin 2019 pour avoir le temps d'établir un nouveau groupement de commande avec la ville de Montpellier ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n°4914RI17 d'hébergement serveurs, fournitures d'accès internet et prestations associées avec l'entreprise SARL OVEA, 59 rue Nelson MANDELA, 34070 Montpellier, à compter du 22 février 2019 au 30 juin 2019.

**ARTICLE 2 :** Cet avenant ne modifie pas le montant maximum fixé à 200 000 € HT.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 JAN. 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée  
Chantal MARION



Publiée le : 18 JAN. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-70715-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

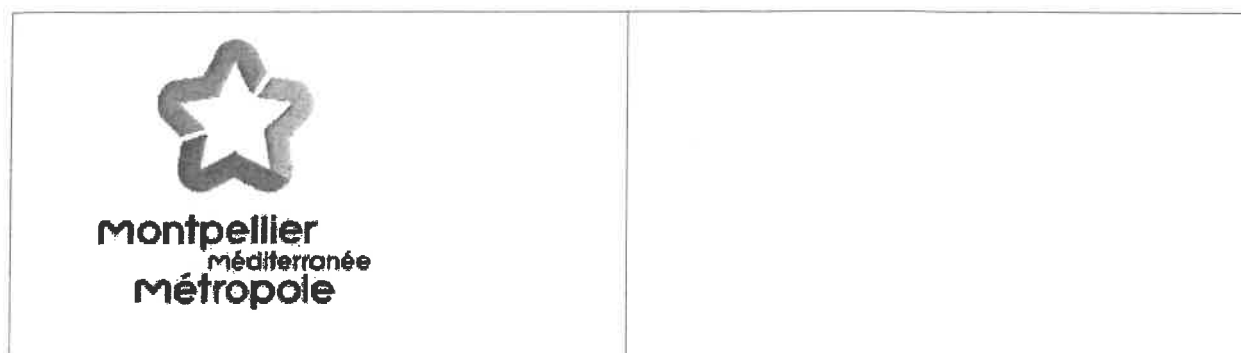
Envoi Préfecture :

18 JAN. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments**  
**Service Architecture Bâtiments Sécurité**

**Extrait du registre des  
 Décisions de Montpellier  
 Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°4737MG17 -  
 Maintenance multi-technique du Siège de  
 la Métropole et des bâtiments annexes avec  
 travaux associés à la maintenance -  
 Avenant n°2 - Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans les domaines de « l'Administration générale, du Contentieux, du Juridique et du Protocole » ;

**Décision n° MD2019-006**

- VU la décision n°D2017-638 attribuant le marché n°4737MG17- Maintenance multi-technique du Siège de la Métropole et des bâtiments annexes avec travaux associés à la maintenance- à l'entreprise VINCI FACILITIES/CEGELEC MAINTENANCE TERTIAIRE SUD-EST, sise rue Henri Becquerel – 63, allée Niels Bohr – CS 59014 – 34965 Montpellier Cedex 2, pour un montant de 215 184 € HT (part forfaitaire) et 149 062 € HT (part unitaire) soit un montant total estimatif de 364 246 € HT (toutes reconductions comprises).

Le marché a pris effet lors de sa notification, le 29 août 2017 et pour une durée de 1 an reconductible 3 fois.

Un avenant n°1 a été notifié le 1<sup>er</sup> décembre 2017, portant sur l'actualisation de la liste des bâtiments.

**CONSIDERANT :**

- que le marché de maintenance des ascenseurs, des élévateurs pour personnes à mobilité réduite, portes et portail automatique, monte plats et monte charges des bâtiments administratifs et annexes de Montpellier Méditerranée Métropole a pris fin le 31 décembre 2018,

- que ce marché a fait l'objet d'une procédure de relance de groupement d'appel d'offre ne portant que sur la maintenance des ascenseurs,

- qu'il est alors nécessaire d'ajouter la prise en charge des prestations de maintenance de portes automatiques au présent marché :

- Pavillon Zeus : 3 portes piétonnes, 2 visites par an (par équipements)
- Pavillon Junon : 2 portes piétonnes, 2 visites par an (par équipements),

- l'ajout d'une ligne au BPU : 5.14 « coefficient de frais de gestion pour les travaux de sous-traitance » :

- Pour les commandes fournisseurs d'un montant inférieur à 1 000 € HT, coefficient de 1,25
- Pour les commandes fournisseurs d'un montant de 1 000,01 € HT à 2 500 € HT, coefficient de 1,23
- Pour les commandes fournisseurs d'un montant supérieur à 2 500,01 € HT, coefficient de 1,20.

- L'avis favorable rendu par la Commission d'Appel d'Offres du 08/01/2019.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n°4737MG17- Maintenance multi-technique du Siège de la Métropole et des bâtiments annexes avec travaux associés à la maintenance- avec l'entreprise VINCI FACILITIES/CEGELEC MAINTENANCE TERTIAIRE SUD-EST sise à Montpellier.

**ARTICLE 2 :** Le montant maximum annuel de cet avenant est de 2 750 € HT pour la partie forfaitaire, ce qui représente 8% d'augmentation par rapport au montant initial forfaitaire. Le nouveau montant annuel pour la partie forfaitaire est de 58 167,50 € HT.

**ARTICLE 3 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 930, 935, 936 et 938.

**ARTICLE 4 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant/ le protocole transactionnel et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 JAN. 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée  
Isabelle GUIRAUD

Publiée le : 22 JAN. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

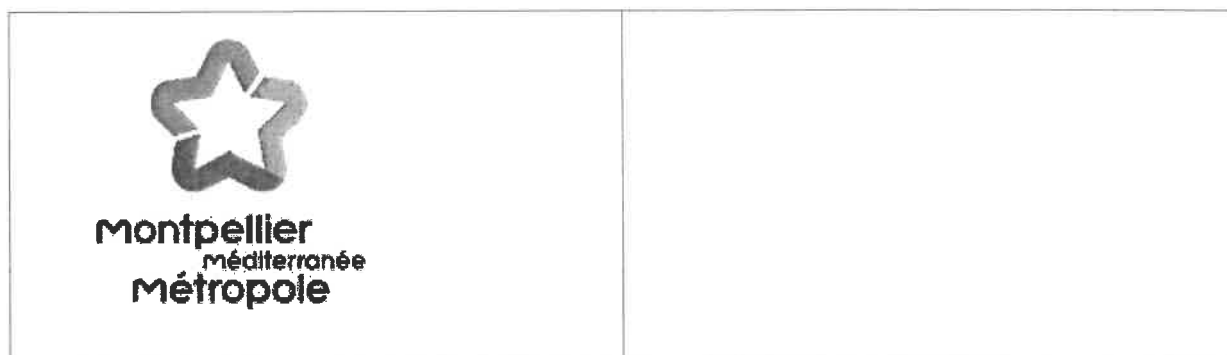
034-243400017-20190101-70800-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 22 JAN. 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché de travaux  
pour la réalisation du Conservatoire à  
Rayonnement Régional (CRR) de  
Montpellier - Mandat SA3M - Attribution  
des Lots 5, 8a, 8b**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- VU la convention de mandat avec la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) pour la réalisation du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole, dont la signature a été approuvée par délibération n°13710 en date du 14 avril 2016,

**CONSIDERANT :**

- que la construction du nouveau conservatoire à rayonnement régional situé sur la commune de Montpellier requiert la passation de marchés de travaux ;
  - qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 67/68 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché alloti pour une durée de 20 mois ;
  - que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : prix : 40% et valeur technique : 60%.
  - que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 27/11/2018 pour les lots 8a et 8b et du 5/12/2018 pour le lot 5 a classé les offres et choisi les entreprises :
    - Lot 5 : murs – rideaux – verrières – brises soleil : BELLAPART France – 10 Parc Club du Millénaire – 34000 Montpellier ;
    - Lot 8 a : Menuiseries intérieures et bocs portes : Roux Frères – 2 ZA de Chantecaille – 07340 Champagne ;
    - Lot 8 b : Habillages acoustiques – agencements : Roux Frères – 2 ZA de Chantecaille – 07340 Champagne ;
- présentant les offres économiquement les plus avantageuses.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** d'attribuer les marchés de travaux de la réalisation du nouveau conservatoire à rayonnement régional pour les lots 5 – 8a et 8b aux entreprises :

- Lot 5 : murs – rideaux – verrières – brises soleil : BELLAPART France – 10 Parc Club du Millénaire – 34000 Montpellier– 3851092 €HT
- Lot 8 a : Menuiseries intérieures et bocs portes : Roux Frères – 2 ZA de Chantecaille – 07340 Champagne – 1195000 € HT
- Lot 8 b : Habillages acoustiques – agencements : Roux Frères – 2 ZA de Chantecaille – 07340 Champagne - 1275000 € HT

Les marchés prennent effet à compter de leur notification pour une durée de 20 mois.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 JAN. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué  
Bernard TRAVIER



Publiée le : 21 JAN. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

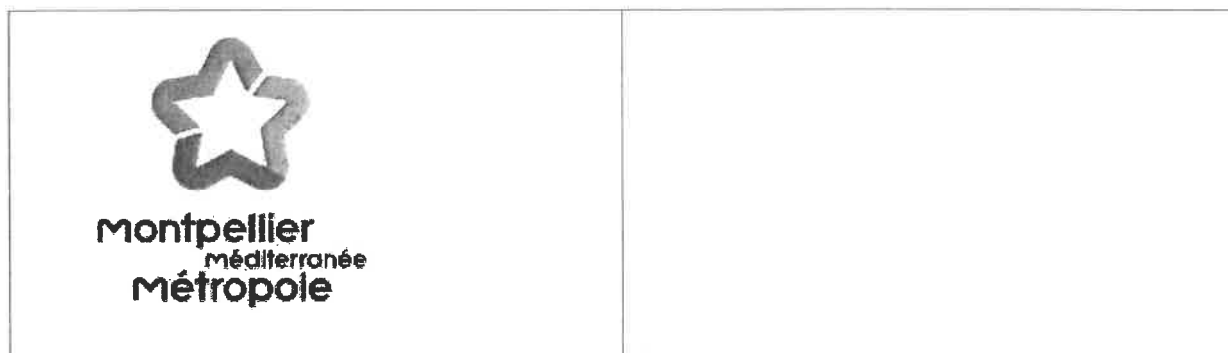
034-243600017-20190404-72253-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 21 JAN. 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

### **Décision d'ester en justice "Requête n°1805306-4 TA - MULA Christine"**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- VU la requête indemnitaire n°1805306-4 près le Tribunal Administratif de Montpellier déposée le 3 novembre 2018 par Madame Christine MULA consécutivement à des désordres constatés à l'extérieur et à l'intérieur de l'habitation de Madame MULA postérieurement à la construction d'un mur de soutènement par la commune de Saint Georges d'Orques le long de la parcelle cadastrée section AO n°22 sise à Saint Georges d'Orques,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

### **D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête indemnitaire n°1805306-4 près le Tribunal Administratif de Montpellier déposée le 3 novembre 2018 par Madame Christine MULA.

**ARTICLE 2 :** La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats Gil-Fourrier et Cros.

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

Décision n° MD2019-010

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 JAN. 2019

Monsieur le Président  
Philippe SAUREL



Publiée le : 10 JAN. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

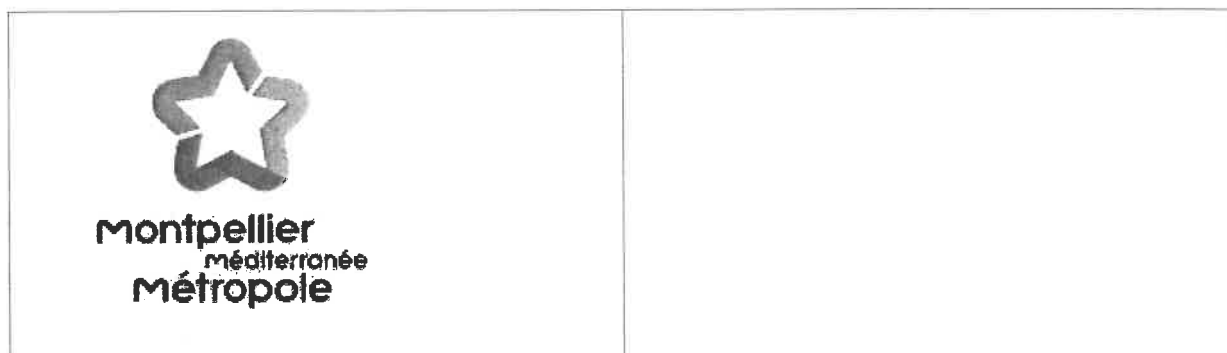
034-243400017-2090101-71 015-Aut

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10 JAN. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement**  
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition des  
parcelles cadastrées EB n°99 et 131 -  
Commune de Lattes**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Jean-Marc LUSSERT en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2016-I-806 en date du 10 août 2016 prorogeant la déclaration d'utilité publique des travaux d'aménagement de la basse vallée du Lez ;
- VU le projet d'acte par lequel l'Indivision DE MALBOSC s'engage à céder gratuitement à Montpellier Méditerranée Métropole les parcelles cadastrées EB n°99, d'une superficie de 958 m² et EB n°131, d'une superficie de 958 m², situées lieudit Tournefort à Lattes ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Marc LUSSERT dans le domaine « prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques » ;



9

- **CONSIDERANT** que ces parcelles sont nécessaires à la réalisation des travaux de protection contre les inondations dans la basse vallée du Lez, et notamment au renforcement des digues du Lez à Lattes.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de l'Indivision DE MALBOSC les parcelles cadastrées EB n°99, d'une superficie de 958 m<sup>2</sup> et EB n°131, d'une superficie de 958 m<sup>2</sup>, situées lieudit Tournefort à Lattes.

**ARTICLE 2** : L'acquisition interviendra à titre gratuit, la Métropole s'engage à régler les cotisations 2018 et à venir de l'association syndicale autorisée de la Plombade et des Marchands ayant son siège à Lattes, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907.

**ARTICLE 4** : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 JAN. 2019

Monsieur le Président  
Philippe SAUREL



Publiée le : 18 JAN. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

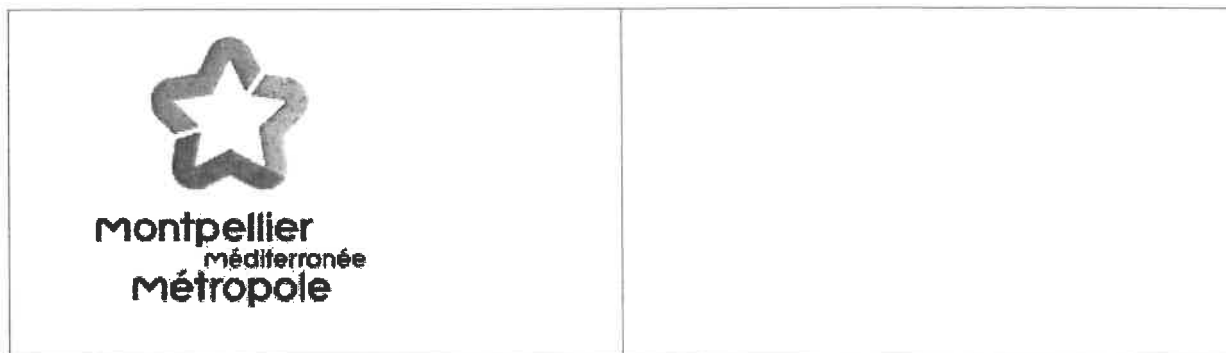
034- 243400017 - 20190101-71264-AU-4-4

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 18 JAN. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
**Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention**  
**d'occupation temporaire du domaine privé**  
**métropolitain - Parcelle cadastrée BA n°31**  
**- Commune de Vendargues**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine de « l'Administration Générale, Contentieux et Affaires juridiques » ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;
- VU le projet de convention d'occupation temporaire par lequel Montpellier Méditerranée Métropole autorise la société dénommée LIDL dont le siège est à Strasbourg (67200) 35 rue Charles Péguy, représentée par son Directeur Régional et son Responsable Immobilier à occuper temporairement la parcelle située sur la commune de Vendargues, cadastrée section BA n°31 d'une contenance de 735 m<sup>2</sup>, durant la période des travaux de construction d'un bâtiment de l'enseigne Lidl sur la parcelle voisine ;

**CONSIDERANT :**

- que la société LIDL a souhaité utiliser, pour une durée du chantier n'excédant pas l'année 2018, l'espace comme base de vie du chantier nécessaire à son activité professionnelle ;
- qu'il s'agit d'une régularisation d'une occupation sur 2018 par la société LIDL.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** Une convention d'occupation temporaire du domaine privé est à régulariser pour une occupation sur l'année 2018 correspondant à la durée des travaux de construction d'un nouveau magasin LIDL sur la commune de Vendargues, sur la parcelle cadastrée section BA n°31 d'une contenance de 735 m<sup>2</sup> appartenant à la Métropole.

**ARTICLE 2 :** La présente convention est consentie et acceptée en vue du versement d'une redevance de 1 €/m<sup>2</sup> par semaine les 12 premières semaines d'occupation réalisée et 1,20 €/m<sup>2</sup> à partir de la 13<sup>ème</sup> semaine, établie sur la base d'une emprise de 735 m<sup>2</sup> et d'une durée de 20 semaines, soit un montant global de 15 876 €.

**ARTICLE 3 :** Le montant de la redevance sera versé sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer la convention en régularisation, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

24 JAN. 2019

Monsieur le Président  
Philippe SAUREL



Publiée le : 24 JAN. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

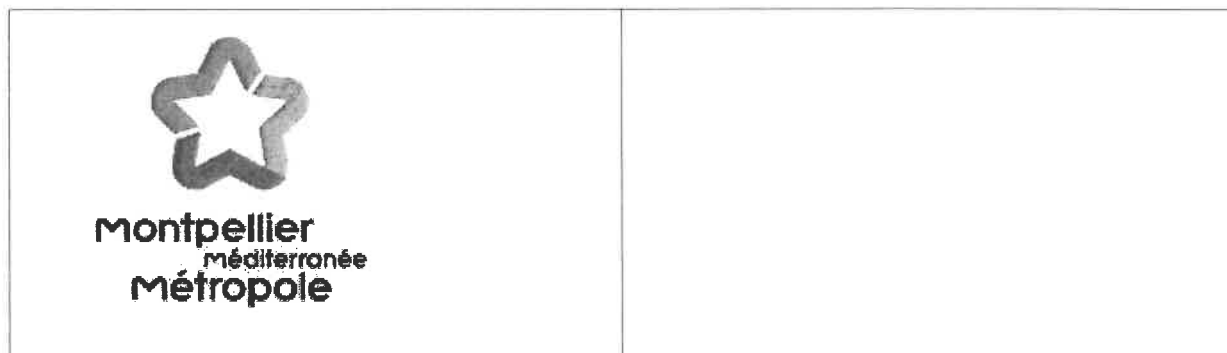
034- 243400017 - 20190101- 71388 - CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24 JAN. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
Service Maîtrise d'Ouvrage

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°3 au  
marché n°3772DC14 de mission de  
maîtrise d'œuvre - Site archéologique du  
Castellas, Murviel-lès-Montpellier -  
Travaux de couverture des vestiges de l'aile  
Nord du forum**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine de la Culture ;
- VU la décision n°2015-065 attribuant le marché 3772DC14 Mission de maîtrise d'œuvre – Site archéologique du Castellas, Murviel-lès-Montpellier - Travaux de couverture des vestiges de l'aile Nord du forum, à la société Frédéric Martorello Architecte, 12 rue Sabatier, 34120 PEZENAS, pour

## Décision n° MD2019-020

un montant de 22 830 euros HT et pour une durée de 31 mois (toutes reconductions confondues ou toutes tranches à notifier comprises) ;

- VU la décision n°2016-727 autorisant la signature de l'avenant n°1 au marché précité avec la société Frédéric Martorello Architecte, transférant à ladite société les prestations exercées jusqu'alors par la société cotraitante ARPENT ;

- VU la décision n°2017-579 autorisant la signature de l'avenant n°2 au marché précité avec la société Frédéric Martorello Architecte, d'un montant de 3 923,53 euros HT, et portant la durée du marché de 31 mois à 45 mois ;

### CONSIDERANT :

- Qu'il s'avère nécessaire de modifier le forfait de rémunération de la maîtrise d'œuvre afin de prendre en compte les éléments suivants :

o En raison du caractère archéologique sensible du site et de la configuration des sols, divers aléas ont rendu nécessaires des modifications de projet, actés par avenants aux marchés de travaux, pour un total de +74 345,01 €HT. Par application à ce montant de la part « travaux » du taux de rémunération de 8% acté à l'avenant n°2, soit 5,17%, la rémunération de maîtrise d'œuvre afférente à ces travaux est de 74 345,01 x 5,17% = 3 842,62 €HT.

o Il s'est avéré nécessaire d'augmenter le nombre et la durée des études d'exécution par la maîtrise d'œuvre, préalablement à la mise en œuvre de l'ouvrage, en raison des aléas mentionnés ci-avant et de l'impact de découvertes archéologiques successives, de la nature instable des sols mise en évidence par des essais approfondis, et de demandes de la DRAC/SRA. Ces reprises d'études ont conduit à un surcroît d'études estimé à 8 jours, soit un montant de 8 x 650,00 €HT = 5 200,00€HT.

La rémunération supplémentaire de la maîtrise d'œuvre est ainsi de 9 042,62 €HT.

- Qu'en conséquence, en raison de ces aléas et études supplémentaires, et afin de planifier dans le temps l'exécution des travaux et de la période de garantie de parfait achèvement, il est nécessaire d'acter une prolongation du délai global du marché d'une durée de 24 mois, le portant à 69 mois, dont 12 mois de garantie de parfait achèvement.

**CONSIDERANT** que les modifications apportées au marché telles que décrites ci-avant satisfont aux conditions posées par les articles 139 et 140 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, et notamment celle tenant au fait que ses prestations supplémentaires, qui ne figuraient pas dans le marché public initial, sont devenues nécessaires et ne peuvent être exécutées que par le titulaire actuel du contrat pour des raisons économiques et techniques ; tout changement de titulaire présenterait en effet un inconvénient majeur, notamment une augmentation substantielle des coûts.

### DECIDE

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant n°3 au marché n°3772DC14 Mission de maîtrise d'œuvre – Site archéologique du Castellans, Murviel-lès-Montpellier - Travaux de couverture des vestiges de l'aile Nord du forum avec l'entreprise Frédéric Martorello Architecte, avenant d'un montant de 9 042,62 euros HT. La durée du marché est portée de 45 mois à 69 mois.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 903 et 933.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant mentionné à l'article 1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 25 JAN. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué  
Bernard TRAVIER



Publiée le : 25 JAN. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

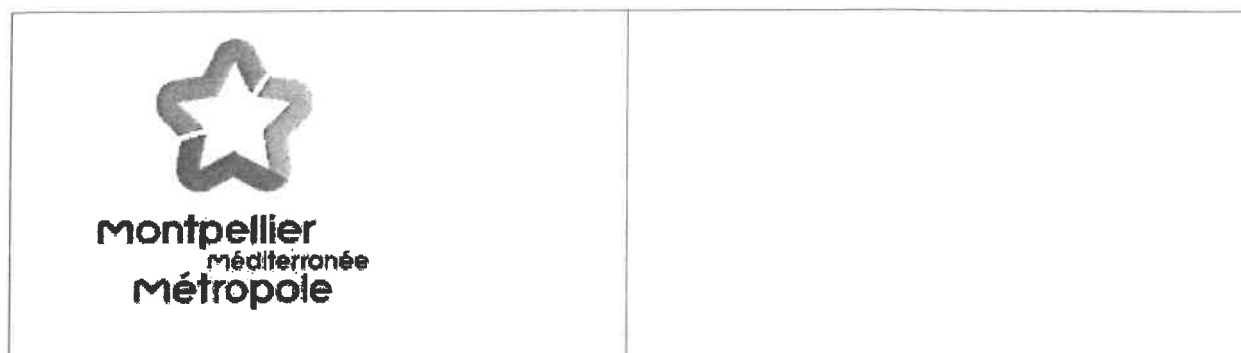
034-243400017-20190101-71423-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25 JAN. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments**  
**Service Administratif et Financier (DMGB)**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de  
véhicules pour l'année 2019 dans le cadre  
de la convention de partenariat conclue  
avec l'Union des Groupements d'Achats  
Publics**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux, Affaires Juridiques et Protocole » ;

**CONSIDÉRANT :**

- que Montpellier Méditerranée Métropole exerce des missions de service public nécessitant des moyens matériels adaptés et sécurisés pour les agents territoriaux qui les utilisent,
- que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite renouveler les véhicules et engins de son parc devenus trop anciens dans les catégories suivantes : les véhicules légers et utilitaires, les deux roues et les engins techniques, liés notamment au transfert de la compétence voirie,
- qu'après examen des différentes procédures envisageables, il apparaît opportun économiquement de recourir à l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) qui propose une gamme de services et d'équipements adaptés et diversifiés aux besoins de la Métropole,
- que par la décision n° MD2018-094 du 26 mars 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé une convention avec l'Union des Groupements d'Achats Publics pour une durée de 4 ans, ce partenariat permettant de bénéficier de conditions tarifaires préférentielles sur l'univers « Véhicules ».

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser le principe de passer des commandes à l'Union des Groupements d'Achats Publics pour un montant maximum des commandes de 1 635 000 euros HT pour l'année 2019.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser, toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 JAN. 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée  
Isabelle GUIRAUD



Publiée le : 22 JAN. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-213600017-20190101-7799-AU-1-1

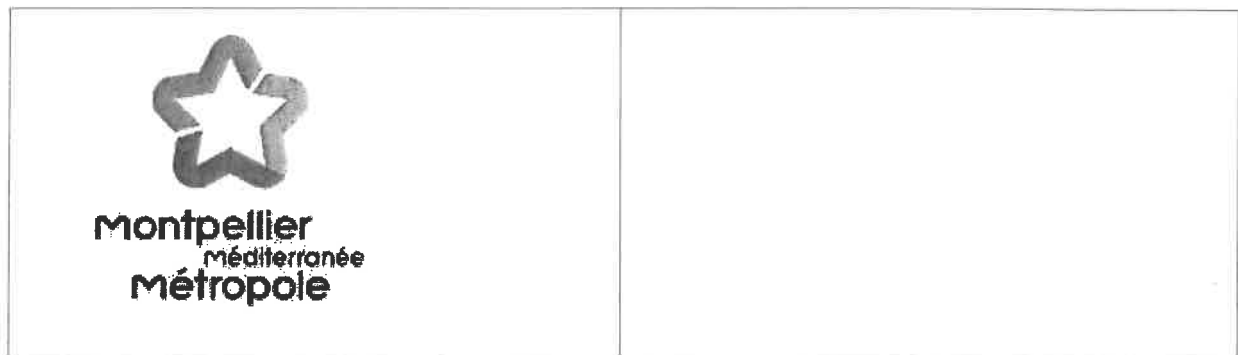
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22 JAN. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets**  
Service Ressources Transversales

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché M8A5266VD  
de Prestations de caractérisations du flux  
de vieux papiers/cartons et des bennes bois  
provenant du territoire de Montpellier  
Méditerranée Métropole - Lots 1 et 2**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération n°14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Valérie BARTHAS-ORSAL en qualité de Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL dans le domaine de la prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public ;

**CONSIDERANT :**

- qu'il est nécessaire de passer un marché de prestations de services pour les caractérisations du flux de vieux papiers/cartons et des bennes bois provenant du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole – Lots 1 et 2 ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à procédure adaptée, d'une durée de 12 mois à compter de l'ordre de service de démarrage et reconductible 2 fois pour une durée identique, soit 36 mois maximum.
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : le prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif (60%) et la valeur technique au regard de la note méthodologique (40%).
- Qu'après analyse, pour le lot n° 1, l'entreprise SCORVAL sise 8 avenue de la Fontvin, 34970 Lattes, présente une offre économiquement avantageuse.
- Qu'après analyse, pour le lot n° 2, l'entreprise SCORVAL sise 8 avenue de la Fontvin, 34970 Lattes, présente une offre économiquement avantageuse.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer le lot n° 1 du marché de « Prestations de caractérisations du flux de vieux papiers/cartons provenant du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole » à l'entreprise SCORVAL, pour un montant annuel de 5 920, 00 euros HT.

D'attribuer le lot n° 2 du marché de « Prestations de caractérisations des bennes bois provenant du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole » à l'entreprise SCORVAL, pour un montant annuel de 8 720,00 euros HT.

La durée du marché est de 12 mois à compter de l'ordre de service de démarrage et est reconductible 2 fois pour une durée identique, soit 36 mois maximum.

**ARTICLE 2 :** Dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de la Métropole, chapitre 937.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 JAN. 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée  
Valérie BARTHAS-ORSAL

Publiée le : 24 JAN. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-213400017-20190101-71467-AU-4-1

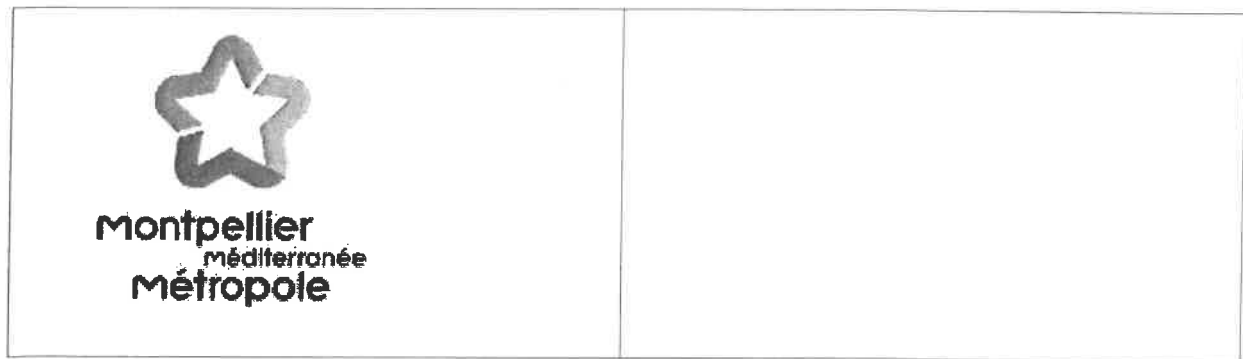
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 23 JAN. 2019



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments**  
**Service Administratif et Financier (DMGB)**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision modificative relative au marché  
n°5152MG18 - Marché de location,  
entretien et maintenance de fourniture  
d'hygiène sanitaire de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « administration générale, Contentieux, Affaires juridiques, Protocole » ;
- VU la décision n°MD2018-1118 du 24 décembre 2018 attribuant le marché n°5152MG2018 « location, entretien et maintenance de fournitures d'hygiène sanitaire de Montpellier Méditerranée Métropole » à l'entreprise INITIAL, sise 130 rue de la Calade, ZI du Salaison, 34 740 Vendargues ;

**CONSIDÉRANT :**

- que cette décision doit être modifiée à la suite d'une erreur matérielle concernant le montant maximum HT par an de ce marché.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** L'article 1 de la décision n°MD2018-1118 du 24 décembre 2018 doit être modifié comme suit : « d'attribuer le marché n°5152MG18 - location, entretien et maintenance de fourniture d'hygiène sanitaire de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'entreprise INITIAL pour un montant sans minimum et un montant maximum de 50 000 euros HT par an, soit 200 000 euros pour la durée totale du marché ».

**ARTICLE 2 :** Dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de la Métropole aux chapitres 930, 933 et 938.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 29 JAN. 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée  
Isabelle GUIRAUD



Publiée le : 29 JAN. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

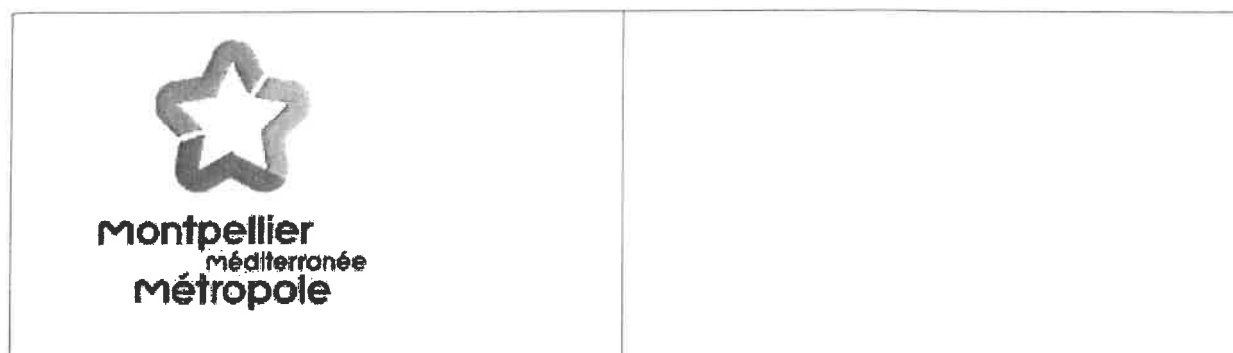
034-203400017 - 20190101-71835-AU.

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 29 JAN. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de  
candidature de la Mission Locale Jeunes  
Montpellier Méditerranée Métropole dans  
l'Hôtel French Tech à Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines Déléguee au Développement économique ; Enseignement supérieur ; Recherche et Innovation ; French Tech et Artisanat ; Planification urbaine (SCoT, PLUi), l'urbanisme, aménagement et renouvellement urbain opérationnels, la rénovation urbaine dont l'ANRU, l'habitat, le droit des sols, les acquisitions et ventes foncières liées aux espaces publics affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires, les acquisitions par procédure de transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ;
- **CONSIDERANT** la demande de renouvellement d'agrément de l'association ci-après présentée par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), en vue de la location dans l'Hôtel French Tech de Montpellier, préfigurateur du bâtiment Totem dédié au numérique : l'association Mission Locale Jeunes Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par sa Présidente Michèle DRAY-FITOUSSI œuvre pour l'insertion sociale et professionnelle des jeunes de Montpellier Méditerranée Métropole.

Installée dans le lot 71 de 408.50 m<sup>2</sup> depuis 2014, l'association est candidate au renouvellement de sa convention.

### DECIDE

**ARTICLE 1 :** La candidature de la Mission Locale Jeunes Montpellier Méditerranée Métropole ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2 :** Madame la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement économique, de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, de la French Tech et de l'artisanat est autorisée à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 JAN. 2019

Monsieur le Président  
Philippe SAUREL



Publiée le : 18 JAN. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

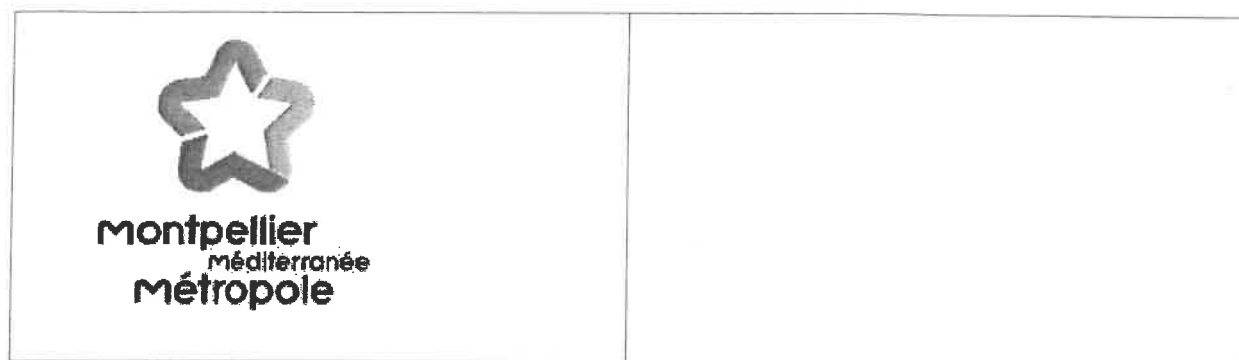
034-243400017-20190101-71992-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 18 JAN. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de diverses  
parcelles sises commune de Castries -  
Propriété GRIMAUD - Constitution de  
réserves foncières pour mesures  
compensatoires environnementales**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la convention-cadre de partenariat signée entre Montpellier Agglomération devenue Montpellier Méditerranée Métropole et la SAFER Languedoc-Roussillon devenue SAFER Occitanie du 22 octobre 2010,
- VU la promesse unilatérale de vente consentie par Mme Caroline GRIMAUD, au profit de la SAFER, en date du 11 octobre 2018 pour la cession des parcelles lui appartenant, sises commune de Castries, cadastrées B 648, B 714, B 724, B 725, B 1221, B 2169, et C 628 d'une superficie cadastrale de 101 240 m<sup>2</sup>, moyennant le prix de 65 850 € toutes indemnités confondues,

- VU la validation de l'attribution à Montpellier Méditerranée Métropole, par le Comité Technique de la SAFER qui s'est tenu le 23 novembre 2018, des parcelles cadastrées B 648, B 714, B 724, B 725, B 1221, B 2169 et C 628 d'une superficie cadastrale de 101 240 m<sup>2</sup>, sises commune de Castries, moyennant le prix 65 850 € majoré des frais de la SAFER d'un montant de 3 951 € Toutes Taxes Comprises,

- **CONSIDERANT** que l'acquisition par la Montpellier Méditerranée Métropole, en substitution de la SAFER, des parcelles cadastrées B 648, B 714, B 724, B 725, B 1221, B 2169, et C 628, sises sur la commune de Castries, s'inscrit dans le cadre de la constitution de réserves foncières pour anticiper les besoins en mesures compensatoires environnementales liés à l'urbanisation future du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole.

## D E C I D E

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert, auprès Madame Caroline GRIMAUD, par substitution à la SAFER, les parcelles cadastrées B 648, B 714, B 724, B 725, B 1221, B 2169, et C 628, sises commune de Castries, d'une superficie cadastrale de 101 240 m<sup>2</sup>.

**ARTICLE 2** : L'acquisition aura lieu moyennant le prix de 65 850 € (soixante cinq mille huit cent cinquante euros) toutes indemnités confondues, majoré des frais de la SAFER d'un montant de 3 951 € TTC (trois mille neuf cent cinquante et un euros), ainsi que des frais d'actes restant à la charge de la Métropole.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au chapitre 905 du budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4** : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer l'acte authentique d'acquisition de la parcelle visée à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



**Publiée le : 24 JAN. 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-243400017-20190101-72012-AI

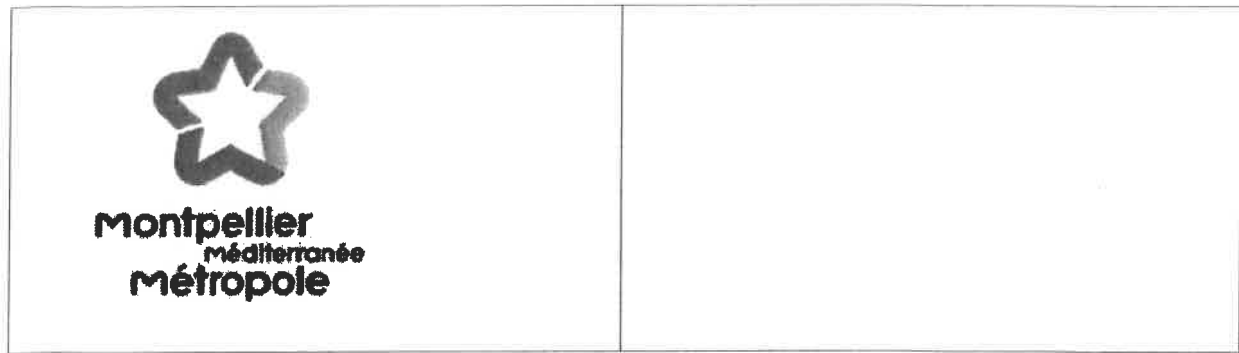
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **24 JAN. 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction des Sports**  
**Service Ressources Sports**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°4462DS16**  
**de maîtrise d'œuvre pour la réalisation de**  
**téléskis nautiques dans le parc Gérard**  
**Bruyère à Baillargues - Avenant n° 1 -**  
**Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU la délibération n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions sportives »,

- VU la décision n° D2016-339 du 1<sup>er</sup> juillet 2016 attribuant le marché n° 4462DS16 « Maîtrise d'œuvre pour la réalisation de téléskis nautiques dans le parc Gérard Bruyère à Baillargues » à l'entreprise SKATEPARK Service Conseil, sise à Montpellier (34090) – 19, rue des Gélinothtes, pour un montant de 38 500 euros HT et pour une durée de trente mois (toutes reconductions confondues ou toutes tranches à notifier comprises),

- VU l'arrêté préfectoral n° DDTM34-2018-12-09949 du 10 décembre 2018, complémentaire à l'arrêté préfectoral n° DDTM34-2012-10-02613 du 2 octobre 2012 portant autorisation pour la création d'un plan d'eau de loisirs et de défense contre les inondations sur la commune de Baillargues,

**CONSIDÉRANT :**

- que le lancement des travaux objet du marché a subi un retard important, dû notamment à l'annulation partielle par la juridiction administrative de l'arrêté préfectoral initial permettant d'engager des travaux préparatoires conditionnant la réalisation de téléskis nautiques dans le parc Gérard Bruyère,

- que ces circonstances qui ne pouvaient être anticipées par la procédure initiale rendent nécessaire une prolongation d'une durée de vingt-quatre mois du marché actuel afin de garantir la réalisation optimale des travaux objets du marché,

- que l'économie générale du marché n'est pas remise en cause et qu'il convient de procéder à la conclusion d'un avenant en ce sens.

**D É C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant n° 1 au marché n° 4462DS16 « Maîtrise d'œuvre pour la réalisation de téléskis nautiques dans le parc Gérard Bruyère à Baillargues » avec l'entreprise SKATEPARK Service Conseil, sise à Montpellier (34090) – 19, rue des Gélinothtes, avenant d'un montant de 5 570,00 euros HT, soit un écart de 14,47% par rapport au marché initial, ce qui porte le coût total du marché à 44 070,00 € HT soit 52 884,00 € TTC.  
Le marché est conclu pour une durée de vingt-quatre mois.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n° MD2019-034

Montpellier, le 18 JAN. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué  
Jean-Luc MEISSONNIER



Publiée le : 18 JAN. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

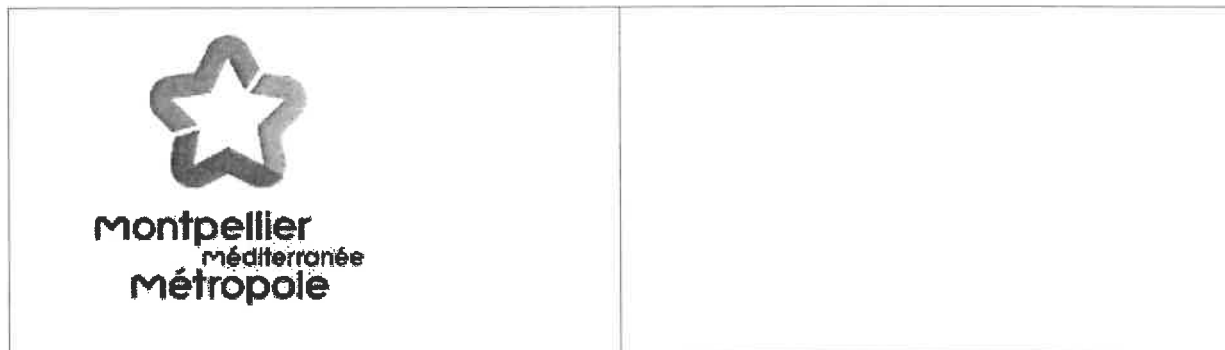
OBJET: 263400017-20190101-72149-cc

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 18 JAN. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction qualité de vie au travail, du dialogue social et de l'accompagnement managérial**  
Service qualité de vie au travail

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°5213RH18 -  
Prestations de médecine professionnelle et  
préventive à destination du personnel de  
Montpellier Méditerranée Métropole -  
Attribution - Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération n°12720 en date du 12 janvier 2015, relative à l'élection de Madame Régine ILLAIRE en qualité de Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Régine ILLAIRE dans le domaine des « Ressources humaines » ;

**CONSIDERANT :**

- que le précédent marché de « Prestations de médecine professionnelle et préventive à destination du personnel de Montpellier Méditerranée Métropole » n°5073RH18 arrive à échéance en janvier 2019.
- qu'il est nécessaire de le renouveler et de procéder à une mise en concurrence pour ce nouveau marché.
- qu'une consultation d'entreprises a été passée en procédure adaptée en vertu de l'article 28 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord cadre à bons de commandes (art. 78 et 80 du décret 2016-360 du 25 mars 2016) sans minimum ni maximum
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - Valeur technique au regard du mémoire technique 60 %
  - Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif caché 40%
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 13 novembre 2018 a classé les offres et choisi la société AMETRA, offre économiquement la plus avantageuse.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer le marché de « Prestations de médecine professionnelle et préventive à destination du personnel de Montpellier Méditerranée Métropole » n°5213RH18 à la société AMETRA, sans minimum ni maximum, pour un montant estimatif annuel de 254 825.00 € H.T. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 1 an reconductible 3 fois.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur :

- le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930
- le budget annexe Transport : budget Annexe 02, chapitre 012
- le budget annexe Assainissement : budget Annexe 03, chapitre 012

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **29 JAN. 2019**

**Madame la Vice-Présidente déléguée**  
**Régine ILLAIRE**



**Publiée le : 29 JAN. 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243409017-20190101-72055-CC-1-1

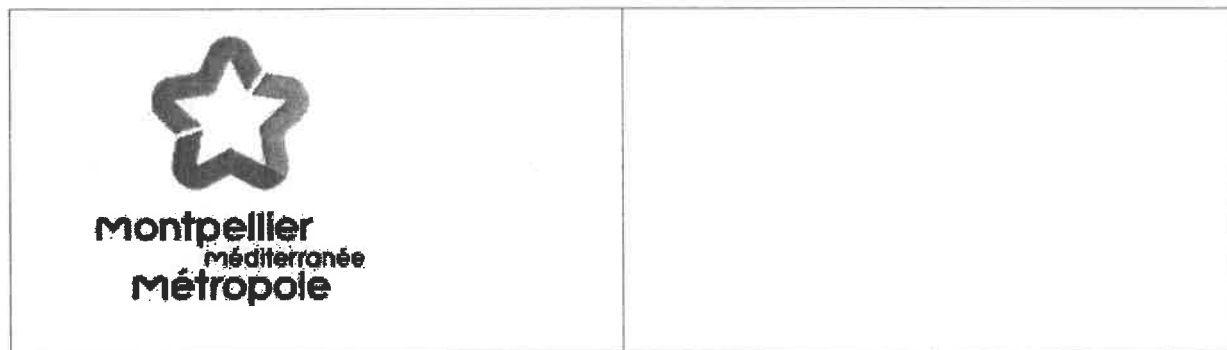
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

**29 JAN. 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Finances**  
Service Gestion Comptable

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Clôture de la sous régie de recettes auprès  
de la régie de recettes de la Médiathèque  
Centrale Emile Zola**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012, portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 22,
- VU le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, dans sa version consolidée,
- VU les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code général des collectivités territoriales,
- VU l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanente accordées par le Conseil au Président, notamment celle de créer, modifier et supprimer les régies comptables, nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole,

**-VU** la décision n° D2014-551 du 12 août 2014, de Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, portant création d'une sous régie de recettes auprès de la régie de recettes de la Médiathèque Centrale Emile Zola,

**- VU** l'avis conforme de Madame la Trésorière, en date du 21 décembre 2018,

**CONSIDERANT**, que la sous régie de recettes auprès de la régie de recettes de la Médiathèque Centrale Emile Zola n'a plus d'activité, il convient de la clôturer.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : A compter de ce jour, il est mis fin à l'activité de la sous régie de recettes auprès de la régie de recettes de la Médiathèque Centrale Emile Zola.

**ARTICLE 2** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15 JAN. 2019

Monsieur le Président  
Philippe SAUREL



**Publiée le : 15 JAN. 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

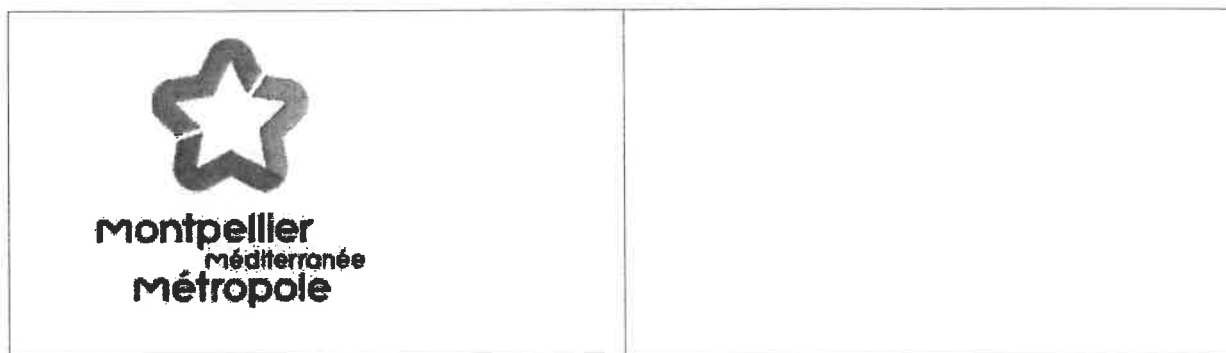
034-243400017-20190104-72131-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 15 JAN. 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Finances**  
Service Gestion Comptable

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

## **Modification de la régie mixte du Conservatoire à Rayonnement Régional**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012, portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 22,
- VU le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, dans sa version consolidée,
- VU les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code général des collectivités territoriales,
- VU l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- VU les délégations du Conseil au Président, notamment celle de créer, de modifier et de supprimer les régies comptables, nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole,
- VU la décision n°2009-675 modifiée, du Président du Conseil de Communauté en date du 9 octobre 2009 portant transformation de la régie de recettes en régie de recettes et d'avances du Conservatoire à Rayonnement Régional située 14 rue Eugène Lisbonne à Montpellier,
- VU l'avis conforme de Madame la Trésorière, en date du 21 décembre 2018,



**CONSIDERANT** : que pour le bon fonctionnement de la régie il est nécessaire d'ajouter des dépenses autorisées et de modifier le montant de l'avance.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La délibération n° 2009-675 modifiée, du 9 octobre 2009 a instauré une régie de recette & d'avances auprès du Conservatoire à Rayonnement Régional.

**ARTICLE 2** : La régie de recettes & d'avances est installée 22 rue Lallemand à Montpellier.

**ARTICLE 3** : La régie encaisse les produits suivants :

- droits d'inscription,
- frais de dossiers,
- location d'instruments.

**ARTICLE 4** : Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- espèces,
- chèques bancaires,
- carte bancaire.

Elles sont perçues contre remise à l'usager d'un reçu et/ou d'une facture.

**ARTICLE 5** : La régie est autorisée à encaisser les recettes pendant un délai de trois mois.

**ARTICLE 6** : La régie paie les dépenses suivantes :

- remboursement des inscriptions (après validation de la Direction du CRR),
- **remboursement de la location d'instruments,**
- **remboursement exceptionnel de frais de dossier (mentionné dans le règlement intérieur).**

**ARTICLE 7** : Les dépenses désignées à l'article 6 sont payées selon les modes de règlement suivants :

- chèques bancaires,
- virement.

**ARTICLE 8** : Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès de la Trésorerie.

**ARTICLE 9** : Il est créé une sous régie de recettes dont les modalités de fonctionnement sont précisées dans l'acte constitutif de la sous régie.

**ARTICLE 10** : L'intervention de mandataire(s) a lieu dans les conditions fixées par son (leur) acte de nomination.

**ARTICLE 11** : Un fonds de caisse d'un montant de CENT EUROS (100,00 €) est mis à la disposition du régisseur.

**ARTICLE 12** : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à TRENTE MILLE EUROS (30 000,00 €).

**ARTICLE 13** : Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à DEUX MILLE EUROS (2 000,00 €).

**ARTICLE 14** : Le régisseur est tenu de verser à la Trésorerie Municipale le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 12, et au minimum une fois par mois.

**ARTICLE 15 :** Le régisseur verse auprès de l'Ordonnateur la totalité des justificatifs des opérations de recettes et de dépenses tous les mois et obligatoirement :

- au 31 décembre de l'année,
- en cas de changement du régisseur,
- au terme de la régie.

**ARTICLE 16 :** Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 17 :** Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 18 :** Le mandataire suppléant percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 19 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15 JAN. 2019

Monsieur le Président  
Philippe SAUREL



Publiée le : 15 JAN. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

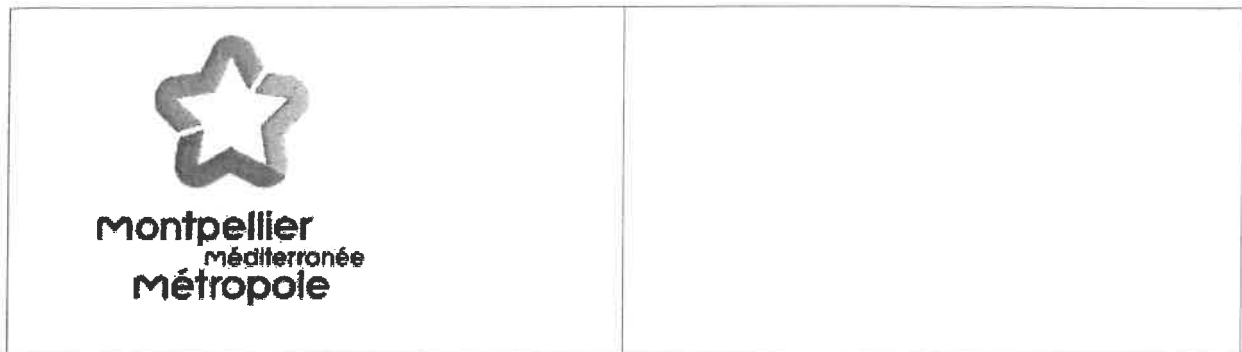
034-243400017-20190101-72148-AU-4-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 15 JAN. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché d'assurances  
pour la réalisation du nouveau  
Conservatoire à Rayonnement Régional de  
Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- VU la convention de mandat avec la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) pour la réalisation du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole, dont la signature a été approuvée par délibération n°13710 en date du 14 avril 2016,

**CONSIDERANT :**

- que la construction du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier nécessite la souscription de contrats d'assurances ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 25/67/68 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché alloti pour une durée de 20 mois pour le lot 1 et 10 ans pour le lot 2.
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : qualité : 50%
- prix : 40% - gestion : 10 %.
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 27/11/2018 a classé les offres et choisi l'entreprise QUADRASSUR : AXA avenue du Mal Juin à Nîmes présentant les offres économiquement les plus avantageuses pour les lots 1 – tous risques chantier et le lot 2 –dommage ouvrage.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer le marché d'assurances pour la construction du nouveau conservatoire à rayonnement régional à l'entreprise QUADRASSUR : AXA avenue du Mal Juin à Nîmes, pour un montant de :

- 46369.11 € pour le lot 1 – tous risques chantier
- 240253.92 € pour le lot 2 - dommage ouvrage

Pour le lot 1, le marché prend effet à compter de sa date de notification et sa durée est de 20 mois.  
Pour le lot 2, le marché prend effet à compter de la réception du chantier et sa durée est de 10 ans.

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 JAN. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué  
Bernard TRAVIER



Publiée le : 21 JAN. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-21840017-20190101-72259-CC-1-1

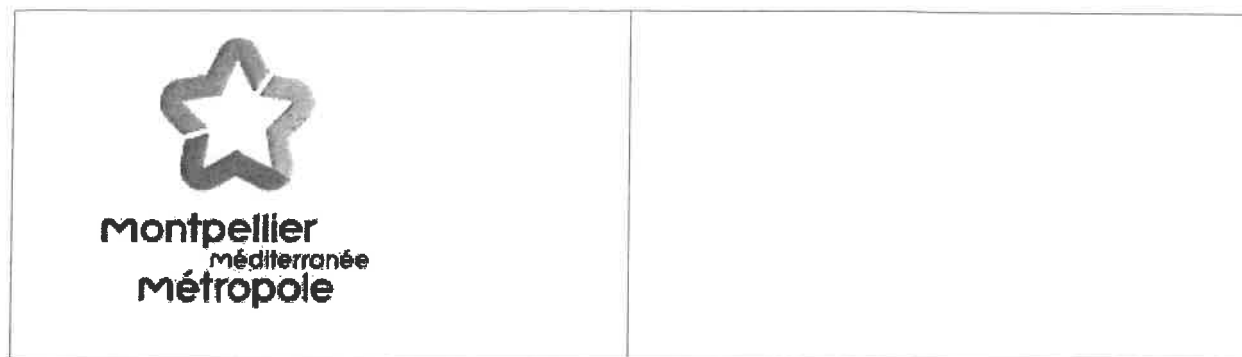
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

21 JAN. 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un marché de  
fournitures pour l'équipement du Centre  
d'Art Contemporain (MoCo) à l'hôtel  
Montcalm - Commune de Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture » ;
- VU la convention de mandat avec la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) pour la réalisation du MoCo Musée de Montpellier Méditerranée Métropole, dont la signature a été approuvée par délibération numéro 13898 du 30/06/2016,

**CONSIDERANT :**

- que la construction du MoCo Musée situé sur la commune de Montpellier requiert la passation de marchés de fournitures pour l'équipement de l'établissement,  
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 22 - 27 et 67 - 68 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché alloti pour une durée de 15 mois ;  
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants prix : 40% et valeur technique : 60%.

- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 11/12/2018 a classé les offres et choisi les entreprises :

- Lot 8.1 – mobilier de bureau - HAPPY MONDAY : ZA de la Gare 07320 SAINT AGREVE – minimum 20 000 € HT et maximum 55 000 € HT ;
- Lot 14 – équipement de cuisine - SLOW BUSINESS UNIFROID : 5 rue des Balances 34 000 Montpellier –sans minimum ni maximum;

présentant les offres économiquement les plus avantageuses.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer les marchés aux entreprises :

- Lot 8.1 – mobilier de bureau - HAPPY MONDAY : ZA de la Gare 07320 SAINT AGREVE – minimum 20 000 € HT et maximum 55 000 € HT ;  
- Lot 14 – équipement de cuisine - SLOW BUSINESS UNIFROID : 5 rue des Balances 34 000 Montpellier –sans minimum ni maximum. Les marchés prennent effet à compter de sa notification. Leur durée est de 15 mois.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 25 JAN. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué  
Bernard TRAVIER



Publiée le : 25 JAN. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

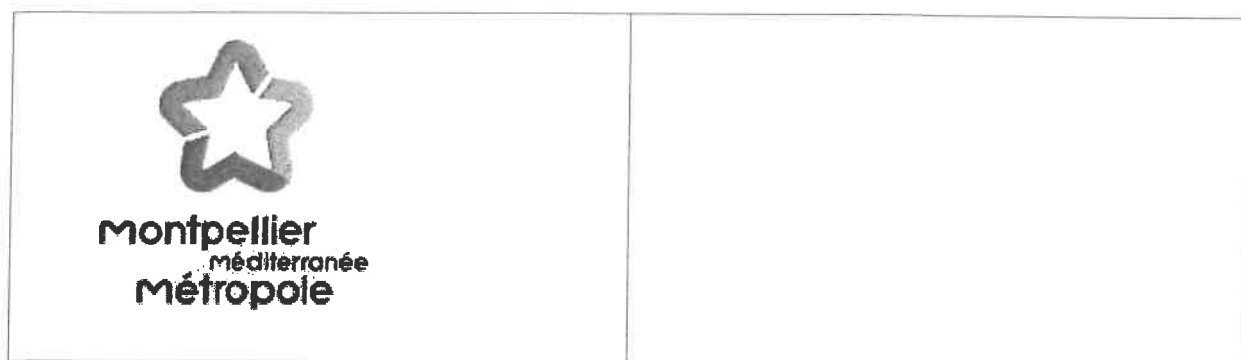
034-243400017-20190101-72266-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25 JAN. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
**Service Administration (Culture)**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution de marchés  
de Travaux pour la réalisation du  
Conservatoire à Rayonnement Régional de  
Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- VU la convention de mandat avec la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) pour la réalisation du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole, dont la signature a été approuvée par délibération n°13710 en date du 14 avril 2016,

**CONSIDERANT :**

- que la construction du nouveau conservatoire à rayonnement régional situé sur la commune de Montpellier requiert la passation de marchés de travaux ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 22 et 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché alloti pour une durée de 20 mois ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : prix : 40% et valeur technique : 60%.
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 8/01/2019 a été informée du choix des entreprises présentant les offres économiquement les plus avantageuses :
  - lot 1 « VRD » : Colas Méditerranée - Rue St Exupéry à St Jean de Védas,
  - lot 6b « menuiserie extérieur bois » : Menuiserie Laclau Rue Charles Richet à Béziers,
  - Lot 12a « revêtements durs de sols et de murs » : CARRILLO Av. du Gal de Gaulle à Fabrègues,
  - Lot 12b « Sols coulés » : Eurosyntec - rue de la marine à Villeneuve le Roi,
  - Lot 21 « équipements scéniques » : Clément et fils rue des terres du Sud à Juvignac

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer les marchés de travaux pour la réalisation du Conservatoire à Rayonnement Régional aux entreprises :

- lot 1 « VRD » : Colas Méditerranée pour un montant de 595660.80 € HT
  - lot 6b « menuiserie extérieur bois » : Menuiserie Laclau pour un montant de 235088 € HT
  - Lot 12a « revêtements durs de sols et de murs » : Entreprise CARRILLO pour un montant de 375000 € HT
  - Lot 12b « Sols coulés » : Entreprise Eurosyntec pour un montant de 298720 € HT
  - Lot 21 « équipements scéniques » : Entreprise Clément et fils pour un montant de 480642 € HT
- Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 20 mois.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 25 JAN. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué  
Bernard TRAVIER



Publiée le : 25 JAN. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-72429-cc

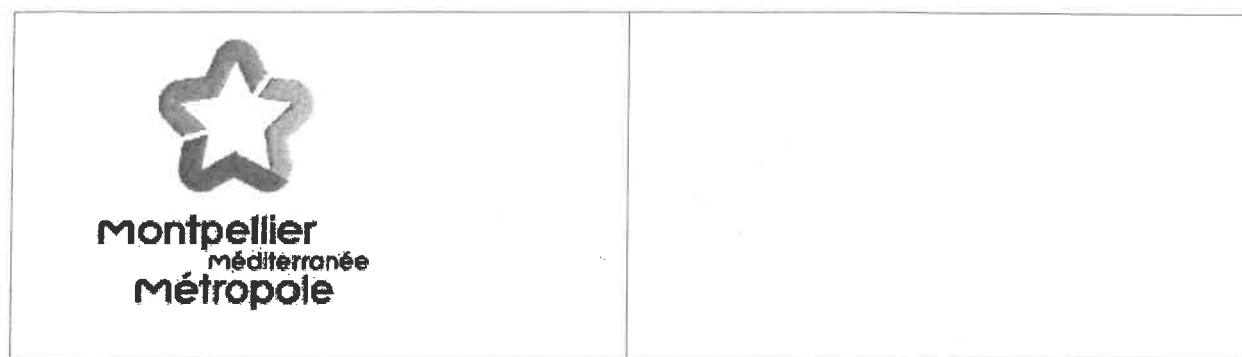
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25 JAN. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction des Sports**  
**Service Ressources Sports**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un marché de  
prestations de services n°M8D0009DS  
concernant l'achat d'espaces publicitaires,  
d'actions de communication et de billets  
pour le développement du tennis - Open  
Sud de France 2019**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU la délibération n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions sportives »,

**CONSIDÉRANT :**

- que Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre de sa compétence sportive, contribue à l'organisation de manifestations sportives de haut niveau qui sont le reflet et le vecteur du dynamisme de son territoire,

- la nécessité d'associer l'image de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Open Sud de France, troisième plus grand événement tennistique français après Roland Garros et les Masters de Paris Bercy,

- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 30-I-3c du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence préalables, marché à prix mixte, pour une durée allant de sa notification jusqu'à la fin de la manifestation, soit le 10 février 2019,

- qu'Occitanie Events est la société d'événementiel qui dispose de l'exclusivité du package de partenariats du tournoi,

- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 8 janvier 2019 a été informée du choix de la société Occitanie Events.

**D É C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer le marché n°M8D0009DS « Achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication et de billets pour le développement du tennis – Open Sud de France 2019 » à l'entreprise Occitanie Events, pour un montant de 417 964,86 euros HT, la part à bons de commande étant limitée à un seuil maximum de 30 000,00 euros HT.  
Le marché prend effet à compter de sa notification, jusqu'au 10 février 2019.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28 JAN. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué  
Jean-Luc MEISSONNIER



**Publiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

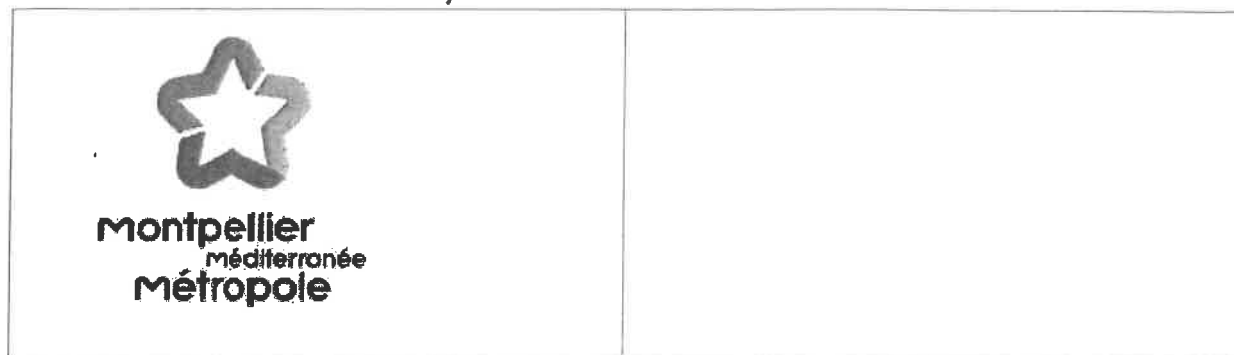
04-24340017-20190101-72562-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets**  
**Service Régie de Collecte**

**Extrait du registre des  
 Décisions de Montpellier  
 Méditerranée Métropole**

**Décision de Vente de 11 véhicules réformés  
 de la Régie de collecte à la société  
 Languedoc Matériels - Autorisation de  
 signer la cession**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération n°14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Valérie BARTHAS-ORSAL en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de l'aliénation de gré à gré des biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et des biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 € ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonctions à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL dans le domaine « Prévention et Valorisation des déchets et propreté de l'espace public » ;
- **CONSIDERANT** que le renouvellement d'un nombre important de véhicules de collecte de déchets nécessite la vente des véhicules réformés.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Les engins immatriculés 139BDF34 – 808AXV34 – 93AJV34 – 192ARG34 – AB415QG – AW129NX – BQ711ZF – 415ARA34 – 140AJW34 – 547BBX34 – AC918GH, propriétés de Montpellier Méditerranée Métropole, sont cédés à la société Languedoc Matériels – 7 rue des carrierettes – 34130 MUDAISSON.

**ARTICLE 2 :** La vente est conclue pour les montants par véhicules suivant : 139BDF34 (4 000 €) – 808AXV34 (5 000 €) – 93AJV34 (3 000 €) – 192ARG34 (3 500 €) – AB415QG (3 500 €) – AW129NX (3 500 €) – BQ711ZF (4 000 €) – 415ARA34 (3 500 €) – 140AJW34 (2 000 €) – 547BBX34 (3 500 €) – AC918GH (4 000 €) soit un total de 39 500 €, l'enlèvement étant à la charge de l'acheteur.

**ARTICLE 3 :** La transaction sera conclue par la signature d'un certificat de cession au profit de la société Languedoc Matériels qui procèdera alors à l'enlèvement des engins sur les sites de collecte de Pignan et de Vendargues.

**ARTICLE 4 :** Autoriser toute personne ayant délégation à signer le certificat de cession des engins et tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 16 JAN. 2019

Monsieur le Président  
Philippe SAUREL



Publiée le : 16 JAN. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

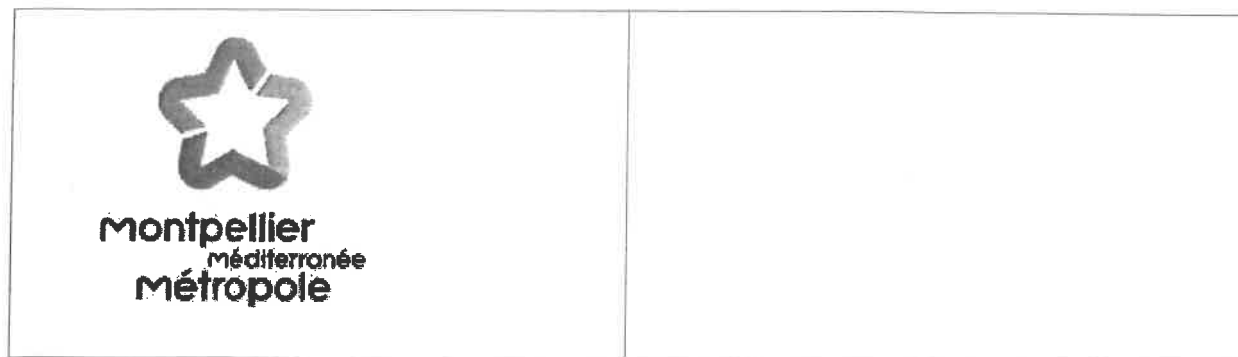
034-243600017-20190101-72727-CC-4-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 16 JAN. 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la désaffectation et au  
déclassement du domaine public d'une  
emprise de 60 m<sup>2</sup> - Avenue du Mas  
Argelliers - Commune de Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le code de la voirie routière, notamment les articles L.141-3 et L.141-12,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la commune de Montpellier n°2015/514 en date du 17 décembre 2015 portant approbation du transfert de propriété des espaces publics non cadastrés affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires dans le domaine public métropolitain,
- VU la décision du Président n°D2015-843 en date du 8 janvier 2016 relative au transfert de propriété des espaces publics non cadastrés affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires de la commune de Montpellier dans le domaine public métropolitain,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, et notamment celle d'autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine,

**CONSIDERANT :**

- qu'il convient de constater la désaffectation du domaine public d'une emprise de 60 m<sup>2</sup> environ située 457 avenue du Mas Argelliers à Montpellier, et de prononcer son déclassement avant de pouvoir la céder,

- qu'il n'y a aucun intérêt pour la Métropole à conserver cette emprise et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées dans ce secteur.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation du domaine public d'une emprise située 457 avenue du Mas Argelliers à Montpellier, d'une superficie de 60 m<sup>2</sup> environ, qui n'est pas affectée à l'usage du public.

**ARTICLE 2 :** Montpellier Méditerranée Métropole prononce le déclassement du domaine public d'une emprise de 60 m<sup>2</sup> environ, située avenue du Mas d'Argelliers à Montpellier.

**ARTICLE 3 :** Les services du cadastre sont sollicités pour procéder au numérotage cadastral de l'emprise désaffectée et déclassée.

**ARTICLE 4 :** Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 16 JAN. 2019

Monsieur le Président  
Philippe SAUREL



Publiée le : 16 JAN. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-24340007-20420401-78603-DE-1-1

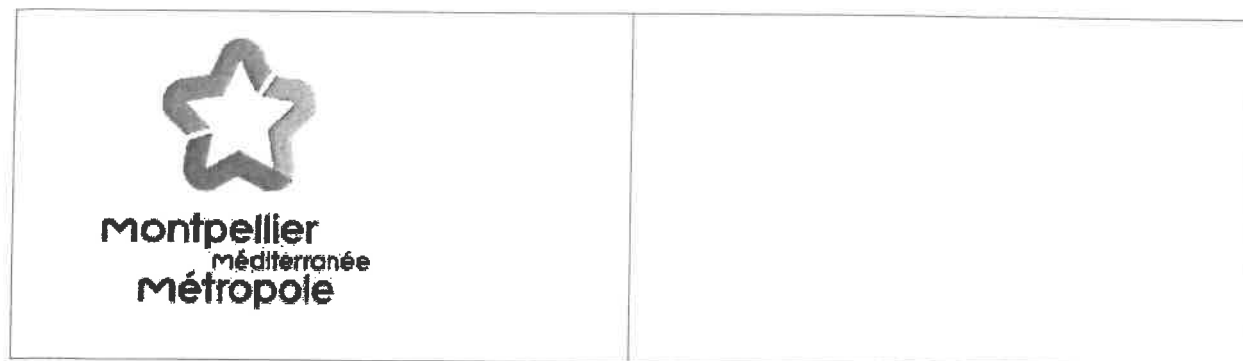
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

16 JAN. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
**Service Administration (Culture)**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché de maîtrise  
d'œuvre pour l'aménagement du Centre  
d'Art Contemporain (MoCo) situé Hôtel  
Montcalm - Commune de Montpellier -  
Avenant n°3**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture », .
- VU la convention de mandat en date du 30/06/2016 au bénéfice de la SA3M pour la réalisation du centre d'art contemporain – Hôtel Montcalm – Montpellier,

- VU la décision n° D2017-137 attribuant le marché de maîtrise d'œuvre de conception et de réalisation des travaux d'aménagement du centre d'art contemporain situé à l'Hôtel Montcalm à Montpellier à l'entreprise PRODUCTION CONCEPTION ARCHITECTURE (PCA) ayant son siège social 56-58 rue Vieille du Temple – 75003 PARIS, pour un montant de 598 200 euros HT et pour une durée de 27 mois.

**CONSIDÉRANT :**

- que le forfait de rémunération du maître d'œuvre est arrêté à la somme de 598 200 € HT y compris 37 100 € HT correspondant à une mission complémentaire d'acquisition et d'installation d'œuvres d'art sur le site.

**D É C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant au marché de maîtrise d'œuvre de conception et de réalisation des travaux d'aménagement du centre d'art contemporain situé à l'Hôtel Montcalm à Montpellier à l'entreprise PRODUCTION CONCEPTION ARCHITECTURE (PCA) ayant son siège social 56-58 rue Vieille du Temple – 75003 PARIS, avenant sans impact financier.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 25 JAN 2019  
Monsieur le Vice-Président délégué  
Bernard TRAVIER



Publiée le : 25 JAN. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

036-24340017-20190101-73071-CC

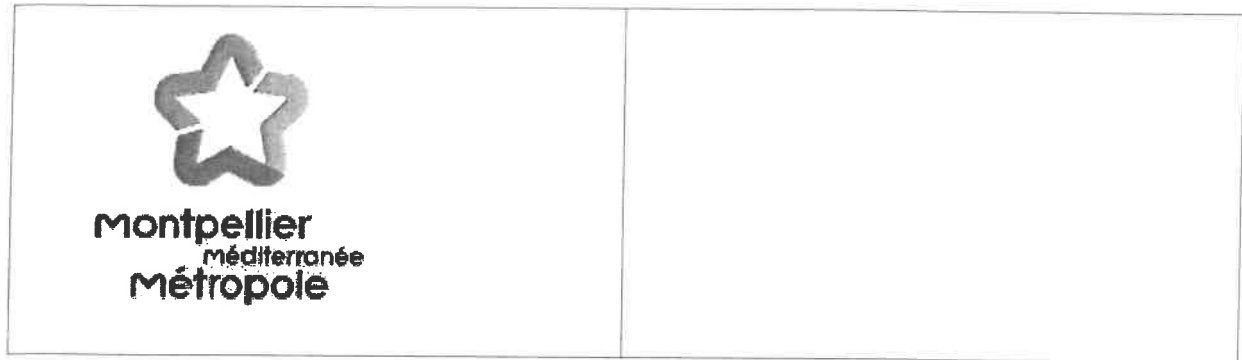
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25 JAN. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
**Service Administration (Culture)**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision modificative relative au marché  
de travaux pour la réalisation du nouveau  
Conservatoire à Rayonnement Régional  
(CRR) - Attribution du lot 7- Habillage de  
façades, Ravalement (mandat SA3M)**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- VU la convention de mandat avec la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) pour la réalisation du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole, dont la signature a été approuvée par délibération n°13710 en date du 14 avril 2016,

**CONSIDERANT :**

- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à procédure adaptée alloti d'une durée de 20 mois
- que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants prix : 40% ; valeur technique : 60%
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 11 décembre 2018 a été informée de l'attribution du lot numéro 7 - Habillage de façades, Ravalement - à l'entreprise SBPR - 460 Route de Saint Pons - 34500 BEZIERS présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,
- que dans la décision d'attribution du marché, n° MD2018-1113 du 8 janvier 2019, les coordonnées du titulaire du lot 7 étaient erronées et qu'il convient de les modifier.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** L'article 1 de la décision n° MD2018-1113 du 8 janvier 2019 doit être modifié comme suit :

Le marché de travaux de réalisation du nouveau conservatoire à rayonnement régional – Lot 7 - Habillage de façades, Ravalement - est attribué à l'entreprise SBPR 460 Route de Saint Pons - 34500 BEZIERS, pour un montant de 279 880 euros HT. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 20 mois.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

Monsieur le Vice-Président délégué  
Bernard TRAVIER



Publiée le : 25 JAN. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-24340014-20190101-73079-cc

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25 JAN. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**PARTIE 3**  
**ARRETES**  
**REGLEMENTAIRES**

**PARTIE III – SOMMAIRE**  
**ARRETES REGLEMENTAIRES**  
**FEVRIER 2019**

<b>N° ARRETES</b>	<b>TITRES</b>	<b>Pages</b>
MAR2019-0001	Autorisation le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement SUEZ RV OSIS SUD EST (ex SRA SAVA SUEZ) dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2019 à 2024	265
MAR2019-0003	Arrêté portant modifications de la composition des membres du Comité Technique de Montpellier Méditerranée Métropole	273
MAR2019-0006	Délégations de signature - Département des Services Publics de l'Environnement et des Transports (DSPET)	276
MAR2019-0009	Délégations de signature - Cabinet du Président	295
MAR2019-0012	Délégations de signature - Département Administration Générale et Finances (DAGF)	301
MAR2019-0015	Délégations de signature - Département Culture et Sports (DCS)	309
MAR2019-0018	Délégations de signature - Département Développement et Aménagement Durables du Territoire - (DDADT)	318
MAR2019-0021	Délégations de signature relatives au Département Développement Économique, Emploi et Insertion (DDEEI)	330
MAR2019-0024	Délégations de signature - Direction Générale des Services	335
MAR2019-0027	Délégations de signature - Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique (DPMAP)	338
MAR2019-0030	Délégations de signature - Département Solidarité et Vivre Ensemble (DSVE)	343
MAR2019-0033	Délégations de signature - Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales (PRHRS)	346
MAR2019-0035	Madame Sonia KERANGUEVEN - Conseillère métropolitaine déléguée au Centre d'art contemporain	353
MAR2019-0038	Madame Caroline NAVARRE - Conseillère métropolitaine déléguée à la Prévention Santé	355
MAR2019-0041	Monsieur Yvon PELLET - Conseiller métropolitain délégué à la Promotion des produits agricoles et viticoles, fêtes afférentes	357
MAR2019-0044	Madame Véronique PEREZ - Conseillère métropolitaine déléguée au Tourisme	359
MAR2019-0047	Madame Jackie GALABRUN-BOULBES - Première Vice-Présidente déléguée au Service public de l'Eau et de l'Assainissement	361
MAR2019-0050	Monsieur Max LEVITA - 2ème Vice-Président délégué aux Finances	363
MAR2019-0053	Madame Stéphanie JANNIN - 3ème Vice-Présidente déléguée au Développement durable, à l'Environnement et à la Biodiversité	366
MAR2019-0056	Monsieur Gilbert PASTOR - 4ème Vice-Président délégué aux Relations internationales, au Tourisme et à la création, l'aménagement et la gestion des Parcs d'activités et de l'Immobilier métropolitain	369

**PARTIE III – SOMMAIRE**  
**ARRETES REGLEMENTAIRES**  
**FEVRIER 2019**

<b>N° ARRETES</b>	<b>TITRES</b>	<b>Pages</b>
MAR2019-0059	Madame Isabelle GUIRAUD - 5ème Vice-Présidente déléguée à l'Administration générale, au Contentieux, aux Affaires juridiques et au Protocole	371
MAR2019-0062	Monsieur Laurent JAOUL - 6ème Vice-Président délégué à la Sécurité, à la Proximité, aux Relations avec les usagers, au Complexe funéraire et à la Chasse et pêche	373
MAR2019-0065	Monsieur Bernard TRAVIER - 7ème Vice-Président délégué à la Culture	375
MAR2019-0068	Monsieur Jean-Pierre RICO - 8ème Vice-Président délégué aux Transports et à la Mobilité	377
MAR2019-0072	Madame Rosy BUONO - 9ème Vice-Présidente déléguée au Fonds de Solidarité pour le Logement et à la Protection animale	379
MAR2019-0075	Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER - 10ème Vice-Président délégué aux Sports et aux Traditions sportives	381
MAR2019-0079	Madame Annie YAGUE - 11ème Vice-Présidente déléguée à la Cohésion sociale, à la Politique de la Ville, à la Lutte contre les discriminations et à l'Insertion par l'emploi, à l'Accessibilité et au Handicap	383
MAR2019-0082	Monsieur Jean-Marc LUSSERT - 12ème Vice-Président délégué à la Prévention des risques majeurs et à la Gestion des milieux aquatiques	385
MAR2019-0085	Madame Mylène FOURCADE - 13ème Vice-Présidente déléguée à l'Agro-écologie et à l'Alimentation	387
MAR2019-0088	Madame Chantal MARION - 14ème Vice-Présidente déléguée au Développement économique, à l'Enseignement supérieur, à la Recherche et l'innovation, à la Planification urbaine et à l'Urbanisme, à l'Aménagement et au Renouvellement urbain opérationnels	389
MAR2019-0091	Monsieur Noël SEGURA - 15ème Vice-Président délégué au Logement	391
MAR2019-0094	Madame Régine ILLAIRE - 16ème Vice-Présidente déléguée aux Ressources humaines	393
MAR2019-0097	Monsieur Thierry BREYSSE - 17ème Vice-Président délégué à la Voirie et l'Espace public, et à la Mixité dans le parc de logement social public	395
MAR2019-0100	Madame Valérie BARTHAS-ORSAL - 18ème Vice-Présidente déléguée à la Prévention et la valorisation des déchets, et à la Propreté de l'espace public	397
MAR2019-0103	Monsieur Jean-Luc SAVY - 19ème Vice-Président délégué à la Participation citoyenne, à la Performance et l'évaluation des politiques publiques, et au Suivi du schéma de mutualisation et de la coopérative de services	399
MAR2019-0106	Madame Eliane LLORET - 20ème Vice-Présidente déléguée à l'Energie et à la Transition énergétique	401
MAR2019-0109	Monsieur Abdi EL KANDOUSSI - Membre du Bureau - Conseiller métropolitain délégué à la Communication et au Développement du très haut débit et lutte contre la fracture numérique	403

**PARTIE III – SOMMAIRE**  
**ARRETES REGLEMENTAIRES**  
**FEVRIER 2019**

<b>N° ARRETES</b>	<b>TITRES</b>	<b>Pages</b>
MAR2019-0111	Arrêté portant modifications des membres du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail de Montpellier Méditerranée Métropole	405
MAR2019-0112	Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Établissement CLIMAT MEDITERRANEE dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2019 à 2024	408
MAR2019-0117	Ouverture d'une enquête publique relative au transfert d'office des parcelles privées constitutives de voiries du groupe d'habitations « Les jardins de Pérols », rues Georges Bizet et François Derosi – Commune de Pérols - Autorisation	415
MAR2019-0118	Représentation du Président au sein du Comité de Pilotage (COPIL) concernant le site d'intérêt communautaire FR9101393 "Montagne de la Moure et Causse d'Aumelas"	418
MAR2019-0121	Représentation du Président au sein du Comité de Pilotage (COPIL) concernant la Zone de Protection Spéciale FR9112037 "Garrigues de la Moure et d'Aumelas"	420



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement**  
**Service Maîtrise du Service Public**

**Extrait du registre des**  
**Arrêtés de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Autorisant le déversement des eaux usées  
autres que domestiques de l'Établissement  
SUEZ RV OSIS SUD EST (ex SRA SAVAC  
SUEZ) dans le système de collecte et de  
traitement de Montpellier Méditerranée  
Métropole aux conditions décrites dans le  
présent arrêté pour les années 2019 à 2024**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le Code général des collectivités territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- **Vu** la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;

- **Vu** la demande de l'établissement SUEZ RV OSIS SUD EST (ex SRA SAVAC SUEZ);
- **Vu** l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- **Vu** la délibération n°14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Mme Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Vice-Présidente ;
- **Vu** l'arrêté portant délégation de fonction à Mme Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;
- **Considérant** que l'Établissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;
- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

## ARRETE

### **Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION**

L'Établissement SUEZ RV OSIS SUD EST (ex SRA SAVAC SUEZ),

- dont le siège social est situé au 40 Rue André Chénier à Vaux en Velin 69120,
- est représenté par Monsieur Jean-Jacques BONNEFOND en qualité de Directeur Général.

L'Établissement SUEZ RV OSIS SUD EST (ex SRA SAVAC SUEZ)

- est représenté par Monsieur Fabrice DIEZ, en qualité de Directeur d'Agence,
  - est situé au 74 Rue Maurice Le Boucher à Montpellier 34000 pour la partie exploitation et au 91 Rue Maurice Le Boucher à Montpellier 34000 pour la partie administrative,
  - est implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : OK 30 (exploitation) et OK 22 (administration),
- ci-après désigné « l'Établissement »

- est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques partie exploitation, issues des activités de : Collecte et traitement des eaux usées, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Établissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé Rue Maurice Le Boucher à Montpellier. Pour la parcelle OK 22 (administration), ses effluents, considérés comme domestiques et assimilés domestiques (présence d'un garagiste à faible activité) sont autorisés à être déversés dans le réseau collectif d'assainissement situé Rue Maurice Le Boucher à Montpellier.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Atelier de mécanique,
- dépotage de cuves d'hydrocurage,
- Piste de lavage,
- Locaux techniques,
- Zone de stockage déchets, etc.

Les références de l'Établissement sont :



- N° SIRET : 95752847400415
- Code NAF ou APE : 3700 Z

L'Établissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement et il n'est pas soumis à d'autres contraintes réglementaires.

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou sa Vice-Présidente déléguée dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Établissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Didier BENARD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Établissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Établissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Établissement après notification.

## **Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS**

### **2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES**

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades, ....) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,

- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous-produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Établissement SUEZ RV OSIS SUD EST doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

## **2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

### **Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES**

En contrepartie du service rendu, l'Établissement SUEZ RV OSIS SUD EST, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Établissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

### **Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION**

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Établissement SUEZ RV OSIS SUD EST désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

En cas de cession de l'Etablissement, l'arrêté d'autorisation de déversement est transféré de plein droit et dans les mêmes conditions au concessionnaire dans la mesure où la même activité industrielle est poursuivie.

A cet effet, l'Etablissement s'engage à porter à la connaissance du cessionnaire du présent arrêté et à introduire dans l'acte de cession une clause de respect par le cessionnaire des conditions fixé par le présent acte.

L'Etablissement s'engage à notifier à Montpellier Méditerranée Métropole la cession qui donnera lieu ou non, pour acte du changement du titulaire, à la rédaction d'un avenant à cet arrêté

d'autorisation. L'Etablissement reste engagé à l'égard de Montpellier Méditerranée Métropole jusqu'à la notification, si nécessaire, de cet avenant d'arrêté d'autorisation.

Si un changement notable des activités du cessionnaire entraîne une variation des caractéristiques du rejet, Montpellier Méditerranée Métropole doit en être informé et peut alors décider d'établir un nouvel acte.

#### **Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement SUEZ RV OSIS SUD EST devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement SUEZ RV OSIS SUD EST et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement SUEZ RV OSIS SUD EST s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

#### **Article 6 : INCIDENTS**

##### **6.A. PRINCIPES**

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,

- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Établissement SUEZ RV OSIS SUD EST, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès-verbal mettra en demeure l'Établissement SUEZ RV OSIS SUD EST de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filère eau et boues) seront à la charge de l'Établissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Établissement SUEZ RV OSIS SUD EST sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

#### **6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES**

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Établissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Établissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

- informeront l'Établissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

#### **6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES**

L'Établissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non-respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de

déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non-conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Établissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Établissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

## **Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES**

### **7.A. SANCTION**

L'Établissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

### **7.B. CONTESTATION**

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Établissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

### **7.C. RESPONSABILITE**

L'Établissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Établissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Établissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Établissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Établissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non-respect par l'Établissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Établissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Établissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Établissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

**Montpellier, le 26 févr. 2019**

**Signé.**

**Madame la Vice-Présidente déléguée  
Jackie GALABRUN-BOULBES**

**Publiée le : 26/02/19**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**034-243400017-20190101-73519-AR-1-1**

**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 26/02/19**

**Réception en Préfecture : 26/02/19**

**Notifié le :**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction qualité de vie au travail, du dialogue social et de l'accompagnement managérial**  
Service dialogue social accompagnement managérial et égalité professionnelle

Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Arrêté portant modifications de la  
composition des membres du Comité  
Technique de Montpellier Méditerranée  
Métropole**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code général des collectivités territoriales,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,
- VU le décret n°85-565 du 30 mai 1985 modifié relatif aux comités techniques paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU le renouvellement du Conseil Communautaire suite aux élections de mars 2014,
- VU la délibération du Conseil de Métropole n° M2018-198 du 26 avril 2018, fixant le nombre de représentants de l'administration et de représentants du personnel du Comité Technique de Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'arrêté n°MAR2018-0180 du 6 août 2018 portant composition du Comité Technique de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le procès-verbal des opérations de recensement et de dépouillement pour l'élection des représentants du personnel au Comité Technique de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 6 décembre 2018,

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : L'arrêté n° MAR2018-0180 du 6 août 2018 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2** : Le Comité Technique de Montpellier Méditerranée Métropole est composé comme suit :

REPRÉSENTANTS DE L'ADMINISTRATION	REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL
<p><b>Titulaires</b></p> <p>Mme Régine ILLAIRE, Présidente  M. Abdi EL KANDOUSSI  Mme Rosy BUONO  M. Gérard CASTRE  M. Guy BARRAL  Mme Mylène FOURCADE  Mme Isabelle GUIRAUD  Mme Maud BODKIN  M. Christian FINA  M. Benoit ZENOU  M. Fabrice MANUEL  Mme Juliette BEREĞI</p> <p><b>Suppléants</b></p> <p>Mme Eliane LLORET  M. Jean-Luc COUSQUER  Mme Chantal MARION  Mme Valérie BARTHAS ORSAL  M. Robert COTTE  Mme Annie YAGUE  Mme Sabria BOUALLAGA  Mme Stéphanie JANNIN  M. Yves NURIT  M. Olivier MERLIAUD  M. Alain PONS DE VINCENT  M. Philippe BOULET</p>	<p><b>Titulaires</b></p> <p>Mme Sandrine CAMPOS  M. Mohamed CHEBLI  Mme Hanane ZIANI  M. Laurent BERNARD  Mme Shirley BARBAUD  M. Ichem MOGHÉL  Mme Edwige HERNANDEZ  Mme Sabine BERGUA  M. Denis SAVOYE  M. David FERNANDEZ  M. Jean-Louis ESTEVE  M. Robert TRINQUIER</p> <p><b>Suppléants</b></p> <p>Mme Christel BALLUET-QUINTANA  M. Abdelkader AMLOUK  Mme Armelle CABRERA  M. Grégory FARGAS  Mme Carole GILBERT  Mme Nadia MEGRHAOU  M. Guilhem LAGUARDA  M. Jean-Philippe GERVAIS  Mme Céline MILLET  Mme Pascale NABAFFA  M. François FOURES  Mme Laetitia VIDAL</p>

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.



**Montpellier, le 4 févr. 2019**



**Monsieur le Président  
Philippe SAUREL**

**Publiée le : 04/02/19**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**034-243400017-20190101-71376-AR-1-1**

**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 04/02/19**

**Réception en Préfecture : 04/02/19**

**Notifié le :**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Secrétariat Général**

Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Délégations de signature  
Département des Services Publics de  
l'Environnement et des Transports  
(DSPET)**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5211-9 ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU l'organigramme du département approuvé en Comité technique ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 :** Le Département Services Publics de l'Environnement et des Transports (SPET) est composé des directions suivantes :

- Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public (DAGEP)
- Direction des Mobilités (DM)
- Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets (DPVD)
- Direction de l'Eau et de l'Assainissement (DEA)
- Direction de l'Action Territoriale (DAT)

Monsieur Olivier MERLIAUD, Directeur Général Adjoint en charge du Département Services Publics de l'Environnement et des Transports, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son département.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Olivier MERLIAUD, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par ce dernier pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses directeurs ou chefs de service sont accordées à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

**ARTICLE 2** : La Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public (DAGEP) est composée des services suivants :

- Coordination des Politiques d'exploitation et de gestion
- Pôle Territorial de Montpellier
- Etudes Voiries urbaines
- Pluvial urbain
- Eclairage public
- Etudes et Conduites d'opérations voiries interurbaines

Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, directrice de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € HT.
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 25 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus, sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR, directeur adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 2-1** : Monsieur Stéphane ESCOBAR, directeur adjoint et responsable du service de Coordination des Politiques d'exploitation et de gestion, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant ;
- Délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Philippe MALACAN, responsable de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Monsieur Philippe MALACAN, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stéphane ESCOBAR, de Monsieur Philippe MALACAN et de Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 2-2 :** Monsieur Denis CRETIER, responsable du service Pôle Territorial de Montpellier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant ;
- En matière de police de circulation, délégation de signature pour les arrêtés de circulation et de stationnement temporaires en lien avec des travaux ou des interventions de gestion du domaine public pour les voies situées sur le territoire de Montpellier et hors agglomération ;
- Délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Denis CRETIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stephen BREMOND-LOUIS, chef de service adjoint, responsable Subdivision 2.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Denis CRETIER et de Monsieur Stephen BREMOND-LOUIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Denis CRETIER, de Monsieur Stephen BREMOND-LOUIS et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Denis CRETIER, de Monsieur Stephen BREMOND-LOUIS, de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 2-3 :** Monsieur Arnaud BURTIN, responsable du service Etudes Voiries urbaines, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant ;
- Délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Arnaud BURTIN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Guillaume DESINDE, responsable de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud BURTIN et de Monsieur Guillaume DESINDE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud BURTIN, de Monsieur Guillaume DESINDE et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud BURTIN, de Monsieur Guillaume DESINDE, de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 2-4 :** Monsieur David AUPERT, responsable du service Pluvial Urbain, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant ;
- Délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur David AUPERT, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur David AUPERT et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur David AUPERT, de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 2-5 :** Monsieur Nicolas MARSAC, responsable du service Eclairage public, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT ;

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant ;
- Délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas MARSAC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Thierry COUTELLIER, responsable de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas MARSAC et de Monsieur Thierry COUTELLIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas MARSAC, de Monsieur Thierry COUTELLIER et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas MARSAC, de Monsieur Thierry COUTELLIER, de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 2-6 :** Monsieur Stéphane PIC, responsable du service Etudes et Conduites d'opérations voiries interurbaines, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant ;
- Délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Stéphane PIC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stéphane PIC et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stéphane PIC, de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 3** : La Direction des Mobilités (DM) est composée des services suivants :

- Exploitation des services de déplacement
- Gestion multimodale des déplacements

Monsieur Karim OUNOUGH, directeur des Mobilités, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la Direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes....) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 25 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Karim OUNOUGH, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Sandrine UGUEN, directrice adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Karim OUNOUGH et de Madame Sandrine UGUEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 3-1** : Madame Sandrine UGUEN, Directrice Adjointe et responsable du service Exploitation des services de déplacement, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sandrine UGUEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karim OUNOUGH.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sandrine UGUEN et de Monsieur Karim OUNOUGH, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

Madame Magali MISTRAL, chargée des investissements et du patrimoine au sein de la Direction des Mobilités, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité délégation de signature pour signer les documents attestant de la conformité des opérations de génération et de conservation des clés de sécurité de la mise en billettique.

Madame Magali MISTRAL est également responsable de la procédure de mise en circulation des véhicules affectés au service des transports publics de Montpellier Méditerranée Métropole. Dans le cadre cette mission, procuration pour effectuer les démarches et délégation de signature sont accordées à Madame Magali MISTRAL pour signer les documents utiles à l'immatriculation des véhicules affectés au service des transports publics propriété de Montpellier Méditerranée Métropole.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Magali MISTRAL ces délégations sont accordées à Madame Sandrine UGUEN.

**ARTICLE 3-2 :** Le service Gestion Multimodale des Déplacements est composé des unités suivantes :

- Gestion Patrimoine Feux/Tunnels/Contrôle d'accès
- PC régulation multimodale du trafic (Pétrarque)
- Déplacements

**ARTICLE 3-2-1 :** Monsieur Hervé VEBER, responsable de l'unité Gestion Patrimoine Faux Tunnels Contrôle d'accès, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'unité placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son unité ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son unité :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- Délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Hervé VEBER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Sandrine UGUEN.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Hervé VEBER et de Madame Sandrine UGUEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karim OUNOUGH.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Hervé VEBER, de Madame Sandrine UGUEN et de Monsieur Karim OUNOUGH, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 3-2-2 :** Monsieur Pierre GARCIA, responsable de l'unité PC régulation multimodale du trafic (Pétrarque), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'unité placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son unité ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son unité :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre GARCIA, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Sandrine UGUEN.



En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre GARCIA et de Madame Sandrine UGUEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karim OUNOUGHIL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Pierre GARCIA, de Madame Sandrine UGUEN et de Monsieur Karim OUNOUGHIL, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 3-2-3** : Madame Sophie BIENVENU, responsable de l'unité Déplacements, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'unité placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son unité ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son unité :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie BIENVENU, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Sandrine UGUEN.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie BIENVENU et de Madame Sandrine UGUEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karim OUNOUGHIL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sophie BIENVENU, de Madame Sandrine UGUEN et de Monsieur Karim OUNOUGHIL, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 4** : La Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets (DPVD) est composée des services suivants :

- Tri et valorisation des Déchets
- Collecte et nettoyage
- Régie de collecte
- Ressources transversales

Monsieur Christophe DELIGNY, directeur de la Propreté et de la Valorisation des Déchets, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 25 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Christophe DELIGNY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM, directeur Adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Christophe DELIGNY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 4-1 :** Monsieur Karl ABRAHAM, directeur adjoint et responsable du service Tri et Valorisation des Déchets, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Christophe DELIGNY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Christophe DELIGNY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

Pour les déchèteries, Monsieur Pascal DUSSEAU reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, délégation à effet de signer tous documents nécessaires pour déposer plainte au nom de Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir réparation de tout éventuel préjudice subi.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pascal DUSSEAU, cette délégation est accordée à Monsieur Olivier PRADEAU. En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Pascal DUSSEAU et de Monsieur Olivier PRADEAU, cette délégation est accordée à Monsieur Karl ABRAHAM.

**ARTICLE 4-2 :** Monsieur Jean-David CADET, responsable du service Collecte et Nettoyement à compter du 1<sup>er</sup> février 2019, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-David CADET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jean-David CADET et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Christophe DELIGNY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jean-David CADET, de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Christophe DELIGNY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

Concernant les dépôts de plainte relatifs à la dégradation des mobiliers urbains nécessaires à la collecte (bacs, conteneurs) et pour les dépôts illicites de déchets sur le domaine public, délégation de signature est accordée à Monsieur Luis MARQUEZ. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Luis MARQUEZ, la délégation est accordée à Monsieur Norbert GARZONIO. En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Luis MARQUEZ et de Monsieur Norbert GARZONIO, la délégation est accordée à Madame Claire LACOUTURE. En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Luis MARQUEZ, de Monsieur Norbert GARZONIO et de Madame Claire LACOUTURE, la délégation est accordée à Monsieur Jean-David CADET.

**ARTICLE 4-3 :** Monsieur Yann EVEN, responsable du service Régie de Collecte, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yann EVEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Yann EVEN et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Christophe DELIGNY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Yann EVEN, de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Christophe DELIGNY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 4-4 :** Monsieur Edgard ALEXANDRE, responsable du service Ressources transversales, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Edgard ALEXANDRE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Edgard ALEXANDRE et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Christophe DELIGNY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Edgard ALEXANDRE, de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Christophe DELIGNY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 5** : La Direction de l'Eau et de l'Assainissement (DEA) est composée des services suivants :

- Maîtrise d'ouvrage
- Gestion intégrée de l'eau
- Maîtrise du service public
- Risques pluvial et inondation
- Service administratif et financier

Madame Florence FUCHS, directrice de l'Eau et de l'Assainissement, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes....) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 25 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à chacun des chefs de service de la direction en ce qui le concerne.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Florence FUCHS et de chaque chef de service de la direction en ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD, directrice Adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Madame Florence FUCHS, de chacun des chefs de service de la direction en ce qui le concerne et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 5-1** : Madame Laurence BURGAUD, directrice adjointe et responsable du service Maîtrise d'Ouvrage, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- Délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Laurence BURGAUD et de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 5-2 :** Monsieur Arnaud VESTIER, responsable du service Gestion Intégrée de l'Eau, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Arnaud VESTIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud VESTIER et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud VESTIER, de Madame Laurence BURGAUD et de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 5-3 :** Madame Sylvie HEINIMANN-LUNA, responsable du service Maitrise du Service Public, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- Délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sylvie HEINIMANN-LUNA, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sylvie HEINIMANN-LUNA et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sylvie HEINIMANN-LUNA, de Madame Laurence BURGAUD et de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 5-4** : Monsieur Nicolas ZUMBIEHL, responsable du service Risques Pluvial et Inondation, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- Délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas ZUMBIEHL, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas ZUMBIEHL et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas ZUMBIEHL, de Madame Laurence BURGAUD et de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 5-5** : Madame Christine PELLEGRINI, responsable du service Administratif et Financier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christine PELLEGRINI, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Christine PELLEGRINI et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Christine PELLEGRINI, de Madame Laurence BURGAUD et de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 6** : La Direction de l'Action Territoriale (DAT) est composée des services suivants :

- Service Ressources Transversales
- Pôle territorial Cadoule et Bérange
- Pôle territorial Littoral
- Pôle territorial Piémont et Garrigues
- Pôle territorial Plaine ouest
- Pôle territorial Vallée du Lez
- Réseaux structurants

Monsieur Thierry ALIS, directeur de l'Action Territoriale, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes....) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 25 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thierry ALIS, les délégations ci-dessus, sont accordées à Monsieur Simon BIRR, directeur adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thierry ALIS et de Monsieur Simon BIRR, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 6-1** : Monsieur Simon BIRR, directeur adjoint et responsable du service Ressources Transversales, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Simon BIRR, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Thierry ALIS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Simon BIRR et de Monsieur Thierry ALIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 6-2 :** Madame Caroline MICHALAKIS, responsable du pôle territorial Cadoule et Bérange, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le pôle placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son pôle ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son pôle :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les déclarations de projet de travaux, les déclarations d'intention de commencement des travaux, relevant de la Métropole, qu'elle soit gestionnaire ou maître d'ouvrage ainsi que les arrêtés individuels en matière d'alignement.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Caroline MICHALAKIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yoann RENAULT, responsable de la cellule Ingénierie du pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Caroline MICHALAKIS et de Monsieur Yoann RENAULT, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Simon BIRR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Caroline MICHALAKIS, de Monsieur Yoann RENAULT et de Monsieur Simon BIRR, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Thierry ALIS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Caroline MICHALAKIS, de Monsieur Yoann RENAULT, de Monsieur Simon BIRR et de Monsieur Thierry ALIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 6-3 :** Monsieur Eric LAUER, responsable du pôle territorial Littoral, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le pôle placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son pôle ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son pôle :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les déclarations de projet de travaux, les déclarations d'intention de commencement des travaux, relevant de la Métropole, qu'elle soit gestionnaire ou maître d'ouvrage ainsi que les arrêtés individuels en matière d'alignement.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Eric LAUER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Didier BORIE, responsable de la cellule Ingénierie du pôle.



En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Eric LAUER et Didier BORIE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Simon BIRR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Eric LAUER, Didier BORIE et Simon BIRR, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Thierry ALIS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Eric LAUER, Didier BORIE, Simon BIRR et Thierry ALIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 6-4 :** Monsieur Philippe MAUGER, responsable du pôle territorial Piémont et Garrigues, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le pôle placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son pôle.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son pôle :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les déclarations de projet de travaux, les déclarations d'intention de commencement des travaux, relevant de la Métropole, qu'elle soit gestionnaire ou maître d'ouvrage ainsi que les arrêtés individuels en matière d'alignement.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe MAUGER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Patrick ARNAU, responsable de la cellule Ingénierie du pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Philippe MAUGER et Patrick ARNAU, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Simon BIRR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Philippe MAUGER, Patrick ARNAU et Monsieur Simon BIRR, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Thierry ALIS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Philippe MAUGER, Patrick ARNAU, Simon BIRR et Thierry ALIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 6-5 :** Monsieur Pierre DABOSI, responsable du pôle territorial Plaine ouest, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le pôle placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son pôle ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son pôle :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant ;

- En matière de travaux, délégation de signature pour les déclarations de projet de travaux, les déclarations d'intention de commencement des travaux, relevant de la Métropole, qu'elle soit gestionnaire ou maître d'ouvrage ainsi que les arrêtés individuels en matière d'alignement.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre DABOSI, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Victor GALAMBA, responsable de la cellule Ingénierie du pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Pierre DABOSI et Victor GALAMBA, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Simon BIRR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Pierre DABOSI, Victor GALAMBA et Simon BIRR, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Thierry ALIS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Pierre DABOSI, de Monsieur Simon BIRR et de Monsieur Thierry ALIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 6-6 :** Monsieur David TOURNIER, responsable du pôle territorial Vallée du Lez, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le pôle placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son pôle ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son pôle :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les déclarations de projet de travaux, les déclarations d'intention de commencement des travaux, relevant de la Métropole, qu'elle soit gestionnaire ou maître d'ouvrage ainsi que les arrêtés individuels en matière d'alignement.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Magalie REY, responsable de la cellule Ingénierie du pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur David TOURNIER et Madame Magalie REY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Simon BIRR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs David TOURNIER et Simon BIRR et de Madame Magalie REY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Thierry ALIS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur David TOURNIER, de Monsieur Simon BIRR et de Monsieur Thierry ALIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 6-7** : Monsieur Thomas COMTE, responsable des Réseaux structurants, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour les actes relevant de son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de ses actes ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de ses actes :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les déclarations de projet de travaux, les déclarations d'intention de commencement des travaux, relevant de la Métropole, qu'elle soit gestionnaire ou maître d'ouvrage ainsi que les arrêtés individuels en matière d'alignement ;
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant des voies métropolitaines situées hors agglomération ;
- En matière de police de circulation, délégation de signature pour les arrêtés de circulation et de stationnement temporaires en lien avec des travaux ou des interventions de gestion du domaine public pour les voies situées hors agglomération.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thomas COMTE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier RICHARD, responsable de l'Aménagement et de la gestion de la voirie.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thomas COMTE et de Monsieur Olivier RICHARD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Simon BIRR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thomas COMTE, de Monsieur Olivier RICHARD et de Monsieur Simon BIRR, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Thierry ALIS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thomas COMTE, de Monsieur Olivier RICHARD, de Monsieur Simon BIRR et de Monsieur Thierry ALIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

**ARTICLE 7** : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

**ARTICLE 8** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 11 févr. 2019**



**Monsieur le Président  
Philippe SAUREL**

**Publiée le : 13/02/19**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**034-243400017-20190101-72565-AR-1-1**

**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 13/02/19**

**Réception en Préfecture : 13/02/19**

**Notifié le : 19/02/19**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Secrétariat Général**

Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Délégations de signature  
Cabinet du Président**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5211-9 ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Vice-Président ;
- VU l'organigramme du département approuvé en Comité Technique.

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 :** Le Département du Cabinet du Maire est composé des directions et services suivants :

- Direction de la Communication
- Direction des Relations Presse
- Service du Protocole de Montpellier Méditerranée Métropole
- Service Protocole et Accueil

Madame Sophie SALELLES, Directrice de Cabinet, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son département ;

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie SALELLES, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Simine NAMDAR, Chef de Cabinet.

**ARTICLE 2 :** La Direction de la Communication est composée des services suivants :

- Administratif et Financier
- Production
- Numérique
- Information Magazine
- Projets

- Evènementiel
- Communication interne

Madame Mélanie LEIRENS, Directrice de la Communication, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Mélanie LEIRENS, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Aude BOURDEL-TAILLEFER, Madame Florence FAVIER, Monsieur Vincent BOBE, Monsieur Jérôme CARRIERE, Monsieur Nicolas PUTEAUX, Madame France MALLIE et Monsieur Cyril LOZANO, chacun pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Mélanie LEIRENS, de Madame Aude BOURDEL-TAILLEFER, de Madame Florence FAVIER, de Monsieur Vincent BOBE, de Monsieur Jérôme CARRIERE, de Monsieur Nicolas PUTEAUX, de Madame France MALLIE et de Monsieur Cyril LOZANO, chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Sophie SALELLES.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Mélanie LEIRENS, la délégation est accordée à Madame Sophie SALELLES.

**ARTICLE 2-1 :** Madame Aude BOURDEL-TAILLEFER, responsable du service Administratif et Financier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité et pour l'ensemble des services de la Direction de la Communication et pour la Direction des Relations Presse :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Aude BOURDEL-TAILLEFER, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Mélanie LEIRENS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Aude BOURDEL-TAILLEFER et de Madame Mélanie LEIRENS, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Sophie SALELLES.

**ARTICLE 2-2 :** Madame Florence FAVIER, responsable du service Production, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Florence FAVIER, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Mélanie LEIRENS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Florence FAVIER et de Madame Mélanie LEIRENS, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Sophie SALELLES.

**ARTICLE 2-3 :** Monsieur Vincent BOBE, responsable du service Numérique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Vincent BOBE, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Mélanie LEIRENS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Vincent BOBE et de Madame Mélanie LEIRENS, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Sophie SALELLES.

**ARTICLE 2-4 :** Monsieur Jérôme CARRIERE, responsable du service Information Magazine, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jérôme CARRIERE, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Mélanie LEIRENS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jérôme CARRIERE et de Madame Mélanie LEIRENS, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Sophie SALELLES.

**ARTICLE 2-5 :** Monsieur Nicolas PUTEAUX, responsable du service Projets, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas PUTEAUX, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Mélanie LEIRENS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas PUTEAUX et de Madame Mélanie LEIRENS, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Sophie SALELLES.

**ARTICLE 2-6 :** Madame France MALLIE, responsable du service Evènementiel, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame France MALLIE, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Mélanie LEIRENS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame France MALLIE et de Madame Mélanie LEIRENS, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Sophie SALELLES.

**ARTICLE 2-7 :** Monsieur Cyril LOZANO, responsable du service Communication interne, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Cyril LOZANO, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Mélanie LEIRENS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Cyril LOZANO et de Madame Mélanie LEIRENS, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Sophie SALELLES.

**ARTICLE 3 :** Madame Ophélie FLOHIC, Directrice des Relations Presse, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Ophélie FLOHIC, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Pauline CELLIER, Directrice adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Ophélie FLOHIC et de Madame Pauline CELLIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Sophie SALELLES.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Ophélie FLOHIC, la délégation est accordée à Madame Sophie SALELLES.

**ARTICLE 4 :** Le service du Protocole de Montpellier Méditerranée Métropole est composé des unités suivantes :

- Réceptions protocolaires
- Administrative
- Technique

Monsieur Stéphane MARECHAL, responsable du service du Protocole de Montpellier Méditerranée Métropole, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :



- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Stéphane MARECHAL, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Sophie SALELLES.

**ARTICLE 4-1 :** Madame Chantal TOURRE, responsable de l'unité Réceptions protocolaires, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'unité placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son unité ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Chantal TOURRE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Stéphane MARECHAL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Chantal TOURRE et de Monsieur Stéphane MARECHAL, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Sophie SALELLES.

**ARTICLE 4-2 :** Monsieur Stéphane BONTOUR, responsable de l'unité Administrative, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'unité placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son unité ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Stéphane BONTOUR, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Stéphane MARECHAL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stéphane BONTOUR et de Monsieur Stéphane MARECHAL, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Sophie SALELLES.

**ARTICLE 4-3 :** Monsieur Rémy DA CHAO, responsable de l'unité Technique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'unité placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son unité ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Rémy DA CHAO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Stéphane MARECHAL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Rémy DA CHAO et de Monsieur Stéphane MARECHAL, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Sophie SALELLES.

**ARTICLE 5 :** Concernant le service Protocole et accueil mutualisé, Madame Sophie SALELLES, Directrice de Cabinet, reçoit délégation de signature pour :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

**ARTICLE 6 :** Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

**ARTICLE 7 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 11 févr. 2019**



**Monsieur le Président  
Philippe SAUREL**

**Publiée le : 13/02/19**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-72567-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13/02/19

Réception en Préfecture : 13/02/19

Notifié le : 18/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Secrétariat Général**

Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Délégations de signature  
Département Administration  
Générale et Finances (DAGF)**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 211-9 ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU l'organigramme du département approuvé en Comité technique.

**AR R E T E**

**ARTICLE 1 :** Le Département Administration Générale et Finances est composé des directions suivantes :

- Direction des Finances (DF)
- Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments (DMGB)
- Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique (DAJCP)

Madame Juliette BEREGLI, Directrice Générale Adjointe en charge du Département Administration Générale et Finances, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son département.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Juliette BEREGLI, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par cette dernière pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses directeurs ou responsables de service sont accordées à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

**ARTICLE 2 :** La Direction des Finances est composée des services suivants :

- Ressources comptables et financières
- Gestion budgétaire
- Gestion comptable
- Ingénierie partenariale
- Expertise financière

Monsieur Vincent DOMEIZEL, directeur des Finances, reçoit à cette date sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € HT ;
  - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Vincent DOMEIZEL, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Christelle ROSE-BONAUD, Madame Emilie DREUX, Madame Céline FERRIE, Monsieur Fabien DELCASSO et Madame Natacha LEUPERT, chacun pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Vincent DOMEIZEL, de Madame Christelle ROSE-BONAUD, de Madame Emilie DREUX, de Madame Céline FERRIE, de Monsieur Fabien DELCASSO et de Madame Natacha LEUPERT, chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGLI.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Vincent DOMEIZEL, la délégation est accordée à Madame Juliette BEREGLI.

**ARTICLE 2-1 :** Madame Christelle ROSE-BONAUD, responsable du service Ressources comptables et financières, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christelle ROSE-BONAUD, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Vincent DOMEIZEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Christelle ROSE-BONAUD et Monsieur Vincent DOMEIZEL, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGLI.

**ARTICLE 2-2 :** Madame Emilie DREUX, responsable du service Gestion budgétaire, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Emilie DREUX, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Vincent DOMEIZEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Emilie DREUX et Monsieur Vincent DOMEIZEL, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGLI.

**ARTICLE 2-3 :** Madame Céline FERRIE, responsable du service Gestion comptable, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Céline FERRIE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Vincent DOMEIZEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Céline FERRIE et Monsieur Vincent DOMEIZEL, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGLI.

**ARTICLE 2-4 :** Monsieur Fabien DELCASSO, responsable du service Ingénierie partenariale, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Fabien DELCASSO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Vincent DOMEIZEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Fabien DELCASSO et Monsieur Vincent DOMEIZEL, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGLI.

**ARTICLE 2-5 :** Madame Natacha LEUPERT, responsable du service Expertise financière, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Natacha LEUPERT, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Vincent DOMEIZEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Natacha LEUPERT et Monsieur Vincent DOMEIZEL, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGLI.

**ARTICLE 3 :** La Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments est composée des services suivants :

- Architecture, bâtiments et sécurité
- Energie et Télécommunications

- Administratif et financier et Actions coopératives
- Parc auto

Madame Sarah COMMUNAL, Directrice des Moyens Généraux et des Bâtiments, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT;
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € HT ;
  - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sarah COMMUNAL, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Jérémie LE QUAN PHONG, Monsieur Jérôme ALBERGE, Monsieur Frédéric RICO et Monsieur Manuel VASSALO, chacun pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sarah COMMUNAL, de Monsieur Jérémie LE QUAN PHONG, de Monsieur Jérôme ALBERGE, de Monsieur Frédéric RICO et de Monsieur Manuel VASSALO, chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGLI.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sarah COMMUNAL, la délégation est accordée à Madame Juliette BEREGLI.

**ARTICLE 3-1 :** Monsieur Jérémie LE QUAN PHONG, responsable du service Architecture, bâtiments et sécurité, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jérémie LE QUAN PHONG, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Sarah COMMUNAL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jérémie LE QUAN PHONG et de Madame Sarah COMMUNAL, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGLI.

**ARTICLE 3-2 :** Monsieur Jérôme ALBERGE, responsable du service Energie et Télécommunications reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jérôme ALBERGE, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Sarah COMMUNAL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jérôme ALBERGE et de Madame Sarah COMMUNAL, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGLI.

**ARTICLE 3-3 :** Monsieur Frédéric RICO, responsable du service Administratif et financier et Actions coopératives, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Frédéric RICO, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Sarah COMMUNAL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Frédéric RICO et de Madame Sarah COMMUNAL, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGLI.

**ARTICLE 3-4 :** Monsieur Manuel VASSALO, responsable du service Parc auto, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Manuel VASSALO, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Sarah COMMUNAL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Manuel VASSALO et de Madame Sarah COMMUNAL, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGLI.

**ARTICLE 4 :** La Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique est composée des directions adjointes suivantes :

- Direction adjointe des Affaires Juridiques, elle-même composée du service Conseil et Contentieux et du service Ressources juridiques,
- Direction adjointe des Études, Rédactions, Procédures Commandes publiques, elle-même composée du service Procédures et marchés,
- Direction adjointe de la Conduite et Coordination de l'Achat public, elle-même composée du service Accompagnement et Coordination de la Commande publique.

Monsieur Benjamin DI GRAZIA, Directeur des Affaires Juridiques et de la Commande Publique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :

- délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT;
- délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € HT ;
- délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées chacun en ce qui concerne leur direction adjointe à Madame Laurence BONNET, Monsieur Fabrice MOURET, et Madame Lore DEXPERT.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, de Madame Laurence BONNET, de Monsieur Fabrice MOURET et de Madame Lore DEXPERT, chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGI.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, la délégation est accordée à Madame Juliette BEREGI.

**ARTICLE 4-1 :** Madame Laurence BONNET, Directrice adjointe des Affaires juridiques, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction adjointe placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction adjointe ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Laurence BONNET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benjamin DI GRAZIA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Laurence BONNET et Monsieur Benjamin DI GRAZIA, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGI.

**ARTICLE 4-1-1 :** Madame Emmanuelle RANCHOUP, responsable du service Conseil et Contentieux, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction adjointe ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Emmanuelle RANCHOUP, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Laurence BONNET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Emmanuelle RANCHOUP, de Madame Laurence BONNET et de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGI.

**ARTICLE 4-1-2 :** Madame Roxane ROBERT, responsable du service Ressources juridiques, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction adjointe ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.



En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Roxane ROBERT, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Laurence BONNET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Roxane ROBERT, de Madame Laurence BONNET et de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGLI.

**ARTICLE 4-2 :** Monsieur Fabrice MOURET, Directeur adjoint des Etudes, Rédactions, Procédures Commande publiques, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction adjointe placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction adjointe ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Fabrice MOURET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benjamin DI GRAZIA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Fabrice MOURET et Monsieur Benjamin DI GRAZIA, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGLI.

**ARTICLE 4-2-1 :** Madame Anne-Marie BLATIERE, responsable du service Procédures, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction adjointe ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Anne-Marie BLATIERE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MOURET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Anne-Marie BLATIERE, de Monsieur Fabrice MOURET et de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGLI.

**ARTICLE 4-3 :** Madame Lore DEXPERT, Directrice adjointe de la Conduite et Coordination de l'Achat public, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction adjointe placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction adjointe ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Lore DEXPERT, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benjamin DI GRAZIA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Lore DEXPERT et Monsieur Benjamin DI GRAZIA, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGLI.

**ARTICLE 4-3-1 :** Madame Emilie BARBENOIRE, responsable du service Accompagnement et Coordination de la Commande publique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction adjointe ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Emilie BARBENOIRE, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Lore DEXPERT.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Emilie BARBENOIRE, de Madame Lore DEXPERT et de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGLI.

**ARTICLE 5** : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 11 févr. 2019**



**Monsieur le Président  
Philippe SAUREL**

**Publiée le : 13/02/19**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**034-243400017-20190101-72569-AR-1-1**

**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 13/02/19**

**Réception en Préfecture : 13/02/19**

**Notifié le : 19/02/19**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Secrétariat Général**

Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Délégations de signature  
Département Culture et Sports (DCS)**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9 ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU l'organigramme du département approuvé en Comité technique.

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 :** Le Département Culture et Sport est composé des entités suivantes :

- Direction Culture et Patrimoine,
- Pôle Sports et Jeunesse, lui-même composé de la Direction des Sports.

Monsieur Fabrice MANUEL, Directeur Général Adjoint du Département Culture et Sport, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son département.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Fabrice MANUEL, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Christel CELIE, responsable du pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Fabrice MANUEL et de Madame Christel CELIE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

**ARTICLE 2 :** La Direction Culture et Patrimoine (DCP) est composée des services suivants :

- Coordination du spectacle vivant
- Archives
- Administration
- Rayonnement et développement culturel
- Coordination des Lieux d'Arts et d'Histoire (comprenant le Musée Fabre)
- Cinéma, Audiovisuel, Industries culturelles et créatives
- Maîtrise d'ouvrage

- Patrimoine et Archéologie
- Médiathèques et Livre- Mission Livre
- Coordination de l'enseignement artistique initial
- Coordination de la Biodiversité et de la Culture scientifique et technique

Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, directeur de la Culture et du Patrimoine, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT;
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € HT ;
  - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Catherine VIDAL, Madame Christine FEUILLAS, Madame Carine BAQUIER, Madame Claire AEBERHARDT, Monsieur Julien PRADE, Monsieur Michel HILAIRE, Madame Sophie MENANTEAU, Monsieur William MEALIER, Madame Diane DUSSEAUX, Monsieur Gilles GUDIN de VALLERIN, Monsieur Patrick POUGET et Madame Patricia REEB, chacun pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, de Madame Catherine VIDAL, de Madame Christine FEUILLAS, de Madame Carine BAQUIER, de Madame Claire AEBERHARDT, de Monsieur Julien PRADE, de Monsieur Michel HILAIRE, de Madame Sophie MENANTEAU, de Monsieur William MEALIER, de Madame Diane DUSSEAUX, de Monsieur Gilles GUDIN de VALLERIN, de Monsieur Patrick POUGET et de Madame Patricia REEB, chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

**ARTICLE 2-1 :** Madame Catherine VIDAL, responsable du service Coordination du spectacle vivant, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Catherine VIDAL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Catherine VIDAL et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

**ARTICLE 2-2 :** Madame Christine FEUILLAS, responsable du service Archives, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christine FEUILLAS, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Christine FEUILLAS et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

**ARTICLE 2-3 :** Madame Carine BAQUIER, responsable du service Administration, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Carine BAQUIER, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Carine BAQUIER et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

**ARTICLE 2-4 :** Madame Claire AEBERHARDT, responsable du service Rayonnement et Développement culturel, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Claire AEBERHARDT, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Claire AEBERHARDT et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

**ARTICLE 2-5 :** Monsieur Julien PRADE, responsable du service Coordination Lieux d'Arts et d'Histoire, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Julien PRADE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Julien PRADE et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

**ARTICLE 2-5-1 :** Monsieur Michel HILAIRE, directeur du Musée Fabre, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Michel HILAIRE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Michel HILAIRE et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

**ARTICLE 2-6 :** Madame Sophie MENANTEAU, responsable du service Cinéma, Audiovisuel et Industries culturelles et créatives, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie MENANTEAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sophie MENANTEAU et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

**ARTICLE 2-7 :** Monsieur William MEALIER, responsable du service Maîtrise d'Ouvrage, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur William MEALIER, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur William MEALIER et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

**ARTICLE 2-8 :** Madame Diane DUSSEAUX, responsable du service Patrimoine et Archéologie, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Diane DUSSEAUX, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe REITZ.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Diane DUSSEAUX et Monsieur Philippe REITZ, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Diane DUSSEAUX, Monsieur Philippe REITZ et Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

**ARTICLE 2-9 :** Monsieur Gilles GUDIN de VALLERIN, responsable du service Médiathèques et Livre – Mission Livre, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Gilles GUDIN de VALLERIN, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Sylvie ROBERT.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Gilles GUDIN de VALLERIN et Madame Sylvie ROBERT, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Valérie SERRE-RAUZET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Gilles GUDIN de VALLERIN, Madame Sylvie ROBERT et Madame Valérie SERRE-RAUZET, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Marion LORius.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Gilles GUDIN de VALLERIN, Madame Sylvie ROBERT, Madame Valérie SERRE-RAUZET et Madame Marion LORius, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoît FLAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Gilles GUDIN de VALLERIN, Madame Sylvie ROBERT, Madame Valérie SERRE-RAUZET, Madame Marion LORius et Monsieur Benoît FLAUD, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Gilles GUDIN de VALLERIN, Madame Sylvie ROBERT, Madame Valérie SERRE-RAUZET, Madame Marion LORius, Monsieur Benoît FLAUD et Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

**ARTICLE 2-9-1 :** Pour les médiathèques, reçoivent sous ma surveillance et ma responsabilité, délégation à effet de signer tous documents nécessaires pour déposer plainte au nom de Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir réparation de tout éventuel préjudice subi :

- pour la médiathèque centrale Emile Zola, Madame Valérie SERRE-RAUZET. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Françoise LACAN
- pour la médiathèque Federico Fellini, Monsieur Arnaud BELBEOC'H. En cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Shéhérazade COLRAT
- pour la médiathèque Victor Hugo, Madame Sara LENGLET. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Chantal RICCI
- pour la médiathèque Jean-Jacques Rousseau, Madame Marianne TOQUE. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Corinne CROS
- pour la médiathèque Federico Garcia Lorca, Madame Nathalie HOUDE. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Marie-Claire VIE
- pour la médiathèque William Shakespeare, Madame Isabelle GASSENG. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Perrine MOURIES
- pour la médiathèque La Gare, Monsieur Christophe VIGNERON. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Sylvie AOUIOUA
- pour la médiathèque Jean de la Fontaine, Monsieur Christophe VIGNERON. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Sylvie ROLS
- pour la médiathèque Françoise Giroud, Madame Nathalie BOISSON. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Sylvie JOURDAN
- pour la médiathèque Aimé Césaire, Madame Florence SIRO-LUSSAGNET. En cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Latifa AKAM
- pour la médiathèque Albert Camus, Madame Catherine SIMON. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Jessica GROSPIRON

- pour la médiathèque George Sand, Madame Roselyne MONTEL. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Karine RODRIGUEZ
- pour la médiathèque Jean Giono, Madame Sylvie DROUX. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Sandra CHABROL ;
- pour la bibliothèque Paul Langevin, Madame Isabelle GASSENG. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Sylvie ROBERT

En cas d'absence ou d'empêchement des personnes ci-dessus, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Gilles GUDIN DE VALLERIN, à défaut, à Madame Sylvie ROBERT, Madame Valérie SERRE-RAUZET, Madame Marion LORIUS, Monsieur Benoît FLAUD.

**ARTICLE 2-10 :** Monsieur Patrick POUGET, responsable du service Coordination de l'Enseignement artistique initial, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Patrick POUGET, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Nathalie GANDREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Patrick POUGET et Madame Nathalie GANDREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Patrick POUGET, Madame Nathalie GANDREAU et Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

**ARTICLE 2-11 :** Madame Patricia REEB, responsable du service Coordination de la Biodiversité et de la Culture scientifique et technique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Patricia REEB, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Florence MOUSSET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Patricia REEB et Madame Florence MOUSSET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Patricia REEB, Madame Florence MOUSSET et Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

**ARTICLE 3 :** La Direction des Sports (DS) est composée des services suivants :

- Ressources
- Travaux et Maintenance
- Réseau des piscines

Monsieur Thierry GUITTET, directeur des Sports, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :



- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT;
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € HT ;
  - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thierry GUITTET, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Joseph GUISIANO, Monsieur Mathieu FONTENEAU et Monsieur Laurent VIOLEAU, chacun pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thierry GUITTET, de Monsieur Joseph GUISIANO, de Monsieur Mathieu FONTENEAU et de Monsieur Laurent VIOLEAU, chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Christel CELIE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Christel CELIE, de Monsieur Thierry GUITTET, de Monsieur Joseph GUISIANO, de Monsieur Mathieu FONTENEAU et de Monsieur Laurent VIOLEAU, chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thierry GUITTET, la délégation est accordée à Madame Christel CELIE.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thierry GUITTET et de Madame Christel CELIE, la délégation est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

**ARTICLE 3-1 :** Monsieur Joseph GUISIANO, responsable du service Travaux et Maintenance, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Joseph GUISIANO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Thierry GUITTET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Joseph GUISIANO et de Monsieur Thierry GUITTET, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Christel CELIE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Joseph GUISIANO, de Madame Christel CELIE et de Monsieur Thierry GUITTET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

**ARTICLE 3-2 :** Monsieur Mathieu FONTENEAU, responsable du service Ressources, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Mathieu FONTENEAU et de Monsieur Thierry GUITTET, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Christel CELIE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Mathieu FONTENEAU, de Madame Christel CELIE et de Monsieur Thierry GUITTET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

**ARTICLE 3-3 :** Monsieur Laurent VIOLEAU, responsable du service Réseau des piscines, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Laurent VIOLEAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Thierry GUITTET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Laurent VIOLEAU et de Monsieur Thierry GUITTET, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Christel CELIE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Laurent VIOLEAU, de Madame Christel CELIE et de Monsieur Thierry GUITTET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

**ARTICLE 3-4 :** Pour les équipements sportifs, reçoivent sous ma surveillance et ma responsabilité, délégation à effet de signer tous documents nécessaires pour déposer plainte au nom de Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir réparation de tout éventuel préjudice subi :

- Monsieur Frédéric MICHOLET, pour la piscine olympique d'Antigone
- Monsieur Pascal CAPRON et en son absence Madame Laetitia MELLET, pour le centre nautique Neptune
- Monsieur Christophe MARTIN, pour les piscines Spilliaert et Héraclès
- Monsieur SZABO, pour la piscine Amphitrite
- Monsieur Emeric FOURNIER, pour la piscine Jany
- Madame Florence PONTHER, pour les piscines Pitot et Caron
- Monsieur Gwenael LE HENAFF, pour la piscine Nakache
- Madame Laurence DOLADILLE, pour la piscine Vivès
- Madame Françoise MOURGUES, pour la piscine Berlioux
- Monsieur Paul ALCAYDE, pour la piscine Taris
- Monsieur Philippe RIMELE, pour la piscine les Néréides
- Madame Nathalie BOURGEAT pour la piscine Poseidon
- Monsieur Jean-Pierre BLANCHET, pour le stade de la Mosson, le stade Yves du Manoir, le stade Jules Rimet et la base de la Valette
- Monsieur Jérôme DE JESUS, pour le palais des sports Bougnol

En cas d'absence ou d'empêchement des personnes ci-dessus, délégation de signature est donnée dans les mêmes conditions à Laurent VIOLEAU et, à défaut, à Monsieur Mathieu FONTENEAU pour le réseau des piscines.

En cas d'absence ou d'empêchement des personnes ci-dessus concernant les stades (Mosson, Rimet, Yves du Manoir) et la base de la Valette, délégation de signature est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Thierry BOUSQUET et, à défaut, à Monsieur Joseph GUISIANO.

Pour le palais des sports Bougnol, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jérôme DEJESUS, délégation de signature est donnée dans les mêmes conditions à Madame Estelle SERRE et, à défaut, à Monsieur Jocelyn COLOU.

**ARTICLE 4 :** Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 11 févr. 2019**



**Monsieur le Président  
Philippe SAUREL**

**Publiée le : 13/02/19**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**034-243400017-20190101-72571-AR-1-1**

**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 13/02/19**

**Réception en Préfecture : 13/02/19**

**Notifié le : 19/02/19**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Secrétariat Général**

**Extrait du registre des  
Arrêts de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Délégations de signature  
Département Développement et  
Aménagement Durables du Territoire  
(DDADT)**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 5211-9 ;
- 
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- 
- VU l'organigramme du département approuvé en Comité technique ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Le Département Développement et Aménagement Durables du Territoire (DDADT) est composé des missions et directions suivantes :

- La Mission Cité intelligente ;
- La Mission Espace Public ;
- La Direction Innovations, Politiques contractuelles, Systèmes d'informations géographiques (DICOSIG) ;
- La Direction Transition Energétique et Ecologique (DTEE) ;
- La Direction Projet Planification Territoriale (DiPPT) ;
- La Direction Habitat Parcours Résidentiels (DHPar) ;
- La Direction Action Foncière et Immobilière (DAFI) ;
- La Direction Urbanisme Appliqué (DUA) ;
- La Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux (DAST) ;
- La Direction Aménagement et Renouvellement Urbain (DARU).

Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint en charge du Développement et Aménagement Durables du Territoire, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le Département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son département.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yves NURIT, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par ce dernier pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses directeurs ou chefs de service sont accordées à Monsieur Rémy AILLERET, Directeur Général Adjoint du DDADT.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Yves NURIT et de Monsieur Rémy AILLERET, les délégations ci-dessus sont accordées à Christian FINA, Directeur Général des Services.

**ARTICLE 2 :** Madame Hélène ROUSSEL, directrice de la Mission Cité intelligente, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT;
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € HT ;
  - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Hélène ROUSSEL, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves NURIT.

**ARTICLE 3:** Monsieur Nicolas ROUBIEU, directeur de la Mission Espace Public, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT;
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € HT ;
  - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas ROUBIEU, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves NURIT.

**ARTICLE 4 :** La Direction Innovations, Politiques contractuelles, Systèmes d'informations géographiques (DICOSIG) est composée des services suivants :

- SIG Métropolitain
- Mission Expertise Géomatique

Monsieur Fabien BLASCO, directeur de la Direction Innovations, Politiques contractuelles, Systèmes d'informations géographiques (DICOSIG), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;

- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT;
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € HT ;
  - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Fabien BLASCO, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Marc APARICIO et au responsable de la Mission Expertise Géomatique, chacun pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Fabien BLASCO, de Monsieur Marc APARICIO et du responsable de la Mission Expertise Géomatique, chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Fabien BLASCO, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves NURIT.

**ARTICLE 4-1 :** Monsieur Marc APARICIO, responsable du service SIG Métropolitain, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc APARICIO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabien BLASCO.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Marc APARICIO et de Monsieur Fabien BLASCO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

**ARTICLE 4-2 :** Le responsable de la Mission Expertise Géomatique (poste vacant), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la mission placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa mission ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du responsable de la Mission Expertise Géomatique, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabien BLASCO.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants du responsable de la Mission Expertise Géomatique et de Monsieur Fabien BLASCO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

**ARTICLE 5 :** La Direction Transition Energétique et Ecologique (DTEE) est composée des services suivants :

- Pôle Energie
- Unité Plan Climat Air Energie et Environnement

Madame Isabelle LE VANNIER, directrice de la Direction Transition Energétique et Ecologique (DTEE), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT;
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € HT ;
  - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Isabelle LE VANNIER, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Delphine BAUS et à Madame Emilie SALLES, chacune pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Isabelle LE VANNIER, de Madame Delphine BAUS et de Madame Emilie SALLES, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Isabelle LE VANNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves NURIT.

**ARTICLE 5-1** : Madame Delphine BAUS, responsable du Pôle Energie, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le pôle placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son pôle ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Delphine BAUS, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Isabelle LE VANNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Delphine BAUS et de Madame Isabelle LE VANNIER, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

**ARTICLE 5-2** : Madame Emilie SALLES, responsable de l'Unité Plan Climat Air Energie et Environnement, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'unité placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son unité ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Emilie SALLES, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Isabelle LE VANNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Emilie SALLES et de Madame Isabelle LE VANNIER, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

**ARTICLE 6 :** La Direction Projet Planification Territoriale (DiPPT) est composée des services suivants :

- Aménagement du territoire/ Déplacements ;
- Plan Local d'Urbanisme.

Madame Caroline FRIOL, directrice de la Direction Projet Planification Territoriale (DiPPT), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT;
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € HT ;
  - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Caroline FRIOL, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Julie GUIROY et à Monsieur Alban FILIPIAK, chacun pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Caroline FRIOL, de Monsieur Vincent MEYER et de Monsieur Alban FILIPIAK, chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Caroline FRIOL, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves NURIT.

**ARTICLE 6-1 :** Madame Julie GUIROY, responsable du service Aménagement du territoire/ Déplacements, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Julie GUIROY, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Caroline FRIOL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Julie GUIROY et de Madame Caroline FRIOL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

**ARTICLE 6-2 :** Monsieur Alban FILIPIAK, responsable du service Plan Local d'Urbanisme, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.



En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Alban FILIPIAK, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Caroline FRIOL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Alban FILIPIAK et de Madame Caroline FRIOL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

**ARTICLE 7 :** La Direction Habitat Parcours Résidentiels (DHaPar) est composée des services suivants :

- Programmation et développement de l'Habitat
- Gestion sociale du Logement
- Gens du voyage
- Mission Rénovation Urbaine

Monsieur Bruno LEROY, directeur de la Direction Habitat Parcours Résidentiels (DHaPar), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT;
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € HT ;
  - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Bruno LEROY, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Grégory FAYE, à Madame Stéphanie DELBREL, à Monsieur Matthieu THEET et à Madame Valérie PACAULT, chacun pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Bruno LEROY, de Monsieur Grégory FAYE, de Madame Stéphanie DELBREL, de Monsieur Matthieu THEET et de Madame Valérie PACAULT, chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Bruno LEROY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves NURIT.

**ARTICLE 7-1 :** Monsieur Grégory FAYE, responsable du service Programmation et développement de l'Habitat, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Grégory FAYE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Bruno LEROY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Grégory FAYE et de Monsieur Bruno LEROY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

**ARTICLE 7-2** : Madame Stéphanie DELBREL, responsable du service Gestion sociale du Logement, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Stéphanie DELBREL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Bruno LEROY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Stéphanie DELBREL et de Monsieur Bruno LEROY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

**ARTICLE 7-3** : Monsieur Matthieu THEET, responsable du service Gens du voyage, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Matthieu THEET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Bruno LEROY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Matthieu THEET et de Monsieur Bruno LEROY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

**ARTICLE 7-4** : Madame Valérie PACAULT, chef de projet de la Mission Rénovation Urbaine, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Valérie PACAULT, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Bruno LEROY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Valérie PACAULT et de Monsieur Bruno LEROY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

**ARTICLE 8** : La Direction Action Foncière et Immobilière (DAFI) est composée des services suivants :

- Stratégie et Opérations foncières
- Foncier Espaces publics

Madame Emmanuelle DI GRAZIA, directrice de la Direction Action Foncière et Immobilière (DAFI), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :

- délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT;
- délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € HT ;
- délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Emmanuelle DI GRAZIA, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Sophie TARDIVEL et à Madame Patricia BOURRAT, chacune pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Emmanuelle DI GRAZIA, de Madame Sophie TARDIVEL et de Madame Patricia BOURRAT, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Emmanuelle DI GRAZIA, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves NURIT.

**ARTICLE 8-1** : Madame Sophie TARDIVEL, responsable du service Stratégie et Opérations foncières, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie TARDIVEL, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Emmanuelle DI GRAZIA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sophie TARDIVEL et de Madame Emmanuelle DI GRAZIA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

**ARTICLE 8-2** : Madame Patricia BOURRAT, responsable du service Foncier Espaces publics, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Patricia BOURRAT, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Emmanuelle DI GRAZIA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Patricia BOURRAT et de Madame Emmanuelle DI GRAZIA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

**ARTICLE 9** : La Direction Urbanisme Appliqué (DUA) est composée des services suivants :

- Droits des sols Métropole Territoires
- Droit des sols Montpellier

Monsieur Yves CHAUSSOUY, directeur de la Direction Urbanisme Appliqué (DUA), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € HT ;
  - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yves CHAUSSOUY, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Sébastien TEISSONNIERE, directeur adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Yves CHAUSSOUY et de Monsieur Sébastien TEISSONNIERE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yves CHAUSSOUY, la délégation est accordée à Monsieur Yves NURIT.

**ARTICLE 9-1** : Madame Nathalie BELVEZE, responsable du service Droits des sols Métropole Territoires, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Nathalie BELVEZE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Sébastien TEISSONNIERE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Nathalie BELVEZE et de Monsieur Sébastien TEISSONNIERE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves CHAUSSOUY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Nathalie BELVEZE, de Monsieur Sébastien TEISSONNIERE et de Monsieur Yves CHAUSSOUY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

**ARTICLE 9-2** : Monsieur Sébastien TEISSONNIERE, directeur adjoint et responsable du service Droit des sols Montpellier par intérim, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Sébastien TEISSONNIERE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves CHAUSSOUY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Sébastien TEISSONNIERE et de Monsieur Yves CHAUSSOUY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

**ARTICLE 10 :** La Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux (DAST) est composée du service suivant :

- Aménagement et réinvestissement économiques et urbains

Monsieur Eric GOMEZ, directeur de la Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux (DAST), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € HT ;
  - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Eric GOMEZ, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Bertrand SAUTRE, pour ce qui concerne son service.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Eric GOMEZ et de Monsieur Bertrand SAUTRE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Eric GOMEZ, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves NURIT.

**ARTICLE 10-1 :** Monsieur Bertrand SAUTRE, responsable du service Aménagement et réinvestissement économiques et urbains, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Bertrand SAUTRE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Eric GOMEZ.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Bertrand SAUTRE et de Monsieur Eric GOMEZ, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

**ARTICLE 11 :** La Direction Aménagement et Renouvellement Urbain (DARU) est composée des services suivants :

- Montpellier Territoires Est et Nord
- Montpellier Territoires Ouest et Sud

Madame Sylvie MAHOT, directrice de la Direction Aménagement et Renouvellement Urbain (DARU), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € HT ;
  - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sylvie MAHOT, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Nicolas PICCININ et à Madame Hélène REDER, chacun pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sylvie MAHOT, de Monsieur Nicolas PICCININ et de Madame Hélène REDER, chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sylvie MAHOT, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves NURIT.

**ARTICLE 11-1 :** Monsieur Nicolas PICCININ, responsable du service Montpellier Territoires Est et Nord, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas PICCININ, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Sylvie MAHOT.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas PICCININ et de Madame Sylvie MAHOT, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

**ARTICLE 11-2 :** Madame Hélène REDER, responsable du service Montpellier Territoires Ouest et Sud, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Hélène REDER, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Sylvie MAHOT.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Hélène REDER et de Madame Sylvie MAHOT, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

**ARTICLE 12 :** Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

**ARTICLE 13 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 11 févr. 2019**



**Monsieur le Président  
Philippe SAUREL**

**Publiée le : 13/02/19**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**034-243400017-20190101-72574-AR-1-1**

**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 13/02/19**

**Réception en Préfecture : 13/02/19**

**Notifié le : 18/02/19**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Secrétariat Général**

Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Délégations de signature relatives au  
Département Développement Économique,  
Emploi et Insertion (DDEEI)**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9 ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU l'organigramme du département approuvé en Comité Technique.

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 :** Le Département Développement Economique, Emploi et Insertion (DDEEI) est composé des directions suivantes :

- La Direction de l'Economie et de l'Emploi (DEE)
- La Direction Attractivité, Tourisme et Relations internationales (DATRI)

Monsieur Philippe BOULET, Directeur Général Adjoint du Département Développement économique, Emploi et Insertion, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son département.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe BOULET, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par ce dernier pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses directeurs ou chefs de service sont accordées à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

**ARTICLE 2 :** La Direction de l'Economie et de l'Emploi (DEE) est composée des services suivants :

- Administration et Finances
- Marketing, réseaux et animation
- Unité BIC- Création entreprises innovantes



- Unité implantation
- Accélérateur de croissance dont l'Unité Emploi et Insertion.

Le Directeur de l'Economie et de l'Emploi (poste vacant), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction:
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
  - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du Directeur de l'Economie et de l'Emploi, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Emmanuel GUILLERMO, directeur de projets et directeur adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants du Directeur du Développement économique et de l'Emploi et de Monsieur Emmanuel GUILLERMO, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Philippe BOULET.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement du Directeur de l'Economie et de l'Emploi, la délégation est accordée à Monsieur Philippe BOULET.

**ARTICLE 2-1 :** Monsieur José SANTANA, responsable du service Administration et Finances, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité et, en cas d'absence des autres chefs de service, pour l'ensemble des services de la Direction de l'Economie et de l'Emploi :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur José SANTANA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Emmanuel GUILLERMO.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur José SANTANA et de Monsieur Emmanuel GUILLERMO, la délégation ci-dessus est accordée au Directeur de l'Economie et de l'Emploi.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur José SANTANA, de Monsieur Emmanuel GUILLERMO et du Directeur de l'Economie et de l'Emploi, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe BOULET.

**ARTICLE 2-2 :** Madame Chantal DUMAS, responsable du service Marketing, réseaux et animation, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Chantal DUMAS, la délégation ci-dessus est accordée Monsieur Emmanuel GUILLERMO.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Chantal DUMAS et de Monsieur Emmanuel GUILLERMO, la délégation ci-dessus est accordée au Directeur de l'Economie et de l'Emploi.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Chantal DUMAS, de Monsieur Emmanuel GUILLERMO et du Directeur de l'Economie et de l'Emploi, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe BOULET.

**ARTICLE 2-3 :** Madame Isabelle PREVOT, responsable de l'Unité BIC- Création entreprises innovantes, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Isabelle PREVOT, la délégation ci-dessus est accordée Monsieur Emmanuel GUILLERMO.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Isabelle PREVOT et de Monsieur Emmanuel GUILLERMO, la délégation ci-dessus est accordée au Directeur de l'Economie et de l'Emploi.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Isabelle PREVOT, de Monsieur Emmanuel GUILLERMO et du Directeur de l'Economie et de l'Emploi, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe BOULET.

**ARTICLE 2-4 :** Monsieur Benoit ILLINGER, responsable de l'Unité implantation, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Benoit ILLINGER, la délégation ci-dessus est accordée Monsieur Emmanuel GUILLERMO.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Benoit ILLINGER et de Monsieur Emmanuel GUILLERMO, la délégation ci-dessus est accordée au Directeur de l'Economie et de l'Emploi.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Benoit ILLINGER, de Monsieur Emmanuel GUILLERMO et du Directeur de l'Economie et de l'Emploi, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe BOULET.

**ARTICLE 2-5 :** Le responsable du service Accélérateur de croissance (poste vacant) dont l'Unité Emploi et Insertion reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du responsable du service Accélérateur de croissance, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Sabrina GUARRERA, responsable de l'Unité Emploi et Insertion.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants du responsable du service Accélérateur de croissance et de Madame Sabrina GUARRERA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Emmanuel GUILLERMO.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants du responsable du service Accélérateur de croissance, de Madame Sabrina GUARRERA, et de Monsieur Emmanuel GUILLERMO, la délégation ci-dessus est accordée au Directeur de l'Economie et de l'Emploi.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants du responsable du service Accélérateur de croissance, de Madame Sabrina GUARRERA, de Monsieur Emmanuel GUILLERMO et du Directeur du Développement économique et de l'Emploi, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe BOULET.

**ARTICLE 3 :** Madame Sophie SALELLES, Directrice de cabinet, Directrice par intérim de l'Attractivité, du Tourisme et des Relations Internationales (DATRI) reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction:
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie SALELLES, les délégations ci-dessus, sont accordées à Monsieur Philippe BOULET.

**ARTICLE 4 :** Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 11 févr. 2019**



**Monsieur le Président  
Philippe SAUREL**

**Publiée le : 13/02/19**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**034-243400017-20190101-72576-AR-1-1**

**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 13/02/19**

**Réception en Préfecture : 13/02/19**

**Notifié le : 19/02/19**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Secrétariat Général**

**Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Délégations de signature  
Direction Générale des Services**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 5211-9 ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** La Direction Générale des Services est composée des départements, missions et directions suivants :

- Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique ;
  - Département Solidarité et Vivre ensemble ;
  - Département Développement et Aménagement Durables du Territoire ;
  - Département Administration générale et finances ;
  - Département Culture et Sport ;
  - Département Services Publics de l'Environnement et des Transports ;
  - Département Développement économique, Emploi et Insertion ;
- au sein desquels les délégations de signature sont organisées par un arrêté ad hoc.

Lui sont rattachées en direct les missions et directions suivantes :

- Mission Grand Cœur ;
- Mission Coordination Interne et Vie de l'Intercommunalité ;
- Mission Coopérations territoriales ;
- Direction du Contrôle de Gestion Externe.

Par dérogation aux délégations de fonctions consenties aux vice-présidents et conseillers métropolitains, Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services, reçoit, sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'ensemble des départements et directions sous son autorité, délégation de signature pour l'ensemble des courriers et documents pris pour la préparation et l'exécution des délibérations, décisions au sens de l'article L 5211-10 du Code général des collectivités territoriales et arrêtés du Président.

Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'ensemble des départements et directions placés sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de ses départements et missions.
- Délégation de signature pour l'ensemble des courriers et documents pris pour la préparation et l'exécution des délibérations, décisions et arrêtés du Président.
- Délégation de signature pour l'ensemble des décisions individuelles favorables ou défavorables prises en réponse à la demande d'un agent de la Métropole ou d'un usager.
- En matière de ressources humaines, délégation pour l'ensemble des courriers et documents relatifs à la gestion du personnel métropolitain.
- Délégation de signature pour la délivrance des expéditions du registre des délibérations et des arrêtés métropolitains, la certification matérielle et conforme des pièces et documents présentés à cet effet, la légalisation des signatures, dans les conditions prévues dans l'article L 2122-30 du Code Général des Collectivités Territoriales.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Christian FINA, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint des services.

**ARTICLE 2 :** Madame Florence TISSEYRE, directrice de la Mission Coordination interne et Vie de l'Intercommunalité, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la mission placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa mission ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa mission :
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT;
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € HT ;
  - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Florence TISSEYRE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Christian FINA.

**ARTICLE 2-1 :** Madame Sabine BERGUA, responsable du service Guichet unique de proximité, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sabine BERGUA, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Florence TISSEYRE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Mesdames Sabine BERGUA et Florence TISSEYRE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Christian FINA.

**ARTICLE 3 :** Monsieur Philippe RENAUD, directeur de la Mission Coopération territoriales, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la mission placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa mission ;
- Délégation de signature pour les décisions d'attribution des aides relevant du Fonds d'Aide aux Jeunes ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa mission :
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT;
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € HT ;
  - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe RENAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Christian FINA.

**ARTICLE 4 :** Madame Caroline KNAPP-LUQUET, directrice du Contrôle de Gestion Externe, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € HT ;
  - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Caroline KNAPP-LUQUET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Christian FINA.

**ARTICLE 5 :** Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 11 févr. 2019



Monsieur le Président  
Philippe SAUREL

**Publiée le :** 13/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-72578-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13/02/19

Réception en Préfecture : 13/02/19

Notifié le : 18/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Secrétariat Général**

**Extrait du registre des  
Arrêts de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Délégations de signature  
Département Proximité et Modernisation  
de l'Action Publique (DPMAP)**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code Général des collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9 ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU l'organigramme du département approuvé en Comité Technique.

**AR R E T E**

**ARTICLE 1 :** Le Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique (DPMAP) est composé des directions suivantes :

- Direction du Secrétariat Général (SG)
- Direction des Ressources Informatiques (DRI)
- Direction de l'Organisation, Evaluation et Etudes (DOEE)

Monsieur Alain PONS DE VINCENT, Directeur Général Adjoint en charge du Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courrier de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son département.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Alain PONS DE VINCENT, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par ce dernier pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses directeurs ou chefs de service sont accordées à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

**ARTICLE 2 :** La Direction du Secrétariat Général est composée des services suivants :

- Assemblée
- Courrier



Madame Clémentine PAPA, directrice du Secrétariat Général, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- Délégation de signature pour la délivrance des expéditions des registres des délibérations, des décisions et des arrêtés métropolitains et délégation pour la certification matérielle et conforme des actes, pièces et documents présentés à cet effet ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction:
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Clémentine PAPA, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Fanie DUCHIER et à Madame Céline GAGLIANO, chacune pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Clémentine PAPA, de Madame Fanie DUCHIER et de Madame Céline GAGLIANO, chacune pour ce qui la concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Clémentine PAPA, la délégation est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

**ARTICLE 2-1 :** Madame Fanie DUCHIER, responsable du service Assemblée, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- Délégation de signature pour le paraphe et la cotation, la délivrance des expéditions des registres métropolitains et délégation pour la certification matérielle et conforme des actes, pièces et documents présentés à cet effet.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Fanie DUCHIER, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Clémentine PAPA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Fanie DUCHIER et de Madame Clémentine PAPA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

**ARTICLE 2-2 :** Madame Céline GAGLIANO, responsable du service Courrier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Céline GAGLIANO, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Clémentine PAPA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Céline GAGLIANO et de Madame Clémentine PAPA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

**ARTICLE 3 :** La Direction des Ressources Informatiques est composée des services suivants :

- Etudes et Développement
- Exploitation et Relations aux utilisateurs

Monsieur Pierre BRICE, Directeur des Ressources Informatiques, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre BRICE, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Philippe GIPPET, directeur adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Pierre BRICE et de Monsieur Philippe GIPPET, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre BRICE, la délégation est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

**ARTICLE 3-1 :** Monsieur Philippe GIPPET, directeur adjoint et responsable du service Etudes et Développement, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe GIPPET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Pierre BRICE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Philippe GIPPET et de Monsieur Pierre BRICE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

**ARTICLE 3-2 :** Le responsable du service Exploitation et Relations aux utilisateurs (poste vacant), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du responsable du service Exploitation et Relations aux utilisateurs, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Pierre BRICE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants du responsable du service Exploitation et Relations aux utilisateurs et de Monsieur Pierre BRICE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

**ARTICLE 4 :** La Direction de l'Organisation, Evaluation et Etudes (DOEE) est composée de l'unité suivante :

- Contrôle de Gestion interne.

Monsieur Alexandre WEILL, directeur de de l'Organisation, Evaluation et Etudes, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;

- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :

- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Alexandre WEILL, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Marie BRULE pour ce qui concerne son unité.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Alexandre WEILL et de Madame Marie BRULE, chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Alexandre WEILL, la délégation est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

**ARTICLE 4-1 :** Madame Marie BRULE, responsable de l'unité Contrôle de Gestion interne, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'unité placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son unité ;

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement Madame Marie BRULE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alexandre WEILL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Marie BRULE et de Monsieur Alexandre WEILL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

**ARTICLE 5** : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 11 févr. 2019**



**Monsieur le Président  
Philippe SAUREL**

**Publiée le : 13/02/19**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-72580-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13/02/19

Réception en Préfecture : 13/02/19

Notifié le : 18/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Secrétariat Général**

**Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Délégations de signature  
Département Solidarité et Vivre Ensemble  
(DSVE)**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 5211-9 ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU l'organigramme du département approuvé en Comité technique.

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 :** Le Département Solidarité et Vivre ensemble (DSVE) est composé des services suivants :

- Service Politique de la Ville (SPV)
- Service Téléalarme (ST)
- Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ)

Monsieur M'Hamed BELHANDOUZ, Directeur Général Adjoint en charge du Département Solidarité et Vivre ensemble, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son département.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur M'Hamed BELHANDOUZ, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par ce dernier pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses directeurs ou chefs de service sont accordées à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

**ARTICLE 2 :** Madame Béatrice CLERGET-LASNE, responsable du service Politique de la Ville, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son service ;

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € HT ;
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Béatrice CLERGET-LASNE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur M'Hamed BELHANDOUZ.

**ARTICLE 3 :** Madame Florence RICHARD, responsable administrative par intérim du service Téléalarme, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Florence RICHARD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur M'Hamed BELHANDOUZ.

**ARTICLE 4 :** Monsieur Thierry DAGUZE, responsable technique par intérim du service Téléalarme, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thierry DAGUZE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur M'Hamed BELHANDOUZ.

**ARTICLE 5 :** Madame Karine CANER, responsable du Fonds d'Aide aux Jeunes, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la mission placée sous son autorité et à compter du transfert de la compétence de gestion du Fonds d'Aide aux Jeunes :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa mission ;
- Délégation de signature pour les décisions d'attribution des aides relevant du Fonds d'Aide aux Jeunes ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa mission :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.

- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Karine CANER, concernant les décisions d'attribution des aides relevant du Fonds d'Aide aux Jeunes, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Philippe RENAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Karine CANER et de Monsieur Philippe RENAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur M'Hamed BELHANDOUZ.

**ARTICLE 6** : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

**ARTICLE 7** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 11 févr. 2019**



**Monsieur le Président  
Philippe SAUREL**

**Publiée le : 13/02/19**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**034-243400017-20190101-72582-AR-1-1**

**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 13/02/19**

**Réception en Préfecture : 13/02/19**

**Notifié le : 18/02/19**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Secrétariat Général**

**Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Délégations de signature  
Pôle Ressources Humaines  
et Relations Sociales (PRHS)**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5211-9 ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU l'organigramme du département approuvé en Comité Technique.

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 :** Le Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales est composé des directions suivantes :

- Direction du Pilotage et de la Modernisation RH (DPM)
- Direction de l'Administration des Ressources Humaines (DARH)
- Direction des Parcours Professionnels et des Compétences (DPPC)
- Direction de la Qualité de vie au Travail, du Dialogue social et de l'Accompagnement managérial (DQVT).

Monsieur Benoît ZENOU, responsable du Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Benoît ZENOU, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par cette dernière pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses directeurs ou responsables de service sont accordées à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.



**ARTICLE 2** : Le directeur du Pilotage et de la Modernisation RH (poste vacant), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT;
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € HT ;
  - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du directeur du Pilotage et de la Modernisation RH, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Benoît ZENOU.

**ARTICLE 3** : La Direction de l'Administration des Ressources Humaines (DARH) est composée des services et unités suivants :

- Unité Carrière Métropole
- Unité Carrière Ville
- Unité Rémunération Métropole
- Unité Rémunération Ville
- Service Activité Santé

Monsieur Etienne ROSSIGNOL, directeur de l'Administration des Ressources Humaines, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT;
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € HT ;
  - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Etienne ROSSIGNOL, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Agnès FERVAL, Madame Mélanie SCAPIN, le responsable de l'Unité Rémunérations Métropole, Madame Ingrid CREVEAU et Monsieur Karl LEGOUSSOUART, chacun pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Etienne ROSSIGNOL, de Madame Agnès FERVAL, de Madame Mélanie SCAPIN, du responsable de l'Unité Rémunérations Métropole, de Madame Ingrid CREVEAU et de Monsieur Karl LEGOUSSOUART, chacun pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Benoît ZENOU.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Etienne ROSSIGNOL, la délégation est accordée à Monsieur Benoît ZENOU.

**ARTICLE 3-1 :** Madame Agnès FERVAL, responsable de l'Unité Carrière Métropole, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'unité placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son unité ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Agnès FERVAL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Etienne ROSSIGNOL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Agnès FERVAL et de Monsieur Etienne ROSSIGNOL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoît ZENOU.

**ARTICLE 3-2 :** Madame Mélanie SCAPIN, responsable de l'Unité Carrières Ville, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'unité placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son unité ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Mélanie SCAPIN, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Etienne ROSSIGNOL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Mélanie SCAPIN et de Monsieur Etienne ROSSIGNOL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoît ZENOU.

**ARTICLE 3-3 :** Madame Ingrid CREVEAU, responsable par intérim de l'Unité Rémunérations Métropole, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'unité placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son unité ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Ingrid CREVEAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Etienne ROSSIGNOL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Ingrid CREVEAU et de Monsieur Etienne ROSSIGNOL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoît ZENOU.

**ARTICLE 3-4 :** Madame Ingrid CREVEAU, responsable de l'Unité Rémunérations Ville, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'unité placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son unité ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Ingrid CREVEAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Etienne ROSSIGNOL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Ingrid CREVEAU et de Monsieur Etienne ROSSIGNOL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoît ZENOU.

**ARTICLE 3-5 :** Monsieur Karl LEGOUSSOUART, responsable du service Activité Santé, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Karl LEGOUSSOUART, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Etienne ROSSIGNOL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Karl LEGOUSSOUART et de Monsieur Etienne ROSSIGNOL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoît ZENOU.

**ARTICLE 4 :** La Direction des Parcours professionnels et des Compétences (DPPC) est composée des services suivants :

- Mobilité interne, Recrutement, Stages
- Laboratoire RH et Accompagnement des Parcours professionnels
- Formation
- Prospective Métiers et Compétences

Madame Cécile MATTERA, directrice des Parcours professionnels et des Compétences, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € HT ;
  - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Cécile MATTERA, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Michel JULIEN, Madame Cécile DELEUZE, Madame Nathalie CONNAC et Madame Monique COGOLLOS, chacun pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Cécile MATTERA, de Monsieur Michel JULIEN, de Madame Cécile DELEUZE, de Madame Nathalie CONNAC et de Madame Monique COGOLLOS, chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoît ZENOU.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Cécile MATTERA, la délégation est accordée à Monsieur Benoît ZENOU.

**ARTICLE 4-1 :** Monsieur Michel JULIEN, responsable du service Mobilité interne, Recrutement, Stages, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Michel JULIEN, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Cécile MATTERA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Michel JULIEN et de Madame Cécile MATTERA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoît ZENOU.

**ARTICLE 4-2 :** Madame Cécile DELEUZE, responsable du service Laboratoire RH et Accompagnement des Parcours professionnels, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Cécile DELEUZE, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Cécile MATTERA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Cécile DELEUZE et Madame Cécile MATTERA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoît ZENOU.

**ARTICLE 4-3 :** Madame Nathalie CONNAC, responsable du service Formation, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Nathalie CONNAC, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Cécile MATTERA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Nathalie CONNAC et de Madame Cécile MATTERA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoît ZENOU.

**ARTICLE 4-4 :** Madame Monique COGOLLOS, responsable du service Prospective Métiers et Compétences, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Monique COGOLLOS, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Cécile MATTERA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Monique COGOLLOS et de Madame Cécile MATTERA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoît ZENOU.

**ARTICLE 5 :** La Direction de la Qualité de vie au Travail, du Dialogue social et de l'Accompagnement managérial (DQVT) est composée des services suivants :

- Dialogue social, accompagnement managérial et égalité professionnelle
- Qualité de vie au travail.

Le directeur de la Qualité de vie au Travail, du Dialogue social et de l'Accompagnement managérial (poste vacant), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € HT ;
  - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du directeur de la Qualité de vie au Travail, du Dialogue social et de l'Accompagnement managérial, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Laurent CHALVIDAN et Monsieur Mehdi JACQUET, chacun pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement du directeur de la Qualité de vie au Travail, du Dialogue social et de l'Accompagnement managérial, de Monsieur Laurent CHALVIDAN et de Monsieur Mehdi JACQUET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoît ZENOU.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement du directeur de la Qualité de vie au Travail, du Dialogue social et de l'Accompagnement managérial, la délégation est accordée à Monsieur Benoît ZENOU.

**ARTICLE 5-1 :**

Monsieur Laurent CHALVIDAN, responsable du service Dialogue social, accompagnement managérial et égalité professionnelle, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Laurent CHALVIDAN, la délégation ci-dessus est accordée au directeur de la Qualité de vie au Travail, du Dialogue social et de l'Accompagnement managérial.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Laurent CHALVIDAN et du directeur de la Qualité de vie au Travail, du Dialogue social et de l'Accompagnement managérial, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoît ZENOU.

**ARTICLE 5-2 :** Monsieur Mehdi JACQUET, responsable du service Qualité de vie au travail, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Mehdi JACQUET, la délégation ci-dessus est accordée au directeur de la Qualité de vie au Travail, du Dialogue social et de l'Accompagnement managérial.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Mehdi JACQUET et du directeur de la Qualité de vie au Travail, du Dialogue social et de l'Accompagnement managérial, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoît ZENOU.

**ARTICLE 6 :** Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

**ARTICLE 7 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 11 févr. 2019



**Monsieur le Président  
Philippe SAUREL**

**Publiée le :** 13/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-72584-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13/02/19

Réception en Préfecture : 13/02/19

Notifié le : 18/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Secrétariat Général**

Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Madame Sonia KERANGUEVEN  
Conseillère métropolitaine  
délégée au Centre d'art contemporain**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2122-18, L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine de la Culture ;
- VU la qualité de Conseillère métropolitaine de Madame Sonia KERANGUEVEN.

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : Madame Sonia KERANGUEVEN reçoit délégation au Centre d'art contemporain auprès de Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-président. Cette délégation n'emporte pas délégation de signature.

**ARTICLE 2** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 11 févr. 2019**



**Monsieur le Président  
Philippe SAUREL**

**Publiée le : 13/02/19**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-243400017-20190101-73302-AR-1-1**

**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 13/02/19**

**Réception en Préfecture : 13/02/19**

**Notifié le : 18/02/19**

**Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.**





**Service Politique de la Ville**

**Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Madame Caroline NAVARRE  
Conseillère métropolitaine  
délégée à la Prévention Santé**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2122-18, L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et de l'Innovation et de l'Artisanat ;
- VU la qualité de Conseillère métropolitaine de Madame Caroline NAVARRE.

#### **A R R E T E**

**ARTICLE 1** : Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n°A2015-21 portant délégation de fonction à Madame Caroline NAVARRE.

**ARTICLE 2** : Madame Caroline NAVARRE reçoit délégation à la Prévention Santé auprès de Madame Chantal MARION, Vice-présidente. Cette délégation n'emporte pas délégation de signature.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 11 févr. 2019**



**Monsieur le Président  
Philippe SAUREL**

**Publiée le : 13/02/19**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-243400017-20190101-73318-AR-1-1**

**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 13/02/19**

**Réception en Préfecture : 13/02/19**

**Notifié le : 18/02/19**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Secrétariat Général**

**Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Monsieur Yvon PELLET  
Conseiller métropolitain  
délégué à la Promotion des produits  
agricoles et viticoles, fêtes afférentes**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2122-18, L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Mylène FOURCADE en qualité de Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Mylène FOURCADE dans les domaines de l'Agro-écologie et l'Alimentation ;
- VU la qualité de Conseiller métropolitain de Monsieur Yvon PELLET.

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n°A2017-205 portant délégation de fonction à Monsieur Yvon PELLET.

**ARTICLE 2** : Monsieur Yvon PELLET reçoit délégation à la Promotion des produits agricoles et viticoles, fêtes afférentes auprès de Madame Mylène FOURCADE, Vice-présidente. Cette délégation n'emporte pas délégation de signature.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 11 févr. 2019**



**Monsieur le Président  
Philippe SAUREL**

**Publiée le : 13/02/19**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**034-243400017-20190101-73325-AR-1-1**

**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 13/02/19**

**Réception en Préfecture : 13/02/19**

**Notifié le : 18/02/19**

**Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.**



**Direction Secrétariat Général**

Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Madame Véronique PEREZ**  
**Conseillère métropolitaine**  
**déléguée au Tourisme**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2122-18, L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Gilbert PASTOR dans les domaines des Relations internationales, du Tourisme, de la Création, Aménagement et Gestion des Parcs d'activité et de l'Immobilier métropolitain ;
- VU la qualité de Conseillère métropolitaine de Madame Véronique PEREZ.

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n°A2017-213 portant délégation de fonction à Madame Véronique PEREZ.

**ARTICLE 2** : Madame Véronique PEREZ reçoit délégation au Tourisme auprès de Monsieur Gilbert PASTOR, Vice-président. Cette délégation n'emporte pas délégation de signature.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 11 févr. 2019**



**Monsieur le Président  
Philippe SAUREL**

**Publiée le : 13/02/19**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-243400017-20190101-73335-AR-1-1**

**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 13/02/19**

**Réception en Préfecture : 13/02/19**

**Notifié le : 18/02/19**

**Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.**



**Direction Secrétariat Général**

**Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Madame Jackie GALABRUN-BOULBES  
Première Vice-Présidente  
délégée au Service public  
de l'Eau et de l'Assainissement**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires ;
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Première Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole ;
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services.

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n°MAR2018-0203 portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

**ARTICLE 2** : Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, Première Vice-Présidente, reçoit délégation de fonction dans le domaine du Service public de l'eau et de l'Assainissement.

**ARTICLE 3** : Dans le domaine de délégation défini à l'article 2, Madame Jackie GALABRUN-BOULBES reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs, à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires ;
- En matière de marchés publics, délégation de signature pour les décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT.

**ARTICLE 4** : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA.

**ARTICLE 5** : Madame Jackie GALABRUN-BOULBES est habilitée à signer les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 6** : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, Madame Jackie GALABRUN-BOULBES est autorisée à signer les arrêtés de pouvoir de police spéciale en matière d'assainissement.

**ARTICLE 7** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 11 févr. 2019



Monsieur le Président  
Philippe SAUREL

**Publiée le** : 13/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-73342-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13/02/19

Réception en Préfecture : 13/02/19

Notifié le : 18/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction Secrétariat Général**

**Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Monsieur Max LEVITA  
2ème Vice-Président délégué aux Finances**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires ;
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Max LEVITA en qualité de Vice-Président ;
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Première Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole ;
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services.

## **A R R E T E**

**ARTICLE 1** : Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n°MAR2018-0206 portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA.

**ARTICLE 2** : Monsieur Max LEVITA, 2<sup>ème</sup> Vice-Président, reçoit délégation de fonction dans les domaines des Finances.

**ARTICLE 3** : Dans le domaine de délégation défini à l'article 2, Monsieur Max LEVITA reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs, à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires ;
- En matière de marchés publics, délégation de signature pour les décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT.

**ARTICLE 4** : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Max LEVITA, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

**ARTICLE 5** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Max LEVITA et de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA.

**ARTICLE 6** : Délégation est attribuée à Monsieur Max LEVITA à l'effet de signer l'ensemble des pièces comptables de Montpellier Méditerranée Métropole comprenant notamment :

- Les mandats, titres, certificats de paiement des marchés, réductions de titres, ordres de reversement, mandats d'annulation, bordereaux de titres et mandats de bordereaux de rejet,
- Les documents relatifs à la paie et aux charges du personnel, les rectifications apportées aux factures et aux mandats,
- Les admissions en non-valeur,
- Les états de poursuite par voie de saisie des redevables,
- Les arrêtés de compte de fin d'exercice et les certifications conformes de la comptabilité du trésorier principal municipal retracée dans le compte de gestion, les états de reste à réaliser et l'état des dépenses engagées non mandatées.

**ARTICLE 7** : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Max LEVITA, les délégations prévues à l'article 6 sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Juliette BEREGLI.

**ARTICLE 8** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Max LEVITA et de Madame Juliette BEREGLI, Madame Céline FERRIE reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature des actes dans les conditions définies à l'article 6.

**ARTICLE 9** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Max LEVITA, de Madame Juliette BEREGLI et de Madame Céline FERRIE, Madame Emilie DREUX reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature des actes dans les conditions définies à l'article 6.

**ARTICLE 10** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 11 févr. 2019**



**Monsieur le Président  
Philippe SAUREL**

**Publiée le : 13/02/19**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-243400017-20190101-73360-AR-1-1**

**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 13/02/19**

**Réception en Préfecture : 13/02/19**

**Notifié le : 18/02/19**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Secrétariat Général**

**Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Madame Stéphanie JANNIN  
3ème Vice-Présidente déléguée au  
Développement durable, à  
l'Environnement et à la Biodiversité**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires ;
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Première Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole ;
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services.

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n°MAR2018-0209 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN.

**ARTICLE 2** : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, reçoit délégation de fonction dans les domaines suivants :

- le Développement durable ;
- l'Environnement, incluant la protection et la mise en valeur des milieux naturels sensibles, la lutte contre la pollution de l'air et les nuisances sonores ;
- la Biodiversité et la culture scientifique et technique, incluant l'aquarium Mare Nostrum et le planétarium Galilée ;
- le Plan Climat Air Energie Territorial ;
- la Réhabilitation thermique des copropriétés.

**ARTICLE 3** : Dans le domaine de délégation défini à l'article 2, Madame Stéphanie JANNIN reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs, à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires,
- En matière de marchés publics, délégation de signature pour les décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT.

**ARTICLE 4** : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Stéphanie JANNIN, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

**ARTICLE 5** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Stéphanie JANNIN et de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 11 févr. 2019**



**Monsieur le Président  
Philippe SAUREL**

**Publiée le : 13/02/19**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**034-243400017-20190101-73394-AR-1-1**

**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 13/02/19**

**Réception en Préfecture : 13/02/19**

**Notifié le : 18/02/19**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Secrétariat Général**

**Extrait du registre des  
Arrêts de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Monsieur Gilbert PASTOR  
4ème Vice-Président délégué  
aux Relations internationales, au Tourisme  
et à la création, l'aménagement et la  
gestion des Parcs d'activités et de  
l'Immobilier métropolitain**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires ;
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de 4<sup>ème</sup> Vice-Président ;
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Première Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole ;
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services.

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n°MAR2018-0212 portant délégation de fonction à Monsieur Gilbert PASTOR.

**ARTICLE 2** : Monsieur Gilbert PASTOR, 4<sup>ème</sup> Vice-Président, reçoit délégation de fonction dans les domaines suivants :

- Les Relations internationales ;
- Le Tourisme ;
- La création, l'aménagement et la gestion des Parcs d'activité et de l'Immobilier métropolitain.

**ARTICLE 3** : Dans le domaine de délégation défini à l'article 2, Monsieur Gilbert PASTOR reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs, à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires ;
- En matière de marchés publics : délégation de signature pour les décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT.

**ARTICLE 4** : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Gilbert PASTOR, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

**ARTICLE 5** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Gilbert PASTOR et de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 11 févr. 2019



**Monsieur le Président  
Philippe SAUREL**

**Publiée le** : 13/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-73492-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13/02/19

Réception en Préfecture : 13/02/19

Notifié le : 18/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction Secrétariat Général**

**Extrait du registre des  
Arrêts de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Madame Isabelle GUIRAUD  
5ème Vice-Présidente  
déléguee à l'Administration générale,  
au Contentieux, aux Affaires juridiques  
et au Protocole**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires ;
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- VU l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente ;
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Première Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole ;
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services.

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n°MAR2018-0215 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD.

**ARTICLE 2** : Madame Isabelle GUIRAUD, Vice-Présidente, reçoit délégation de fonction dans les domaines de l'Administration générale, du Contentieux, des Affaires juridiques et du Protocole.

**ARTICLE 3** : Dans le domaine de délégation défini à l'article 2, Madame Isabelle GUIRAUD reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs, à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires ;
- En matière de marchés publics : délégation de signature pour les décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT.

**ARTICLE 4** : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Isabelle GUIRAUD, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

**ARTICLE 5** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Isabelle GUIRAUD et de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 11 févr. 2019**



**Monsieur le Président  
Philippe SAUREL**

**Publiée le : 13/02/19**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**034-243400017-20190101-73495-AR-1-1**

**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 13/02/19**

**Réception en Préfecture : 13/02/19**

**Notifié le : 18/02/19**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Secrétariat Général**

**Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Monsieur Laurent JAOUL  
6ème Vice-Président  
délégué à la Sécurité, à la Proximité, aux  
Relations avec les usagers, au Complexe  
funéraire et à la Chasse et pêche**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires ;
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Laurent JAOUL en qualité de Vice-Président ;
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Première Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole ;
- VU la note de service 2010-04 n° 153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services.

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n°MAR2018-0218 portant délégation de fonction à Monsieur Laurent JAOUL.

**ARTICLE 2** : Monsieur Laurent JAOUL, Vice-Président, reçoit délégation de fonction dans les domaines de la Sécurité, de la Proximité, des Relations avec les usagers, du Complexe funéraire et de la Chasse et pêche.

**ARTICLE 3** : Dans le domaine de délégation défini à l'article 2, Monsieur Laurent JAOUL reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs, à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires ;
- En matière de marchés publics : délégation de signature pour les décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT.

**ARTICLE 4** : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Laurent JAOUL, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

**ARTICLE 5** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Laurent JAOUL et de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 11 févr. 2019**



**Monsieur le Président  
Philippe SAUREL**

**Publiée le : 13/02/19**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**034-243400017-20190101-73497-AR-1-1**

**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 13/02/19**

**Réception en Préfecture : 13/02/19**

**Notifié le : 18/02/19**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Secrétariat Général**

**Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Monsieur Bernard TRAVIER  
7ème Vice-Président délégué à la Culture**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires ;
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- VU l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER de Vice-Président ;
- VU la délibération du Conseil n° 14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Première Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole ;
- VU la note de service 2010-04 n° 153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services.

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 :** Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n°MAR2018-0221 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER.

**ARTICLE 2 :** Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, reçoit délégation de fonction dans le domaine de la Culture.

**ARTICLE 3** : Dans le domaine de délégation défini à l'article 2, Monsieur Bernard TRAVIER reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs, à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires ;
- En matière de marchés publics : délégation de signature pour les décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT.

**ARTICLE 4** : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Bernard TRAVIER, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

**ARTICLE 5** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Bernard TRAVIER et de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 11 févr. 2019**



**Monsieur le Président  
Philippe SAUREL**

**Publiée le : 13/02/19**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-73724-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13/02/19

Réception en Préfecture : 13/02/19

Notifié le : 18/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Secrétariat Général**

**Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Monsieur Jean-Pierre RICO  
8ème Vice-Président  
délégué aux Transports et à la Mobilité**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires ;
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président ;
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Première Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole ;
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services.

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n°MAR2018-0224 portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre RICO.

**ARTICLE 2** : Monsieur Jean-Pierre RICO, Vice-Président, reçoit délégation de fonction dans le domaine des Transports et de la Mobilité.

**ARTICLE 3** : Dans le domaine de délégation défini à l'article 2, Monsieur Jean-Pierre RICO reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs, à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires ;
- En matière de marchés publics : délégation de signature pour les décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT.

**ARTICLE 4** : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Pierre RICO, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

**ARTICLE 5** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jean-Pierre RICO et de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 11 févr. 2019**



**Monsieur le Président  
Philippe SAUREL**

**Publiée le : 13/02/19**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**034-243400017-20190101-73732-AR-1-1**

**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 13/02/19**

**Réception en Préfecture : 13/02/19**

**Notifié le : 18/02/19**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction Secrétariat Général**

**Extrait du registre des  
Arrêts de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Madame Rosy BUONO  
9ème Vice-Présidente  
déléguée au Fonds de Solidarité pour le  
Logement et à la Protection animale**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires ;
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°14850 du 27 septembre 2017 relative à l'élection de Madame Rosy BUONO en qualité de Vice-Présidente ;
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Première Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole ;
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services.

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n°MAR2018-0227 portant délégation de fonction à Madame Rosy BUONO.

**ARTICLE 2** : Madame Rosy BUONO, Vice-Présidente, reçoit délégation de fonction dans les domaines du Fonds de Solidarité pour le Logement et de la Protection animale (ainsi qu'au complexe animalier Noé).

**ARTICLE 3** : Dans le domaine de délégation défini à l'article 2, Madame Rosy BUONO :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs, à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires ;
- En matière de marchés publics : délégation de signature pour les décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT.

**ARTICLE 4** : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Rosy BUONO, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

**ARTICLE 5** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Rosy BUONO et de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 11 févr. 2019



Monsieur le Président  
Philippe SAUREL

Publiée le : 13/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-73861-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13/02/19

Réception en Préfecture : 13/02/19

Notifié le : 18/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Secrétariat Général**

**Extrait du registre des  
Arrêts de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER  
10ème Vice-Président délégué aux Sports  
et aux Traditions sportives**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires ;
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en qualité de Vice-Président ;
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Première Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole ;
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services.

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n°MAR2018-0230 portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER.

**ARTICLE 2** : Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Vice-Président, reçoit délégation de fonction dans les domaines des Sports et des Traditions sportives.

**ARTICLE 3** : Dans le domaine de délégation défini à l'article 2, Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs, à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires ;
- En matière de marchés publics : délégation de signature pour les décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT.

**ARTICLE 4** : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

**ARTICLE 5** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER et de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 11 févr. 2019



Monsieur le Président  
Philippe SAUREL

Publiée le : 13/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-73867-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13/02/19

Réception en Préfecture : 13/02/19

Notifié le : 18/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Secrétariat Général**

**Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Madame Annie YAGUE  
11ème Vice-Présidente  
déléguee à la Cohésion sociale, à la  
Politique de la Ville, à la Lutte contre les  
discriminations et à l'Insertion par  
l'emploi, à l'Accessibilité et au Handicap**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires ;
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Annie YAGUE en qualité de Vice-Présidente ;
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Première Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole ;
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services.

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n°MAR2018-0233 portant délégation de fonction à Madame Annie YAGUE.

**ARTICLE 2** : Madame Annie YAGUE, Vice-Présidente, reçoit délégation de fonction dans les domaines de la Cohésion sociale, de la Politique de la Ville, de la Lutte contre les discriminations, de l'Insertion par l'emploi, des Aires d'accueil des gens du voyage, de la Gestion des temps, de l'Accessibilité et du Handicap.

**ARTICLE 3** : Dans le domaine de délégation défini à l'article 2, Madame Annie YAGUE reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs, à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires ;
- En matière de marchés publics : délégation de signature pour les décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT.

**ARTICLE 4** : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Annie YAGUE, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

**ARTICLE 5** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Annie YAGUE et de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 11 févr. 2019



**Monsieur le Président  
Philippe SAUREL**

**Publiée le : 13/02/19**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-73870-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13/02/19

Réception en Préfecture : 13/02/19

Notifié le : 18/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Secrétariat Général**

**Extrait du registre des  
Arrêts de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Monsieur Jean-Marc LUSSERT  
12ème Vice-Président délégué  
à la Prévention des risques majeurs  
et à la Gestion des milieux aquatiques**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires ;
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Jean-Marc LUSSERT en qualité de Vice-Président ;
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Première Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole ;
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services.

**AR R E T E**

**ARTICLE 1** : Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n°MAR2018-0236 portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Marc LUSSERT.

**ARTICLE 2** : Monsieur Jean-Marc LUSSERT, Vice-Président, reçoit délégation de fonction dans les domaines de la Prévention des risques majeurs et de la Gestion des milieux aquatiques.

**ARTICLE 3** : Dans le domaine de délégation défini à l'article 2, Monsieur Jean-Marc LUSSERT reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs, à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires ;
- En matière de marchés publics : délégation de signature pour les décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT.

**ARTICLE 4** : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Marc LUSSERT, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

**ARTICLE 5** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jean-Marc LUSSERT et de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 11 févr. 2019



**Monsieur le Président  
Philippe SAUREL**

**Publiée le** : 13/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-73884-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13/02/19

Réception en Préfecture : 13/02/19

Notifié le : 18/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction Secrétariat Général**

**Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Madame Mylène FOURCADE  
13ème Vice-Présidente déléguée  
à l'Agro-écologie et à l'Alimentation**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires ;
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Mylène FOURCADE en qualité de Vice-Présidente ;
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Première Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole ;
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services.

#### **A R R E T E**

**ARTICLE 1** : Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n°MAR2018-0239 portant délégation de fonction à Madame Mylène FOURCADE.

**ARTICLE 2** : Madame Mylène FOURCADE, Vice-Présidente, reçoit délégation de fonction dans les domaines de l'Agro-écologie et Alimentation.

**ARTICLE 3** : Dans le domaine de délégation défini à l'article 2, Madame Mylène FOURCADE reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs, à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires ;
- En matière de marchés publics : délégation de signature pour les décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT.

**ARTICLE 4** : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Mylène FOURCADE, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

**ARTICLE 5** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Mylène FOURCADE et de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 11 févr. 2019



Monsieur le Président  
Philippe SAUREL

**Publiée le** : 13/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-73890-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13/02/19

Réception en Préfecture : 13/02/19

Notifié le : 18/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Secrétariat Général**

Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Madame Chantal MARION  
14ème Vice-Présidente déléguée au  
Développement économique, à  
l'Enseignement supérieur, à la Recherche  
et l'innovation, à la Planification urbaine et  
à l'Urbanisme, à l'Aménagement et au  
Renouvellement urbain opérationnels**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires ;
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Première Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole ;
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services.

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n° MAR2018-0242 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION.

**ARTICLE 2** : Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, reçoit délégation de fonction dans les domaines suivants :

- Le Développement économique, l'Enseignement supérieur, la Recherche et Innovation, la French Tech et l'Artisanat ;
- La Planification urbaine notamment le SCoT et le PLUi, l'urbanisme, aménagement et renouvellement urbain opérationnels, la rénovation urbaine dont l'ANRU, l'habitat, le droit des sols, ainsi que les acquisitions et ventes foncières liées aux espaces publics affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires, les procédures d'expropriation, les documents liés à l'exercice du droit de priorité pour tout bien immobilier à vocation de domaine public affecté à tout mode de déplacement et leurs accessoires, les acquisitions par procédure de transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme.

**ARTICLE 3** : Dans le domaine de délégation défini à l'article 2, Madame Chantal MARION reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs, à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires ;
- En matière de marchés publics : délégation de signature pour les décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT.

**ARTICLE 4** : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Chantal MARION, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

**ARTICLE 5** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Chantal MARION et de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 11 févr. 2019



Monsieur le Président  
Philippe SAUREL

Publiée le : 13/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-73895-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13/02/19

Réception en Préfecture : 13/02/19

Notifié le : 18/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Secrétariat Général**

**Extrait du registre des  
Arrêts de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Monsieur Noël SEGURA  
15ème Vice-Président  
délégué au Logement**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires ;
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Noël SEGURA en qualité de Vice-Président ;
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Première Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole ;
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services.

#### **A R R E T E**

**ARTICLE 1** : Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n°MAR2018-0245 portant délégation de fonction à Monsieur Noël SEGURA.

**ARTICLE 2** : Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, reçoit délégation de fonction dans le domaine du Logement.

**ARTICLE 3** : Dans le domaine de délégation défini à l'article 2, Monsieur Noël SEGURA reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs, à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires ;
- En matière de marchés publics : délégation de signature pour les décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT.

**ARTICLE 4** : Délégation de signature est accordée à Monsieur Noël SEGURA concernant tous les courriers relatifs à la délégation de la compétence d'attribution des aides à la pierre de l'Agence Nationale de l'Habitat, en application des dispositions des I et II de l'article R. 321-10, de l'article R. 321-10-1 et du II de l'article R. 321-11 du Code de la construction et de l'habitation, à l'exception des courriers de notification de décision d'agrément de subvention et des délégations de signatures consenties aux agents de Montpellier Méditerranée Métropole dans ce domaine.

**ARTICLE 5** : Délégation de signature est accordée à Monsieur Noël SEGURA concernant l'ensemble des décisions et courriers relatifs à la délégation de la compétence d'attribution des aides à la pierre de l'Etat, à l'exception de ceux qui concernent l'une des sociétés de FDI Groupe ou la SA d'HLM SFHE / Groupe ARCADE, et de ceux relevant des délégations de signatures consenties aux agents de Montpellier Méditerranée Métropole dans ce domaine.

**ARTICLE 6** : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Noël SEGURA, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

**ARTICLE 7** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Noël SEGURA et de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA.

**ARTICLE 8** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 11 févr. 2019



Monsieur le Président  
Philippe SAUREL

Publiée le : 13/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-73910-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13/02/19

Réception en Préfecture : 13/02/19

Notifié le : 18/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Secrétariat Général**

**Extrait du registre des  
Arrêts de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Madame Régine ILLAIRE  
16ème Vice-Présidente  
déléguee aux Ressources humaines**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires ;
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Madame Régine ILLAIRE en qualité de Vice-Présidente ;
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Première Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole ;
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services.

## **A R R E T E**

**ARTICLE 1** : Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n°MAR2018-0248 portant délégation de fonction à Madame Régine ILLAIRE.

**ARTICLE 2** : Madame Régine ILLAIRE, Vice-Présidente, reçoit délégation de fonction dans le domaine des Ressources Humaines.

**ARTICLE 3** : Dans le domaine de délégation défini à l'article 2, Madame Régine ILLAIRE reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs, à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires ;
- En matière de marchés publics : délégation de signature pour les décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT.

**ARTICLE 4** : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Régine ILLAIRE, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

**ARTICLE 5** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Régine ILLAIRE et de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 11 févr. 2019**



**Monsieur le Président  
Philippe SAUREL**

**Publiée le : 13/02/19**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-73918-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13/02/19

Réception en Préfecture : 13/02/19

Notifié le : 18/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction Secrétariat Général**

**Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Monsieur Thierry BREYSSE  
17ème Vice-Président délégué à la Voirie et  
l'Espace public, et à la Mixité dans le parc  
de logement social public**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires ;
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- VU l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n° 14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président ;
- VU la délibération du Conseil n° 14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Première Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole ;
- VU la note de service 2010-04 n° 153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n° MAR2018-0252 portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE.

**ARTICLE 2** : Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président, reçoit délégation de fonction dans les domaines de la Voirie et de l'Espace public, et de la Mixité dans le parc de logement social public, notamment l'élaboration du « Plan partenarial de la gestion de la demande et d'information des demandeurs ».

**ARTICLE 3** : Dans les domaines de délégation définis à l'article 2, Monsieur Thierry BREYSSE reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs, à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires ;
- En matière de marchés publics : délégation de signature pour les décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT.

**ARTICLE 4** : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thierry BREYSSE, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

**ARTICLE 5** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thierry BREYSSE et de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 5 févr. 2019



Monsieur le Président  
Philippe SAUREL

Publiée le : 06/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-73935A-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06/02/19

Réception en Préfecture : 06/02/19

Notifié le : 07/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Secrétariat Général**

**Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Madame Valérie BARTHAS-ORSAL  
18ème Vice-Présidente déléguée  
à la Prévention et la valorisation des  
déchets, et à la Propreté de l'espace public**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires ;
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Valérie BARTHAS-ORSAL en qualité de Vice-Présidente ;
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Première Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole ;
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services.

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n°MAR2018-0255 portant délégation de fonction à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL.

**ARTICLE 2** : Madame Valérie BARTHAS-ORSAL, Vice-Présidente, reçoit délégation de fonction dans les domaines de la Prévention et de la Valorisation des déchets, ainsi que de la Propreté de l'espace public.

**ARTICLE 3** : Dans le domaine de délégation défini à l'article 2, Madame Valérie BARTHAS-ORSAL reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs, à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires ;
- En matière de marchés publics : délégation de signature pour les décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT.

**ARTICLE 4** : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Valérie BARTHAS-ORSAL, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

**ARTICLE 5** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Valérie BARTHAS-ORSAL et de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 11 févr. 2019



**Monsieur le Président  
Philippe SAUREL**

**Publiée le : 13/02/19**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-73940-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13/02/19

Réception en Préfecture : 13/02/19

Notifié le : 18/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Secrétariat Général**

**Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Monsieur Jean-Luc SAVY  
19ème Vice-Président délégué à la  
Participation citoyenne, à la Performance  
et l'évaluation des politiques publiques, et  
au Suivi du schéma de mutualisation et de  
la coopérative de services**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires ;
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- VU l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n° M2019-1 du 31 janvier 2019 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc SAVY en qualité de Vice-Président ;
- VU la délibération du Conseil n° 14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Première Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole ;
- VU la note de service 2010-04 n° 153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n° A2015/20 portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc SAVY.

**ARTICLE 2** : Monsieur Jean-Luc SAVY, Vice-Président, reçoit délégation de fonction dans les domaines suivants :

- Participation citoyenne ;
- Performance et évaluation des politiques publiques ;
- Suivi du schéma de mutualisation et de la coopérative de services.

**ARTICLE 3** : Dans le domaine de délégation défini à l'article 2, Monsieur Jean-Luc SAVY reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs, à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires ;
- En matière de marchés publics : délégation de signature pour les décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT.

**ARTICLE 4** : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Luc SAVY, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

**ARTICLE 5** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jean-Luc SAVY et de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 5 févr. 2019**



**Monsieur le Président  
Philippe SAUREL**

**Publiée le : 06/02/19**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-73943-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06/02/19

Réception en Préfecture : 06/02/19

Notifié le : 07/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Secrétariat Général**

**Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Madame Eliane LLORET  
20ème Vice-Présidente déléguée  
à l'Energie et à la Transition énergétique**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires ;
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Madame Eliane LLORET en qualité de Vice-Présidente ;
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Première Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole ;
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services.

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n°MAR2018-0261 portant délégation de fonction à Madame Eliane LLORET.

**ARTICLE 2** : Madame Eliane LLORET, Vice-Présidente, reçoit délégation de fonction dans les domaines de l'Energie et de la Transition énergétique.

**ARTICLE 3** : Dans le domaine de délégation défini à l'article 2, Madame Eliane LLORET reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs, à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires ;
- En matière de marchés publics : délégation de signature pour les décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT.

**ARTICLE 4** : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Eliane LLORET, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

**ARTICLE 5** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Eliane LLORET et de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 11 févr. 2019**



**Monsieur le Président  
Philippe SAUREL**

**Publiée le : 13/02/19**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-73947-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13/02/19

Réception en Préfecture : 13/02/19

Notifié le : 18/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction Secrétariat Général**

**Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Monsieur Abdi EL KANDOUSSI  
- Membre du Bureau -  
Conseiller métropolitain  
délégué à la Communication et au  
Développement du très haut débit et lutte  
contre la fracture numérique**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires ;
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche et de l'Innovation et de l'Artisanat ;
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de 1<sup>ère</sup> Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole ;
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services ;
- VU la qualité de Conseiller métropolitain de Monsieur Abdi EL KANDOUSSI.

**AR R E T E**

**ARTICLE 1** : Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n°MAR2018-0264 portant délégation de signature à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI.

**ARTICLE 2** : Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Conseiller métropolitain, membre du Bureau, reçoit délégation à la Communication auprès de Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3** : Monsieur Abdi EL KANDOUSSI reçoit délégation au Développement du très haut débit et de la lutte contre la fracture numérique auprès de Madame Chantal MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4** : Dans le cadre des domaines de compétence définis aux articles 2 et 3, Monsieur Abdi EL KANDOUSSI reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs, à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires.
- En matière de marchés publics : délégation de signature pour les décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT.

**ARTICLE 5** : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

**ARTICLE 6** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Abdi EL KANDOUSSI et de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA.

**ARTICLE 7** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté

**Montpellier, le 11 févr. 2019**



**Monsieur le Président  
Philippe SAUREL**

**Publiée le : 13/02/19**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-243400017-20190101-73949-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13/02/19

Réception en Préfecture : 13/02/19

Notifié le : 18/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction qualité de vie au travail, du dialogue social et de l'accompagnement managérial**  
Unité administrative qualité de vie au travail

Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Arrêté portant modifications des membres  
du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des  
Conditions de Travail de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10.
- VU la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires et la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- VU le décret 85-565 du 30 mai 1985 relatif aux comités techniques des collectivités territoriales et de leurs établissements publics modifiés ;
- VU le décret 85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité au travail ainsi qu'à la médecine préventive dans la fonction publique territoriale modifié ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU le renouvellement du Conseil suite aux élections de mars 2014,
- VU l'élection municipale partielle de la commune de Pignan en date du 31 mai 2015,
- VU la délibération du Conseil n°12405 du 31 juillet 2014, fixant le nombre de représentants de l'administration et de représentants du personnel du Comité Technique,

-VU le procès-verbal des opérations de recensement et de dépouillement pour l'élection des représentants du personnel au Comité Technique en date du 4 décembre 2014,

-VU l'arrêté n°A2015-253 du 22 décembre 2015 portant composition du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail de Montpellier Méditerranée Métropole,

**ARRETE :**

**ARTICLE 1 :** L'arrêté n°A2015-253 du 22 décembre 2015 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2 :** Sont désignés en tant que représentants de Montpellier Méditerranée Métropole relevant du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail placé auprès de l'administration les membres ci-après :

En qualité de membres titulaires :	En qualité de membres suppléants
<b>Mme Régine ILLAIRE, Présidente</b> <b>Mme Rosy BUONO</b> <b>M. Guy BARRAL</b> <b>M. Abdi EL KANDOUSSI</b> <b>M. Christian FINA</b> <b>M. Olivier MERLIAUD</b> <b>Mme Chantal LEVY-RAMEAU</b> <b>Mme Annie YAGUE</b> <b>Mme Sabria BOUALLAGA</b> <b>M. Benoit ZENOU</b>	<b>M. Jérémie MALEK</b> <b>Mme Jackie GALABRUN-BOULBES</b> <b>Mme Eliane LLORET</b> <b>M. Thierry BREYSSE</b> <b>M. Yves NURIT</b> <b>M. Fabrice MANUEL</b> <b>Mme Mylène FOURCADE</b> <b>Mme Isabelle GUIRAUD</b> <b>Mme Maud BODKIN</b> <b>M. Rémi AILLERET</b>

**ARTICLE 3 :** Des représentants du personnel sont désignés par les organisations syndicales, à la suite des résultats des élections professionnelles du 6 décembre 2018, pour siéger au sein du Comité d'Hygiène de Sécurité et des Conditions de Travail :

En qualité de membres titulaires :	En qualité de membres suppléants :
<b>M. Abdelkader AMLOUK, syndicat UNSA</b> <b>M. Laurent BERNARD, syndicat UNSA</b> <b>Mme Hanane ZIANI, syndicat UNSA</b> <b>Mme Shirley BARBAUD, syndicat UNSA</b> <b>M. David DEPREZ, syndicat UNSA</b> <b>Mme Karine BERNARD, syndicat FO</b> <b>M. Christian FABARON, syndicat FO</b> <b>M. Patrick CORNELLES, syndicat SUD</b> <b>Mme Véronique PENARANDA, syndicat CFDT</b> <b>M. Jean-Marc BARDIN, syndicat CGT</b>	<b>M. Mohammed CHEBLI, syndicat UNSA</b> <b>Mme Sandrine CAMPOS, syndicat UNSA</b> <b>M. Daniel BARCELO, syndicat UNSA</b> <b>M. Ichem MOGHEL, syndicat UNSA</b> <b>M. Gilles ZOZOR, syndicat UNSA</b> <b>Mme Céline MILLET, syndicat FO</b> <b>M. Rémy LASCOLS, syndicat FO</b> <b>M. François FOURES, syndicat SUD</b> <b>M. Nicolas SCHNELL, syndicat CFDT</b> <b>M. Greg DERRIEUX, syndicat CGT</b>

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 20 févr. 2019**



**Monsieur le Président  
Philippe SAUREL**

**Publiée le : 20/02/19**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**034-243400017-20190101-74334-AR-1-1**

**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 20/02/19**

**Réception en Préfecture : 20/02/19**

**Notifié le :**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement**  
**Service Maîtrise du Service Public**

**Extrait du registre des**  
**Arrêtés de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Autorisant le déversement des eaux usées  
autres que domestiques de l'Établissement  
CLIMAT MEDITERRANEE dans le  
système de collecte et de traitement de  
Montpellier Méditerranée Métropole aux  
conditions décrites dans le présent arrêté  
pour les années 2019 à 2024**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le Code général des collectivités territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- **Vu** la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;

- **Vu** la demande de l'établissement CLIMAT MEDITERRANEE;
- **Vu** l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- **Vu** la délibération n°14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Mme Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Vice-Présidente déléguée au service public de l'eau et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** l'arrêté n°A2017-195 du 26 juillet 2017 portant délégation de fonction à Mme Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;
- **Considérant** que l'Établissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;
- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

## **ARRETE**

### **Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION**

L'Établissement CLIMAT MEDITERRANEE (CLIMAT COMPAGNIE LITTORALE DE MATERIELS),

- dont le siège social est situé Chemin de la Muscatelle à Châteauneuf Le Rouge 13790,
- est représenté par Paul DEWALEYNE, en qualité de Gérant,

L'Établissement CLIMAT MEDITERRANEE

- est situé au 200 Allée Jean François Lesueur Montpellier 34070,
- est implanté sur la parcelle dont la référence cadastrale est : OC 12,

ci-après désigné « l'Établissement »

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Location de sanitaires mobiles, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Établissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé 200 Allée Jean François Lesueur Montpellier 34070.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Lavage nettoyage des sanisettes et des camions de transport
- Dépotage des sanisettes en cuve,
- Réparation légère.

Les références de l'Établissement sont :

- N° SIRET : 43454770900015
- Code NAF ou APE : 7739Z

L'Établissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement et il n'est pas soumis à d'autres contraintes réglementaires.

Montpellier Méditerranée Métropole , représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou sa Vice-Présidente déléguée dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Établissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Didier BENARD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Établissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Établissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Établissement après notification.

## **Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS**

### **2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES**

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades, ....) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous-produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Établissement CLIMAT MEDITERRANEE doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

### **2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

## **Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES**

En contrepartie du service rendu, l'Établissement CLIMAT MEDITERRANEE, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au



paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Établissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

#### **Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION**

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Établissement CLIMAT MEDITERRANEE désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

En cas de cession de l'Établissement, l'arrêté d'autorisation de déversement est transféré de plein droit et dans les mêmes conditions au concessionnaire dans la mesure où la même activité industrielle est poursuivie.

A cet effet, l'Établissement s'engage à porter à la connaissance du cessionnaire du présent arrêté et à introduire dans l'acte de cession une clause de respect par le cessionnaire des conditions fixées par le présent acte.

L'Établissement s'engage à notifier à Montpellier Méditerranée Métropole la cession qui donnera lieu ou non, pour acte du changement du titulaire, à la rédaction d'un avenant à cet arrêté d'autorisation. L'Établissement reste engagé à l'égard de Montpellier Méditerranée Métropole jusqu'à la notification, si nécessaire, de cet avenant d'arrêté d'autorisation.

Si un changement notable des activités du cessionnaire entraîne une variation des caractéristiques du rejet, Montpellier Méditerranée Métropole doit en être informé et peut alors décider d'établir un nouvel acte.

#### **Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Établissement CLIMAT MEDITERRANEE devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Établissement CLIMAT MEDITERRANEE et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Établissement CLIMAT MEDITERRANEE s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

## **Article 6 : INCIDENTS**

### **6.A. PRINCIPES**

L'Établissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Établissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Établissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Établissement CLIMAT MEDITERRANEE, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès-verbal mettra en demeure l'Établissement CLIMAT MEDITERRANEE de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filière eau et boues) seront à la charge de l'Établissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Établissement CLIMAT MEDITERRANEE sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

### **6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES**

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Établissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est

impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Établissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

- informeront l'Établissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

#### **6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES**

L'Établissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non-respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non-conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Établissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Établissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

#### **Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES**

##### **7.A. SANCTION**

L'Établissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

##### **7.B. CONTESTATION**

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Établissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

##### **7.C. RESPONSABILITE**

L'Établissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Établissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Établissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Établissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Établissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non-respect par l'Établissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Établissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Établissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Établissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

**Montpellier, le 26 févr. 2019**

**Signé.**

**Madame la Vice-Présidente déléguée  
Jackie GALABRUN-BOULBES**

**Publiée le : 26/02/19**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**034-243400017-20190101-74679-AR-1-1**

**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 26/02/19**

**Réception en Préfecture : 26/02/19**

**Notifié le :**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
**Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des**  
**Arrêtés de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Ouverture d'une enquête publique relative**  
**au transfert d'office des parcelles privées**  
**constitutives de voiries du groupe**  
**d'habitations "Les Jardins de Pérols", rues**  
**Georges Bizet et François Derosi -**  
**Commune de Pérols - Autorisation**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10.
- VU la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code de l'Urbanisme et notamment les Articles L.318-3, R.318-7, R.318-10 et R.318-11,
- VU le Code de la voirie routière, et notamment les articles L.141-3, L.141-12 et R.141-4 à R.141-10,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la délibération du conseil municipal de la commune de Pérols n° 2015-01-29/3 en date du 29 janvier 2015 concernant la procédure de transfert d'office des voies privées dans le domaine public communal du groupe d'habitation "Les Jardins de Pérols" Rues Georges Bizet et François Derosi;
- VU les pièces composant le dossier soumis à enquête publique ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Il sera procédé à une enquête publique sur le projet de transfert d'office dans le domaine public métropolitain des parcelles constitutives de voiries et espaces publics du groupe d'habitation "Les Jardins de Pérols", rues Georges Bizet et François Derosi, visées dans la délibération du conseil municipal de la commune de Pérols n° 2015-01-29/3. Cette enquête se déroulera pendant une durée de quinze jours, du lundi 1<sup>er</sup> avril au lundi 15 avril 2019 inclus.

**ARTICLE 2 :** Monsieur Jean-Claude HUDRISIER, Ingénieur principal à la retraite, demeurant à Montpellier (34070), est désigné en qualité de Commissaire-Enquêteur.

**ARTICLE 3 :** Un exemplaire du dossier, ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles, côté et paraphé par le Commissaire-Enquêteur sera déposé en Mairie de Pérols, et au siège de la Métropole, du lundi 1<sup>er</sup> avril au lundi 15 avril 2019 inclus.

Le public pourra prendre connaissance du dossier et formuler ses observations sur le registre d'enquête ouvert à cet effet aux jours et heures habituels d'ouverture de la Mairie de Pérols, et du siège de la Métropole, du lundi 1<sup>er</sup> avril au lundi 15 avril 2019 inclus.

Par ailleurs, le public pourra adresser ses observations écrites au Commissaire-Enquêteur à l'adresse suivante :

Montpellier Méditerranée Métropole  
Monsieur le Commissaire Enquêteur  
Transfert d'office sur la commune de Pérols  
DAFI – Service Foncier-Espaces Publics  
CS 39556 – 50 Place Zeus  
34961 MONTPELLIER Cedex 2

**ARTICLE 4 :** Monsieur Jean-Claude HUDRISIER, Commissaire-Enquêteur désigné, se tiendra à la disposition du public à la Mairie de Pérols :

- le lundi 1<sup>er</sup> avril 2019, de 09h00 à 12h00 ;
- et le lundi 15 avril 2019, de 14h00 à 17h00.

Monsieur le Commissaire Enquêteur recevra également sur rendez-vous, pris auprès de Montpellier Méditerranée Métropole, Service Foncier-Espaces Publics.

**ARTICLE 5 :** Un avis au public, portant les indications du présent arrêté métropolitain, sera publié quinze jours au moins avant le début de l'enquête, dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département. Une copie des avis publiés dans la presse sera annexée au dossier soumis à l'enquête.

En outre, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute sa durée, il sera procédé à l'affichage du présent arrêté au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, et en Mairie de Pérols, ainsi que sur les lieux concernés. Ces mesures d'affichage seront justifiées par un certificat signé par Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Maire de Pérols.

**ARTICLE 6 :** À l'expiration du délai de l'enquête prévu à l'article 3, le registre sera clos, paraphé et signé par Monsieur le Commissaire-Enquêteur, qui disposera d'un délai de trente jours pour transmettre à Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, le dossier avec son rapport qui fera état de ses conclusions motivées.

Le rapport et les conclusions motivées de Monsieur le Commissaire-Enquêteur pourront être consultés au siège de Montpellier Méditerranée Métropole pendant un an, aux heures habituelles d'ouverture des bureaux au public. Les personnes intéressées pourront en obtenir communication dans les conditions prévues au Titre I de la Loi du 17 juillet 1978.

**ARTICLE 7 :** Une décision sera prise par Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, quant au transfert d'office dans le domaine public des parcelles constitutives de voiries et espaces publics du groupe d'habitation "Les Jardins de Pérols.

Si un propriétaire intéressé a fait connaître son opposition, cette décision sera prise par arrêté préfectoral à la demande de la Métropole.

**ARTICLE 8 :** Une copie du présent arrêté sera adressée à :

- M. le Préfet du Département de l'Hérault.
- Monsieur Jean-Claude HUDRISIER, Commissaire-Enquêteur.

**ARTICLE 9 :** Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, Monsieur le Maire de Pérols et Monsieur le Commissaire-Enquêteur sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 27 févr. 2019



Monsieur le Président  
Philippe SAUREL

Publiée le : 27/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-75536-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 27/02/19

Réception en Préfecture : 27/02/19

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Secrétariat Général**

**Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Représentation du Président au sein du  
Comité de Pilotage (COPIL) concernant le  
site d'intérêt communautaire FR9101393  
"Montagne de la Moure et Causse  
d'Aumelas"**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- **VU** le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 et portant création de métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** l'arrêté préfectoral DDTM34-2011-07-01175 du 26 juillet 2011 portant constitution du Comité de pilotage pour l'élaboration et la mise en œuvre du document d'objectifs du site d'intérêt communautaire FR9101393 « Montagne de la Moure et Causse d'Aumelas »,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- **CONSIDERANT** que le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, membre de droit du COPIL, peut selon ses statuts désigner une personne appelée à l'y représenter,

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : Délégation de fonction est attribuée à Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, en tant que représentante du Président de Montpellier Méditerranée Métropole au sein du Comité de pilotage (COPIL) du site d'intérêt communautaire FR9101393 « Montagne de la Moure et Causse d'Aumelas ». Dans ce cadre, Madame Stéphanie JANNIN est autorisée à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence.

**ARTICLE 2** : Cette délégation s'exercera sous la responsabilité et la surveillance du Président.



**ARTICLE 3** : Copie du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault, Direction des Collectivités territoriales et sera affiché au siège de la Métropole.

**Montpellier, le 11 févr. 2019**



**Monsieur le Président  
Philippe SAUREL**

**Publiée le : 11/02/19**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**034-243400017-20190101-75844A-AR-1-1**

**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 11/02/19**

**Réception en Préfecture : 11/02/19**

**Notifié le : 11/02/19**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Secrétariat Général**

Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Représentation du Président au sein du  
Comité de Pilotage (COFIL) concernant la  
Zone de Protection Spéciale FR9112037  
"Garrigues de la Moure et d'Aumelas"**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 et portant création de Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU l'arrêté préfectoral DDTM34-2016-07-12-07906 du 27 décembre 2016 portant constitution du Comité de pilotage pour l'élaboration et la mise en œuvre du document d'objectifs de la Zone de Protection Spéciale FR9112037 « Garrigues de la Moure et d'Aumelas »,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- **CONSIDERANT** que le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, membre de droit du COFIL, peut selon les statuts de celui-ci désigner une personne pour l'y représenter,

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : Délégation de fonction est attribuée à Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, pour représenter le Président de Montpellier Méditerranée Métropole au sein du Comité de pilotage (COFIL) de la Zone de Protection Spéciale FR9112037 « Garrigues de la Moure et d'Aumelas ». Dans ce cadre, Madame Stéphanie JANNIN est autorisée à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence.

**ARTICLE 2** : Cette délégation s'exercera sous la responsabilité et la surveillance du Président.

**ARTICLE 3** : Copie du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault, Direction des Collectivités territoriales et sera affiché au siège de la Métropole.

**Montpellier, le 11 févr. 2019**



**Monsieur le Président  
Philippe SAUREL**

**Publiée le : 11/02/19**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**034-243400017-20190101-75849A-AR-1-1**

**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 11/02/19**

**Réception en Préfecture : 11/02/19**

**Notifié le : 11/02/19**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**PARTIE 4**  
**ARRETES**  
**INDIVIDUELS**

**PARTIE IV - SOMMAIRE**  
**ARRETES INDIVIDUELS**  
**FEVRIER 2019**

<b>N°ARRETE</b>	<b>TITRE</b>	<b>PAGE</b>
MAI 2019-0019	Représentation du Président – Médiation Juridique – Affaire n°1804576-1	424



**Direction Secrétariat Général**

**Extrait du registre des  
Arrêts de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Représentation du Président  
Médiation juridique - Affaire n°1804576-1**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 5217-2, 5 a) et 5 d),
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12 196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12 200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Max LEVITA en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté de délégation de Monsieur Max LEVITA, 2<sup>ème</sup> Vice-Président délégué aux Finances,
- VU la requête en date du 12 septembre 2018 enregistrée au Tribunal Administratif sous le numéro 1804445-1, Monsieur Jean-Claude CANADAS a assigné Montpellier Méditerranée Métropole
- VU la décision n°MD2018-861 du 8 octobre 2018, autorisant le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à ester en justice consécutivement au dépôt de la requête n°1804445-1 près le Tribunal Administratif de Montpellier par Monsieur Jean-Claude CANADAS,

- **CONSIDERANT** que par courrier en date du 21 septembre 2018, le tribunal a proposé à Monsieur Jean-Claude CANADAS et au Président de Montpellier Méditerranée Métropole de mettre en œuvre une médiation,
- **CONSIDERANT** que les parties ont accepté la médiation et que le tribunal a désigné deux médiatrices par ordonnance du 17 décembre 2018 dans le cadre de l'instance enregistrée sous le numéro 1804576-1,
- **CONSIDERANT** que les médiatrices ont convoqué les parties à une réunion de médiation,

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : Délégation aux fins de me représenter est donnée à Madame Maïté BARRAU, agent de la Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique de Montpellier Méditerranée Métropole et à Monsieur Yvon DANVERT, agent de la Direction de l'Eau et de l'Assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, lors de la médiation concernant l'affaire n° 1804576-1,

**ARTICLE 2** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 12 févr. 2019**

**Signé.**

**Monsieur le Vice-Président délégué  
Max LEVITA**

**Publiée le : 12/02/19**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**034-243400017-20190101-75680-AR-1-1**

**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 12/02/19**

**Réception en Préfecture : 12/02/19**

**Notifié le :**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

